



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 27 JANVIER 2026
GEMEENTERAAD VAN 27 JANUARI 2026

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Nadia El Yousfi, <i>Présidente/Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Charles Spapens, <i>Le Bourgmestre/De Burgemeester</i> ; Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrín, Stéphane Peycker, Liesbeth Goossens, Gilles Martin, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Rizalva dos Santos Deville, Antoine Lebessis, Caroline Dupont, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Hilde De Visscher, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Dominique Goldberg, Dominique Gillard, Michel Claise, Zakaria Yaakoubi, Rokia Bamba, Teresa Vetter, Sophie Michez, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
Verontschuldigd	

Monsieur Elvis Kola est désignée par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

Mijnheer Elvis Kola wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Ouverture de la séance à 19:46
Opening van de zitting om 19:46

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat des assemblées - Secretariaat van de bestuursorganen

- 1 Interpellation citoyenne relative la sécurité et la convivialité dans la nouvelle zone de rencontre sur la chaussée de Neerstalle.**

Burgerinterpellatie over de veiligheid en de gebruiksvriendelijkheid van de inrichting van de Neerstalsesteenweg als erf.

Intervention de Mme AGGUJARO :

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes tous d'accord ici : personne ne défend le statu quo. Le quartier devait évoluer et être redynamisé. La rénovation de l'espace public et la transformation de l'Abbaye sont des opportunités importantes pour Saint-Denis et pour Forest, et vous faites bien de le rappeler.

Mais il est essentiel de partir de la réalité du terrain. Les règles de circulation ont changé à plusieurs reprises en peu de temps, ce qui crée de la confusion pour les habitants comme pour les usagers de passage. Cela appelle davantage de lisibilité, de cohérence et d'accompagnement.

La qualité de l'espace public, l'accessibilité piétonne, en particulier pour les personnes à mobilité réduite, et la mobilité douce sont indispensables : c'est une certitude. Mais nous sommes aussi dans un quartier qui est une porte d'entrée vers Bruxelles. Les usagers de passage font partie intégrante de la réalité du quartier et ne peuvent pas être écartés du raisonnement.

Les commerces ne peuvent pas être accessibles uniquement aux riverains. D'autant plus que les riverains eux-mêmes se déplacent à pied, à vélo, en transports en commun, mais aussi en voiture. Les commerçants ont besoin de l'ensemble de leur clientèle pour maintenir une activité viable ; sans quoi certains ferment et, in fine, ne sont même plus accessibles aux riverains.

Certes, certaines études soulignent un décalage entre la perception des commerçants et la répartition des modes de déplacement de leur clientèle, mais les automobilistes font aussi partie de cette réalité et leur rôle n'est pas négligeable.

La rénovation de l'Abbaye est une opportunité exceptionnelle. Mais pour qu'elle soit une réussite, le Collège doit mettre en place toutes les conditions nécessaires : accessibilité, lisibilité et concertation.

Redynamiser le quartier était indispensable. Mais, comme souvent en matière de politiques publiques, les extrêmes nuisent. Seule une approche équilibrée, pragmatique et attentive aux réalités du terrain, des habitants et des commerçants permettra de faire de ce projet une réussite pour toutes et tous.

Permettez-moi enfin de relever un dernier point. Cette interpellation citoyenne s'adresse au Bourgmestre et à une échevine afin de soutenir la politique actuellement menée. Or, une pétition allant à l'encontre de cette orientation a été signée par un autre membre du Collège, échevin du commerce, issu du même parti que le Bourgmestre, alors même que ce plan a été décidé collégalement.

Cette situation fragilise la lisibilité de l'action communale et met à mal la cohérence politique au sein du Collège. Elle interroge plus largement la position portée par le PS forestois sur ce dossier : soutient-il l'interpellation citoyenne et donc la politique censée être portée par le Collège ou la position défendue par son échevin du commerce ? Une clarification est nécessaire pour que les citoyens, les habitants et les commerçants puissent comprendre la direction réellement suivie.

Intervention de M. MARTIN :

Notre groupe politique tient tout d'abord à remercier chaleureusement les citoyennes et citoyens signataires de cette interpellation pour leur démarche et pour l'engagement qu'ils manifestent en faveur de la qualité de vie et de la sécurité dans nos quartiers.

Vous avez évoqué la notion « d'espace public », qui est une notion fondamentale sur laquelle nous réfléchissons énormément.

Les changements du plan de circulation autour du quartier Saint-Denis s'inscrivent pleinement dans le cadre de la Déclaration de politique communale adoptée démocratiquement par ce Conseil.

Cette déclaration affirme un principe clair :La mobilité doit être au service de toutes et tous, socialement juste, respectueuse de l'environnement, bénéfique pour la santé publique et permettant à chacun et chacune de se déplacer selon ses besoins.

À Forest, notre groupe politique s'inscrit pleinement dans cette vision de la mobilité telle qu'elle figure dans la Déclaration de politique générale adoptée par le Conseil ici présent. Elle fait le choix de placer le piéton au centre des aménagements urbains, de renforcer les transports publics, de développer les modes actifs, tout en maintenant une accessibilité automobile apaisée de tous les quartiers.

Le projet de mobilité autour de la place St-Denis s'inscrit précisément dans cette logique. Il est toutefois important de rappeler qu'une transformation aussi importante de la mobilité ne peut pleinement réussir que si elle se construit dans le dialogue et avec l'adhésion du plus grand nombre. Elle a vocation à être menée avec les habitants, avec les

commerçants, avec l'ensemble des usagers de l'espace public, y compris celles et ceux qui utilisent quotidiennement leur voiture.

Le PS est conscient que ces évolutions peuvent avoir des effets concrets sur certaines activités commerciales et sur certains usages qu'il convient d'entendre, tout en restant ferme sur la philosophie qui anime la Déclaration de politique générale.

Notre groupe politique est favorable à la poursuite du dialogue avec l'ensemble des citoyens forestois et à la recherche, chaque fois que possible, de réponses équilibrées et adaptées. Nous ne pensons pas non plus qu'une transformation durable puisse se faire uniquement « à coups d'amendes ou de procès-verbaux ».

Le respect du nouveau plan de circulation est indispensable, et des contrôles existent déjà, ceci dit. Mais notre priorité est d'abord l'appropriation et la compréhension des changements. Bref, plus de pédagogie et de communication.

Par exemple, il faut certainement améliorer la communication autour des nouvelles places de parking mises à disposition rue de Barcelone, notamment par une signalisation claire à l'entrée du quartier.

L'enjeu aujourd'hui n'est pas d'opposer ambition de transformation et adhésion citoyenne, mais de faire en sorte que l'une renforce l'autre.

Enfin, permettez-moi de conclure sur le sens profond de notre action. Ce n'est jamais simple de transformer des villes qui ont été conçues pendant des décennies pour l'automobile.

Notre objectif est clair : sécuriser l'espace public, protéger les plus vulnérables, améliorer la qualité de l'air, réduire les nuisances et offrir à nos enfants des quartiers plus sûrs et plus agréables à vivre.

Notre groupe, et moi-même à titre personnel, avons pu assister à de nombreuses commissions mobilité. Nous y avons vu que, depuis des années, les aménagements mis en place dans notre commune ont très concrètement sauvé des vies et commencé à améliorer la santé des Forestoises et des Forestois. Et cela, nous le savons tous : la qualité de vie est sans doute le bien le plus précieux qui nous ait été confié à gérer.

Intervention de M. DAGRIN :

Bonsoir à toutes et à tous, et merci d'apporter à notre Conseil communal un point de vue

et un débat démocratique qui interpelle une majorité de nos concitoyens du bas de Forest.

Mon intervention sera en deux parties : premièrement, la position du PTB dans un contexte général ; et deuxièmement, les modestes résultats d'une enquête dans le quartier que j'ai effectuée samedi dernier.

Nous sommes dans une société qui dépend encore largement de l'usage de la voiture. Les lobbys de la voiture ont longtemps poussé et poussent encore à l'acquisition de voitures individuelles. Le développement de la ville et, plus largement, de notre société capitaliste s'est fait en fonction de la voiture. Et, à l'inverse, les services de proximité diminuent, comme les fermetures des agences bancaires ou des bureaux de poste. Le gouvernement fédéral prévoit de couper 600 millions dans le rail. La STIB est sous-financée, des lignes de bus et de tram sont supprimées. La voiture n'est pas un simple choix individuel, mais un phénomène de société qui doit être traité comme tel.

Une partie croissante de la population utilise le vélo ou les transports en commun pour ses déplacements, et c'est une très bonne nouvelle. Mais ce n'est pas possible pour tout le monde. J'ai travaillé 41 ans chez Audi, et beaucoup de mes collègues venaient de Flandre, de Wallonie, même du Nord de la France. Ils commençaient une semaine sur deux à 6h00, et l'autre semaine finissaient à 22h00. Audi, malheureusement, a fermé ses portes. Mais de nombreux travailleurs connaissent des situations similaires. Je pense notamment aux postiers, aux cheminots, aux travailleurs de Bruxelles-Propreté, au personnel des hôpitaux, et tant d'autres. Et c'est également le cas d'autres catégories de la population, comme les ménages avec enfants — 80% de ceux-ci possèdent un véhicule à Bruxelles — ou les personnes à mobilité réduite.

Nous voulons encourager les automobilistes à moins utiliser leur voiture, mais nous voulons aussi tenir compte du fait que l'utilisation de la voiture est encore une nécessité dans beaucoup de cas.

Ce projet de réaménagement ici débattu modifie en profondeur le centre de Forest. La fin du chantier permet le retour du tram et des bus, ce qui est très positif. Plus de place est faite à la mobilité douce. Mais pour les gens qui utilisent la voiture, ce sont de gros changements. Il faut bien accompagner les gens dans ces changements. C'est important d'un point de vue écologique, mais c'est aussi une question sociale, pour limiter au maximum l'exclusion des personnes dépendant de la voiture.

De ce point de vue, le PTB demande de mettre l'accent sur l'information et la prévention plutôt que d'avoir une approche purement répressive ou punitive. Il est normal qu'il y ait une phase d'adaptation. Nous soutenons par ailleurs les aménagements faits par le Collège pour répondre aux difficultés des commerçants, des riverains et des travailleurs utilisant la voiture, comme la réouverture de certains sens interdits et la libération d'une quarantaine de places de parking rue des Abbesses et rue de Barcelone. Les aménagements doivent se construire dans le dialogue.

Nous pensons d'ailleurs qu'il y a encore des possibilités de faciliter la vie des automobilistes sans contrevenir aux aménagements qui ont été apportés dans le cœur de Forest : par exemple en mutualisant les parkings hors voirie, notamment celui d'Audi, ou en libérant des places d'anciennes zones de livraison.

Comme je vous l'ai annoncé en introduction, je me suis rendu dans ce quartier samedi dernier afin d'écouter les premiers concernés.

Mon temps de parole étant limité, je vais vous présenter un témoignage qui reprend ce que j'ai entendu durant cet après-midi.

Je suis allé voir le patron de la Grande Maroquinerie, qui est aussi représentant des commerçants du quartier. C'est avec beaucoup d'enthousiasme qu'il a répondu à mes questions et partagé son point de vue sur la situation des commerçants. Pour commencer, il a tenu à rappeler que de nombreux commerçants ne se sont pas encore remis de la crise du Covid.

La durée des travaux a été une épreuve supplémentaire. Nous devons surtout retenir que, financièrement, leur situation reste souvent très fragile. Il m'a rapporté différents aspects. Pour commencer par le positif : selon lui, l'idée de dévier le trafic de transit était devenue nécessaire.

Cependant, il est très critique sur la méthode de la mise en sens unique par tronçons alternés. Nous avons abordé aussi la problématique des places de parking. Il m'a expliqué qu'il était difficile de repérer les places autorisées et celles interdites. Parmi celles qui sont interdites, il y a moyen d'en légaliser plusieurs sans que cela ne gêne ni les piétons ni les cyclistes. Catégoriquement, il m'a affirmé que la totalité des commerçants est contre ce réaménagement de la chaussée.

Il m'a indiqué qu'une pétition aurait déjà recueilli plus de 1 000 signatures. Un article dans la presse de ce lundi annonçait le chiffre de 1 200 signatures.

Pour conclure, ceux que j'ai entendus sont demandeurs de solutions qui satisfassent tous les usagers de la chaussée. Nous devons éviter l'opposition des uns contre les autres, mais bien privilégier la solution permettant le vivre-ensemble en bonne entente, et je suis convaincu que nous y arriverons.

Intervention de Mme DE RIDDER :

Merci aux habitant.es et habitants de Forest pour votre interpellation citoyenne et au public présent ; ensemble, vous faites vivre notre démocratie locale autour de la question essentielle de la mobilité et du partage de l'espace public.

Pour commencer, rappelons que le projet de réaménagement du cœur de Forest, qui

prend progressivement forme, est en gestation depuis de nombreuses années. C'est en 2017, il y a 9 ans donc, en complément du contrat de quartier Abbaye, que le Collège et le Conseil communal ont lancé son coup d'envoi. Peu d'entre nous qui siégeons aujourd'hui dans cette assemblée étaient présents.

Un projet titanesque, ambitieux et nécessaire. Un projet pour faire battre mieux et plus fort le cœur de notre commune. Un projet qui sort le centre de notre commune des années 80 et le propulse au rang des villes du XXI^e siècle.

Une commune qui répond aux enjeux d'aujourd'hui, à l'instar d'autres grandes et petites villes.

Titanesque et ambitieux, car il a nécessité des heures de travail aux services communaux, en partenariat avec diverses administrations régionales et sous la houlette des nombreux échevins et échevines compétent.es qui se sont succédé durant cette dernière décennie, des heures d'information et de concertation avec les Forestoises et les Forestois. Et un diagnostic qui a confirmé de nombreux enjeux auxquels l'autorité publique se devait de répondre.

Aujourd'hui, la Chaussée de Neerstalle et la rue Vanpé font peau neuve. Et le résultat déjà obtenu est prometteur — beau de surcroît, ce qui est plutôt agréable. Alors oui, cette transformation de l'espace public répond à une nécessité, ou plutôt à plusieurs nécessités absolues.

la sécurité des habitant.es

De trop étroits, les trottoirs sont devenus larges, sécurisés et praticables. L'enfant, la personne âgée, le parent avec poussette, l'ado qui court pour attraper son tram ne risque plus l'accident mortel en traversant le carrefour Neerstalle–Vanpé, lieu extrêmement dangereux dans un passé encore récent.

L'équité et l'inclusivité

La chaussée est enfin partagée solidairement, équitablement, entre tous les usager.es de la route. Place aux trams 81 et bientôt à nouveau 97, aux bus 50, 54 et 74 pour transporter plus vite et en plus grand nombre les Forestoises et les Forestois à travers et en dehors de la commune. Nos rues ne sont pas des autoroutes ni des circuits automobiles. Les rues sont notre bien commun, un espace public dans lequel le piéton et l'utilisateur plus fragile sont à protéger en priorité, au bord duquel vivent des familles qui, comme dans les rues adjacentes, ont droit à un environnement sain et agréable.

La qualité de l'air et la santé publique

L'air que nous respirons est pollué par ce qui sort de nos pots d'échappement. Ça ne se voit pas. C'est donc difficile à croire. Et pourtant, ce poison s'accumule à notre insu dans notre corps, dans notre sang et dans notre cerveau. À Bruxelles, il dépasse régulièrement les seuils fixés par l'OMS. Nul ne l'ignore aujourd'hui : ces gaz ont un effet désastreux sur notre santé et touchent particulièrement nos enfants et les personnes âgées, sans compter qu'ils sont l'une des causes des maladies cardiovasculaires et respiratoires.

Un seul chiffre : sur 5 millions de décès d'enfants de moins de 5 ans, près de 30% sont imputables à des facteurs environnementaux, le premier étant la pollution de l'air. Hier, le plan d'urgence « pic de pollution » a été activé en Région bruxelloise parce que des concentrations élevées de particules fines ont été relevées. Les autorités recommandaient notamment de réduire l'usage de la voiture afin de limiter la pollution. Ainsi donc, c'est la responsabilité des autorités publiques, à tous les niveaux de pouvoir, de protéger les citoyen.nes et particulièrement les plus fragiles en offrant des alternatives en termes de mobilités, et donc en renforçant la marchabilité de nos quartiers et l'usage efficace de nos transports en commun. Avec l'aménagement du cœur de Forest, la commune fait simplement son devoir et nous en sommes fiers.

Tout changement est difficile et a inévitablement un impact sur la dynamique d'un quartier. Nous entendons l'inquiétude et les revendications de nos commerçant.es et commerçants. Vous êtes nos voisines et voisins, nous vous écoutons attentivement. Du boulanger au coiffeur en passant par le fleuriste, nous avons besoin de vous et voulons votre prospérité.

Les échevines et échevins sont en contact constant avec vous. Des places de pk ont été rajoutées et le sens de la circulation autour de l'hôtel communal adapté en fonction de vos remarques. Les écologistes ont toute confiance dans ce Collège pour poursuivre ce dialogue. Et puis, un centre apaisé, accessible et florissant, c'est l'affaire de toustes : privilégions et soutenons nos commerces locaux.

Chacune et chacun, achetons Forest 1190 !

En conclusion, quelle satisfaction de voir l'aboutissement d'un projet de longue haleine et essentiel pour la vitalité de notre commune. Ce n'est pas terminé, bien sûr, le travail doit se poursuivre, courage aux équipes de l'administration pour cela !

Intervention de M. PEYCKER :

Merci aux citoyennes et citoyens qui ont porté cette interpellation. Elle part d'une intention que nous partageons : apaiser l'espace public, améliorer la sécurité, la qualité de l'air et rendre le quartier plus agréable à vivre.

Mais je veux aussi éviter un piège, parce qu'on le voit partout et on le vit ici : dès qu'on parle de mobilité, on finit par diviser le quartier en camps. Et c'est exactement l'inverse d'un quartier apaisé.

Nous souhaitons donc poser quelques repères.

Premier repère — le respect des règles, c'est non négociable.

On peut contester, on peut demander des ajustements, on peut s'opposer politiquement. Mais les infractions délibérées, le stationnement anarchique, les comportements dangereux, ça ne peut pas devenir une forme de débat. Si cela empêche la circulation des transports publics ou crée de l'insécurité, la commune doit agir de manière proportionnée et juste.

Deuxième repère — apaiser, oui, mais sans exclure.

La rénovation de Neerstalle s'inscrit dans une ambition qui se comprend. Mais une mobilité durable ne sera crédible que si elle est inclusive, attentive à la diversité des usages et des contraintes réelles. Pas seulement celles qu'on imagine, celles qu'on vit.

Et là, je veux introduire une nuance importante sur un des arguments avancés dans l'interpellation : on rappelle que la majorité des ménages forestois ne possède plus de voiture. C'est factuel.

Mais « ne pas posséder » ne veut pas dire « ne pas utiliser ». Il y a les voitures partagées, familiales, professionnelles. Il y a les charges lourdes, les horaires atypiques, les contraintes de garde, les handicaps visibles ou invisibles. Et il y a aussi des clients qui viennent de l'extérieur de la commune. Donc attention à ne pas transformer un chiffre juste en conclusion implicite : la voiture serait devenue marginale ou illégitime. Le but, ce n'est pas d'imposer des comportements, c'est de rendre possibles des changements là où ils sont possibles sans disqualifier les autres réalités.

Troisième repère — les commerçants méritent d'être entendus et pris au sérieux.

Parce que l'interpellation affirme que les commerçants surestiment la part d'automobilistes dans leur clientèle. Peut-être. Certaines études bruxelloises vont dans ce sens. Mais ces études ne portent pas sur Neerstalle. Et surtout, on ne peut pas balayer d'un revers de main l'expérience du vécu. Quand un nombre significatif de commerçants dit : « on perd en fréquentation, on perd en chiffre d'affaires », ce n'est pas un caprice. C'est un signal. Un signal qu'on doit objectiver, pas relativiser a priori. Et à la vue du succès de la pétition en cours, nous devrions faire en sorte de les écouter aussi ici.

D'ailleurs, même les données disponibles ailleurs montrent une réalité plus complexe qu'on ne le croit. L'enquête du GRACQ sur des noyaux commerçants bruxellois indique que, selon les endroits, la part de clients venant en voiture reste significative et qu'elle augmente souvent le samedi, qui est un jour clé pour le commerce. Et je pense qu'on aurait tort, politiquement, humainement, de faire comme si cela n'existait pas.

Sans données locales, fines et actualisées, on risque deux choses : simplifier la réalité et perdre l'adhésion. Or, sans adhésion, un plan de mobilité ne s'applique pas, il se subit. Et quand il se subit, il génère précisément ce qu'on veut éviter : tensions, comportements de contournement, incivilités, crispation.

Alors nous proposons qu'on sorte de la polarisation. Opposer piétons, cyclistes, transports publics et automobilistes, c'est stérile. Opposer habitants et commerçants, c'est encore pire.

Je termine par une phrase qui résume notre position. Nous sommes pour l'apaisement. Nous sommes pour la mobilité durable. Mais nous refusons que « durable » veuille dire « injuste » ou « aveugle ». Une rue apaisée, ce n'est pas une rue morte. Et une politique de mobilité réussie, c'est une politique qui tient ensemble la sécurité, la qualité de vie et la vitalité du commerce de proximité.

Tussenkomst van mevrouw AGGULARO:

Geachte dames, geachte heren,

We zijn het hier allemaal over eens: niemand is voorstander van de status quo. De wijk moest veranderen en nieuw leven worden ingeblazen. De renovatie van de openbare ruimte en de omvorming van de Abdij zijn belangrijke kansen voor Sint-Denijs en voor Vorst, en u doet er goed aan daarop te wijzen.

Maar het is essentieel om uit te gaan van de realiteit op het terrein. De verkeersregels zijn in korte tijd meerdere keren gewijzigd, wat voor verwarring zorgt bij zowel de bewoners als voorbijgangers. Dit vraagt om meer duidelijkheid, samenhang en ondersteuning.

De kwaliteit van de openbare ruimte, de toegankelijkheid voor voetgangers – met name voor mensen met beperkte mobiliteit – en de zachte mobiliteit zijn essentieel: dat staat vast. Maar we bevinden ons ook in een wijk die een toegangspoort tot Brussel vormt. De voorbijgangers maken integraal deel uit van de realiteit van de wijk en mogen niet buiten

beschouwing worden gelaten.

De handelszaken mogen niet alleen toegankelijk zijn voor de omwonenden. Temeer daar de omwonenden zelf zich te voet, met de fiets, met het openbaar vervoer, maar ook met de auto verplaatsen. De handelaars hebben al hun klanten nodig om een levensvatbare activiteit te handhaven; anders sluiten sommigen hun deuren en zijn ze uiteindelijk zelfs niet meer toegankelijk voor de omwonenden.

Sommige onderzoeken wijzen weliswaar op een discrepantie tussen de perceptie van de handelaars en de verdeling van de vervoerswijzen van hun klanten, maar automobilisten maken ook deel uit van deze realiteit en hun rol is niet te verwaarlozen.

De renovatie van de Abdij is een uitzonderlijke kans. Maar om er een succes van te maken, moet het College alle noodzakelijke voorwaarden scheppen: toegankelijkheid, duidelijkheid en overleg.

Het was absoluut noodzakelijk om de wijk nieuw leven in te blazen. Maar zoals zo vaak bij overheidsbeleid, zijn uitersten schadelijk. Alleen een evenwichtige, pragmatische aanpak die rekening houdt met de realiteit op het terrein, de bewoners en de handelaars, zal ervoor zorgen dat dit project voor iedereen een succes wordt.

Staat u mij toe om tot slot nog een laatste punt aan te stippen. Deze burgerinterpellatie is gericht aan de Burgemeester en een schepen om het huidige beleid te ondersteunen.

Er is echter een petitie tegen deze aanpak ondertekend door een ander lid van het College, de schepen van Handel, die tot dezelfde partij behoort als de Burgemeester, terwijl collegiaal beslist werd over dit plan.

Deze situatie tast de duidelijkheid van het gemeentelijk beleid aan en ondermijnt de politieke samenhang binnen het College. Het roept meer in het algemeen vragen op over het standpunt van de PS van Vorst in deze kwestie: steunt ze de burgerinterpellatie en dus het beleid dat door het College zou moeten worden gevoerd, of het standpunt dat door haar schepen van Handel wordt verdedigd? Er is opheldering nodig zodat de burgers, de inwoners en de handelaars kunnen begrijpen welke koers er werkelijk wordt gevolgd.

Tussenkomsst van de heer MARTIN:

Onze fractie wil allereerst de burgers die deze interpellatie hebben ondertekend hartelijk bedanken voor hun initiatief en voor de inzet die zij tonen voor de levenskwaliteit en de veiligheid in onze wijken.

U bracht het begrip "openbare ruimte" ter sprake, een fundamenteel begrip waarover wij

enorm veel nadenken.

De wijzigingen in het verkeersplan rond de Sint-Denijswijk liggen volledig in de lijn van de gemeentelijke beleidsverklaring die democratisch door deze Raad is aangenomen.

Deze verklaring bevestigt een duidelijk principe:

Mobiliteit moet ten dienste staan van iedereen, sociaal rechtvaardig zijn, het milieu respecteren, de volksgezondheid ten goede komen en iedereen in staat stellen zich te verplaatsen naar eigen behoefte.

In Vorst sluit onze fractie zich volledig aan bij deze visie op mobiliteit zoals die is vastgelegd in de algemene beleidsverklaring die door de hier aanwezige Raad is aangenomen. Ze kiest ervoor om de voetganger centraal te stellen in de stedelijke voorzieningen, het openbaar vervoer te versterken en actieve vervoerswijzen te ontwikkelen, terwijl ervoor gezorgd wordt dat de wijken autoluw zijn, maar toch bereikbaar blijven met de wagen.

Het mobiliteitsproject rond het Sint-Denijsplein past precies in deze logica.

Het is echter belangrijk eraan te herinneren dat een dergelijke ingrijpende transformatie van de mobiliteit alleen volledig kan slagen als deze tot stand komt in dialoog en met de steun van een zo groot mogelijk aantal mensen. Deze transformatie moet worden uitgevoerd in samenwerking met de inwoners, de handelaars en alle gebruikers van de openbare ruimte, inclusief degenen die dagelijks hun auto gebruiken.

De PS is zich ervan bewust dat deze veranderingen concrete gevolgen kunnen hebben voor bepaalde commerciële activiteiten en bepaalde gebruiken, waarnaar geluisterd moet worden, terwijl we tegelijkertijd vasthouden aan de filosofie die ten grondslag ligt aan de algemene beleidsverklaring.

Onze fractie is voorstander van het voortzetten van de dialoog met alle inwoners van Vorst en van het zoeken naar evenwichtige en passende oplossingen, waar mogelijk. Wij zijn ook niet van mening dat een duurzame transformatie uitsluitend kan worden gerealiseerd door middel van "boetes of processen-verbaal".

Naleving van het nieuwe verkeersplan is absoluut noodzakelijk, en dit gezegd zijnde, zijn er al controles. Maar onze prioriteit ligt in de eerste plaats bij het zich eigen maken en het begrijpen van de veranderingen. Kortom, meer voorlichting en communicatie.

Zo moet de communicatie over de nieuwe parkeerplaatsen in de Barcelonastraat zeker worden verbeterd, met name door duidelijke bewegwijzering aan de ingang van de wijk.

Het gaat er nu niet om de ambitie inzake transformatie en de steun van de burgers tegen elkaar uit te spelen, maar om ervoor te zorgen dat het ene het andere versterkt.

Tot slot wil ik graag afsluiten met de diepere betekenis van ons werk.

Het is nooit eenvoudig om steden om te vormen die decennialang zijn ingericht voor de auto.

Ons doel is duidelijk: de openbare ruimte veiliger maken, de meest kwetsbaren beschermen, de luchtkwaliteit verbeteren, overlast verminderen en onze kinderen veiligere en aangenamere wijken bieden.

Onze fractie, en ikzelf persoonlijk, hebben talrijke mobiliteitscommissies bijgewoond. Daar hebben we gezien dat de maatregelen die in onze gemeente zijn genomen, al jarenlang heel concreet levens hebben gered en de gezondheid van de Vorstenaren beginnen te verbeteren. En dat weten we allemaal: de levenskwaliteit is ongetwijfeld het kostbaarste goed dat ons is toevertrouwd.

Tussenkomst van de heer DAGRIN :

Goedenavond allemaal, en bedankt dat jullie in onze Gemeenteraad een standpunt en een democratisch debat naar voren brengen waarbij een merendeel van onze medeburgers in Laag-Vorst zich vragen stelt.

Mijn bijdrage bestaat uit twee delen: Ten eerste, het standpunt van de PTB*PVDA in een algemene context. En ten tweede, de bescheiden resultaten van een enquête in de wijk die ik afgelopen zaterdag heb gehouden.

We leven in een samenleving die nog steeds grotendeels afhankelijk is van autogebruik. De autolobby's hebben lang aangedrongen op de aankoop van personenauto's en blijven dat doen. De ontwikkeling van de stad en, meer in het algemeen, van onze kapitalistische samenleving is afgestemd op de auto. Omgekeerd neemt de lokale dienstverlening af, zoals de sluiting van bank- of postkantoren. De federale regering is van plan 600 miljoen te bezuinigen op het spoor. De MIVB is ondergefinancierd, bus- en tramlijnen worden geschrapt. De auto is niet louter een individuele keuze, maar een maatschappelijk fenomeen, dat ook als zodanig moet worden behandeld.

Een groeiend deel van de bevolking gebruikt de fiets of het openbaar vervoer om zich te verplaatsen, en dat is heel goed nieuws. Maar dat is niet voor iedereen mogelijk. Ik heb 41 jaar bij Audi gewerkt, en veel van mijn collega's kwamen uit Vlaanderen, Wallonië en zelfs uit Noord-Frankrijk. Om de week begonnen ze om 6.00 uur, en de andere week

eindigden ze om 22.00 uur. Helaas heeft Audi de deuren gesloten. Maar veel werknemers bevinden zich in soortgelijke situaties. Ik denk met name aan postbodes, spoorwegaarbeiders, medewerkers van Net Brussel, ziekenhuispersoneel en nog zoveel anderen. En dat geldt ook voor andere bevolkingsgroepen, zoals gezinnen met kinderen – waarvan 80 % in Brussel een auto bezit – of personen met beperkte mobiliteit.

We willen automobilisten aanmoedigen om minder gebruik te maken van hun auto, maar we willen ook rekening houden met het feit dat het gebruik van de auto in veel gevallen nog steeds een noodzaak is.

De hier besproken herinrichting verandert het centrum van Vorst ingrijpend. Na de voltooiing van de werkzaamheden kunnen de tram en de bussen weer rijden, wat zeer positief is. Er komt meer ruimte voor zachte mobiliteit. Maar voor mensen die de auto gebruiken, zijn dit grote veranderingen. We moeten de mensen goed begeleiden bij deze veranderingen. Dat is belangrijk vanuit ecologisch oogpunt, maar het is ook een sociale kwestie, om de uitsluiting van mensen die afhankelijk zijn van de auto zoveel mogelijk te beperken.

In dat opzicht vraagt de PTB*PVDA om de nadruk te leggen op voorlichting en preventie in plaats van een louter repressieve of bestraffende aanpak. Het is normaal dat er een aanpassingsfase is. We steunen overigens de maatregelen die het College heeft genomen om tegemoet te komen aan de moeilijkheden van handelaars, omwonenden en werknemers die de auto gebruiken, zoals het heropenen van bepaalde eenrichtingsstraten en het vrijmaken van een veertigtal parkeerplaatsen in de Abdissen- en de Barcelonastraat. De aanpassingen moeten in dialoog tot stand komen.

Wij zijn overigens van mening dat er nog mogelijkheden zijn om het leven van automobilisten te vergemakkelijken zonder afbreuk te doen aan de aanpassingen die in het hart van Vorst zijn doorgevoerd: bijvoorbeeld door parkings buiten de openbare weg te delen, met name die van Audi, of door parkeerplaatsen vrij te maken in voormalige leveringszones.

Zoals ik in de inleiding al aangekondigd heb, ben ik afgelopen zaterdag naar deze wijk gegaan om te luisteren naar degenen die hier het meest bij betrokken zijn.

Aangezien mijn spreektijd beperkt is, zal ik een getuigenis met u delen die weergeeft wat ik die middag heb gehoord.

Ik ben op bezoek geweest bij de eigenaar van La Grande Maroquinerie, die tevens de vertegenwoordiger is van de handelaars in de wijk. Hij beantwoordde mijn vragen met veel enthousiasme en deelde zijn visie op de situatie van de handelaars. Om te beginnen benadrukte hij dat veel handelaars nog niet hersteld zijn van de coronacrisis.

De duur van de werkzaamheden was een extra beproeving. We moeten vooral onthouden dat hun financiële situatie vaak nog steeds erg kwetsbaar is. Hij bracht verschillende aspecten naar voren. Om te beginnen het positieve: volgens hem was het idee om het doorgaand verkeer om te leiden noodzakelijk geworden.

Hij is echter zeer kritisch over de methode van afwisselend eenrichtingsverkeer. We hebben ook de kwestie van de parkeerplaatsen besproken. Hij legde me uit dat het moeilijk was om de toegestane en verboden parkeerplaatsen te onderscheiden. Van de verboden parkeerplaatsen kunnen er verschillende worden gelegaliseerd zonder dat dit hinder veroorzaakt voor voetgangers of fietsers. Hij verklaarde categorisch dat alle handelaars tegen deze herinrichting van de weg zijn.

Hij vertelde mij dat er al meer dan 1000 handtekeningen zouden zijn verzameld voor een petitie. In een artikel in de krant van afgelopen maandag werd het aantal van 1200 handtekeningen genoemd.

Kortom, de mensen die ik heb gesproken, vragen om oplossingen die alle weggebruikers tevreden stellen. We moeten voorkomen dat we elkaar tegenwerken. We moeten juist de voorkeur geven aan een oplossing die ons in staat stelt in goede verstandhouding samen te leven, en ik ben ervan overtuigd dat we daarin zullen slagen.

-

Tussenkomst van mevrouw DE RIDDER:

Hartelijk dank aan de inwoners van Vorst voor jullie burgerinitiatief en aan het aanwezige publiek; samen brengen jullie onze lokale democratie tot leven rond de essentiële kwestie van mobiliteit en het delen van de openbare ruimte.

Laten we om te beginnen niet vergeten dat de herinrichting van het centrum van Vorst, die geleidelijk vorm krijgt, al vele jaren in ontwikkeling is. In 2017, dus 9 jaar geleden, hebben het College en de Gemeenteraad, als aanvulling op het wijkcontract Abdij, het startschot gegeven. Weinigen van ons die vandaag in deze vergadering zitten, waren erbij.

Een gigantisch, ambitieus en noodzakelijk project. Een project om het hart van onze gemeente beter en sterker te laten kloppen. Een project dat het centrum van onze gemeente uit de jaren 80 haalt en het naar het niveau van de steden van de 21e eeuw tilt.

Een gemeente die inspeelt op de uitdagingen van vandaag, net als andere grote en kleine steden.

Gigantisch en ambitieus omdat het vele uren werk heeft gekost aan de gemeentediensten, in samenwerking met diverse gewestelijke administraties en onder leiding van de vele bekwame schepenen die elkaar het afgelopen decennium hebben opgevolgd, en vele uren van voorlichting en overleg met de inwoners van Vorst. En een diagnose die talrijke uitdagingen bevestigde waaraan de overheid moest werken.

De Neerstalsesteenweg en de Van Péstraat krijgen momenteel een make-over. En het resultaat dat al is bereikt, is veelbelovend – en mooi bovendien, wat best aangenaam is.

Ja, deze herinrichting van de openbare ruimte beantwoordt aan een noodzaak, of beter gezegd aan verschillende absolute noodzaken.

1. De veiligheid van de bewoners

De trottoirs, die te smal waren, zijn nu breed, veilig en goed begaanbaar.

Kinderen, ouderen, ouders met een kinderwagen en jongeren die rennen om hun tram te halen, lopen geen risico meer op een dodelijk ongeval bij het oversteken van het kruispunt Neerstalle-Vanpé, een plek die tot voor kort nog uiterst gevaarlijk was.

2. Gelijkheid en inclusiviteit

De weg wordt eindelijk solidair en eerlijk gedeeld door alle weggebruikers. Ruimte voor tram 81 en binnenkort weer 97, en voor bus 50, 54 en 74 om de Vorstenaren sneller en in grotere aantallen door en tot buiten de gemeente te vervoeren. Onze straten zijn geen snelwegen of racecircuits. De straten zijn ons gemeenschappelijk goed, een openbare ruimte waarin de voetganger en de kwetsbaardere weggebruiker voorrang moeten krijgen. Aan de rand ervan wonen gezinnen die, net als in de aangrenzende straten, recht hebben op een gezonde en aangename omgeving.

3. Luchtkwaliteit en volksgezondheid

De lucht die we inademen wordt vervuild door de uitlaatgassen van onze auto's. Dat zie je niet. Het is dus moeilijk te geloven. En toch hoopt dit gif zich zonder dat we het merken op in ons lichaam, in ons bloed en in onze hersenen. In Brussel worden de door de Wereldgezondheidsorganisatie vastgestelde grenswaarden regelmatig overschreden. Iedereen weet het tegenwoordig: deze gassen hebben een rampzalig effect op onze gezondheid en treffen vooral onze kinderen en ouderen, om nog maar te zwijgen van het feit dat ze een van de oorzaken zijn van hart- en vaatziekten en aandoeningen aan de luchtwegen.

Concreet is van de 5 miljoen sterfgevallen onder kinderen jonger dan 5 jaar bijna 30 % toe te schrijven aan omgevingsfactoren, met luchtvervuiling als belangrijkste oorzaak. Gisteren werd in het Brussels Gewest het noodplan 'vervuilingspiek' geactiveerd omdat er hoge concentraties fijnstof werden gemeten. De overheid adviseerde met name om het autogebruik te beperken om de vervuiling tegen te gaan. Het is dus de verantwoordelijkheid van de overheid, op alle bestuursniveaus, om de burgers te

beschermen, en met name de meest kwetsbaren, door alternatieven op het gebied van mobiliteit aan te bieden, en daarmee de geloofwaardigheid van onze wijken en het efficiënte gebruik van ons openbaar vervoer te versterken. Met de herinrichting van het centrum van Vorst doet de gemeente gewoon haar plicht en daar zijn we trots op.

Elke verandering is moeilijk en heeft onvermijdelijk een impact op de dynamiek van een wijk. Wij hebben oog voor de zorgen en eisen van onze handelaars. Jullie zijn onze burens, en wij luisteren aandachtig naar jullie. Van de bakker tot de kapper en de bloemist: wij hebben jullie nodig en willen dat jullie het goed hebben.

De schepenen staan voortdurend in contact met jullie. Er zijn extra parkeerplaatsen aangelegd en de verkeersrichting rond het gemeentehuis is aangepast op basis van jullie opmerkingen. De groenen hebben het volste vertrouwen in het College om deze dialoog voort te zetten. En bovendien is een rustig, toegankelijk en bloeiend centrum een zaak van ons allemaal: laten we onze lokale handelszaken voorrang geven en steunen.

Laten we allemaal in Vorst 1190 winkelen!

Kortom, wat een voldoening om de voltooiing te zien van een project van lange adem dat essentieel is voor de vitaliteit van onze gemeente. Het is natuurlijk nog niet voorbij, het werk moet worden voortgezet, en we wensen het personeel van het gemeentebestuur daar veel succes mee!

-

Tussenkomst van de heer PEYCKER:

Dank aan de burgers die deze interpellatie hebben ingediend. Deze komt voort uit een streven dat wij delen: de openbare ruimte autoluw maken, de veiligheid en de luchtkwaliteit verbeteren en de wijk aangenamer maken.

Maar ik wil ook een valkuil vermijden, want die zien we overal en ervaren we hier ook: zodra we het over mobiliteit hebben, verdelen we de wijk uiteindelijk in kampen. En dat is precies het tegenovergestelde van een autoluwe wijk.

We willen daarom enkele richtlijnen vastleggen.

Eerste richtlijn: het naleven van de regels staat niet ter discussie.

Men kan bezwaar maken, men kan om aanpassingen vragen, men kan politiek verzet aantekenen. Maar opzettelijke overtredingen, wildparkeren en gevaarlijk gedrag mogen geen onderwerp van discussie worden. Als dit het openbaar vervoer belemmert of

onveiligheid veroorzaakt, moet de gemeente optreden, op een evenredige en rechtvaardige manier.

Tweede richtlijn – autoluw maken, ja, maar zonder uit te sluiten.

De renovatie van Neerstalle past in een begrijpelijke ambitie. Maar duurzame mobiliteit is alleen geloofwaardig als ze inclusief is en rekening houdt met de diversiteit aan gebruiksvormen en de reële beperkingen. Niet alleen de beperkingen die we ons voorstellen. Maar ook die we daadwerkelijk ervaren.

En hier wil ik een belangrijke nuance aanbrenge in een van de argumenten die in de interpellatie naar voren zijn gebracht: er wordt opgemerkt dat de meerderheid van de Vorstse gezinnen geen auto heeft. Dat is een feit.

Maar “niet hebben” betekent niet “niet gebruiken”.

Er zijn deelauto's, gezinsauto's en bedrijfsauto's. Er zijn zware ladingen, atypische werktijden, opvangbeperkingen, zichtbare of onzichtbare handicaps. En er zijn ook klanten die van buiten de gemeente komen. Pas dus op dat u een cijfer niet zomaar omzet in een impliciete conclusie: dat de auto marginaal of onrechtmatig zou zijn geworden. Het doel is niet om gedragingen op te leggen, maar om veranderingen mogelijk te maken waar dat kan, zonder andere realiteiten terzijde te schuiven.

Derde richtlijn – de handelaars verdienen het om gehoord en serieus genomen te worden.

Want de interpellatie beweert dat de handelaars het aandeel automobilisten in hun klantenbestand overschatten. Misschien. Sommige Brusselse studies wijzen in die richting. Maar die studies hebben geen betrekking op Neerstalle. En bovenal kan men de ervaring uit de praktijk niet zomaar van tafel vegen. Wanneer een aanzienlijk aantal handelaars zegt "we verliezen bezoekers, we verliezen omzet", is dat geen gril. Het is een signaal. Een signaal dat we objectief moeten bekijken, en niet zomaar relativiseren. En gezien het succes van de lopende petitie zouden we ervoor moeten zorgen dat we ook hier naar hen luisteren.

Bovendien laten zelfs de elders beschikbare gegevens een complexere realiteit zien dan we denken. Uit het onderzoek van de GRACQ naar Brusselse handelskernen blijkt dat, afhankelijk van de locatie, het aandeel klanten dat met de auto komt aanzienlijk blijft, en dat dit vaak toeneemt op zaterdag, een belangrijke dag voor de handel. En ik denk dat het politiek en menselijk gezien verkeerd zou zijn om te doen alsof dit niet bestaat.

Zonder lokale, gedetailleerde en actuele gegevens lopen we twee risico's: de realiteit te simplificeren en draagvlak te verliezen. Maar zonder draagvlak wordt een mobiliteitsplan

niet toegepast, maar ondergaan. En wanneer het wordt ondergaan, leidt het juist tot wat we willen vermijden: spanningen, ontwijkingsgedrag, onburgerlijk gedrag, ergernis.

Daarom stellen we voor om te stoppen met polariseren.

Het is zinloos om voetgangers, fietsers, het openbaar vervoer en automobilisten tegen elkaar uit te spelen. Bewoners en handelaars tegen elkaar uitspelen is nog erger.

Ik sluit af met een zin die ons standpunt samenvat.

Wij zijn voor autoluwheid. Wij zijn voor duurzame mobiliteit. Maar wij weigeren te accepteren dat 'duurzaam' hetzelfde betekent als 'onrechtvaardig' of 'blind'. Een autoluwe straat is geen dode straat. En een succesvol mobiliteitsbeleid is een beleid dat veiligheid, levenskwaliteit en de vitaliteit van de lokale handel met elkaar in evenwicht houdt.

3 annexes / 3 bijlagen

2 Question d'actualité concernant Chaussée de Neerstalle - zone de rencontre : sécurité, accessibilité commerciale et lisibilité. Quel bilan et quels ajustements ? (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal) (*Ajouté en séance*)

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

Depuis l'été dernier, une zone de rencontre a été instaurée sur une portion de la chaussée de Neerstalle. Dans la foulée, plusieurs changements ont été opérés : vitesse abaissée, priorité au tram, stationnement fortement limité, et modification du plan de circulation avec un tronçon en sens unique.

Ce lundi dans la DH, un article de presse relaie l'inquiétude de nombreux commerçants : accessibilité compliquée, stationnement jugé quasi inexistant ou trop peu lisible, clients découragés, et craintes qui touchent aussi à la sécurité et à la cohabitation avec le tram.

Cette question fait aussi écho à l'interpellation citoyenne de ce jour et apporte un autre éclairage.

Je rappelle enfin qu'en mai 2025, nous avons déjà interrogé le Collège sur un autre dossier du même quartier avec des questions de méthode très proches : concertation, communication, visibilité et soutien pour les commerçants, ...

Dans ce contexte, je voudrais poser au Collège les questions suivantes :

Quels sont les objectifs précis de la zone de rencontre sur Neerstalle, et quels indicateurs concrets utilisez-vous aujourd'hui pour mesurer si ces objectifs sont atteints (vitesses observées, respect du dispositif, sécurité, régularité du tram, trafic de transit, etc.) ?

Disposez-vous d'un état des lieux sécurité depuis la mise en place (accidents, quasi-accidents, interventions police, signalements STIB, vitesses constatées) et quelles mesures correctrices

immédiates envisagez-vous si des zones à risque sont identifiées ?

Combien de places ont été supprimées/maintenues et quelles solutions concrètes existent aujourd'hui pour l'accès aux commerces (courte durée, dépose-minute, PMR, livraisons) ? Et surtout : quelles mesures prenez-vous à très court terme pour rendre le stationnement autorisé clairement lisible (marquage, panneaux, plan simple), afin d'éviter l'effet dissuasif "je ne viens plus par peur de l'amende" ?

Avez-vous réalisé ou commandé une objectivation locale de l'impact sur la vie commerciale (fréquentation, accessibilité, livraisons, vacance, retours formalisés) ? Si non, vous engagez-vous à mettre en place un suivi transparent ?

Plus largement, quelle méthode de concertation et de suivi mettez-vous en place avec les commerçants et les habitants pour sortir d'une logique d'affrontement et aboutir à des ajustements concrets, dans un calendrier clair ?

Merci d'avance pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

Stéphane

PEYCKER

Conseiller Communal

Chef de

groupe Les Engagé.e.s

Actualiteitsvraag over de Neerstalsesteenweg - woonerf: veiligheid, bereikbaarheid van de handelszaken en duidelijkheid. Balans en mogelijke aanpassingen? (op verzoek van de heer Peycker, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Sinds afgelopen zomer is een deel van de Neerstalsesteenweg aangelegd als woonerf. In dat kader zijn er verschillende veranderingen doorgevoerd: lagere snelheid, voorrang voor de tram, sterk beperkte parkeermogelijkheden en een gewijzigd circulatieplan met een stuk eenrichtingsverkeer.

Maandag verscheen er in La Dernière Heure een artikel waarin de bezorgdheid van veel handelaars werd weergegeven: moeilijke bereikbaarheid, parkeergelegenheid vrijwel onbestaande of onduidelijk, ontmoedigde klanten en twijfels bij de veiligheid en de combinatie met de tram.

Deze vraag sluit ook aan bij de burgerinterpellatie van vandaag en werpt een ander licht op de zaak.

Tot slot wil ik eraan herinneren dat we in mei 2025 het College al hadden geïnterpelleerd over een ander dossier in dezelfde wijk, met zeer vergelijkbare vragen over de aanpak: overleg, communicatie, zichtbaarheid en steun voor de handelaars, ...

In deze context wil ik het College de volgende vragen stellen:

Wat zijn de precieze doelstellingen van het woonerf op de Neerstalsesteenweg en welke concrete indicatoren gebruikt u om te meten of deze doelstellingen worden bereikt (waargenomen snelheden,

naleving van de maatregelen, veiligheid, regelmaat van de tram, doorgaand verkeer, ...)?

Beschikt u over een veiligheidsbilan sinds de invoering (ongevallen, bijna-ongevallen, politie-interventies, MIVB-meldingen, vastgestelde snelheden) en welke onmiddellijke corrigerende maatregelen overweegt u als er risicozones blijken te zijn?

Hoeveel parkeerplaatsen zijn er geschrapt/behouden en welke concrete oplossingen zijn er momenteel voor de toegang tot winkels (kortparkeren, drop-off zone, PBM, leveringen)? En vooral: welke maatregelen neemt u op zeer korte termijn om de toegestane parkeerplaatsen duidelijk 'leesbaar' te maken (markeringen, borden, eenvoudig plan), om het afschrikkende effect "ik kom niet meer uit angst voor een boete" te voorkomen?

Heb u een lokale objectivering van de impact op de handelszaken (bezoekersaantallen, toegankelijkheid, leveringen, leegstand, geformaliseerde feedback) uitgevoerd of laten uitvoeren? Zo niet, verbindt u zich er dan toe om een transparante follow-up op te zetten?

Algemener, welke methode van overleg en monitoring voert u in met de handelaars en de omwonenden om uit de sfeer van confrontatie te komen en tot concrete aanpassingen te komen, binnen een heldere planning?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Stéphane

PEYCKER

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les Engagé.e.s

Réponse de M. SPAPENS :

Je tiens à préciser que ma réponse est concertée avec Mme Flamme, échevine de la mobilité. Notre majorité va bien et elle fonctionne. Elle est portée par des objectifs ambitieux repris dans notre Déclaration de politique générale et qui sont toujours d'actualité. Nous reconnaissons qu'il y ait pu avoir un problème de communication dans les changements successifs de circulation dans le quartier.

Je rappelle que ce projet date de 2017 (majorité PS-Ecolo-Défi, bourgmestre socialiste), poursuivi par la majorité Ecolo-PS en 2018-2024 et poursuivi par cette majorité (PS-Ecolo-PTB).

Je voudrais aussi rappeler notre engagement de majorité repris dans notre DPG. Nous voulons une politique qui rassemble, ce qui est aussi valable pour nos politiques de mobilité.

Nous nous sommes engagés à mettre en place des espaces publics résilients, inclusifs, accueillants et sûrs, car nous savons qu'ils jouent un rôle essentiel pour l'égalité et la

qualité de vie.

Notre vision pour le cœur de Forest suit évidemment ces engagements. Elle fait aussi le choix de mettre le piéton au centre des aménagements. Nous renforçons les modes actifs en maintenant l'accessibilité automobile apaisée.

Nous cherchons l'adhésion de toutes et tous à ce plan. Nous devons constater qu'à ce jour, les aménagements suscitent des interrogations, voire même des remises en question. Ceci est légitime. À nous de fédérer les riverains et les commerçants autour de ce plan.

On ne peut pas catégoriser les commerçants comme uniquement opposés à ce plan. Certes, ils sont inquiets, mais ils mettent aussi en avant des choses qui vont bien dans ce projet. On peut se réjouir du retour des transports en commun dans le cœur de Forest, d'arrêts de tram plus fonctionnels et d'aménagements plus harmonieux.

Nous devons cependant être à l'écoute de toutes et tous et des difficultés. On doit apporter des réponses. Ceci ne remet pas en question la vision pour le cœur de Forest ni les aménagements structurels. Des choses ont été faites pour améliorer la situation : libération de 40 places de parking dans les voiries avoisinantes, les sens de circulation autour de l'hôtel communal ont été modifiés afin de permettre une meilleure accessibilité au centre et aux commerces.

Si nous vous rejoignons sur l'importance du respect du plan de circulation et des contrôles réguliers, nous le faisons, mais nous ne pouvons pas mettre un policier en permanence sur la voirie dans le cœur de Forest. Il était important pour nous d'observer une période de tolérance qui est maintenant passée. Il peut toujours y avoir des discussions d'amélioration.

En conclusion, notre priorité est de fédérer autour de ces changements en maintenant le dialogue avec tous les usagers du cœur de Forest.

Intervention de Mme FLAMME :

Merci d'être ici ce soir et d'avoir pris la parole. Merci aussi aux habitantes et habitants qui ont pris le temps de venir jusqu'ici pour porter cette interpellation.

Le projet de rénovation de la Chaussée de Neerstalle a commencé il y a 10 ans. À ce moment-là, la voirie était fortement dégradée. La chaussée, les trottoirs et les rails de tram arrivaient en fin de cycle et devaient être rénovés.

Parallèlement, la Chaussée de Neerstalle, une rue étroite au cœur du quartier, était devenue un axe de transit. Le tram et le bus restaient coincés dans les embouteillages.

Les trottoirs étaient trop étroits pour se croiser confortablement. Et le carrefour Vanpé-Neerstalle était devenu le carrefour le plus dangereux de Forest. Une situation d'autant plus préoccupante que l'arrêt Saint-Denis, l'un des plus fréquentés de toute la Région bruxelloise, se trouve exactement à cet endroit.

Aujourd'hui, le centre de Forest est en pleine évolution. La chaussée a été réaménagée en zone de rencontre, avec davantage d'espace pour les piétons. Les sens de circulation ont été adaptés pour que le quartier fonctionne mieux au quotidien, pour que les bus et les

trams avancent enfin correctement, et pour que le trafic de transit passe là où il a sa place, sur la Deuxième Armée britannique, une voirie structurante reliant le ring au centre de Bruxelles.

L'ensemble du plan de circulation autour de la Chaussée de Neerstalle est entré en vigueur le vendredi 19 décembre, le jour où les travaux sur la Chaussée de Bruxelles ont été finalisés. Les adaptations avant cette date étaient uniquement liées au chantier (déviations temporaires et accès modifiés pendant le chantier), et non au plan de circulation en tant que tel. Il n'y a donc pas eu de changements en cours de route depuis sa mise en œuvre.

La Place Saint-Denis se transforme, avec plus de verdure et plus d'espace pour les terrasses, pour flâner et pour jouer. La rénovation du site de l'abbaye avance également. Bientôt, on pourra venir au centre pour lire, suivre un cours, assister à un concert, profiter de la Place Saint-Denis ou du parc, et faire ses courses, sans devoir multiplier les trajets.

C'est clair que tous ces changements influencent le quotidien de celles et ceux qui y vivent, travaillent et y ouvrent leur commerce chaque matin. Et on le sait, nos commerces de proximité vivent une période difficile, ici comme ailleurs.

Le Covid a laissé des traces durables et a profondément changé nos habitudes. La crise énergétique a frappé fort, les factures augmentent, les budgets sont sous pression, et on réfléchit deux fois avant chaque dépense.

Parallèlement, on voit nos rues de plus en plus envahies par les camionnettes de livraison, avec, derrière ces livraisons, des centres de distribution automatisés et des travailleurs et travailleuses souvent employés dans des statuts précaires et des conditions dures.

Pendant ce temps, non seulement les ménages, mais aussi les commerces de proximité voient leurs charges, leurs loyers et leurs taxes augmenter.

Notre responsabilité politique, à tous les niveaux, c'est de corriger ces déséquilibres et de faire en sorte que les choix qui respectent les travailleurs, la planète et la vie locale soient aussi les plus accessibles et les plus évidents.

Si nous voulons, à Forest, un centre vivant et des commerces qui tiennent dans le temps, nous devons créer les conditions pour qu'ils puissent compter sur une présence régulière, sur des gens qui viennent, qui restent et reviennent.

Parce que les habitudes de consommation ont changé et les modes de déplacement aussi. C'est un fait. Et dans ce contexte, ne rien changer n'est pas une option.

À Forest, notre cap est celui du long terme — avec un centre où l'on se déplace sans stress, où l'on se sent à l'aise — avec des enfants — mais aussi quand on est plus âgé, où l'on croise des visages connus, où l'on a envie de rester papoter et de profiter du lieu. Un centre vivant et sûr pour toutes et tous où les commerces de proximité peuvent s'ancrer durablement dans la vie du quartier.

Parce que les faits sont là. Les études de Bruxelles Mobilité et du Brussels Studies Institute montrent clairement que, dans les quartiers où le trafic de transit est réduit, la fréquentation locale augmente et que le commerce de proximité résiste mieux sur le long terme.

Cela correspond aussi à la réalité bruxelloise d'aujourd'hui. On s'y déplace de plus en plus à pied, à vélo et en transports en commun, et les trajets du quotidien se font davantage à l'échelle du quartier.

Et comme vous le dites dans votre interpellation, la sécurité est au cœur de la discussion. À Forest, près d'un habitant sur quatre a moins de dix-huit ans. Ce sont ces enfants et ces jeunes qui traversent nos rues tous les jours pour aller à l'école, au sport, chez des amis. Leurs trajets, leur sécurité et leur liberté de mouvement sont directement en jeu.

Permettre à un enfant d'aller à l'école à vélo sans danger, à une personne âgée de faire ses courses à pied, ou à un habitant de se rendre au travail sans voiture, ce n'est pas retirer une liberté, c'est en ajouter une. Et dans une commune dense comme Forest, où l'espace est limité, cette diversité de solutions est notre meilleure garantie d'équité.

C'est l'ensemble de ces enjeux qui nous amène à poursuivre ce projet, avec conviction, et en restant attentifs à son fonctionnement au quotidien, en l'évaluant, en l'ajustant là où c'est nécessaire.

Je veux terminer en vous remerciant encore une fois d'avoir pris la parole ici ce soir. Les interpellations citoyennes enrichissent le débat, elles nous obligent à expliquer nos choix, à écouter et à répondre. Elles font vivre notre démocratie locale.

Et c'est d'autant plus important aujourd'hui, car le débat sur la mobilité à Bruxelles est souvent très tendu, parfois agressif. Quand le débat est confisqué par l'intimidation, par la pression ou par des comportements hostiles, ce n'est pas seulement un projet qui est attaqué, c'est la démocratie elle-même qui est fragilisée.

Cela décourage des habitantes et des habitants de s'exprimer, de poser des questions et de participer. Et ça, nous ne pouvons jamais accepter, parce que prendre la parole ici, calmement, publiquement, c'est permettre que toutes les réalités soient mises sur la table.

Je vous remercie.

Réplique de M. WAGNER :

Je vous remercie pour vos réponses, je vous ai tous écoutés attentivement.

Aujourd'hui, nous l'avons tous oublié, mais avant l'avènement de l'automobile, les piétons pouvaient circuler librement sur l'espace de la chaussée. La signalisation, les feux et les passages piétons n'existaient pas. Les gens négociaient leur place sur la voirie en bonne intelligence, comme c'est le cas dans une zone de rencontre. Avec l'avènement de l'automobile, la société a permis à l'automobiliste un cloisonnement de ses déplacements au détriment des autres modes de mobilité.

J'ai entendu ce soir qu'il ne fallait pas opposer les modes de transport. C'est pourtant ce qu'il se passe quand on favorise un mode de déplacement par rapport à un autre. C'est ce que subissent les piétons et les cyclistes depuis des décennies à cause de l'automobile, qui s'impose par sa taille et son poids. C'est ça qui doit changer aujourd'hui. Dans mes quartiers résidentiels et les zones de rencontre, l'accès aux voitures doit être limité pour donner la priorité aux piétons.

Je ne minimise pas le problème des commerces. Des mesures d'accompagnement doivent être envisagées, que ce soit pour les usagers ou les commerçants.

Le manque d'investissement dans la mobilité douce pendant de nombreuses années a rendu une génération complètement dépendante de sa voiture, même pour des déplacements de quelques centaines de mètres.

Notre quartier mérite beaucoup mieux que l'immobilisme qui a duré pendant plusieurs décennies. Nous sommes ici pour vous le rappeler et pour vous encourager à proposer un avenir désirable à toutes les Forestoises et à tous les Forestois.

Moment de commémoration – Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de la Shoah. Proposition introduite par M BERGMAN.

Intervention de M. SPAPENS :

Comme proposé, à la place de la minute de silence, dans le cadre de la campagne « We Remember », nous ferons une photo des membres du Conseil à la fin de celui-ci.

Intervention de M. MARTIN :

Merci d'avoir amené ce point dans ce Conseil du jour. Le 27 janvier est une date fondamentale dans la libération de l'Europe. On sait ce que la lutte contre le fascisme a pu amener comme acquis sociaux en Europe occidentale.

Je voulais aussi faire le focus, au nom de mon groupe, sur les régressions qui ont lieu actuellement concernant les droits sociaux, mais aussi la démocratie. On sent que l'extrême droite progresse partout, c'est donc salvateur de mettre cette date de libération des camps en avant aujourd'hui.

Intervention de M. DAGRIN :

C'est aussi dans ce contexte que nous avons fait passer une motion pour que Forest soit une commune sans fascisme et pour mettre en avant le 8 mai, qui n'est pas une date anodine. J'espère qu'à cette date-là, nous ferons également une photo tous ensemble pour commémorer cette date.

Intervention de Mme DE LAVELEYE :

J'apprécie la proposition qui nous est faite de nous associer à la campagne « We Remember ». Vu la montée du fascisme dans la plus grande puissance mondiale, il est temps de se rappeler nos fondamentaux.

Intervention de M. PEYCKER :

Nous nous joignons à l'ensemble des groupes pour remercier notre collègue Conseiller qui a mis ce point à l'ordre du jour.

Intervention de M. BERGMAN :

Il y a 81 ans, le 27 janvier 1945, les soldats de l'Armée rouge libéraient le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Cette date est depuis devenue un symbole universel de mémoire et a été choisie pour marquer la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de la Shoah.

Le génocide des Juifs d'Europe a conduit à l'assassinat de six millions d'innocents : hommes, femmes et enfants — traqués, arrêtés, déshumanisés, déportés puis exterminés, simplement parce qu'ils étaient juifs. Avec eux, tout un pan de la culture européenne a disparu à jamais.

Alors que l'antisémitisme ne cesse de se répandre et que les survivants se font plus rares, notre devoir de mémoire est plus que jamais essentiel. Se souvenir de la Shoah, c'est faire vivre le « plus jamais ça » et veiller à transmettre l'Histoire avec rigueur, sans dévoyer les mots ni en vider le sens. Le travail de mémoire, c'est honorer les victimes de la barbarie nazie. C'est aussi honorer le courage et l'humanité des Justes parmi les nations, ceux-là mêmes qui ont sauvé des vies au péril de la leur.

La lutte contre l'antisémitisme, sous toutes ses formes, doit être un combat collectif et permanent. Encore plus aujourd'hui, il faut sans relâche défendre les valeurs d'humanité et de tolérance, et enseigner aux générations futures les dangers de l'ignorance, du silence complice, de l'intolérance et de la banalisation. Je rappelle que les chiffres de l'antisémitisme sont quand même plus élevés à Bruxelles que dans le reste de la Belgique.

N'oublions jamais.

Intervention de Mme EL YOUSFI :

Je pense que l'importance de ces journées d'hommage aux victimes des moments sombres de notre histoire est essentielle pour rappeler la barbarie opérée par pure haine d'êtres humains pour leur origine ou leur foi.

Des millions de juifs n'ont pas été victimes uniquement d'un gouvernement fasciste et d'une horrible machine, mais aussi de la peur, du silence et de la cécité de certains. Rappelons ici aussi l'importance des Justes qui ont eu le courage de protéger et de sauver des êtres humains persécutés.

Ces hommages et ce devoir de mémoire doivent aussi participer à identifier les faits historiques pour faire en sorte que l'histoire ne se répète pas. Nous voyons malheureusement, de par le monde, des peuples être victimes de barbarie, ce que nous devons tous dénoncer.

Nous assistons également à la montée des populismes et des extrêmes en tous genres qui s'attaquent à nos États de droit et à nos démocraties. Les réseaux sociaux participent à

amplifier et banaliser cela. Cela nous appelle à la vigilance et à l'action à travers la sensibilisation et l'éducation, pour résister et aussi combattre les discours de haine et leur banalisation.

La lutte contre l'antisémitisme, le racisme et toutes les formes de discrimination est une forme d'engagement perpétuel et aussi une forme de responsabilité collective.

Antwoord van de heer SPAPENS:

Ik wil benadrukken dat mijn antwoord tot stand is gekomen na overleg met mevrouw Flamme, schepen van Mobiliteit.

Onze meerderheid draait goed en functioneert naar behoren. Ze wordt gedreven door ambitieuze doelstellingen die zijn opgenomen in onze algemene beleidsverklaring en die nog steeds actueel zijn.

We erkennen dat er mogelijk een communicatieprobleem is geweest bij de opeenvolgende verkeerswijzigingen in de wijk.

Ik herinner eraan dat dit project dateert uit 2017 (PS-Ecolo-Défi-meerderheid, socialistische burgemeester), werd voortgezet door de Ecolo/Groen-PS-meerderheid in 2018-2024 en wordt voortgezet door deze meerderheid (PS-Ecolo/Groen-PTB*PVDA).

Ik wil ook wijzen op ons engagement als meerderheid, zoals vastgelegd in onze algemene beleidsverklaring. We willen een beleid dat mensen samenbrengt, wat ook geldt voor ons mobiliteitsbeleid.

We hebben ons ertoe verbonden veerkrachtige, inclusieve, gastvrije en veilige openbare ruimten te creëren, omdat we weten dat deze een essentiële rol spelen voor gelijkheid en levenskwaliteit.

Onze visie voor het centrum van Vorst sluit uiteraard aan bij deze verbintenissen. Daarbij kiezen we ervoor om de voetganger centraal te stellen in de inrichting. We versterken de actieve vervoerswijzen door de toegankelijkheid voor auto's te beperken.

We streven ernaar dat iedereen achter dit plan staat. We moeten vaststellen dat de inrichtingen tot op heden vragen oproepen en zelfs in twijfel worden getrokken. Dat is legitiem. Het is aan ons om de omwonenden en de handelaars achter dit plan te scharen.

We kunnen de handelaars niet zomaar afdoen als tegenstanders van dit plan. Ze maken zich weliswaar zorgen, maar wijzen ook op de positieve aspecten van dit project. We mogen ons verheugen over de terugkeer van het openbaar vervoer in het centrum van Vorst, over functionelere tramhaltes en een harmonieuzere inrichting.

We moeten echter naar iedereen luisteren en oog hebben voor de moeilijkheden. We moeten antwoorden bieden. Dit doet geen afbreuk aan de visie voor het centrum van Vorst, noch aan de structurele aanpassingen. Er zijn maatregelen genomen om de situatie te verbeteren: er zijn 40 parkeerplaatsen vrijgemaakt in de omliggende straten en de rijrichtingen rond het gemeentehuis zijn aangepast om het centrum en de handelszaken beter bereikbaar te maken.

Hoewel wij het met u eens zijn over het belang van het naleven van het verkeersplan en regelmatige controles, doen wij dit wel, maar kunnen wij niet permanent een politieagent op de weg in het centrum van Vorst plaatsen. Het was voor ons belangrijk om een tolerantieperiode in acht te nemen, die nu voorbij is. Er kan altijd worden gesproken over verbeteringen.

Kortom, onze prioriteit is om iedereen achter deze veranderingen te scharen door de dialoog met alle gebruikers van het hart van Vorst gaande te houden.

Tussenkoms van mevrouw FLAMME:

Bedankt dat u hier vanavond aanwezig bent en het woord hebt genomen. Ook dank aan de inwoners die de moeite hebben genomen om hierheen te komen voor deze interpellatie.

Het renovatieproject van de Neerstalsesteenweg is tien jaar geleden van start gegaan. Op dat moment was de weg in zeer slechte staat. De rijbaan, de trottoirs en de tramrails waren aan het einde van hun levensduur en moesten worden vernieuwd.

Tegelijkertijd was de Neerstalsesteenweg, een smalle straat in het hart van de wijk, een transitweg geworden. De tram en de bus zaten vast in de files.

De trottoirs waren te smal om elkaar comfortabel te kunnen kruisen. En het kruispunt Vanpé-Neerstalle was het gevaarlijkste kruispunt van Vorst geworden. Een situatie die des te zorgwekkender was omdat de halte Sint-Denijs, een van de drukste van het hele Brussels Gewest, zich precies op die plek bevindt.

Vandaag de dag is het centrum van Vorst volop in ontwikkeling. De weg is heringericht tot een woonerf, met meer ruimte voor voetgangers. De rijrichtingen zijn aangepast zodat de wijk dagelijks beter functioneert, zodat bussen en trams eindelijk vlot doorrijden, en zodat het doorgaand verkeer rijdt waar het thuishoort, op de Britse Tweedelegerlaan, een structurerende weg die de ring met het centrum van Brussel verbindt.

Het volledige verkeersplan rond de Neerstalsesteenweg is op vrijdag 19 december in werking getreden, op de dag waarop de werkzaamheden aan de Brusselsesteenweg werden afgerond. De aanpassingen vóór die datum hadden uitsluitend betrekking op de werkzaamheden (tijdelijke omleidingen en gewijzigde toegangen tijdens de werkzaamheden), en niet op het verkeersplan zelf. Er zijn dus geen wijzigingen doorgevoerd sinds de invoering ervan.

Het Sint-Denijsplein ondergaat een transformatie, met meer groen en meer ruimte voor terrassen, om te flaneren en te spelen. Ook de renovatie van de site van de Abdij vordert. Binnenkort kan men naar het centrum komen om te lezen, een cursus te volgen, een concert bij te wonen, te genieten van het Sint-Denijsplein of het park, en boodschappen te doen, zonder dat men daarvoor meerdere verplaatsingen hoeft te maken.

Het is duidelijk dat al deze veranderingen invloed hebben op het dagelijks leven van degenen die er wonen, werken en er elke ochtend hun winkel openen. En zoals we weten, maken onze buurtwinkels hier net als elders een moeilijke periode door.

Corona heeft blijvende sporen achtergelaten en onze gewoonten ingrijpend veranderd. De energiecrisis heeft hard toegeslagen, de rekeningen stijgen, de budgetten staan onder druk en we denken twee keer na voor elke uitgave.

Tegelijkertijd zien we dat onze straten steeds meer overspoeld worden door bestelwagens. Achter deze leveringen gaan geautomatiseerde distributiecentra schuil, waar werknemers vaak in onzekere statuten en onder zware omstandigheden werken.

Ondertussen zien niet alleen gezinnen, maar ook buurtwinkels hun lasten, huurprijzen en belastingen stijgen.

Het is onze politieke verantwoordelijkheid, op alle niveaus, om deze onevenwichtigheden recht te zetten en ervoor te zorgen dat keuzes die respect tonen voor de werknemers, de planeet en het lokale leven ook de meest toegankelijke en voor de hand liggende zijn.

Als we in Vorst een levendig centrum en duurzame handelszaken willen, moeten we de voorwaarden scheppen zodat ze kunnen rekenen op een regelmatige aanwezigheid, op mensen die komen, blijven en terugkomen.

Omdat de consumptiegewoonten zijn veranderd, en de manier waarop we ons verplaatsen ook. Dat is een feit. En in deze context is niets veranderen geen optie.

In Vorst richten we ons op de lange termijn – met een centrum waar men zich zonder stress kan verplaatsen, waar men zich op zijn gemak voelt – met kinderen – maar ook op oudere leeftijd, waar men bekende gezichten tegenkomt, waar men zin heeft om even te blijven kletsen en van de plek te genieten. Een levendig en veilig centrum voor iedereen, waar buurtwinkels zich duurzaam kunnen verankeren in het leven van de wijk.

Want de feiten spreken voor zich. Studies van Brussel Mobiliteit en het Brussels Studies Institute tonen duidelijk aan dat in wijken waar het doorgaand verkeer beperkt is, de lokale bezoekersaantallen toenemen en dat de buurtwinkels op lange termijn beter standhouden.

Dat komt ook overeen met de huidige realiteit in Brussel. Men verplaatst zich er steeds vaker te voet, met de fiets en met het openbaar vervoer, en de dagelijkse verplaatsingen vinden steeds vaker plaats binnen de wijk.

En zoals u in uw interpellatie zegt, staat veiligheid centraal in het debat. In Vorst is bijna een op de vier inwoners jonger dan achttien jaar. Het zijn deze kinderen en jongeren die elke dag onze straten doorkruisen om naar school, naar de sportclub of naar vrienden te gaan. Hun verplaatsingen, hun veiligheid en hun bewegingsvrijheid staan rechtstreeks op het spel.

Een kind in staat stellen om veilig op de fiets naar school te gaan, een senior om te voet boodschappen te doen, of een inwoner om zonder auto naar het werk te gaan, betekent niet dat we een vrijheid afnemen, maar juist een vrijheid toevoegen. En in een dichtbevolkte gemeente als Vorst, waar de ruimte beperkt is, is deze diversiteit aan oplossingen onze beste garantie voor evenwicht.

Al deze uitdagingen brengen ons ertoe dit project met overtuiging voort te zetten. En daarbij blijven we alert voor de dagelijkse werking ervan, evalueren we het en passen we het aan waar nodig.

Ik wil afsluiten door u nogmaals te bedanken voor het feit dat u hier vanavond het woord hebt genomen. De burgerinterpellaties verrijken het debat, ze dwingen ons om onze keuzes uit te leggen, te luisteren en te antwoorden. Ze brengen onze lokale democratie tot leven.

En dat is vandaag des te belangrijker, aangezien het debat over mobiliteit in Brussel vaak erg gespannen en soms agressief is. Wanneer het debat wordt geïntimideerd door intimidatie, druk of vijandig gedrag, wordt niet alleen een project aangevallen, maar wordt de democratie zelf ondermijnd.

Dit ontmoedigt inwoners om zich uit te spreken, vragen te stellen en mee te werken. En dat kunnen we nooit accepteren, want door hier rustig en in het openbaar het woord te nemen, zorgen we ervoor dat alle feiten op tafel komen.

Ik dank u.

Repliek van de heer WAGNER:

Ik dank u voor uw reacties; ik heb aandachtig naar u allen geluisterd.

Tegenwoordig zijn we het allemaal vergeten, maar vóór de opkomst van de auto konden voetgangers zich vrij over de rijbaan bewegen. Verkeersborden, verkeerslichten en zebbraden bestonden niet. Mensen maakten in goede verstandhouding afspraken over hun plaats op de weg, zoals dat ook gebeurt in een woonerf. Met de opkomst van de auto heeft de samenleving de verplaatsingen van de automobilist afgebakend ten koste van andere vervoerswijzen.

Ik heb vanavond gehoord dat we vervoerswijzen niet tegen elkaar moeten uitspelen. Dat is echter wel wat er gebeurt als we de ene vervoerswijze bevoordelen ten opzichte van de andere. Dat is wat voetgangers en fietsers al decennialang moeten doorstaan vanwege de auto, die door zijn omvang en gewicht de boventoon voert. Daar moet nu verandering in komen. In mijn woonwijken en in -erven moet de toegang voor auto's worden beperkt om voorrang te geven aan voetgangers.

Ik bagatelliseer het probleem van de handelszaken niet. Er moeten begeleidende maatregelen worden overwogen, zowel voor de gebruikers als voor de handelaars.

Door het jarenlange gebrek aan investeringen in zachte mobiliteit is een hele generatie volledig afhankelijk geworden van de auto, zelfs voor verplaatsingen van slechts enkele honderden meters.

Onze wijk verdient veel beter dan het gebrek aan actie dat al tientallen jaren duurt. Wij zijn hier om u hieraan te herinneren en om u aan te moedigen een aantrekkelijke toekomst voor te stellen aan alle Vorstenaren.

-

**Herdenkingsmoment – Internationale herdenkingsdag voor de slachtoffers van de Shoah
Voorstel ingediend door de heer Bergman**

Tussenkomst van de heer SPAPENS:

Zoals voorgesteld zullen we, in plaats van een minuut stilte, in het kader van de campagne "We Remember" aan het einde een foto maken van de raadsleden.

Tussenkomst van de heer MARTIN:

Bedankt dat u dit punt tijdens de Gemeenteraad van vandaag aan de orde hebt gesteld. 27

januari is een cruciale datum in de bevrijding van Europa. We weten welke sociale verworvenheden de strijd tegen het fascisme in West-Europa heeft opgeleverd.

Namens mijn fractie wil ik ook de aandacht vestigen op de achteruitgang die momenteel plaatsvindt op het gebied van sociale rechten, maar ook op het gebied van de democratie. We merken dat extreemrechts overal terrein wint, dus is het helpend om vandaag deze datum van de bevrijding van de kampen onder de aandacht te brengen.

Tussenkoms t van de heer DAGRIN:

In dit verband hebben we ook een motie ingediend om van Vorst een gemeente zonder fascisme te maken en om 8 mei onder de aandacht te brengen, want dat is geen onbelangrijke datum. Ik hoop dat we dan ook allemaal samen op de foto gaan om die dag te herdenken.

Tussenkoms t van mevrouw DE LAVELEYE:

Ik sta positief tegenover het voorstel om mee te doen aan de campagne "We Remember". Gezien de opkomst van het fascisme in de grootste wereldmacht is het tijd om ons onze basiswaarden te herinneren.

Tussenkoms t van de heer PEYCKER:

Wij sluiten ons aan bij alle fracties om ons collega-Raadslid te bedanken dat dit punt op de agenda heeft gezet.

Tussenkoms t van de heer BERGMAN:

81 jaar geleden, op 27 januari 1945, bevrijdden soldaten van het Rode Leger het vernietigingskamp Auschwitz-Birkenau. Deze datum is sindsdien een universeel symbool van herdenking geworden en is gekozen als de Internationale Dag ter nagedachtenis aan de slachtoffers van de Holocaust.

De genocide op de Europese Joden leidde tot de moord op zes miljoen onschuldigen: mannen, vrouwen en kinderen — opgespoord, gearresteerd, ontmenselijkt, gedeporteerd en vervolgens uitgeroeid, enkel en alleen omdat ze Joods waren. Met hen is een groot stuk van de Europese cultuur voorgoed verdwenen.

Nu antisemitisme zich steeds verder verspreidt en er steeds minder overlevenden zijn, is onze herdenkingsplicht belangrijker dan ooit. De Holocaust herdenken betekent het levend houden van het 'nooit meer' en ervoor zorgen dat de geschiedenis nauwkeurig wordt doorgegeven, zonder woorden te verdraaien of hun betekenis te ontkrachten. Herdenken betekent het eren van de slachtoffers van naziwandaden. Het betekent ook het eren van de moed en de menselijkheid van de Rechtvaardigen onder de volkeren. Juist zij die levens hebben gered met gevaar voor eigen leven.

De strijd tegen antisemitisme, in al zijn vormen, moet een gezamenlijke en voortdurende strijd zijn. Vandaag de dag is het meer dan ooit nodig om de waarden van menselijkheid en tolerantie onvermoeibaar te verdedigen en toekomstige generaties te leren over de gevaren van onwetendheid, medeplichtig zwijgen, intolerantie en banalisering. Ik herinner eraan dat de cijfers over antisemitisme in Brussel nog steeds hoger liggen dan in de rest van België.

Laten we dit nooit vergeten.

Tussenkomst van mevrouw EL YOUSFI:

Ik ben van mening dat deze herdenkingsdagen voor de slachtoffers van de donkere perioden in onze geschiedenis van essentieel belang zijn om ons te herinneren aan de wreedheden die zijn begaan uit pure haat tegen mensen vanwege hun afkomst of geloof. Miljoenen Joden zijn niet alleen het slachtoffer geworden van een fascistische regering en een gruwelijke machinerie, maar ook van de angst, het zwijgen en de blindheid van sommigen. Laten we hier ook het belang niet vergeten van de Rechtvaardigen die de moed hadden om vervolgte mensen te beschermen en te redden.

Dit eerbetoon en de herdenkingsplicht moeten ook bijdragen aan het in kaart brengen van de historische feiten, om ervoor te zorgen dat de geschiedenis zich niet herhaalt. Helaas zien we overal ter wereld volkeren die het slachtoffer zijn van wreedheden, iets wat we allemaal aan de kaak moeten stellen.

We zijn ook getuige van de opkomst van populisme en allerlei vormen van extremisme die onze rechtsstaten en onze democratieën ondermijnen. Sociale media dragen bij aan het versterken en banaliseren hiervan. Dit roept ons op tot waakzaamheid en actie door middel van bewustmaking en voorlichting om weerstand te bieden aan en ook te strijden tegen haatzaaiende uitlatingen en het banaliseren hiervan.

De strijd tegen antisemitisme, racisme en alle vormen van discriminatie is een vorm van levenslang engagement en ook een vorm van collectieve verantwoordelijkheid.

2 annexes / 2 bijlagen

3 Affaires générales - Mandats (Vivaqua) - Revu

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 120, § 2, de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 20 des statuts de Vivaqua, disposant que « chaque commune associée est représentée à l'Assemblée générale à raison de deux délégués par commune de moins de septante mille habitants [...] » ;

Vu sa décision du 18 février 2025 désignant Monsieur Stéphane Pepin en qualité de délégué à l'Assemblée générale de Vivaqua ;

Considérant que, par courrier du 10 décembre 2025, Monsieur Stéphane Pepin a informé la Commune qu'il ne souhaitait plus exercer son mandat de délégué à l'Assemblée générale de Vivaqua ;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de pourvoir à son remplacement

DÉCIDE :

De mettre fin au mandat de Monsieur Stéphane Pepin en qualité de délégué à l'Assemblée générale de

Vivaqua.

De désigner Monsieur Sébastien Gillard, membre du Conseil communal, domicilié chaussée d'Alseberg n° 221, boîte 003 à 1190 Forest, en qualité de délégué à l'Assemblée générale de Vivaqua, en remplacement de Monsieur Stéphane Pepin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Vivaqua) - Herziening.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op artikel 120, § 2, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 20 van de statuten van Vivaqua, dat bepaalt dat « elke aangesloten gemeente in de Algemene Vergadering wordt vertegenwoordigd door twee afgevaardigden per gemeente met minder dan zeventigduizend inwoners [...] »;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 februari 2025 waarbij de heer Stéphane Pepin werd aangewezen als afgevaardigde in de Algemene Vergadering van Vivaqua;

Overwegende dat de heer Stéphane Pepin de Gemeente bij schrijven van 10 december 2025 heeft meegedeeld dat hij zijn mandaat als afgevaardigde in de Algemene Vergadering van Vivaqua niet langer wenst op te nemen;

Overwegende dat derhalve dient te worden voorzien in zijn vervanging

BESLUIT :

Het mandaat van de heer Stéphane Pepin als afgevaardigde in de Algemene Vergadering van Vivaqua te beëindigen.

De heer Sébastien Gillard, lid van de Gemeenteraad, wonende Alsebergsesteenweg nr. 221, bus 003 te 1190 Vorst, aan te wijzen als afgevaardigde in de Algemene Vergadering van Vivaqua, ter vervanging van de heer Stéphane Pepin.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

FINANCES - FINANCIËN

Budget - Begroting

4 Finances - Budget 2026.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 241, 252, 255, 258bis et 259 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a lieu de voter le budget ordinaire et extraordinaire 2026

DECIDE :

D'approuver le budget ordinaire et extraordinaire 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 21 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Mariam El Hamidine, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Financiën - Begroting 2026.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 241, 252, 255, 258bis en 259 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de stemming van de gewone en buitengewone begroting 2026

BESLIST:

De gewone en buitengewone begroting 2026 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 21 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Mariam El Hamidine, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Intervention de M. SPAPENS :

Nous vous présentons un budget 2026 à l'équilibre et en boni. Le boni cumulé est de 6,28 millions, ce qu'il faut tempérer car, lors du vote du compte, nous avons déjà affecté environ 3,4 millions au CPAS pour pouvoir mettre en non-valeur, comme nous l'avions fait pour la commune. Le reste sera utilisé pour faire des provisions pour risques et charges.

L'équilibre est atteint malgré un report de charges important et un contexte budgétaire contraint.

Les marges budgétaires sont extrêmement étroites en raison de la spécificité structurelle (notamment en termes de densité ou de revenu par habitant) de la commune. À cela s'ajoutent l'inflation du coût de l'énergie mais aussi les nouvelles mesures prises par le gouvernement fédéral (transfert de charges vers les CPAS à cause de la réforme du chômage, coût : 1,5 million à la charge de la commune).

Un travail budgétaire est réalisé depuis la législature précédente. Nous pouvons aujourd'hui être fiers que notre commune soit reconnue par les autorités supérieures mais aussi par des organismes financiers, comme une commune à la gestion saine et

rigoureuse.

Le travail qui a permis de pouvoir vous présenter un budget dès janvier a été concerté avec les services communaux ainsi que l'inspection régionale, que nous remercions. Cela nous permet concrètement d'avoir un budget exécutoire fin mars et d'éviter d'avoir recours pendant six mois aux douzièmes provisoires. Cela permet aux services d'avoir une meilleure sécurité et de pouvoir mieux travailler et de garantir la continuité du service public.

Les dépenses principales de notre budget sont les frais liés au personnel. Le personnel communal est majoritairement financé par la commune. L'autre dépense très importante, ce sont les dépenses de transfert, ensuite les dépenses de dette (ce sont nos crédits), puis le fonctionnement, les subsides et la prime Be Home. Les dépenses de personnel représentent 48,64% des dépenses ordinaires totales, soit 74.806.153 €. Parmi ce montant, celui alloué au personnel enseignant, qui est subventionné à 100%, revient à 15.927.706 €. Un important travail de diminution des dépenses de personnel est en cours via un non-remplacement systématique de certains postes (départs volontaires, retraites...), un accompagnement à la réorganisation des services entamé avec l'ERAP. Tout cela en veillant à maintenir les acquis de notre personnel communal.

Les dépenses de transfert sont en constante augmentation. La dotation communale à la Zone de police et au CPAS augmente fortement (+25% 2024-2026), afin de faire face aux reports de charges ainsi qu'à l'augmentation des missions. Cet effort est assumé par la Commune et s'inscrit dans une gestion budgétaire rigoureuse, visant à préserver la continuité des services essentiels à la population.

La prime Be Home communale est maintenue et indexée. L'une des plus hautes primes Be Home de Bruxelles : 2.310.258,31 €, soit 208 € par ménage pour les mono-propriétaires occupants. Maintien du soutien aux associations (culture, sport, jeunesse, prévention, commerces). Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 12.044.558 €, soit 7,83% du budget total 2026. Elles sont parmi les plus faibles de la Région par habitant : 205 €/habitant. Il y a un effort conséquent pour réduire les coûts tout en maintenant les services aux citoyens et tout ce qui fait vivre notre commune. Il y a une maîtrise des consommations énergétiques, une centralisation et une rationalisation des achats, etc.

Tout cela dans le but de faire vivre notre commune et d'offrir des services de qualité. Concernant les recettes, plus de 91% sont des recettes de transfert, composées principalement de la Dotation générale aux communes (DGC), qui non seulement n'est pas indexée mais diminue par rapport au budget 2025 : 22.064.346 €. Dotation liée à l'Échevine néerlandophone : 3.082.963 €. Dotation pour le développement économique de la Région : 3.542.519 €.

Concernant les recettes de transfert et la fiscalité communale, ce qui ne change pas : il n'y a pas d'augmentation des centimes additionnels à l'IPP, qui restent à 7%, pas d'augmentation des centimes additionnels au PRI (depuis 2023), qui restent à 3.990 centimes, et toujours la prime Be Home qui reste parmi les plus hautes de la Région (208 €/ménage).

Concernant l'augmentation des taxes, nous avons choisi de faire des ajustements ciblés en proposant :

- **une augmentation des taux applicables aux dispositifs publicitaires,**
- **une distinction des taux pour les surfaces industrielles et commerciales, avec une**

- contribution accrue pour les grandes surfaces,
- un renforcement des taxes sur les salissures,
- une limitation des exonérations pour les surfaces de bureaux et des ajustements des taux applicables.

Nous avons donc choisi de faire un effort fiscal ciblé qui ne fait pas peser davantage la charge sur les ménages.

Les autres recettes englobent :

- les recettes de prestations : crèches, enseignement, droit de passage, gaz, électricité, stationnement... : 10.900.697 €,
- les recettes de la dette : dividendes dans les intercommunales, intérêts bancaires... : 2.919.318 €,
- les autres recettes : 23.865.800 €. Cela comprend les autres contributions des autorités supérieures (personnel enseignant, contrat de sécurité et prévention) : 16.212.839 €, les sanctions administratives : 1.807.240 €, la compensation des charges liées à la distribution de l'eau : 732.500 €.

En conclusion : notre but avec ce budget est de maintenir l'équilibre malgré des charges en hausse. Nous faisons des efforts sur les dépenses :

- non-remplacement systématique de certains départs (volontaires, retraites),
- réorganisation des services,
- travail mené avec le CODIR et les chefs de service.

Nous menons cela avec une gestion rigoureuse, avec :

- un pilotage budgétaire renforcé,
- une anticipation des dépenses structurelles,
- des ajustements ciblés sans remettre en cause les services essentiels.

Voici une liste non exhaustive de ce que nous réalisons concrètement avec tout ce budget :

- en matière de sécurité : ouverture d'un commissariat central rue des Deux Gares avec un accueil 7 jours sur 7, 24h sur 24 ;
- en développement économique : travail sur la refondation, et au futur développement du site Audi ;
- par rapport à tout ce qui est information et communication : nouvelle mouture du journal communal en préparation, amélioration constante du site internet ;
- au niveau de la culture, nous continuons la plupart des projets qui fonctionnent bien aujourd'hui. Nous sommes dans une année où le budget dédié à la culture est un peu moins élevé vu qu'il n'y a pas de parcours d'artistes cette année. Soutien accru à la bibliothèque qui a vu son subside de l'autorité supérieure maintenu, les fêtes médiévales sont également bien prévues cette année ;
- le budget des relations publiques a été augmenté en vue de l'organisation de célébrations des nouveaux Belges et nouveaux Forestois ;
- au niveau des travaux, il s'agit principalement de budget extraordinaire. Plusieurs travaux de rénovation sont en cours, d'autres chantiers progressent : le chantier du stade Bertelson, de l'école de Puzzel, poursuite des maillages « pluie » et ludiques, aménagement des squares au niveau du Bempt...
- au niveau du personnel, nous nous sommes battus pour conserver les acquis sociaux des travailleurs ;

- au niveau des crèches, les montants demandés aux parents sont maintenus et nous ouvrirons 6 nouvelles places ;
- au niveau de l'enseignement, fer de lance de notre majorité, nous nous battons pour pouvoir maintenir au maximum ce qui a pu être développé dans nos écoles malgré un contexte particulièrement difficile vu les suppressions budgétaires des niveaux de pouvoir supérieurs ;
- concernant la cohésion sociale et la vie associative, notre volonté est là aussi de maintenir les subsides aux associations, de pouvoir créer des moments de convivialité entre les services tout en réduisant les frais de fonctionnement pour dédier un maximum du budget aux associations ;
- concernant la jeunesse et les seniors, les dépenses majeures sont destinées à la mise en place de projets et ateliers tels que l'accompagnement au permis de conduire, maintien également du soutien à l'association Atout Projet ;
- au niveau des commerces, les moyens de la campagne « J'achète 1190 » sont maintenus et amplifiés, un site internet dédié à nos commerces va bientôt sortir, une enveloppe est dédiée aux projets portés par les associations de commerçants, notons également l'organisation de nos traditionnels marché aux fleurs et marché annuel ;
- au niveau de la propreté, nous comptons pérenniser les campagnes de déchèteries mobiles et poursuivre le projet d'enlèvement de déchets à domicile pour les PMR et les 65 ans et +, école de la propreté, acquisition d'une nouvelle camionnette, opérations de campagnes de sensibilisation et répression ciblée (triathlon de la propreté) ;
- au niveau du logement : inauguration des 63 logements sur le site de Diamond Board, l'important projet du Squarebeek pour les personnes vivant dans les logements du Bempt, la poursuite du projet Verrerie (Van Roy) et la poursuite de l'intégralité des projets des logements communaux, soutien ambitieux à l' AIS (plus de vingt nouveaux logements par an) ;
- au niveau de la santé, matière transversale, qui sera entre autres illustrée par des campagnes de dépistage gratuit dans les différents quartiers, organisation d'une marche de la santé...
- concernant le service Population : rééquilibrage des tarifs ;
- organisation d'une journée d'étude autour du protoxyde d'azote,
- concernant l'emploi, poursuite de la maison des initiatives, le défi en matière d'emploi, c'est la collaboration avec la maison de l'emploi pour participer à soutenir au mieux ces nouveaux exclus du chômage, c'est aussi un soutien particulier à l'entrepreneuriat féminin ;
- concernant tout ce qui est environnement, ville, contrats de quartier, nous avons la poursuite de la mise en œuvre du maillage « pluie » et du maillage ludique. Nous avons aussi l'aménagement d'espaces publics plus résilients aux conséquences du réchauffement climatique (études et mises en place de projets). Nous poursuivons le projet ABY, il y a également le projet de la ferme du Bempt, la construction de logements sociaux accessibles aux PMR...
- concernant la mobilité, nous maintenons une politique collégiale de mobilité plus sûre et plus apaisée. Nous plaçons les aménagements de sécurité routière au centre de tous nos aménagements avec la continuité d'une attention spécifique portée aux abords de nos écoles. Nous poursuivons également les travaux de voiries sur notre territoire communal. Nous sommes évidemment plus qu'impatients de voir les travaux de la Place St-Denis s'achever ;
- au niveau des affaires néerlandophones, le fait marquant est l'ouverture du nouveau bâtiment de l'école De Puzzel, notons aussi le renouvellement du Conseil de la culture.

En conclusion, c'est un exercice qui est chaque année de plus en plus complexe. Nous faisons le maximum pour maintenir l'équilibre budgétaire, mais soyons francs, nous atteignons réellement les limites de l'exercice. Si les transferts de charges se poursuivent à cette vitesse sans les moyens nécessaires de la part des autres niveaux de pouvoir, les communes ne pourront plus être efficaces et nous allons vers la mort de nos institutions.

Je voudrais terminer en remerciant la secrétaire communale, l'ensemble du service des finances, mais aussi le comité de direction, et l'inspection régionale qui participent tous à l'élaboration de ce budget. Je remercie aussi mes collègues échevines et échevins qui ont participé à la négociation de ce budget dont nous sommes fiers.

Intervention de M. MARTIN :

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège, Chers collègues Conseillers,

Je voudrais commencer en évoquant un souvenir quand, en tant que nouveaux Conseillers, plusieurs d'entre nous sommes allés à une formation organisée par Brulocalis. Un responsable de Belfius y avait parlé des communes bruxelloises et avait montré qu'il avait confiance dans la gestion de notre commune et aussi d'autres communes bruxelloises. Cet élément m'avait fort marqué.

En tant que chef de groupe, je souhaite insister sur le fait que le budget 2026 qui nous est présenté ce soir doit être lu et compris dans son contexte politique et institutionnel. Notre commune est aujourd'hui en première ligne pour assurer des missions essentielles : l'action sociale, l'enseignement, la propreté, la sécurité, l'espace public, la cohésion sociale et j'en passe. Des missions indispensables, mais de plus en plus difficiles à financer, dans un cadre où les missions qu'on impose aux communes augmentent plus vite que les moyens.

Objectivement, la Commune de Forest est aujourd'hui confrontée à un sous-financement à la fois structurel et conjoncturel.

D'un point de vue structurel, les mécanismes de financement ne tiennent pas suffisamment compte de la densité réelle de population ni des contraintes spécifiques du territoire ! À cela s'ajoute une forte hétérogénéité sociale : les grandes disparités de revenus entre habitants faussent les moyennes statistiques utilisées pour l'allocation des ressources et ne reflètent pas les besoins réels d'une partie significative de la population.

Enfin, à ces déséquilibres structurels s'ajoute une dimension conjoncturelle : les choix politiques actuels du gouvernement fédéral, peu favorables au financement des pouvoirs locaux, accentuent encore la fragilisation budgétaire des communes et limitent leur capacité à remplir pleinement leurs missions de service public.

Peu à peu, notre commune voit l'étau des mesures de l'Arizona l'étrangler.

Et c'est précisément pour cela que le budget 2026 est aussi un acte politique qu'il faut applaudir et soutenir de toutes nos forces, au-delà même des intérêts partisans.

Car, dans ce cadre plus que contraint, faire tenir un budget qui préserve l'essentiel est une réussite et une fierté majeure.

Un budget rendu possible par des choix et des priorités politiques claires, et par un travail d'une extrême rigueur mené par le Collège et par l'ensemble des équipes communales, que je tiens ici, au nom de mon groupe, à saluer.

Malgré des marges de manœuvre extrêmement réduites, les missions communales sont garanties pour l'essentiel, les services à la population sont maintenus, et la commune continue à assumer pleinement son rôle de pouvoir de proximité.

Dans ce contexte, il est stratégique, pour nous toutes et tous, de refuser les caricatures et de lutter contre le bashing qui entoure souvent les finances communales.

Mettre en doute systématiquement la gestion de Forest, c'est affaiblir les services publics et, à terme, affaiblir la démocratie locale, qui est le premier lieu de contact entre les citoyennes, les citoyens et la politique.

C'est pourquoi j'estime qu'il est de notre responsabilité collective, au sein de ce Conseil, de défendre notre commune, et de devenir, chacun à notre place, ambassadeur de ce budget.

Non pas pour nier les difficultés, mais pour être fiers du travail accompli, pour refuser les procès simplistes, et pour défendre les services publics et la démocratie locale qui sont aujourd'hui sous pression.

Je vous remercie.

Intervention de M. GILLARD :

Les communes bruxelloises sont historiquement sous-financées et Forest n'échappe pas à cette réalité. À cette situation déjà difficile s'ajoutent les conséquences directes des décisions fédérales et de FWB. L'exclusion des chômeurs de longue durée coûtera, par exemple, à elle seule, 1,6 million € à la Commune en 2026.

Partout, nous voyons les communes mettre en place ce que nous appelons les « taxes Bouchez ». Les communes augmentent les taxes et les impôts pour faire face au trou creusé par le MR et les Engagés aux autres niveaux de pouvoir.

Malgré tout, à Forest, le Collège est parvenu à boucler un budget à l'équilibre, n'augmentant ni l'IPP ni le précompte immobilier, ni les frais scolaires ni les frais des documents administratifs.

Le groupe PTB tient à féliciter le Collège pour ce budget qui protège les familles. Nous tenons également à féliciter l'administration pour avoir accompagné le Collège dans ce travail. Et pour avoir réalisé un budget si tôt dans l'année, ce qui est une première depuis des années.

Pour financer les coûts imposés par l'Arizona, le Collège forestois a choisi de faire contribuer les épaules les plus larges en instaurant une taxe sur les supermarchés, en augmentant la taxe sur la publicité, en supprimant des exonérations pour les grands bureaux...

Ce budget s'est fait dans un esprit de justice fiscale. Cependant, il faut être lucide, notre commune se trouve dans une situation extrêmement compliquée, situation dont elle n'est

aucunement responsable. Si l'Arizona continue à nous envoyer chaque année des factures de plusieurs millions, la situation deviendra intenable. C'est pourquoi nous saluons également la carte blanche, signée par l'ensemble du Collège, qui demande un financement structurel juste des communes, prévoyant entre autres le financement à 100% du revenu d'intégration sociale ainsi qu'un meilleur financement des pensions des fonctionnaires locaux et des zones de police. Ce refinancement est indispensable pour relever les défis sociaux de notre commune, investir dans l'enseignement, la santé, la culture, développer une ville respectueuse de ses habitants et de notre environnement.

Je vous remercie.

Intervention de Mme DE LAVELEYE :

Je voudrais remercier M. Spapens pour sa brillante présentation du budget, elle est très utile pour l'exercice de la démocratie.

Mon intervention, au nom du groupe Ecolo/Groen, tiendra en quatre points.

1. Timing du budget

Nous sommes en mesure de voter un budget en janvier, ce qui est en soi presque un exploit. Nous souhaitons dès lors saluer l'énorme travail de l'administration et l'engagement du Collège pour atteindre ce résultat. C'est un soulagement de savoir que les services communaux commencent l'année en plein exercice.

2. Un budget à l'équilibre

Avoir un budget en équilibre, c'est bien entendu une obligation. Mais cela devient chaque année un peu plus un exploit quand-même. J'y reviendrai.

Pour cela, il a fallu augmenter les recettes. Pour ne pas devoir toucher aux contributions directes des Forestois et Forestoises, il a fallu aller chercher ailleurs, et on soulignera l'effort fait par le Collège d'aller chercher là où cela apparaît comme le plus juste : on augmente la taxe sur la publicité, sur les grandes-surfaces, on fait contribuer davantage la 2e voiture du ménage et les incivilités liées aux salissures... Des choix difficiles, mais absolument nécessaires pour maintenir nos services publics et préserver les ménages.

Mais bien entendu, les efforts pour couper dans les dépenses continuent.

- Cela veut dire de moins en moins de budget de fonctionnement (déjà moins de 8%), et donc de capacités pour les services de porter des projets.**
- Cela veut dire aussi qu'on diminue le nombre de travailleurs en ne remplaçant plus des départs. On peut saluer le maintien des avantages sociaux. Mais on sait ce que cela veut dire : plus de pression sur celles et ceux qui restent, et sur la qualité des services rendus au public.**

Malgré ces efforts considérables, Forest continue à assumer ses services publics, faire fonctionner ses écoles, soutenir le tissu associatif et culturel, renforcer ses crèches, nettoyer ses rues, développer du logement, investir dans la prévention, et transformer son espace public pour le rendre plus résilient, plus beau et plus convivial et développer une mobilité sûre, efficace et respectueuse.

Dans le contexte actuel, c'est à saluer. Merci et bravo pour cela.

3. Un budget qui prend en charge les reports de charge des autres niveaux de pouvoir

On le voit, les charges de transferts pèsent de plus en plus lourd sur nos deniers publics. La police a vu son budget augmenter pour améliorer ses services à la population, notamment grâce à un nouveau commissariat. Et le CPAS, bien sûr. À ce niveau, saluons d'abord la solidarité de la commune. C'est 1,6 million de plus qu'annoncé au Plan que prévoit le budget, alors que le Plan prévoyait déjà une augmentation significative. Bien sûr, on savait que le Plan n'intégrait pas l'effet des mesures d'expulsion du chômage. Or, le coût de cette mesure pour 2026 est évalué à 1,5 million pour le CPAS, et donc pour la Commune. Et la Commune de Forest a choisi de soutenir une politique sociale la plus robuste possible en renforçant de façon significative sa dotation. Ça, c'est la belle histoire. Qui me mène à notre dernier point.

4. C'est un budget d'une commune sous attaque.

On le redit chaque fois, mais on va le redire. Les communes, et singulièrement les communes bruxelloises, et Forest ne fait pas exception, doivent faire face à des reports de charges violents, violents pour nos habitants et habitantes, et violents pour nos finances. En plus de ce report de charge, le fédéral organise en plus la précarisation de la population qui aura un besoin croissant de services publics et d'aides sociales.

Et soyons clairs, l'impact des reports de charges, et singulièrement les exclusions du système du chômage, ne fait que commencer. On y reviendra lors du passage du budget du CPAS au Conseil de mars.

Alors ce soir, Forest sauve encore les meubles. Au prix d'efforts considérables, de décisions difficiles et d'une pression accrue sur les équipes et les services publics.

Nous sommes donc reconnaissants de voter ce budget, solidaire, et qui cherche à être à la hauteur des crises auxquelles les Forestois et Forestoises sont confrontés. Et qui permet de faire fonctionner cette commune qu'on aime tant.

Intervention de M. POTELLE :

Cinq commentaires sur ce budget.

1. Niveau timing

Le budget 2026 est soumis au vote du Conseil communal 6 mois plus tôt que pour le budget 2025. Félicitations au Collège et, surtout, aux équipes de la commune. Cela va donc réduire les difficultés liées aux douzièmes provisoires dès février. Pour tous les services, et surtout pour ceux dont les dépenses ne sont pas constantes dans le temps. Par exemple au service qui s'occupe des événements culturels. Si nous gagnons encore un mois en 2026, ce sera parfait.

2. Ce budget a été élaboré avec une rigueur plus grande qu'auparavant.

3. Niveau cohérence entre les documents

La taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques (page 18) va rapporter 8,5% en plus entre 2024 et 2026 (poste 040/372-01 page 18), alors que la valeur de 1% de la taxe

additionnelle à l'impôt des personnes physiques évolue de 10,9% entre 2024 et 2026 (page 4 de l'annexe).(Le taux d'imposition additionnel à l'IPP est resté constant à 7%.)

Réponse de M. SPAPENS :

Je m'engage à vous répondre par écrit à cette question. Comme le taux IPP ne change pas, la valeur de l'IPP change, ça peut être dû à plusieurs choses (l'inflation, un enrichissement de la population...).

Intervention de M. POTELLE :

4. Niveau taxation des documents administratifs

Les recettes de la délivrance de documents administratifs (taxe ou redevance) augmentent de 13% entre 2024 et 2026.L'augmentation de la population justifie $\pm 1,3\%$ de l'augmentation.Il me semblait que la DPG annonçait une baisse des coûts liés à la délivrance de documents administratifs.

Réponse de M. SPAPENS :

Il n'y a pas d'augmentation, sauf pour les démarches qui étaient à perte. Il y a eu un rééquilibrage pour les passeports.

Intervention de M. POTELLE :

5. Deux taxes page 18 : sur les surfaces de bureaux et sur les équipements à des fins industrielles/commerciales.

La très forte augmentation du revenu de ces 2 taxes est expliquée en page 23. Le Collège envisage de changer la législation communale le mois prochain, ce qui engendrerait une recette supplémentaire. (Rappel : +134% pour les surfaces de bureaux).

Une fois de plus, la majorité PS-PTB-Ecolo considère les acteurs économiques comme secondaires, comme des variables d'ajustement budgétaire. C'est révélateur. Les entreprises et les commerces font vivre la commune, et ils sont déjà sous pression. Forest doit redevenir attractive. À force d'envoyer des signaux négatifs, on prend le risque de voir des départs, des non-arrivées et donc une baisse durable des recettes.

Pour moi, on ne peut pas budgéter une recette sur un règlement qui n'existe pas encore. Cela porte atteinte à la sécurité juridique et à la non-rétroactivité des normes. Je parle en particulier des articles 255 et 279 de la Nouvelle loi communale.

Par conséquent, nous voterons contre ce budget et on se demande si ce n'est pas plus pertinent que vous votiez contre également. Et vous voterez « pour » le mois prochain après avoir fait passer votre nouveau règlement taxe.

Réponse de M. SPAPENS :

Je vous rassure, nous avons non seulement une gestion rigoureuse de notre budget mais aussi de la légalité de nos actes.

Je rappelle qu'un budget est une prévision budgétaire. Nous avons un engagement transparent, nous ne nions pas qu'il y a certaines augmentations de taxes. Je pense qu'avec l'ensemble de nos taxes, nous prouvons qu'on veut attirer des entreprises à Forest et encourager les commerces. Hormis les très gros commerces et les supermarchés, les autres n'ont pas d'augmentation de taxe.

La taxe bureau est clairement la chose la plus difficile de ce règlement. Cependant, à un moment, il a fallu regarder ce qu'il se passait partout. On s'est inspiré de communes comme Etterbeek, qui est assez semblable à Forest en matière de taxe bureau perçue.

Nous ne prenons pas ces taxes par plaisir, nous les prenons face aux mesures prises par des gouvernements qui prétendent défendre les indépendants.

Je rappelle qu'en termes de frais de fonctionnement et de salaires, nous sommes dans les communes les plus basses de la région. Nous avons également supprimé la prime de fin d'année du Collège.

Quand je vous dis que nous sommes à l'os, ce n'est pas une blague.

Si vous avez des propositions de mesures qui font moins mal, nous sommes réellement preneurs.

On a une jurisprudence ultra récente de la Ville de Bruxelles où ils ont fait la même chose concernant une taxe. Il n'y a aucun problème à la rétroactivité d'une taxe puisqu'une fois que la décision de la taxe est prise, nous allons écrire aux redevables qu'un règlement va arriver, afin qu'ils puissent avoir une prévisibilité budgétaire.

Réponse de M. POTELLE :

Contrairement à vous, je ne suis pas juriste, mais la rétroactivité d'une taxe me semble surprenante.

Réponse de M. SPAPENS :

Je précise que nous avons une tutelle régionale extrêmement stricte qui a tout à fait validé ces mesures. Nous aurions voulu venir aujourd'hui avec nos nouveaux règlements, mais il y avait encore une vérification de certains points juridiques qui devait être faite. Nous avons préféré les mettre à l'ordre du jour du Conseil de février au lieu de présenter quelque chose d'un peu bancal. Ce n'est pas l'idéal mais, légalement, c'est juste et c'est autorisé par la tutelle.

Réponse de M. POTELLE :

Je crains juste que vous risquiez un encombrement de vos services juridiques avec des plaintes, même si vous les gagnerez in fine.

Intervention de M. PEYCKER :

Nous tenions à entamer notre intervention par un vrai remerciement à notre Secrétaire communale, son équipe financière et toute l'administration qui se met en 4 pour répondre à nos questions parfois trop nombreuses.

Le budget est présenté à l'équilibre. Forest affiche un service ordinaire à 160.079.060,06 € de recettes pour 153.802.419,77 € de dépenses. Très bien.

Mais un budget, ce n'est pas juste un tableau Excel qu'on vote un soir. C'est un récit politique. Et ici, le récit qu'on nous propose, c'est surtout celui d'une commune qui tient... mais qui tient tout juste. Sans marge. Sur une ligne de crête.

Quand on est dans cette configuration, la vraie question n'est pas : « Est-ce équilibré aujourd'hui ? » La vraie question, c'est : qu'est-ce qui peut faire déraiper l'équilibre demain ? Qu'est-ce qui est structurel, et qu'est-ce qui repose sur des hypothèses optimistes ?

Notre Bourgmestre le dit clairement : Forest est « à l'os », les pouvoirs locaux encaissent des transferts de charges, et les compensations ne suivent pas. Sur le fond, personne ne peut faire comme si cette réalité n'existait pas. On la vit sur le terrain, dans les services, dans les associations, dans les rues.

Mais si on veut être honnêtes jusqu'au bout et en politique, c'est rarement un luxe, on ne peut pas faire porter la responsabilité uniquement sur le gouvernement actuel. Le désinvestissement des pouvoirs locaux ne commence pas en juin 2024. Il s'inscrit dans une série de décisions prises à différents niveaux de pouvoir, et sur plusieurs législatures, où le PS et Ecolo ont eu et ont encore, eux aussi, leur mot à dire.

Et il y a un point qu'on oublie souvent, parce qu'il dérange : nos choix locaux comptent également. Nos priorités historiques, notre organisation, nos habitudes de gestion, notre politique de personnel, nos outils de recouvrement, notre manière de piloter les dépenses... Tout cela pèse, parfois lourd, sur la situation financière actuelle. Ce n'est pas confortable à dire, mais c'est incontournable si on veut sortir des slogans.

Il faut déterminer ce qui relève des transferts imposés, de ce qui relève des choix communaux et de ce qui est fait pour « maîtriser la trajectoire ».

On nous dira aussi : « Pas d'augmentation du précompte immobilier (PRI) ». C'est vrai, et c'était un engagement partagé par l'ensemble des partis en campagne. Mais à côté des indexations décidées l'an dernier, des hausses de taxes s'ajoutent cette année. Deux sont particulièrement parlantes : la taxe sur les bureaux et la taxe sur les publicités. Il faut le dire clairement : pour les acteurs concernés, la pression fiscale ne se résume pas au PRI.

Enfin, si on veut parler sérieusement de ce qui plombe structurellement les finances communales, deux postes s'imposent : la police et le CPAS. C'est une hausse de 25% des dotations depuis 2024.

Sur la police, budget de 22 042 251 € (+4,45 M), la position des 19 bourgmestres bruxellois est connue : la norme KUL doit être revue. On peut débattre des modalités, mais le diagnostic est partagé : les communes n'ont plus la capacité d'absorber cette charge sans fragiliser le reste.

Sur le CPAS, de 25 731 688 € (+4,88 M), on doit objectiver. Mesurer. Évaluer l'impact de la limitation du droit au chômage à la lumière des compensations fédérales à venir, puis corriger si nécessaire. C'est ça aussi, faire de la politique : anticiper, regarder les effets réels, et ajuster quand la réalité contredit les intentions.

Et, à titre personnel, je pense qu'il faut aller un cran plus loin : il y a une nécessité de

mieux harmoniser les pratiques de nos 19 CPAS, de mutualiser avec les communes ce qui peut l'être, et d'ouvrir sans tabou la réflexion sur une intégration plus poussée, jusqu'à envisager une fusion CPAS/commune. Ce sont des questions lourdes, oui. Mais continuer à empiler des dysfonctionnements par peur d'en parler, c'est encore plus coûteux.

Dernier point : le contrôle d'un budget ne se limite pas à la soirée du vote. C'est un travail continu, toute l'année, tout au long d'un mandat : questions écrites et orales, demandes de pièces, suivi des modifications budgétaires... et ensuite, le compte. Le vrai moment de vérité, c'est souvent après et sur le terrain que l'on en mesure l'impact.

C'est pourquoi nous resterons attentifs, notamment : À l'impact de l'absence de gouvernement de plein exercice en Région bruxelloise sur notre tissu associatif et nos ASBL. On entend beaucoup moins la majorité sur ce sujet - pourtant très concret - Arizona comme seul responsable dans la bouche de nos responsables communaux depuis plus d'un an. Mais pas un mot sur l'absence de gouvernement en région bruxelloise qui vient saigner nos ASBL et notre tissu associatif. Au prix des repas scolaires : trajectoire, indexation, accessibilité pour les familles, et effets sur la fréquentation. À la vente de nos actifs dits « non stratégiques » : 15 million d'euros sur 3 ans, sans inventaire complet à ce jour. Difficile de piloter une stratégie de cession quand on ne sait pas précisément ce qu'on vend, ni à quel prix. À notre consommation énergétique, et en particulier à l'eau, avec l'augmentation de 12% annoncée par Vivaqua : quelles projections, quels plans d'économie, quels investissements pour réduire durablement la facture ? Et, enfin, aux recettes « sensibles » - celles qui font souvent la différence entre un budget qui tient et un budget qui dérape : amendes, taxes, recouvrement. On ne peut pas baser un équilibre sur des recettes incertaines sans un suivi rigoureux : taux de recouvrement, délais, contentieux, et capacité administrative réelle.

Il me reste encore 2 questions : La première reste technique et a été posée hier mais il me semble qu'on n'y a pas répondu ou alors j'ai été distrait, auquel cas vous ne devez pas y répondre. C'est sur l'explication de l'augmentation des recettes des amendes : de 543 144 € et les chiffres ne sont pas les mêmes dans les deux tableaux. La seconde concerne la masse salariale, vous écrivez : « Les dépenses de personnel représentent 48,64% du total des dépenses 2026, et s'élèvent à 74.806.153 €. Il s'agit d'une diminution de 488.875 € par rapport au Plan 2026 et de 1.057.066 € par rapport au Budget 2025. » C'est une erreur, il s'agit d'une augmentation des dépenses de personnel de 1 057 066 € par rapport au Budget 2025. Ce qui nous amène à penser que même les efforts consentis sur le nombre d'ETP n'ont pas d'impact sur la dépense.

Aujourd'hui, certains voteront un équilibre. Nous souhaiterions voter une trajectoire.

Réponse de M. SPAPENS :

J'ai parlé de la DGC qui n'augmentait pas, ce n'est pas l'Arizona. Par contre, depuis juin 2024, oui, l'Arizona s'était engagée à refinancer la police, elle ne l'a pas fait. L'Arizona a mis 2000 Forestois.es dehors, on peut le dire comme on veut. Une partie de ces personnes auront droit au RIS, d'autres pas. Nous allons donc devoir, nous, Commune de Forest, via notre CPAS, compenser des décisions qui sont prises idéologiquement à un échelon supérieur.

À un moment, on a déjà tous assumé des décisions de nos partis, mais je pense qu'aucun parti n'a pris de décisions aussi catastrophiques pour les finances communales. Ça a toujours été dans l'ADN du Parti socialiste de défendre les communes et pas de défendre

les communes pour défendre des baronnies. C'est défendre les communes parce qu'elles sont le niveau de pouvoir le plus proche des citoyens et le niveau dans lequel le citoyen a encore confiance.

Vous parlez d'une gestion communale passée. Avec la majorité actuelle (et en tout cas avec deux des partenaires qui sont là depuis près de vingt ans), on peut se porter garant. On peut toujours revenir sur la gestion passée, mais si des organes extérieurs disent que la commune n'est pas excédentaire, peut-être qu'ils se trompent, mais à un moment, je ne sais pas comment prouver qu'un plus un ça fait deux.

On regarde nos comptes, ils fonctionnent. Notre gestion financière a des provisions prévues pour la plupart de nos risques. On a limité très fortement nos emprunts pour avoir une bonne gestion d'entretien. Nous avons une gestion rigoureuse de notre dette.

Oui, Forest a des difficultés intrinsèques, peut-être que des choix auraient pu être faits sur le dos des Forestois.es et donc ne plus avoir tous les services. Il y a des choix éminemment politiques qui coûtent comme avoir un enseignement de qualité, des activités pour nos écoles, avoir un centre culturel, avoir une bibliothèque, avoir un CPAS...

On pourrait aussi faire comme d'autres communes et n'avoir aucun logement communal, mais nous avons depuis longtemps une politique d'achat de logements communaux parce qu'on avait un grand retard là-dessus. Et oui, cela coûte aussi. Ne pas avoir diminué nos subsides aux associations, ça coûte également. Ce sont effectivement des choix politiques, mais des choix que nous estimons raisonnables.

Concernant votre question précise sur les sanctions administratives, il me semble que ça vous a été répondu hier. Je vérifierai exactement, mais il y a une augmentation des SAC, c'est certain. C'est dû à la fois à une augmentation des contrôles sur tout ce qui est lié à la sécurité et à la pollution (aux comportements qui salissent nos rues).

Sur le personnel, vous avez raison et merci de l'avoir souligné. C'est juste un miracle. On devrait augmenter de 3% et on diminue.

Réponse de M. MUGABO :

Concernant l'augmentation prévue par Vivaqua, c'est aussi un élément sur lequel votre colistière aurait pu vous éclairer. Ça fait des années que la commune est félicitée quant au fait d'anticiper le surcoût. La Commune travaille avec les services concernés pour inciter à utiliser au maximum des systèmes de récupération d'eau de pluie. Un travail a été fait par les services espaces verts et propretés (les services les plus consommateurs d'eau) pour créer un maillage de citernes de récupération d'eaux de pluie pour éviter que ces services utilisent l'eau potable. À côté de cela, nous travaillons avec une entreprise spécialisée pour mettre en place un système qui permet de repérer les fuites de manière plus efficace.

Réplique de M. PEYCKER :

Juste sur les SAC (amendes), les chiffres doivent être vérifiés car sur une version, c'est un montant de +/- 500 000 € et sur l'autre +/- 50 000 €. Je souhaitais attendre le huis clos, mais franchement vous dépassez les bornes, ici vous avez des députés, des anciens échevins, vous avez des attachés parlementaires et encore d'anciens députés. Voilà, on va s'épargner de jouer au petit jeu : "Mariam est ancienne bourgmestre et tu devrais lui poser les questions !" Les questions que l'on vous pose, c'est parce qu'on nous les pose.

Réplique de M. SPAPENS :

Je n'ai pas dit que vous posiez la question mais qu'elle pourra vous le confirmer.

Réplique de M. PEYCKER :

Votre collègue à votre droite vient de le faire, Monsieur le Bourgmestre.

Tussenkomst van de heer SPAPENS:

Wij leggen u een begroting voor 2026 voor die in evenwicht is en een overschot vertoont. Het 'gecumuleerde overschot' bedraagt 6,28 miljoen, wat echter moet worden getemperd, aangezien we bij de stemming over de rekeningen al ongeveer 3,4 miljoen aan het OCMW hebben toegewezen om als onwaarde in te schrijven, zoals we ook voor de gemeente hadden gedaan. De rest zal worden gebruikt om voorzieningen voor risico's en lasten aan te leggen.

Het evenwicht is bereikt ondanks een aanzienlijke overdracht van lasten en een krappe begrotingscontext.

De begrotingsmarges zijn uiterst krap vanwege de structurele specificiteit (met name wat betreft de bevolkingsdichtheid of het inkomen per inwoner) van de gemeente. Daarnaast zijn er de stijgende energiekosten, maar ook de nieuwe maatregelen van de federale regering (overdracht van lasten naar de OCMW's als gevolg van de hervorming van de werkloosheidsuitkeringen, kost: 1,5 miljoen ten laste van de gemeente).

Sinds de vorige bestuursperiode wordt er gewerkt aan een begrotingssanering. We mogen er vandaag trots op zijn dat onze gemeente niet alleen door de hogere overheden, maar ook door financiële instellingen erkend wordt als een gemeente met een gezond beheer.

Het werk dat ervoor heeft gezorgd dat we u al in januari een begroting konden voorleggen, is tot stand gekomen in overleg met de gemeentediensten en de gewestelijke inspectie, die we hiervoor bedanken.

Dit stelt ons concreet in staat om eind maart over een uitvoerbare begroting te beschikken en te voorkomen dat we zes maanden met voorlopige twaalfden moeten werken. Dit biedt de dienst meer zekerheid, waardoor er beter gewerkt kan worden en de continuïteit van de openbare dienstverlening wordt gegarandeerd.

De belangrijkste uitgaven in onze begroting zijn de personeelskosten. Het gemeentepersoneel wordt grotendeels gefinancierd door de gemeente. De andere zeer belangrijke uitgaven zijn de overdrachtsuitgaven, gevolgd door de schulduitgaven (dit zijn onze kredieten) en vervolgens de werkingskosten, de subsidies en de BeHome-

premie.

De personeelsuitgaven vertegenwoordigen 48,64 % van de totale gewone uitgaven = 74.806.153 €.

Van dit bedrag is het bedrag dat wordt toegekend aan het onderwijzend personeel, dat voor 100 % wordt gesubsidieerd, goed voor

15.927.706 €.

Er wordt hard gewerkt aan het terugdringen van de personeelsuitgaven door bepaalde vacatures systematisch niet in te vullen (vrijwillig vertrek, pensionering, ...) en door de reorganisatie van de diensten te begeleiden, een proces dat samen met de GSOB is aangevat. Dit alles met het oog op het behoud van de verworvenheden van ons gemeentepersoneel.

De overdrachtsuitgaven stijgen voortdurend. De gemeentelijke dotatie aan de politiezone en het OCMW stijgt sterk (+25 % 2024-2026),

om het hoofd te bieden aan de overdracht van lasten en de toename van de opdrachten.

Deze inspanning wordt gedragen door de gemeente en past in een strikt begrotingsbeheer,

dat erop gericht is de continuïteit van de essentiële diensten voor de bevolking te waarborgen.

De gemeentelijke BeHome-premie wordt gehandhaafd en geïndexeerd. Een van de hoogste BeHome-premies in Brussel: 2.310.258,31 €, ofwel 208 € per huishouden voor eigenaars-bewoners van hun enige woning. Handhaving van de steun aan verenigingen (cultuur, sport, jeugd, preventie, handel).

De werkingsuitgaven bedragen 12.044.558 €, ofwel 7,83 % van de totale begroting voor 2026.

Ze behoren tot de laagste van het Gewest per inwoner: 205 €/inwoner.

Er worden aanzienlijke inspanningen geleverd om de kosten te drukken en tegelijk de dienstverlening aan de burgers en alles wat onze gemeente doet bruisen, in stand te houden.

Er wordt gelet op het energieverbruik, de centralisatie en rationalisering van de aankopen, ...

Dit alles met als doel onze gemeente levendig te houden en kwaliteitsvolle diensten aan te bieden.

Wat de inkomsten betreft, bestaat meer dan 91 % uit overdrachtsinkomsten.

Deze bestaan voornamelijk uit de Algemene Dotatie aan de Gemeenten (ADG), die niet alleen niet geïndexeerd is, maar ook daalt ten opzichte van de begroting voor 2025:

22.064.346 €.

Toelage i.v.m. Nederlandstalige schepen: 3.082.963 €.

Dotatie voor de economische ontwikkeling van het Gewest: 3.542.519 €.

Wat betreft de overdrachtsontvangsten en de gemeentelijke belastingen blijft het volgende ongewijzigd: er is geen verhoging van de aanvullende personenbelasting, die op 7 % blijft, geen verhoging van de

opcentiemen op de onroerende voorheffing (sinds 2023), die op 3.990 blijven, en de BeHome-premie blijft een van de hoogste in het Gewest (208 € per huishouden).

Wat betreft de verhoging van de belastingen, hebben we gekozen voor gerichte aanpassingen door het volgende voor te stellen:

- **een verhoging van de tarieven voor reclame-installaties,**
- **een differentiatie van de tarieven voor industriële en commerciële oppervlakten, met een hogere bijdrage voor grote zaken,**
- **een verhoging van de heffingen in verband met afval,**
- **een beperking van de vrijstellingen voor kantoorruimten en aanpassingen van de tarieven.**

We hebben er dus voor gekozen om een gerichte fiscale inspanning te leveren die de gezinnen niet hoger belast.

De overige ontvangsten omvatten:

- **Inkomsten uit diensten: kinderdagverblijven, onderwijs, recht op doorgang, gas en elektriciteit, parkeren, ... : 10.900.697 €**
- **Ontvangsten uit schulden: dividenden van intercommunales, bankintresten, ... : 2.919.318 €**
- **Overige: 23.865.800 €. Dit omvat de andere bijdragen van hogere overheden (onderwyzend personeel, veiligheids- en preventiecontract): 16.212.839 €, administratieve sancties: 1.807.240 €, de compensatie van de kosten i.v.m. waterdistributie: 732.500 €.**

Conclusie: Ons doel met deze begroting is om het evenwicht te vrijwaren ondanks stijgende kosten.

We doen ons best om de uitgaven te beperken:

- **Sommige functies (vrijwillig vertrek, pensioen ...) worden niet systematisch vervangen,**
- **Reorganisatie van de diensten,**

- **Werkzaamheden in samenwerking met het directiecomité en de diensthoofden,**

We voeren dit uit met een strikt beheer d.m.v.:

- **versterkte begrotingscontrole,**
- **anticiperen op structurele uitgaven,**
- **gerichte aanpassingen zonder de essentiële diensten in gevaar te brengen.**

Een niet-exhaustieve lijst van wat we concreet realiseren met dit budget:

- **Inzake veiligheid: opening van een centraal politiecommissariaat in de Tweestationsstraat met 24/7-balie;**
- **Economische ontwikkeling: de herstructurering en toekomstige ontwikkeling van de Audi-site;**
- **Informatie en communicatie: nieuwe aanpak van het gemeentelijk infoblad en voortdurende verbetering van de website;**
- **Cultuur: de meeste projecten die momenteel goed lopen, worden voortgezet. Dit jaar is het budget voor cultuur iets lager, aangezien er geen Kunstenaarsparcours komt. Er is meer steun voor de bibliotheek, die haar subsidie van de hogere overheden behoudt, en de Middeleeuwse Feesten staan ook weer op het programma dit jaar;**
- **Het budget voor public relations is verhoogd met het oog op de organisatie van een feest voor nieuwe Belgen en nieuwe Vorstenaren;**
- **Wat de werken betreft, gaat het voornamelijk om een buitengewone begroting. Er zijn verschillende renovaties aan de gang en andere projecten vorderen: de werken aan het Bertelsonstadion, school De Puzzel, de voortzetting van het 'regen'- en het speelnetwerk, de aanleg van de pleinen in de Bemptwijk, ...**
- **Wat het personeel betreft, zetten we ons in om de sociale verworvenheden van het personeel te vrijwaren;**
- **Wat de kinderdagverblijven betreft, blijven de bijdragen van de ouders ongewijzigd en creëren we 6 nieuwe plaatsen;**
- **Wat betreft onderwijs, speerpunt van onze meerderheid, trachten we zoveel mogelijk te behouden van wat er in onze scholen is opgebouwd, ondanks een bijzonder moeilijke context als gevolg van bezuinigingen door hogere overheden;**
- **Wat betreft de sociale cohesie en het verenigingsleven is het ook hier onze bedoeling om de subsidies aan verenigingen te handhaven, contactmomenten tussen de diensten te creëren en tegelijk de werkingskosten te verlagen om een zo groot mogelijk deel van de begroting aan de verenigingen te kunnen besteden;**
- **Wat jeugd en senioren betreft, zijn de belangrijkste uitgaven bestemd voor de opzet van projecten en workshops, zoals voor het behalen van het rijbewijs, en de voortzetting van de steun aan "Atout projet";**
- **Wat de handel betreft, blijven de middelen voor de campagne "Ik koop 1190" behouden en opgetrokken; er komt binnenkort een website gewijd aan onze handelaars, er is een budget gereserveerd voor projecten van de handelaarsverenigingen en er is ook de organisatie van onze traditionele bloemenmarkt en de jaarmarkt;**
- **Wat de netheid betreft, willen we de campagnes met mobiele afvalinzamelpunten en**

de ophaling van grofvuil aan huis voor personen met beperkte mobiliteit en 65-plussers voortzetten, evenals de ‘netheidsschool’, de aanschaf van een nieuwe bestelwagen, sensibiliseringscampagnes en gerichte handhavingsacties (‘triatlon van de netheid’);

- **Huisvesting:** de ingebruikname van 63 woningen op de site van Diamond Board, het belangrijke project Squarebeek voor mensen die in de woningen van de Bempt wonen, de voortzetting van het project Glasblazerij (Van Roy) en de voortzetting van alle gemeentelijke huisvestingsprojecten, ambitieuze steun aan het SVK (meer dan twintig nieuwe woningen per jaar);
- **Gezondheid,** een transversaal thema: o.a. gratis screeningcampagnes in de verschillende wijken, een gezondheidswandeling, ...
- **Wat de dienst Bevolking betreft:** herziening van de tarieven;
- **Organisatie van een studiedag over lachgas;**
- **Wat werkgelegenheid betreft:** voortzetting van het "Initiatievenhuis"; de uitdaging inzake werkgelegenheid ligt in de samenwerking met het Jobhuis, om de nieuwe groepen die uit de werkloosheid worden uitgesloten, zo goed mogelijk te ondersteunen; dit houdt ook specifieke steun in voor vrouwen die ondernemen;
- **Wat leefmilieu, stad en wijkcontracten betreft,** zetten we de implementatie van het regennetwerk en het speeln netwerk voort. We zetten ook in op openbare ruimten die beter bestand zijn tegen de gevolgen van de klimaatopwarming (studies en uitvoering van projecten). We zetten het ABY-project voort en er is ook de boerderij van de Bempt, de bouw van sociale woningen die toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit, ...
- **Wat mobiliteit betreft,** behouden we een beleid voor veiligere en autoluwe mobiliteit. We stellen verkeersveiligheid centraal in al onze inrichtingen, met blijvende bijzondere aandacht voor schoolomgevingen. We zetten ook de wegenwerken in onze gemeente voort. We kijken natuurlijk reikhalzend uit naar de voltooiing van de werkzaamheden aan het Sint-Denijsplein;
- **Wat de Nederlandstalige aangelegenheden betreft,** is de opening van het nieuwe schoolgebouw De Puzzel het belangrijkste nieuws en vermelden we ook de vernieuwing van de Adviesraad cultuur.

Kortom, het wordt elk jaar een steeds complexere oefening. We doen ons uiterste best om het begrotingsevenwicht te behouden, maar laten we eerlijk zijn: we bereiken echt de grenzen van wat haalbaar is. Als de lastenoverdrachten in dit tempo doorgaan zonder de overeenkomstige middelen van de andere bestuursniveaus, kunnen gemeenten niet langer efficiënt werken en stevenen we af op de ondergang van onze instellingen.

Ik wil afsluiten met een woord van dank aan de gemeentesecretaris, de hele financiële dienst, maar ook aan het directiecomité en de gewestelijke inspectie, die allemaal hebben meegewerkt aan de opstelling van deze begroting. Ik bedank ook mijn collega-schepenen die hebben meegewerkt aan de onderhandelingen over deze begroting, waar we trots op zijn.

-

Tussenkoms van de heer MARTIN:

Geachte heer Burgemeester, Geachte leden van het College, Beste Raadsleden,

Ik wil graag beginnen met een herinnering aan de tijd dat wij, als nieuwe raadsleden, met een aantal van ons een door Brulocalis georganiseerde vorming hebben gevolgd. Een vertegenwoordiger van Belfius had daar gesproken over de Brusselse gemeenten en blijkt gegeven van zijn vertrouwen in het bestuur van onze gemeente en ook van andere

Brusselse gemeenten. Dat is mij bijgebleven.

Als fractievoorzitter wil ik benadrukken dat de begroting voor 2026 die ons vanavond wordt voorgelegd, moet worden gelezen en begrepen in haar politieke en institutionele context.

Onze gemeente staat vandaag op de eerste lijn om essentiële taken te vervullen: sociale actie, onderwijs, netheid, veiligheid, openbare ruimte, sociale cohesie en noem maar op.

Essentiële opdrachten, maar steeds moeilijker te financieren, in een context waarin de taken die aan de gemeenten worden opgelegd sneller toenemen dan de middelen.

Objectief gezien kampt de gemeente Vorst momenteel met zowel structurele als conjuncturele onderfinanciering.

Structureel gezien houden de financieringsmechanismen onvoldoende rekening met de werkelijke bevolkingsdichtheid en de specifieke beperkingen van het grondgebied! Daarbovenop is er nog een grote sociale heterogeniteit: de grote inkomensverschillen tussen inwoners vertekenen de statistische gemiddelden die worden gebruikt voor de toewijzing van middelen en geven geen goed beeld van de werkelijke behoeften van een aanzienlijk deel van de bevolking.

Ten slotte komt bij deze structurele onevenwichten nog een conjuncturele dimensie: de huidige beleidskeuzes van de federale regering, die weinig gunstig zijn voor de financiering van de lokale overheden, versterken de budgettaire kwetsbaarheid van de gemeenten nog meer en beperken hun vermogen om hun taken van openbare dienstverlening ten volle te vervullen.

Beetje bij beetje voelt onze gemeente de wurggreep van de Arizona-maatregelen.

En juist daarom is de begroting voor 2026 ook een politieke daad die we moeten toejuichen en ten volle steunen, over partijbelangen heen.

Want in dit meer dan krappe kader is het een succes en een grote bron van trots om een begroting rond te krijgen die het essentiële vrijwaart.

Een begroting die tot stand is gekomen dankzij duidelijke politieke keuzes en prioriteiten, en dankzij het uiterst nauwgezette werk van het College en alle gemeentediensten, die ik hier namens mijn fractie wil prijzen.

Ondanks de uiterst beperkte manoeuvreerruimte zijn de gemeentelijke opdrachten grotendeels gewaarborgd, worden de diensten aan de bevolking gehandhaafd en blijft de gemeente haar rol als lokale overheid ten volle vervullen.

In deze context is het voor ons allemaal van strategisch belang om karikaturen te weigeren en te strijden tegen de bashing die vaak rond de gemeentefinanciën hangt.

Het Vorstse beleid systematisch in twijfel trekken, betekent de openbare dienstverlening verzwakken en, op termijn, de lokale democratie verzwakken, die de eerste contactplaats is tussen de burgers en de politiek.

Daarom ben ik van mening dat het onze collectieve verantwoordelijkheid is, binnen deze raad, om onze gemeente te verdedigen en, ieder op zijn of haar eigen plek, ambassadeur van deze begroting te worden.

Niet om de moeilijkheden te ontkennen, maar om trots te zijn op het geleverde werk, om simplistische beschuldigingen te weigeren en om de openbare diensten en de lokale democratie te verdedigen, die vandaag onder druk staan.

Ik dank u.

Tussenkomst van de heer GILLARD:

De Brusselse gemeenten zijn van oudsher ondergefinancierd en Vorst vormt hierop geen uitzondering. Bovenop deze toch al moeilijke situatie komen nog de directe gevolgen van de beslissingen van de federale overheid en de FWB. Alleen al de uitsluiting van langdurig werklozen zal de gemeente in 2026 bijvoorbeeld 1,6 miljoen euro kosten.

Overall zien we dat gemeenten zogenaamde “Bouchez-belastingen” invoeren. De gemeenten verhogen belastingen en heffingen om het gat te dichten dat door de MR en Les Engagés op andere bestuursniveaus is geslagen.

Desondanks is het Vorstse College erin geslaagd een evenwichtige begroting op te stellen zonder verhoging van de personenbelasting, de onroerende voorheffing, de schoolkosten of de kosten voor administratieve documenten.

De PTB*PVDA-fractie wil het College feliciteren met deze begroting die gezinnen beschermt. We willen ook de administratie feliciteren voor hun ondersteuning aan het College. En voor het feit dat de begroting zo vroeg in het jaar klaar is, wat voor het eerst in jaren is.

Om de door Arizona opgelegde kosten te financieren, heeft het College ervoor gekozen de schouders die het breedst zijn te laten meedragen door een belasting op supermarkten in te voeren, de reclamebelasting te verhogen, vrijstellingen voor grote kantoren af te schaffen, ...

Deze begroting is opgesteld vanuit een streven naar fiscale rechtvaardigheid. We moeten echter realistisch blijven: onze gemeente bevindt zich in een uiterst complexe situatie, waarvoor zij geenszins verantwoordelijk is. Als Arizona ons elk jaar miljoenenfacturen blijft sturen, wordt de situatie onhoudbaar. Daarom juichen we ook de open brief toe, ondertekend door het volledige College, waarin een rechtvaardige structurele financiering van de gemeenten wordt gevraagd, met o.a. 100 % financiering van het leefloon en een betere financiering van de pensioenen van lokale ambtenaren en politiezones. Deze herfinanciering is onmisbaar om de sociale uitdagingen van onze gemeente aan te gaan, te investeren in onderwijs, gezondheidszorg en cultuur, en een stad uit te bouwen die respect heeft voor haar inwoners en ons leefmilieu.

Ik dank u.

Tussenkomst van mevrouw DE LAVELEYE

Ik wil de heer Spapens bedanken voor zijn uitstekende presentatie van de begroting, want die is van groot belang voor de uitoefening van de democratie.

Mijn bijdrage, namens de fractie Ecolo/Groen, behelst 4 punten.

1) Timing van de begroting

We kunnen in januari al over de begroting te stemmen, wat op zich al een prestatie is. We juichen dan ook de enorme inspanningen van de administratie en de inzet van het College om dit resultaat te bereiken, toe. Het is een opluchting te weten dat de gemeentediensten het jaar op volle kracht beginnen.

2) Begroting in evenwicht

Een begroting in evenwicht is uiteraard een verplichting. Maar het wordt elk jaar toch een beetje meer een prestatie. Ik kom daar later op terug.

Daarvoor moesten de inkomsten omhoog. Om de directe belastingen voor de Vorstenaren niet te wijzigen, moest er elders worden gezocht, en we wijzen hier op de inspanningen van het College om te zoeken waar dat billijk lijkt: we verhogen de belasting op reclame

en op grote handelszaken, we doen de tweede gezinsauto meer bijdragen en we pakken vervuiling en sluikestorten aan ... Moeilijke keuzes, maar absoluut noodzakelijk om onze openbare dienstverlening te vrijwaren en gezinnen te ontzien.

Maar uiteraard gaan de inspanningen om de uitgaven in te perken door.

- Dat betekent steeds minder werkingsbudget (nu al minder dan 8 %) en dus minder mogelijkheden voor de diensten om projecten uit te voeren.

- Dat betekent ook dat het aantal werknemers wordt verminderd door vertrekkers niet meer te vervangen. We zijn verheugd dat de sociale voordelen behouden blijven. Maar we weten wat dat betekent: meer druk op wie blijft en op de kwaliteit van de dienstverlening.

Ondanks deze aanzienlijke inspanningen blijft de gemeente Vorst haar openbare diensten verzorgen, scholen runnen, het verenigings- en culturele leven ondersteunen, kinderdagverblijven versterken, straten schoonhouden, huisvesting uitbouwen, investeren in preventie, en de openbare ruimte omvormen om ze veerkrachtiger, mooier en gezelliger te maken en een veilige, efficiënte en respectvolle mobiliteit te ontwikkelen.

In de huidige context is dat lovenswaardig. Bedankt en proficiat daarvoor.

3) Een begroting die de overdrachtslasten van andere bestuursniveaus op zich neemt

Zoals we zien, wegen de overdrachtslasten steeds zwaarder op onze overheidsmiddelen.

De envelop voor politie steeg om de dienstverlening aan de bevolking te verbeteren, met name dankzij een nieuw commissariaat.

En het OCMW natuurlijk. In dat kader zijn we trots op de solidariteit van de gemeente. Het gaat om 1,6 miljoen meer dan in het Plan was aangekondigd en in de begroting was opgenomen, terwijl dat al in een aanzienlijke verhoging voorzag. Natuurlijk wisten we dat het Plan geen rekening hield met het effect van de mensen die hun werkloosheidsuitkering verliezen. De kosten van deze maatregel voor 2026 worden echter geraamd op 1,5 miljoen voor het OCMW, en dus voor de gemeente. En de gemeente Vorst heeft ervoor gekozen om een zo robuust mogelijk sociaal beleid te voeren door haar dotatie aanzienlijk te verhogen.

Dat is een mooi verhaal. Dat brengt me bij ons laatste punt.

4) Het is een begroting van een gemeente die onder vuur ligt.

We zeggen het regelmatig, maar we zeggen het nogmaals. De gemeenten – en in het bijzonder de Brusselse gemeenten... en Vorst vormt daarop geen uitzondering – worden geconfronteerd met enorme lastenverschuivingen, die zwaar zijn voor onze inwoners en zwaar voor onze financiën. Naast deze lastenverschuiving zorgt de federale overheid er bovendien voor dat de bevolking in een steeds kwetsbaardere positie terechtkomt, met een groeiende behoefte aan openbare diensten en sociale bijstand.

En laten we duidelijk zijn: de gevolgen van deze lastenverschuivingen, in het bijzonder de uitsluitingen uit de werkloosheid, zijn nog maar net begonnen. We zullen hierop terugkomen wanneer de OCMW-begroting in maart in de Raad wordt behandeld.

Vanavond redt Vorst het dus weer. Met aanzienlijke inspanningen, moeilijke beslissingen en verhoogde druk op de teams en de openbare diensten.

We zijn dan ook dankbaar dat we deze begroting kunnen goedkeuren, een begroting die getuigt van solidariteit en die tracht het hoofd te bieden aan de crisissen waarmee de Vorstenaren worden geconfronteerd. En die ervoor zorgt dat deze gemeente, waar we zo van houden, kan blijven functioneren.

-

Tussenkomst van de heer POTELLE:

Vijf opmerkingen over deze begroting:

1) Timing

De begroting 2026 wordt zes maanden eerder ter stemming voorgelegd aan de Gemeenteraad dan vorig jaar. Felicitaties aan het College en vooral aan het gemeentepersoneel.

Dat zal dus vanaf februari de problemen rond voorlopige twaalfden verminderen.

Voor alle diensten, en vooral voor die diensten waarvan de uitgaven in de loop van het jaar niet constant zijn. Bijvoorbeeld bij de dienst culturele evenementen.

Als we in 2026 nog een maand winnen, zou dat perfect zijn.

2) Deze begroting is met meer nauwkeurigheid opgesteld dan vroeger.

3) Coherentie tussen de documenten

De aanvullende personenbelasting (pg. 18) zal tussen 2024 en 2026 8,5 % meer opleveren (post 040/372-01 pg. 18), terwijl de waarde van 1 % van de aanvullende personenbelasting tussen 2024 en 2026 met 10,9 % evolueert (pg. 4 van de bijlage). (De aanvullende personenbelasting is constant gebleven op 7 %.)

Antwoord van de heer SPAPENS:

Ik beloof u schriftelijk op deze vraag te antwoorden. Het percentage aanvullende personenbelasting verandert niet, maar de waarde verandert; dat kan verschillende oorzaken hebben (inflatie, toename van de welvaart van de bevolking, ...)

Tussenkomst van de heer POTELLE:

4) Heffingen op administratieve documenten

De inkomsten uit de afgifte van administratieve documenten (belasting of retributie) stijgen met 13 % tussen 2024 en 2026.

De bevolkingsgroei verklaart +/- 1,3 % van de stijging.

Ik dacht dat de algemene beleidsverklaring een daling van de kosten voor de afgifte van administratieve documenten aankondigde.

Antwoord van de heer SPAPENS:

Er is geen stijging, behalve voor procedures die verlieslatend waren. Voor de paspoorten werd het evenwicht herstel.

Tussenkomst van de heer POTELLE:

5) 2 heffingen op pg. 18 "Belasting op kantooroppervlakten en op uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden"

De zeer sterke stijging van de opbrengst uit deze 2 belastingen wordt op pagina 23 toegelicht. Het College is van plan om volgende maand de gemeentereglementen aan te passen, wat extra inkomsten zou opleveren. (ter herinnering: +134 % voor kantoorruimte).

Opnieuw beschouwt de gemeentelijke meerderheid de economische actoren als bijzaak, als variabelen voor begrotingsaanpassingen. Dat is veelzeggend. Bedrijven en winkels houden de gemeente in leven en ze staan al onder druk. Vorst moet weer aantrekkelijk worden. Door voortdurend negatieve signalen te sturen, lopen we het risico dat bedrijven vertrekken of dat er geen nieuwe komen en dus dat de inkomsten blijven dalen.

Voor mij kan men geen inkomsten begroten op basis van een reglement dat nog niet bestaat. Dit doet afbreuk aan de rechtszekerheid en het beginsel van niet-terugwerkende kracht van normen. Ik verwijs hier naar artikel 255 en 279 van de Nieuwe Gemeentewet.

Daarom zullen wij tegen deze begroting stemmen en vragen wij ons af of het niet relevanter is dat jullie ook tegen stemmen. En volgende maand stemmen jullie 'voor' nadat het nieuwe belastingreglement aangenomen is.

Antwoord van de heer SPAPENS:

Ik verzeker u dat wij niet alleen onze begroting nauwgezet beheren, maar ook waken over de wettelijkheid van ons werk.

Ik wijs erop dat een begroting een raming is. We streven naar transparantie en ontkennen niet dat er bepaalde belastingverhogingen zijn.

Ik denk dat we met al onze belastingen aantonen dat we ondernemingen naar Vorst willen aantrekken en de handel willen stimuleren. Behalve de zeer grote winkels en supermarkten krijgen de anderen geen belastingverhoging.

De belasting op kantoren is duidelijk het moeilijkste onderdeel van dit reglement. Op een gegeven moment moesten we echter kijken naar wat er elders gebeurt. We hebben ons laten inspireren door gemeenten zoals Etterbeek, dat qua kantoorbelasting vrij gelijkaardig is aan Vorst.

We heffen deze belastingen niet voor ons plezier, maar als reactie op de maatregelen van regering die beweren de zelfstandigen te verdedigen.

Ik herinner eraan dat we qua werkingskosten en lonen tot de gemeenten met de laagste kosten in het Gewest behoren. We hebben ook de eindejaarspremie van het College afgeschaft.

Als ik zeg dat we op het bot zitten, is dat geen grap.

Als u voorstellen hebt voor maatregelen die minder pijn doen, staan wij daar echt voor open.

Er is recente jurisprudentie van de Stad Brussel, waar ze hetzelfde hebben gedaan met betrekking tot een belasting. Er is geen enkel probleem met de terugwerkende kracht van een belasting, want zodra de beslissing over de belasting genomen is, schrijven wij de belastingplichtigen dat er een reglement komt, zodat zij dat budgettair kunnen inplannen.

Antwoord van de heer POTELLE:

In tegenstelling tot u ben ik geen jurist, maar de retroactiviteit van een belasting lijkt mij verrassend.

Antwoord van de heer SPAPENS:

Ik wil erop wijzen dat we te maken hebben met een zeer strikte gewestelijke toezichthouder, die deze maatregelen volledig heeft goedgekeurd. We hadden vandaag graag onze nieuwe reglementen willen presenteren, maar er moesten nog enkele juridische punten worden gecontroleerd. We hebben ervoor gekozen om ze op de agenda van de raadsvergadering van februari te zetten, in plaats van iets wankels te presenteren. Het is

niet ideaal, maar juridisch gezien is het correct en toegestaan door het toezicht.

Antwoord van de heer POTELLE:

Ik vrees alleen dat uw juridische diensten overspoeld zullen worden met klachten, ook al zult u die uiteindelijk winnen.

Tussenkomst van de heer PEYCKER:

We willen onze tussenkomst graag beginnen met oprechte dank aan onze Gemeentesecretaris, haar financiële team en het hele gemeentebestuur, dat zich tot het uiterste inspant om onze talrijke vragen te beantwoorden.

Er wordt een begroting in evenwicht voorgesteld. Vorst heeft voor de gewone dienst 160.079.060,06 € aan inkomsten tegenover 153.802.419,77 € aan uitgaven. Heel goed.

Maar een begroting is niet zomaar een Excel-tabel die we gauw goedkeuren. Het is een politiek verhaal. En hier is het verhaal dat ons wordt voorgeschoteld vooral dat van een gemeente die rechtop blijft ... maar slechts nipt. Zonder marge. Op het scherpst van de snede.

Als men zich in deze situatie bevindt, is de vraag niet: “Is de balans vandaag in evenwicht?”

De echte vraag is: "Wat kan dat evenwicht morgen verstoren?" "Wat is structureel en wat is gebaseerd op optimistische hypothesen?"

Onze burgemeester zegt het duidelijk: Vorst zit “op het bot”, de lokale besturen krijgen lasten doorgeschoven en compensatie blijft uit. Niemand kan doen alsof deze realiteit niet bestaat. We voelen het op het terrein, in de diensten, bij verenigingen, op straat.

Maar als we tot het uiterste eerlijk willen zijn – en in de politiek is dat zelden een luxe – kunnen we de verantwoordelijkheid niet uitsluitend bij de huidige regering leggen. De afbouw van de bevoegdheden van de lokale overheden begint niet pas in juni 2024. Het maakt deel uit van een reeks beslissingen die op verschillende bestuursniveaus en gedurende meerdere bestuursperioden zijn genomen, waarbij ook de PS en Ecolo hun zegje hebben gehad en nog steeds hebben.

En er is één punt dat vaak over het hoofd wordt gezien, omdat het ongemakkelijk is: ook onze lokale keuzes tellen mee. Onze historische prioriteiten, onze organisatie, onze bestuursgewoonten, ons personeelsbeleid, onze invorderingsinstrumenten, onze manier om de uitgaven te sturen ... Dit alles weegt, soms zwaar, op de huidige financiële situatie. Het is niet prettig om te zeggen, maar het is onvermijdelijk als we verder willen kijken dan slogans.

We moeten bepalen wat onder de opgelegde overdrachten valt, wat onder gemeentelijke keuzes valt en wat er wordt gedaan om “de koers te beheersen”.

Men zal ons ook zeggen: “Geen verhoging van de onroerende voorheffing (OV)”. Dat klopt en het was een engagement dat alle partijen in de campagne deelden. Maar naast de indexeringen die vorig jaar werden beslist, komen er dit jaar nog belastingverhogingen bij. Twee daarvan zijn bijzonder veelzeggend: de belasting op kantoren en die op reclame. Laten we duidelijk zijn: voor de betrokken partijen beperkt de belastingdruk zich niet tot de OV.

Als we het ten slotte serieus willen hebben over wat de gemeentefinanciën structureel onder druk zet, springen 2 posten in het oog: politie en OCMW. Dat is een stijging van 25 % van de dotaties sinds 2024.

Wat betreft het politiebudget van 22.042.251 € (+4,45 miljoen) is het standpunt van de 19

Brusselse burgemeesters bekend: de KUL-norm moet herzien worden. Over de modaliteiten kan gedebatteerd worden, maar de diagnose is gedeeld: de gemeenten zijn niet langer in staat deze last op te vangen zonder de rest te verzwakken.

Over het OCMW, met 25.731.688 € (+4,88 miljoen), moeten we objectief zijn. Meten. De impact van de beperking van het recht op werkloosheidsuitkeringen beoordelen in het licht van de komende federale compensatiemaatregelen, en waar nodig bijsturen. Dat is ook politiek bedrijven: vooruitdenken, kijken naar de werkelijke effecten en bijsturen als de realiteit niet strookt met de intenties.

En persoonlijk vind ik dat we nog een stap verder moeten gaan: het is noodzakelijk om de werkwijzen van onze 19 OCMW's beter op elkaar af te stemmen, waar mogelijk samen te werken met de gemeenten en zonder taboes na te denken over een verdere inkanteling, tot en met het overwegen van een fusie tussen OCMW en gemeente. Dat zijn zware kwesties, ja. Maar het blijft nog duurder om de disfuncties op te stapelen uit angst om erover te praten.

Laatste punt: de controle van een begroting beperkt zich niet tot de avond van de stemming. Het is een continu werk, het hele jaar door, de hele bestuursperiode door: schriftelijke en mondelinge vragen, verzoeken om stukken, opvolging van begrotingswijzigingen ... en dan de rekening. Het echte moment van de waarheid is vaak achteraf en op het terrein, wanneer we de impact ervan kunnen meten.

Daarom blijven we alert, met name:

Voor de impact van het ontbreken van een Brusselse regering op ons verenigingsleven en onze vzw's. We horen de meerderheid veel minder over dit – nochtans zeer concrete – onderwerp, Arizona als enige verantwoordelijke in de mond van onze gemeentelijke verantwoordelijken sinds meer dan een jaar. Maar geen woord over het ontbreken van een Brusselse regering, wat onze vzw's en ons verenigingsleven uitput.

Over de prijs van schoolmaaltijden: proces, indexering, betaalbaarheid voor gezinnen en gevolgen voor het gebruik.

Over de verkoop van onze zogenaamde 'niet-strategische' activa: 15 miljoen euro over 3 jaar, zonder volledige inventaris tot op heden. Het is moeilijk om een overdrachtstrategie te sturen als men niet precies weet wat men verkoopt, noch tegen welke prijs.

Ons energieverbruik, in het bijzonder water, met de door Vivaqua aangekondigde stijging van 12 %: welke prognoses, welke besparingsplannen, welke investeringen om de factuur duurzaam te verlagen?

En tot slot de 'gevoelige' inkomsten – die vaak het verschil maken tussen een begroting die klopt en een begroting die uit de hand loopt: boetes, belastingen, invorderingen. Men kan een evenwicht niet baseren op onzekere inkomsten zonder een strikte opvolging: invorderingspercentages, termijnen, geschillen en reële administratieve capaciteit.

Ik heb nog 2 vragen:

De eerste is technisch van aard en werd gisteren gesteld, maar het lijkt mij dat er geen antwoord op is gegeven, of ik was afgeleid, in welk geval u er niet op hoeft te antwoorden. Het gaat om de uitleg van de stijging van de inkomsten uit boetes: van 543.144 euro en de cijfers zijn niet dezelfde in de twee tabellen.

De tweede betreft de loonsom; u schrijft:

"De personeelsuitgaven vertegenwoordigen 48,64 % van de totale uitgaven 2026 en bedragen 74.806.153 €. Dit is een daling van 488.875 € ten opzichte van het plan 2026 en van 1.057.066 € ten opzichte van de begroting 2025."

Dat is een vergissing; het gaat om een stijging van de personeelskosten met 1 057 066 € ten opzichte van de begroting 2025. Dit doet ons vermoeden dat zelfs de inspanningen die zijn geleverd om het aantal VTE te beperken, geen invloed hebben op de uitgaven.

Vandaag zullen sommigen voor een begroting in evenwicht stemmen. Wij zouden graag voor een traject stemmen.

Antwoord van de heer SPAPENS:

Ik had het over de algemene beleidsverklaring die niet omhoog ging; dat is geen Arizona.

Maar sinds juni 2024 had Arizona zich wel verbonden tot de herfinanciering van de politie, maar ze hebben dat niet gedaan. Arizona heeft 2.000 Vorstenaren eruit gezet, hoe je het ook draait of keert. Een deel van deze mensen zal recht hebben op het leefloon, anderen niet. Wij, gemeente Vorst, moeten dus via ons OCMW beslissingen compenseren die op een hoger niveau ideologisch worden genomen.

Ooit hebben we allemaal beslissingen van onze partijen gedragen, maar ik denk dat geen enkele partij beslissingen heeft genomen die zo rampzalig zijn voor de gemeentefinanciën. Het heeft altijd in het DNA van de socialistische partij gezeten om de gemeenten te verdedigen, maar niet om de gemeenten te verdedigen om zo hun eigen baronieën te verdedigen. Het gaat erom de gemeenten te verdedigen omdat zij het bestuursniveau zijn dat het dichtst bij de burgers staat en het niveau is waarin de burger nog vertrouwen heeft.

U heeft het over het gemeentelijk bestuur van vroeger. Met de huidige meerderheid (en in ieder geval met twee van de partners die er al bijna twintig jaar bij zijn) kunnen we daarvoor instaan. We kunnen altijd terugkomen op het beheer uit het verleden, maar als externe instanties zeggen dat de gemeente geen overschot heeft, vergissen ze zich misschien, maar op een gegeven moment weet ik niet hoe ik moet bewijzen dat één plus één twee is.

We kijken naar onze rekeningen en die kloppen. Ons financieel beleid plant voorzieningen voor de meeste van onze risico's. We hebben onze leningen sterk beperkt om een goed onderhoudsbeheer te hebben. We hanteren een strikt schuldbeheer.

Ja, Vorst heeft intrinsieke moeilijkheden; misschien hadden er keuzes gemaakt kunnen worden ten koste van de Vorstenaars, waardoor we niet langer over alle diensten zouden beschikken. Er zijn politieke keuzes die geld kosten, zoals kwaliteitsonderwijs, activiteiten voor onze scholen, een cultureel centrum, een bibliotheek, een OCMW...

We zouden ook kunnen doen zoals andere gemeenten en geen gemeentewoningen hebben, maar we voeren al lang een beleid om woningen aan te kopen omdat we op dat vlak een grote achterstand hadden. En ja, dat kost ook geld. Het feit dat we onze subsidies aan verenigingen niet hebben verlaagd, kost eveneens geld. Het gaat hier inderdaad om politieke keuzes, maar keuzes die wij redelijk vinden.

Wat uw specifieke vraag over administratieve sancties betreft, lijkt het mij dat daar gisteren al antwoord op is gegeven. Ik zal het nog eens nagaan, maar er is zeker sprake van een stijging van de administratieve sancties. Dat komt zowel door een toename van de controles op alles wat met veiligheid en vervuiling te maken heeft (gedrag dat onze straten vervuult).

Wat het personeel betreft, hebt u gelijk en bedankt dat u er de aandacht op vestigde. Het is gewoon een wonder. We zouden met 3 % moeten toenemen en we nemen af.

Antwoord van de heer MUGABO:

Wat betreft de door Vivaqua voorspelde stijging: ook hierover had uw medekandidaat u meer informatie kunnen geven. De gemeente krijgt al jaren lof omdat ze op deze extra

kosten heeft geanticipeerd. De gemeente werkt samen met de betrokken diensten om het gebruik van systemen voor regenwateropvang zoveel mogelijk te stimuleren. De diensten Groene Ruimten en Netheid (de diensten die het meeste water verbruiken) hebben werk verricht om een netwerk met regenwaterreservoirs op te zetten, zodat ze geen drinkwater hoeven te gebruiken. Daarnaast werken we samen met een gespecialiseerd bedrijf om een systeem in te voeren waarmee lekken efficiënter kunnen worden opgespoord.

Repliek van de heer PEYCKER:

Wat betreft de GAS-boetes: de cijfers moeten worden gecontroleerd, want in de ene versie staat er een bedrag van ongeveer 500.000 en in de andere ongeveer 50.000.

Ik wilde wachten tot de vergadering achter gesloten deuren, maar eerlijk gezegd gaat u te ver. Hier zijn parlementsleden, oud-schepenen, parlementaire attachés en ook voormalige parlementsleden aanwezig. Laten we geen spelletjes spelen: “Mariam is voormalig burgemeester en u zou haar de vragen moeten stellen!”

De vragen die wij u stellen, stellen wij omdat ze aan ons worden gesteld.

Repliek van de heer SPAPENS:

Ik heb niet gezegd dat u de vraag moest stellen, maar dat zij het kan bevestigen.

Repliek van de heer PEYCKER:

Uw collega aan uw rechterzijde heeft dat zojuist gedaan, mijnheer de burgemeester.

9 annexes / 9 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

5 Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 1er trimestre 2025.

LE CONSEIL,

Vu l’article 131 de la Nouvelle loi communale ;

Vu que le module de caisse présente un solde négatif de 869,10 euros ;

Considérant que cette situation résulte des dates de transfert de liquidités effectués par les agents, ainsi que des dates d’ouverture et de fermeture des caisses ;

Attendu que la contrepartie de ce montant négatif sera comptabilisée dans le procès-verbal de caisse du trimestre suivant ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi au 31 mars 2025.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	77.603,78 euros
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	0,00 euros
Carnet de compte (Belfius)	5.535.000,00 euros
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	0,00 euros
Compte à vue Pro (BNP Paribas Fortis)	16.955,43 euros
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Compte 32D+Acompte (BNP Paribas Fortis)	1.003,91 euros
Compte à vue (ING)	3.552,98 euros
Compte d'épargne (ING)	251.682,89 euros
Compte postchèque	0,00 euros
Caisse centrale communale	17.922,03 euros
Module de caisse	-869,10 euros
Compte en agence (passeport-permis)	50.274,36 euros
Compte en agence (population)	91.935,27 euros
Compte en agence (etat-civil)	143.239,37 euros
Compte en agence (irisbox)	52.445,80 euros
Total	6.240.746,72 euros

L'avoir positif de 6.240.746,72 euros a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 1e kwartaal 2025.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het feit dat de kasmodule een negatief saldo van 869,10 euro vertoont;

Overwegende dat deze situatie het gevolg is van de datums waarop het personeel kasmiddelen heeft overgedragen en van de datums waarop de kassa's werden geopend en gesloten;

Overwegende dat de compensatie van dit negatieve bedrag zal worden meegenomen in het proces-verbaal van kasnazicht van het volgende kwartaal;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van nazicht van de gemeentekas opgesteld op 31 maart 2025.

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	77.603,78 euro
----------------------------	----------------

Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	0,00 euro
Rekeningboekje (Belfius)	5.535.000,00 euro
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	0,00 euro
Zichtrekening Pro (BNP Paribas Fortis)	16.955,43 euro
Spaarrekening Plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 euro
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	0,00 euro
Rekening 32D+ Account (BNP Paribas Fortis)	1.003,91 euro
Zichtrekening (ING)	3.552,98 euro
Spaarrekening (ING)	251.682,89 euro
Postchequerekening	0,00 euro
Centrale gemeentekassa	17.922,03 euro
Kassamodule	-869,10 euro
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)	50.274,36 euro
Rekening in agentschap (bevolking)	91.935,27 euro
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)	143.239,37 euro
Rekening in agentschap (Irisbox)	52.445,80 euro
Totaal	6.240.746,72 euro

Het positief vermogen van 6.240.746,72 euro werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

6 Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 2eme trimestre 2025

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale ;

Vu que le module de caisse présente un solde négatif de 839,10 euros ;

Considérant que cette situation résulte des dates de transfert de liquidités effectués par les agents, ainsi que des dates d'ouverture et de fermeture des caisses ;

Attendu que la contrepartie de ce montant négatif sera comptabilisée dans le procès-verbal de caisse du trimestre suivant ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi au 30 juin 2025.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	66.319,76 euros
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	0,00 euros
Carnet de compte (Belfius)	9.445.000,00 euros
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	0,00 euros
Compte à vue Pro (BNP Paribas Fortis)	1.522,19 euros
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Compte 32D+Acompte (BNP Paribas Fortis)	1.007,22 euros
Compte à vue (ING)	0,00 euros
Compte d'épargne (ING)	251.834,63 euros
Compte postchèque	0,00 euros
Caisse centrale communale	19.039,63 euros
Module de caisse	-839,10 euros
Compte en agence (passeport-permis)	56.988,58 euros
Compte en agence (population)	97.887,93 euros
Compte en agence (etat-civil)	154.496,41 euros
Compte en agence (irisbox)	103.555,40 euros
Total	10.196.812,65 euros

L'avoir positif de 10.196.812,65 a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 2e kwartaal 2025

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het feit dat de kasmodule een negatief saldo van 839,10 euro vertoont;

Overwegende dat deze situatie het gevolg is van de datums waarop het personeel kasmiddelen heeft overgedragen en van de datums waarop de kassa's werden geopend en gesloten;

Overwegende dat de compensatie van dit negatieve bedrag zal worden meegenomen in het proces-verbaal van kasnazicht van het volgende kwartaal;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van nazicht van de gemeentekas opgesteld op 30 juni 2025.

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	66.319,76 euros
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	0,00 euros
Rekeningboekje (Belfius)	9.445.000,00 euros
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	0,00 euros
Zichtrekening Pro (BNP Paribas Fortis)	1.522,19 euros
Spaarrekening Plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Rekening 32D+ Account (BNP Paribas Fortis)	1.007,22 euros
Zichtrekening (ING)	0,00 euros
Spaarrekening (ING)	251.834,63 euros
Postchequerekening	0,00 euros
Centrale gemeentekassa	19.039,63 euros
Kassamodule	-839,10 euros
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)	56.988,58 euros
Rekening in agentschap (bevolking)	97.887,93 euros
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)	154.496,41 euros
Rekening in agentschap (Irisbox)	103.555,40 euros
Totaal	10.196.812,65 euros

Het positief vermogen van 10.196.812,65 euro werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

7 **Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 3eme trimestre 2025.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale ;

Vu que le module de caisse présente un solde négatif de 584,10 euros ;

Considérant que cette situation résulte des dates de transfert de liquidités effectués par les agents, ainsi que des dates d'ouverture et de fermeture des caisses ;

Attendu que la contrepartie de ce montant négatif sera comptabilisée dans le procès-verbal de caisse du trimestre suivant ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi au 30 septembre 2025.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	1.535.651,43 euros
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	0,00 euros
Carnet de compte (Belfius)	11.880.000,00 euros
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	0,00 euros
Compte à vue Pro (BNP Paribas Fortis)	5.203,14 euros
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	0,00 euros
Compte 32D+Acompte (BNP Paribas Fortis)	1.009,48 euros
Compte à vue (ING)	0,00 euros
Compte d'épargne (ING)	252.381,87 euros
Compte postchèque	0,00 euros
Caisse centrale communale	18.124,98 euros
Module de caisse	-584,10 euros
Compte en agence (passeport-permis)	47.227,58 euros
Compte en agence (population)	83.474,90 euros
Compte en agence (etat-civil)	143.575,41 euros
Compte en agence (irisbox)	48.120,00 euros
Total	14.014.184,69 euros

L'avoir positif de 14.014.184,69 euros a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 3e kwartaal 2025.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het feit dat de kasmodule een negatief saldo van 584,10 euro vertoont;

Overwegende dat deze situatie het gevolg is van de datums waarop het personeel kasmiddelen heeft overgedragen en van de datums waarop de kassa's werden geopend en gesloten;

Overwegende dat de compensatie van dit negatieve bedrag zal worden meegenomen in het proces-verbaal van kasnazicht van het volgende kwartaal;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van nazicht van de gemeentekas opgesteld op 30 september 2025.

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	1.535.651,43 €
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	0,00 €
Rekeningboekje (Belfius)	11.880.000,00 €
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	0,00 €
Zichtrekening Pro (BNP Paribas Fortis)	5.203,14 €
Spaarrekening Plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Rekening 32D+ Account (BNP Paribas Fortis)	1.009,48 €
Zichtrekening (ING)	0,00 €
Spaarrekening (ING)	252.381,87 €
Postchequerekening	0,00 €
Centrale gemeentekassa	18.124,98 €
Kassamodule	-584,10 €
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)	47.227,58 €
Rekening in agentschap (bevolking)	83.474,90 €
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)	143.575,41 €
Rekening in agentschap (Irisbox)	48.120,00 €
Totaal	14.014.184,69 €

Het positief vermogen van 14.014.184,69 euro werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

8 Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition d'équipements en inox - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-F-024 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'équipements en inox pour les services de la Petite enfance, de l'Instruction Publique et de l'Enseignement néerlandophone ;

Considérant que le recours à ce type de matériel garantit une hygiène optimale et s'inscrit également dans une politique d'achats publics durables ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition d'équipements en inox" (SCA-2025-F-024) en tant que marché public de faible montant pour un montant estimé à 2.116,78 euros hors TVA ou 2.561,31 euros, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaire de l'exercice 2025 :

- 7201/744-98/16 (financement par subside – Art. de recette 7201/661-51/16) ;
- 7202/744-98/51 (financement par subside VGC – Art. de recette 7202/661-51/51) ;
- 844/741-51/19 (financement par emprunt) ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition d'équipements en inox" (SCA-2025-F-024) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2.116,78 euros hors TVA ou 2.561,31 euros, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaire de l'exercice 2025 :

- 7201/744-98/16 (financement par subside – Art. de recette 7201/661-51/16) ;
- 7202/744-98/51 (financement par subside VGC – Art. de recette 7202/661-51/51) ;
- 844/741-51/19 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van inox uitrustingen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-024 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om inox uitrustingen aan te kopen voor de diensten Kinderopvang, Openbaar Onderwijs en Nederlandstalig Onderwijs;

Overwegende dat het gebruik van dit soort materiaal een optimale hygiëne garandeert en ook kadert in een beleid van duurzame overheidsaankopen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen voor leveringen met als voorwerp "Aankoop van inox uitrustingen" (SCA-2025-F-024) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 2.116,78 € excl. btw of 2.561,31 € incl. 21% btw, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 7201/744-98/16 (financiering door subsidie – art. van ontvangst 7201/661-51/16);
- 7202/744-98/51 (financiering door subsidie VGC – art. van ontvangst 7202/661-51/51);
- 844/741-51/19 (financiering door lening);

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van inox uitrustingen" (SCA-2025-F-024) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 2.116,78 € excl. btw of 2.561,31 € incl. 21% btw, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 7201/744-98/16 (financiering door subsidie – artikel van ontvangst 7201/661-51/16);

- 7202/744-98/51 (financiering door subsidie VGC – artikel van ontvangst 7202/661-51/51);
- 844/741-51/19 (financiering door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

9 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition de gros matériel sportif - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-F-023 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de matériel sportif pour les services de la Petite enfance, de l'Instruction publique et des Sports afin de garantir aux usagers une pratique sportive de qualité dans de bonnes conditions ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de gros matériel sportif" (SCA-2025-F-023) en tant que marché public de faible montant pour un montant estimé à 21.914,07 euros hors TVA ou 26.516,03 euros, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaires de l'exercice 2025 :

- 7201/744-51/16 (financement par subside – Art. de recette 7201/661-51/16) ;
- 7202/744-98/51 (financement par subside VGC – Art. de recette 7202/661-51/51) ;
- 764/744-51/26 (financement par emprunt) ;
- 764/744-98/26 (financement par subside VGC – Art. de recette 764/661-51/26 et par emprunt) ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 4 décembre 2025

de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “Acquisition de gros matériel sportif ” (SCA-2025-F-023) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 21.914,07 euros hors TVA ou 26.516,03 euros, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaires de l'exercice 2025 :

- 7201/744-51/16 (financement par subside – Art. de recette 7201/661-51/16) ;
- 7202/744-98/51 (financement par subside VGC – Art. de recette 7202/661-51/51) ;
- 764/744-51/26 (financement par emprunt) ;
- 764/744-98/26 (financement par subside VGC – Art. de recette 764/661-51/26 et par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van groot sportmateriaal – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-023 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is sportmateriaal aan te kopen voor de diensten Kinderopvang, Openbaar Onderwijs en Sport, om de gebruikers een degelijke sportbeoefening in goede omstandigheden te waarborgen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen voor leveringen met als voorwerp "Aankoop van groot sportmateriaal" (SCA-2025-F-023) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 21.914,07 € excl. btw of 26.516,03 €, incl. 21% btw, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 7201/744-51/16 (financiering door subsidie – artikel van ontvangst 7201/661-51/16);
- 7202/744-98/51 (financiering door subsidie VGC – artikel van ontvangst 7202/661-51/51);
- 764/744-51/26 (financiering door lening);

- 764/744-98/26 (financiering door subsidie VGC – artikel van ontvangst 764/661-51/26 en door lening);

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van groot sportmateriaal” (SCA-2025-F-023) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 21.914,07 € excl. btw of 26.516,03 €, incl. 21% btw, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 7201/744-51/16 (financiering door subsidie – artikel van ontvangst 7201/661-51/16);
- 7202/744-98/51 (financiering door subsidie VGC – artikel van ontvangst 7202/661-51/51);
- 764/744-51/26 (financiering door lening);
- 764/744-98/26 (financiering door subsidie VGC – artikel van ontvangst 764/661-51/26 en door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

10 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition d’appareils électroménager, hi-fi et multimédia – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-025 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de 30.000,00 euros) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il est nécessaire de faire l’acquisition d’appareils électroménager, hi-fi et multimédia pour assurer le bon fonctionnement de crèches, écoles et infrastructures sportives ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “ Acquisition d'appareils électroménager, hi-fi et multimédia ” (SCA-2025-F-025) en tant que marché public de faible montant pour un montant estimé à 17.500,95 euros HTVA ou 21.172,50 euros, 21% TVAC et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaire de l'exercice 2025 :

- 7201/744-98/16 (financement par subside à hauteur de 13.762,91 euros – Art. de recette 7201/661-51/16) ;
- 7202/744-98/51 (financement par subside VGC à hauteur de 175,00 euros – Art. de recette 7202/661-51/51) ;
- 844/744-98/19 (financement par emprunt à hauteur de 6.137,39 euros) ;
- 764/744-51/26 (financement par emprunt à hauteur de 548,60 euros et par subside VGC à hauteur de 548,60 euros – Art. de recette 764/661-51/26) ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “ Acquisition d'appareils électroménager, hi-fi et multimédia ” (SCA-2025-F-025) en tant que marché public de faible montant pour un montant estimé à 17.500,95 euros HTVA ou 21.172,50 euros, 21% TVAC et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaire de l'exercice 2025 :

- 7201/744-98/16 (financement par subside à hauteur de 13.762,91 euros – Art. de recette 7201/661-51/16) ;
- 7202/744-98/51 (financement par subside VGC à hauteur de 175,00 euros – Art. de recette 7202/661-51/51) ;
- 844/744-98/19 (financement par emprunt à hauteur de 6.137,39 euros) ;
- 764/744-51/26 (financement par emprunt à hauteur de 548,60 euros et par subside VGC à hauteur de 548,60 euros – Art. de recette 764/661-51/26).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van huishoud-, hifi- en multimediatuistellen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-025 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies,

en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat er huishoud-, hifi- en multimediat toestellen aangekocht moeten worden om de goede werking van kinderdagverblijven, scholen en sportinfrastructuren te waarborgen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen voor leveringen met als voorwerp "Aankoop van huishoud-, hifi- en multimediat toestellen" (SCA-2025-F-025) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 17.500,95 euro excl. btw of 21.172,50 euro incl. 21% btw, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 7201/744-98/16 (financiering door subsidie ten belope van 13.762,91 euro – artikel van ontvangst 7201/661-51/16);
- 7202/744-98/51 (financiering door subsidie VGC ten belope van 175 euro – artikel van ontvangst 7202/661-51/51);
- 844/741-51/19 (financiering door lening ten belope van 6.137,39 euro);
- 764/744-51/26 (financiering door lening ten belope van 548,60 euro en door subsidie VGC ten belope van 548,60 euro – artikel van ontvangst 764/661-51/26);

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van huishoud-, hifi- en multimediat toestellen" (SCA-2025-F-025) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 17.500,95 euro excl. btw of 21.172,50 euro incl. 21% btw, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 7201/744-98/16 (financiering door subsidie ten belope van 13.762,91 euro – artikel van ontvangst 7201/661-51/16);
- 7202/744-98/51 (financiering door subsidie VGC ten belope van 175 euro – artikel van ontvangst 7202/661-51/51);
- 844/741-51/19 (financiering door lening ten belope van 6.137,39 euro);
- 764/744-51/26 (financiering door lening ten belope van 548,60 euro en door subsidie VGC ten belope van 548,60 euro – artikel van ontvangst 764/661-51/26).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

11 **Centrale d'achats – Marchés publics - Acquisition d'équipements de manutention et de propreté – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-020 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'équipements de manutention et de propreté pour divers services (remplacement de biens usagés et nouveaux investissements) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition d'équipements de manutention et de propreté" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.669,45 euros hors TVA ou 23.800,00 euros, 21 % TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaire de l'exercice 2025 :

- 844/744-98/19 (financement par emprunt) ;
- 764/744-98/26 (financement par emprunt et par subside à l'article de recette 764/661-51/26) ;
- 764/744-51/26 (financement par emprunt et par subside à l'article de recette 764/661-51/26) ;
- 7202/744-98/51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/51) ;
- 7201/744-98/16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/16) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition d'équipements de manutention et de propreté" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.669,45 euros hors TVA ou 23.800,00 euros, 21 % TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires suivants du service extraordinaire de l'exercice 2025 :

- 844/744-98/19 (financement par emprunt) ;
- 764/744-98/26 (financement par emprunt et par subside à l'article de recette 764/661-51/26) ;
- 764/744-51/26 (financement par emprunt et par subside à l'article de recette 764/661-51/26) ;
- 7202/744-98/51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/51) ;
- 7201/744-98/16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/16).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van uitrustingen voor onderhoud en netheid – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-020 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om uitrustingen voor onderhoud en netheid aan te kopen voor diverse diensten (vervanging van versleten materiaal en nieuwe investeringen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van uitrustingen voor onderhoud en netheid” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 19.669,45 euro excl. btw of 23.800,00 euro, 21% btw inbegrepen en deze uitgaven te financieren met de kredieten die zijn opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 844/744-98/19 (financiering door middel van een lening);
- 764/744-98/26 (financiering door middel van een lening en een subsidie op artikel van ontvangst 764/661-51/26);
- 764/744-51/26 (financiering door middel van een lening en een subsidie op artikel van ontvangst 764/661-51/26);
- 7202/744-98/51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/51);
- 7201/744-98/16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/16);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000,00 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van uitrustingen voor onderhoud en netheid” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 19.669,45 euro excl. btw of 23.800,00 euro, 21% btw inbegrepen en deze uitgaven te financieren met de kredieten die zijn opgenomen in de volgende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025:

- 844/744-98/19 (financiering door middel van een lening);
- 764/744-98/26 (financiering door middel van een lening en een subsidie op artikel van ontvangst 764/661-51/26);
- 764/744-51/26 (financiering door middel van een lening en een subsidie op artikel van ontvangst 764/661-51/26);
- 7202/744-98/51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/51);
- 7201/744-98/16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/16).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

12 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de mobilier et jeux d'extérieur – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-019 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier et de jeux extérieur pour les crèches et les écoles communales francophones (remplacement de biens usagés et nouveaux investissements) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de mobilier et jeux d'extérieur" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 28.099,18 euros hors TVA ou 34.000,01 euros, 21 % TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7201/741-51/16 (100 % subsidié) et 844/721-60/19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “ Acquisition de mobilier et jeux d’extérieur ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 28.099,18 euros hors TVA ou 34.000,01 euros, 21 % TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7201/741-51/16 (100 % subsidié) et 844/721-60/19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van buitenspeelgoed en -meubilair – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-019 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om buitenspeelgoed en -meubilair aan te schaffen voor de Franstalige gemeentelijke kinderdagverblijven en scholen (vervanging van gebruikte goederen en nieuwe investeringen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van buitenspeelgoed en -meubilair” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 28.099,18 euro excl. btw of 34.000,01 euro, inclusief 21 % btw en deze uitgaven te financieren met de kredieten opgenomen in de begrotingsartikelen 7201/741-51/16 (100 % gesubsidieerd) en 844/721-60/19 (financiering door middel van een lening) van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van buitenspeelgoed en -meubilair” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 28.099,18 euro excl. btw of 34.000,01 euro, inclusief 21 % btw en deze uitgaven te financieren met de kredieten opgenomen in de begrotingsartikelen 7201/741-51/ - /16 (100 % gesubsidieerd) en 844/721-60/19 (financiering door middel van een lening) van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

13 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de mobilier et équipements pour les crèches – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-018 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier et d'équipements pour les crèches communales (remplacement de biens usagés et nouveaux investissements) afin de garantir un environnement adapté et sécurisé pour les enfants en bas âge ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de mobilier et équipements pour les crèches" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.421,49 euros hors TVA ou 23.500,01 euros, 21 % TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 844/741-51/19 (financement par emprunt) et 844/744-98/19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 décembre 2025 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de mobilier et équipements pour les crèches" via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.421,49 euros hors TVA ou 23.500,01 euros, 21 % TVA comprise et de financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 844/741-51/19 (financement par emprunt) et 844/744-98/19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van meubilair en uitrustingen voor de kinderdagverblijven – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-018 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair en uitrusting voor de gemeentelijke kinderdagverblijven aan te schaffen (vervanging van gebruikte goederen en nieuwe investeringen) om een geschikte en veilige omgeving voor jonge kinderen te garanderen ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meubilair en uitrustingen voor de kinderdagverblijven” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 19.421,49 euro excl. btw of 23.500,01 euro, 21% btw inbegrepen en deze uitgaven te financieren met de kredieten die zijn opgenomen in de begrotingsartikelen 844/741-51/19 (financiering door lening) en 844/744-98/19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van meubilair en uitrustingen voor de kinderdagverblijven” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 19.421,49 euro excl. btw of 23.500,01 euro, 21% btw inbegrepen en deze uitgaven te financieren met de kredieten die zijn opgenomen in de begrotingsartikelen 844/741-51/19 (financiering door lening) en 844/744-98/19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van het begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Bibliothèque FR - Bibliotheek FR

14 **Bibliothèque francophone – Achat d’un tapis d’animation – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un tapis d'animation pour les activités de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 décembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Achat d'un tapis d'animation » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 277 euros HTVA ou 350 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 décembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Achat d'un tapis d'animation » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 277 euros HTVA ou 350 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 7671/744-98/05 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Franstalige bibliotheek – Aankoop van een animatietapijt – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een animatietapijt aan te kopen voor de activiteiten van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van een animatietapijt" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 277 euro excl. btw of 350 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van een animatietapijt" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 277 euro excl. btw of 350 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 7671/744-98/05 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Urbanisme, Environnement et Planologie - Stedenbouw, Leefmilieu en Planologie

15 Urbanisme – Convention Commune-Bruxelles Environnement dans le cadre de l’ordonnance sur la Performance Énergétique des Bâtiments (PEB) – Avenant – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 7 juin 2007 sur la Performance Energétique des Bâtiments (PEB) et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil du 16 septembre 2025 décidant d'approuver la proposition de convention avec Bruxelles Environnement précisant les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune pour la mise en oeuvre de l'ordonnance sur la performance énergétique des bâtiments ;

Vu la proposition d'avenant à la convention en annexe ; que celle-ci prend en compte la totalité de la subvention annuelle, la précédente ne tenant compte que des 6 premiers mois

DECIDE :

D'approuver la proposition d'avenant ci-jointe à la convention précisant les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune pour la mise en oeuvre de l'ordonnance sur la performance énergétique des bâtiments.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Stedenbouw – Overeenkomst Gemeente-Leefmilieu Brussel in het kader van de ordonnantie betreffende de energieprestatie van gebouwen (EPB) – Aanhangsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 7 juni 2007 betreffende de energieprestatie van gebouwen (EPB) en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Raad van 16 september 2025 tot goedkeuring van het voorstel van overeenkomst met Leefmilieu Brussel ter precisering van de beschikkingen met betrekking tot het gebruik, de te verstrekken bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de aan de gemeente toegekende subsidie voor de uitvoering van de ordonnantie betreffende de energieprestatie van gebouwen;

Gelet op het voorstel van aanhangsel bij de overeenkomst in bijlage, waarbij rekening wordt gehouden met het volledige jaarlijkse subsidiebedrag, terwijl de vorige enkel betrekking had op de eerste zes maanden

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde voorstel van aanhangsel bij de overeenkomst ter precisering van de beschikkingen met betrekking tot het gebruik, de te verstrekken bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de aan de gemeente toegekende subsidie voor de uitvoering van de ordonnantie betreffende de energieprestatie van gebouwen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 16 **Revitalisation des quartiers – Centr'al – Marché de fournitures « Acquisition d'équipement d'escrime pour enfants » – Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 4 décembre 2025 :

D'approuver l'acquisition d'équipement d'escrime pour enfants ;

D'approuver le descriptif technique et l'appel d'offres pour le marché de fournitures « Centr'al - Acquisition d'équipement d'escrime pour enfants – Novembre 2025 » ;

De passer un marché public de faible montant sur simple facture acceptée ;

D'approuver la consultation des quatre fournisseurs suivants pour ce marché :

Escrime Diffusion - Rue Louis Saillant 34 à 69120 Vaulx en Velin

Fencing Pro Shop - Rue Fontaine à louche 36 à 7850 Petit-Enghien

Planète Escrime SAS - Rue Clisson 74 à 75013 Paris

Royale Escrime - Rue Eugène Freyssinet 18 à 94000 Créteil ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 18 décembre 2025 :

D'approuver le rapport d'analyse des offres rédigé par le gestionnaire du complexe Centr'al ;

D'attribuer le marché au fournisseur ayant remis l'offre la plus avantageuse en termes de prix et de qualité, à savoir Fencing Pro Shop (Rue Fontaine à louche 36 à 7850 Petit-Enghien), pour le montant d'offre contrôlé de 1.872,73 euros HTVA ou 2.266 euros TVAC ;

De financer la dépense de 2.266 euros TVAC pour l'acquisition de cet équipement d'escrime par les crédits inscrits à l'article 9304/744-51/94 du service extraordinaire du budget 2025 ;

De financer la dépense précitée par un emprunt ;

D'informer le Conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04 décembre 2025 concernant l'approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter pour le marché de fournitures « Centr'al – Acquisition d'équipement d'escrime pour enfants ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Heropleving van de wijken – Centr'al – Opdracht voor leveringen “Aankoop van schermmateriaal voor kinderen” – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om:

Goedkeuring te verlenen aan de aankoop van schermmateriaal voor kinderen;

Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving en de offerteaanvraag voor de opdracht voor leveringen “Centr'al - Aankoop van schermmateriaal voor kinderen - November 2025”;

Een overheidsopdracht van beperkte waarde via aanvaarde factuur te gunnen;

Goedkeuring te verlenen voor de raadpleging van de vier volgende dienstverleners voor deze opdracht:

Escrime Diffusion - Rue Louis Saillant 34 - 69120 Vaulx en Velin

Fencing Pro Shop - Pollepelbronstraat 36 - 7850 Lettelingen

Planète Escrime SAS - Rue Clisson 74 à 75013 Paris

Royale Escrime - Rue Eugène Freyssinet 18 à 94000 Créteil;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om:

Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes dat werd opgesteld door de beheerder van complex Centr'al;

De opdracht te gunnen aan de leverancier die de meest voordelige offerte heeft ingediend op het vlak van prijs en kwaliteit, zijnde Fencing Pro Shop (Pollepelbronstraat 36 - 7850 Lettelingen), voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.872,73 € excl. btw of 2.266 € btw inbegrepen;

De uitgave van 2.266 €, btw inbegrepen, voor de aankoop van schermmateriaal te financieren met de kredieten ingeschreven op 9304/744-51/94 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

De voornoemde uitgave te financieren met een lening;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 betreffende de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's voor de opdracht voor leveringen “Centr'al - Aankoop van schermmateriaal voor kinderen”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

17 **Revitalisation des quartiers – Marchés publics – RQ-2025-T-01 – Centr’Al : fourniture et placement d’un nouveau système d’accès – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le système d’ouverture du bâtiment Centr’Al, situé avenue Besme 129, présente des soucis et ne permet plus un accès à commande (badge, parlophone...) ;

Considérant que pour l’accueil, le confort et la sécurité du public et du futur concessionnaire HoReCa il est important de mettre en ordre le système d’ouverture ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 décembre 2025 :

D'approuver la description technique N° RQ-2025-T-01 et le montant estimé du marché “ Centr’Al : fourniture et placement d’un nouveau système d’accès”, établis par le Service Revitalisation des Quartiers. Le montant estimé s’élève à € 4.132,23 hors TVA ou € 5.000,00, 21% TVA comprise.

De lancer le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la facture acceptée (marchés publics de faible montant) :

- DESSART, Excelsiorlaan 55 à 1930 Zaventem

- PIERRE CLABOTS Security, 't Hofveld 5, 1702 Dilbeek

- EASY KEY, Rue de la Marache 64 à 6238 Pont-à-Celle

D'inscrire la dépense à l'article 9304/744-51/ - /94 du budget extraordinaire de l'exercice 2025.

De financer cette dépense par un emprunt.

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins 18 décembre 2025 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «RQ-2025-T-01 - Centr'Al : fourniture et placement d'un nouveau système d'accès», pour un montant estimé de € 4.132,23 HTVA ou € 5.000 , 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 9304/744-51/94 du budget extraordinaire de l'exercice 2025 et est financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Overheidsopdrachten – RQ-2025-T-01 – Centr'Al: levering en plaatsing van een nieuw toegangssysteem – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het openingssysteem van het gebouw Centr'Al, gelegen aan de Besmelaan 129, problemen vertoont en geen toegang meer biedt via een bedieningssysteem (badge, parlofoon, ...);

Overwegende dat het voor het onthaal, het comfort en de veiligheid van het publiek en de toekomstige HoReCa-concessiehouder belangrijk is om het openingssysteem in orde te brengen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025:

Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving met nr. RQ-2025-T-01 en de raming van de opdracht "Centr'Al: levering en plaatsing van een nieuw toegangssysteem", opgemaakt door de dienst Heropleving van de Wijken. De raming bedraagt 4.132,23 € excl. btw of 5.000 € incl. 21% btw.

De opdracht uit te schrijven via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde).

Onderstaande ondernemers te raadplegen in het kader van de aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde):

- DESSART, Excelsiorlaan 55 te 1930 Zaventem*
- PIERRE CLABOTS Security, 't Hofveld 5 te 1702 Dilbeek*
- EASY KEY, Rue de la Marache 64 te 6238 Pont-à-Celle*

De uitgave in te schrijven op artikel 9304/744-51/ - /94 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025.

Deze uitgave te financieren door een lening.

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "RQ-2025-T-01 - Centr'Al: levering en plaatsing van een nieuw toegangssysteem", voor een geraamd bedrag van 4.132,23 € excl. btw of 5.000 €, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 9304/744-51/94 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

18 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opérations 1B et 1F – Pôle Albert – Construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert – Marché de services – Mission d'auteur de projet - Approbation de l'avenant 4 – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 18 décembre 2025 :

« D'approuver l'avenant n°4 à l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING du marché « Pôle Albert : Mission d'auteur pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert » en vue de palier la demande supplémentaire de phaser les travaux pour un montant de 9.090,91 € HTVA soit 11.000 € 21% TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 474.620,08 € HTVA ou 574.290,30 €, 21% TVAC ;

D'inscrire cette dépense à l'article budgétaire 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget 2025 ;

De financer par un emprunt ;

D'informer le Conseil communal de la présente décision lors de sa plus prochaine séance. »

DECIDE :

En application de l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 décembre 2025 décidant d'approuver l'avenant n°4 à l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING du marché «*Pôle Albert : Mission d'auteur pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert* » en vue de palier la demande supplémentaire de phaser les travaux pour un montant de 9.090,91 € HTVA soit 11.000 € 21% TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 474.620,08 € HTVA ou 574.290,30 €, 21% TVAC ;

D'inscrire cette dépense à l'article budgétaire 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget 2025 ;

De financer cette dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Operaties 1B en 1F – Pool Albert – Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en heraanleg van de Albert-dalle – Opdracht voor diensten – Opdracht van projectontwerper – Goedkeuring van aanhangsel 4 – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om:

"Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 4 bij de T.V. B-ARCHITECTEN + OMGEVING van de opdracht "Pool Albert: opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en heraanleg van de Albert-dalle", om te voldoen aan het bijkomend verzoek voor de fasering van de werkzaamheden, voor een bedrag van 9.090,91 € excl. btw of 11.000 €, incl. 21% btw, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel nu dus neerkomt op 474.620,08 € excl. btw of 574.290,30 €, incl. 21% btw;

Deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Te financieren door een lening;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting;"

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 4 bij de T.V. B-ARCHITECTEN + OMGEVING van de opdracht " Pool Albert: opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en heraanleg van de Albert-dalle", om te voldoen aan het bijkomend verzoek voor de fasering van de werkzaamheden, voor een bedrag van 9.090,91 € excl. btw of 11.000 €, incl. 21% btw, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel nu dus neerkomt op 474.620,08 € excl. btw of 574.290,30 €, incl. 21% btw;

Deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Deze uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

19 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-Sur-Senne – Opération D.1.3 « Logements accessibles, 74 rue de Belgrade » - Rénovation et reconversion complète d'un immeuble de bureaux en 12 logements et une salle polyvalente – Budget supplémentaire – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins 13 juillet 2023 décidant d'attribuer le marché "Réalisation du projet « Belgrade 74 » – Rénovation et reconversion complète d'un immeuble de bureaux en 12 logements et une salle polyvalente" au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (sur base du meilleur rapport qualité-prix), soit BALCAEN, Entreprises Générales - EDK, Boulevard Général Wahis 16G à 1030 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé HTVA de 4.057.964,78 € avec option, soit un montant TVAC (6 et 21%) de 4.348.265,34 € avec option ;

Considérant les suppléments qui sont apparus en cours de chantier (notamment l'amiante) ;

Considérant que ces frais ont réduit l'enveloppe disponible pour les imprévus et révisions de prix ;

Considérant que nous devons garder un montant équivalent à 10 % pour pallier les révisions de prix ;

Considérant également les coûts liés à l'installation de chantier et au délai inhabituel entre la lettre de début de travaux et le démarrage réel du chantier ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir un budget supplémentaire pour terminer le chantier dans de bonnes conditions ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 :

D'approuver le montant des travaux supplémentaires estimés à 82.644,63 € HTVA soit 100.000 € TVAC (21%) ;

D'inscrire la dépense de 82.644,63 € HTVA soit 100.000 € TVAC (21%) à l'article 9308/723-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2025 ;

De financer cette dépense à hauteur de 40% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » et le solde par un emprunt ;

D'informer le conseil Communal lors de sa prochaine séance

DÉCIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 approuvant un budget supplémentaire à l'Opération D.1.3 « Logements accessibles, 74 rue de Belgrade » – Rénovation et reconversion complète d'un immeuble de bureaux en 12 logements et une salle polyvalente.

D'approuver le montant des travaux supplémentaires estimés à 82.644,63 € HTVA soit 100.000 € TVAC (21%) ;

D'inscrire la dépense de 82.644,63 € HTVA soit 100.000 € TVAC (21%) à l'article 9308/723-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service

extraordinaire du budget 2025 ;

De financer cette dépense à hauteur de 40% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » et le solde par un emprunt ;

D'informer le Conseil Communal lors de sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontact Wiels aan de Zenne – Operatie D.1.3 "Toegankelijke woningen, Belgradostraat 74" – Renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot 12 woningen en een polyvalente zaal – Bijkomend budget – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 juli 2023 tot gunning van de opdracht "Realisatie van het project 'Belgrado 74' – Renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot 12 appartementen en een polyvalente zaal" aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte indiende (beste prijs-kwaliteitverhouding), zijnde BALCAEN, Algemene Bouwonderneming - EDK, Generaal Wahislaan 16G te 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 4.057.964,78 € excl. btw met optie, zijnde een bedrag van 4.348.265,34 € btw (6 en 21%) inbegrepen met optie;

Overwegende de supplementen die in de loop van de werkzaamheden opdoken (met name asbest);

Overwegende dat deze kosten het beschikbare bedrag voor onvoorziene uitgaven en prijsherzieningen verminderd hebben;

Overwegende dat we een bedrag van 10% moeten houden om prijsherzieningen op te vangen;

Overwegende ook de kosten in verband met de installatie van de bouwplaats en de ongebruikelijke termijn tussen de brief betreffende de start van de werkzaamheden en de daadwerkelijke start van de werkzaamheden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een bijkomend budget te voorzien om de werkzaamheden onder goede omstandigheden te voltooien;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025:

“Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de bijkomende werken van 82.644,63 € excl. btw of 100.000 € incl. 21% btw;

De uitgave van 82.644,63 € excl. btw, of 100.000 € 21% btw inbegrepen in te schrijven op artikel 9308/723-60/88 “Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Deze uitgave voor 40% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/995-52/88 'Overboeking uit het buitengewone subsidiefonds' en het saldo door een lening;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 tot goedkeuring van het bijkomend budget voor de Operatie D.1.3 "Toegankelijke woningen, Belgradostraat 74" – Renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot 12 woningen en een polyvalente zaal;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de bijkomende werken van 82.644,63 € excl. btw of 100.000 € incl. 21% btw;

De uitgave van 82.644,63 € excl. btw, of 100.000 € 21% btw inbegrepen in te schrijven op artikel 9308/723-60/88 "Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Deze uitgave voor 40% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/995-52/88 'Overboeking uit het buitengewone subsidiefonds' en het saldo door een lening;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine N°4 « Avenue du Roi et Contrat de quartier durable Wiels sur Senne » – Occupation à titre précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400-402 et rue du Monténégro 138-152 – Avenant 5 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine n°4 « Avenue du Roi » ainsi que ses modifications successives ;

Vu sa décision du 19 décembre 2017 approuvant les conventions entre la Commune de Forest et la Région, conventions portant sur les modalités de partenariat et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

Considérant que le site « Chassart » sis avenue Van Volxem 400-402, propriété régionale, fait partie du programme du CRU Roi et que la commune en est gestionnaire jusqu'au démarrage des travaux par Beliris en vue de la réalisation de la Cité de la petite enfance;

Considérant que la Commune a acquis le bien sis rue du Monténégro 138-152 et qu'il était

souhaitable que le bien soit occupé de manière temporaire afin d'éviter les dégradations du site et aussi offrir des espaces d'activation possibles aux associations et citoyens ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne intégrant entre autre comme opération la rénovation du site Axima en logements accessibles, accueil Petite enfance et équipement de proximité ;

Vu sa décision en séance du 21 avril 2020 décidant entre autres de *procéder à un appel à projet pour l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Axima et Chassart* ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 18 juin 2020 de confier au candidat Communa l'occupation temporaire et transitoire des deux sites ;

Vu sa décision en sa séance du 7 juillet 2020 d'approuver le modèle de convention d'occupation des sites et d'en déléguer l'exécution et sa signature au collège ;

Vu les avenants 1, 2, 3 et 4 à cette convention, signés respectivement les 14 juillet 2021, 30 novembre 2022, 1er février 2024 et 21 novembre 2024 ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2022 prolongeant les délais du CRU n°4 ;

Considérant que la phase d'exécution du CRU n°4 s'achève au 30 juin 2024 et que la phase de mise en œuvre court jusqu'au 31 décembre 2026 ;

Considérant que la Commune est propriétaire ou gestionnaire des sites concernés et qu'une occupation transitoire permet d'éviter leur dégradation ou occupation illégale tout en maintenant une dynamique d'activation sociale et associative ;

Considérant que le planning actuel du projet de la Cité de la Petite enfance prévoit que les travaux de rénovation du site CHASSART ne débuteront pas avant le mois d'octobre 2026 ;

Considérant que pour le site AXIMA, le projet de réhabilitation du site n'ayant pu aboutir, la Commune étudie actuellement d'autres pistes pour réaliser sur site un programme de rénovation via une vente ou un montage immobilier ;

Considérant le projet de réhabilitation partielle du site Axima en logements collectifs pour femmes en grande précarité, financé notamment par un subside FEDER 2021-2027 et mis en œuvre par Fair Ground en partenariat avec le New Samu Social et la commune de Forest ;

Considérant que l'asbl Communa a marqué son accord pour prolonger l'occupation transitoire minimale des sites, respectivement jusqu'en décembre 2026 pour Chassart et juin 2027 pour Axima, ainsi que d'assumer l'ensemble des charges liées aux compteurs (électricité, eau et gaz) ;

Considérant que la Commune pourra octroyer au bénéficiaire une subvention destinée à soutenir cette occupation transitoire, financée à 100 % par la Région via le CRU « Avenue du Roi » et que les termes de ce subside feront l'objet d'une convention de subsidiation distincte ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant n°5 à la convention d'occupation précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 et rue du Monténégro 138-152, tel que repris en annexe ;

De charger le Collège de l'exécution de la présente délibération ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer ledit avenant ;

De transmettre la présente délibération et ses annexes à la Direction de la Rénovation urbaine.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 "Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne" – Overgangsgebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400-402 en Montenegrostraat 138-152 – Aanhangsel 5 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, waarmee de “zone voor stedelijke herwaardering” genaamd “ZSH 2016” werd goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot goedkeuring van het programma van stadsvernieuwingscontract (SVC) nr. 4 Koningslaan en de opeenvolgende wijzigingen;

Gelet op de beslissing van 19 december 2017 tot goedkeuring van de overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, die betrekking hebben op de partnerschapsmodaliteiten en die de voorwaarden bepalen van de subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC Koningslaan;

Overwegende dat de "Chassart"-site (Van Volxemlaan 400-402), eigendom van de gewestelijke overheid, deel uitmaakt van het programma van SVC Koningslaan en dat de Gemeente het beheer ervan op zich neemt totdat Beliris begint met de werkzaamheden voor de bouw van het "Centrum voor het jonge kind";

Overwegende dat de Gemeente het goed gelegen Montenegrostraat 138-152 aangekocht heeft en dat het wenselijk was dat het goed tijdelijk gebruikt wordt om verval van de site te vermijden en ook om mogelijke activeringsruimten te bieden aan verenigingen en burgers;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 22 oktober 2019 om de programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren, met o.a. de renovatie van de Axima-site tot toegankelijke woningen, kinderopvang en buurtvoorzieningen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad tijdens de zitting van 21 april 2020 om onder meer *een projectoproep te lanceren voor het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Axima en Chassart*;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om het tijdelijke en overgangsgebruik van beide sites toe te vertrouwen aan de kandidaat Communa;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 7 juli 2020 tot goedkeuring van het model van overeenkomst voor het gebruik van de sites en tot delegatie van de uitvoering en ondertekening ervan aan het College;

Gelet op de aanhangsels 1, 2, 3 en 4 bij de overeenkomst, respectievelijk ondertekend op 14 juli 2021, 30 november 2022, 1 februari 2024 en 21 november 2024;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2022 tot verlenging van de termijnen van SVC nr. 4;

Overwegende dat de uitvoeringsfase van SVC nr. 4 afloopt op 30 juni 2024 en dat de implementatiefase loopt tot 31 december 2026;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar of beheerder is van de betrokken sites en dat het tijdelijk gebruik kan voorkomen dat ze verloederen of gekraakt worden, en tegelijk een dynamiek van sociale en verenigingsactiviteiten in stand kan houden;

Overwegende dat volgens de huidige planning van het project 'Centrum voor het jonge kind' de renovatiewerken van de CHASSART-site niet vóór oktober 2026 van start zullen gaan;

Overwegende dat, aangezien het renovatieproject voor de AXIMA-site niet kon worden afgerond, de Gemeente momenteel andere mogelijkheden onderzoekt om een renovatieprogramma op de site te realiseren via een verkoop of het opzetten van een vastgoedproject;

Overwegende het project voor de gedeeltelijke renovatie van de Axima-site tot collectieve woningen voor zeer kwetsbare vrouwen, met name gefinancierd door een EFRO-subsidie 2021-2027 en uitgevoerd door Fair Ground, in samenwerking met New SamuSocial en de Gemeente Vorst;

Overwegende dat de vzw Communa ermee heeft ingestemd het minimale tijdelijke gebruik van de sites te verlengen – respectievelijk tot december 2026 voor Chassart en juni 2027 voor Axima – en alle kosten in verband met de meters (elektriciteit, water en gas) op zich te nemen;

Overwegende dat de Gemeente de begunstigde een subsidie kan toekennen ter ondersteuning van dit tijdelijk gebruik, die voor 100 % door het Gewest wordt gefinancierd via SVC Koningslaan en dat de modaliteiten van deze subsidie het voorwerp zullen uitmaken van een afzonderlijke subsidieovereenkomst

BESLIST:

Het aanhangsel nr. 5 bij de overeenkomst voor overgangsgebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400 en Montenegrostraat 138-152, als bijlage, goed te keuren;

Het College te belasten met de uitvoering van deze beraadslaging;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld aanhangsel te ondertekenen;

Deze beraadslaging en bijlagen over te maken aan de Directie Stadsvernieuwing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale – Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 :

Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant HTVA estimé est inférieur à [143.000 €(AGRBC 28.3.2024, M.B. 5.4.2024)]. Dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance.

[...];

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2022 approuvant l'ensemble des documents relatifs au programme du Contrat de quartier durable « Deux Cités » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000 € pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 15 octobre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu le courrier du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevin en sa séance du 22 mai 2025 approuvant la modification de programme 02 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu le courrier du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2025 approuvant la modification de programme 02 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5 ;

Considérant l'opération C.2.1. « Fabryk de culture – ABY » du service Revitalisation des quartiers dans le cadre du CQD 2 Cités ;

Considérant qu'il a été constaté que le public du périmètre du CQD 2 Cités ne connaît pas ou se sent peu invité à découvrir le projet de réhabilitation de l'Abbaye de Forest en pôle culturel institutionnel destiné à rayonner dans toute la commune, voire dans toute la Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant que pour créer du lien avec les habitants du quartier du CQD 2 Cités, il est proposé de mener divers ateliers et animations « tous publics » dans le périmètre du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Considérant que pour mener à bien ces ateliers et animations, il y a lieu d'acheter du matériel ;

Considérant que ce matériel sera mutualisé entre tous les partenaires du projet ABY et les associations locales pour proposer des animations à destination des publics-cibles du périmètre du contrat de quartier 2 Cités ;

Considérant que les partenaires et les associations locales du périmètre du CQD 2 Cités ont fait part du besoin de tonnelles pour proposer des activités ;

Considérant que les opérateurs ABY de l'opération C.2.1. ont validé la proposition d'achat de 3 tonnelles ;

Considérant qu'il n'y a pas de fournisseur désigné par la Commune pour les tonnelles et que le Service Central d'Achat ne passera pas de marché pour cet item en 2026 ;

Considérant le pré-accord reçu de l'autorité régionale concernant l'achat de 3 tonnelles ;

Considérant qu'il est dès lors nécessaire de lancer un nouveau marché public visant la fourniture de ce matériel ;

Considérant que le montant estimé de la dépense s'élève à 2.500 € TVAC ;

Considérant qu'il y a alors lieu de choisir une procédure de marché de faible montant sur simple facture acceptée comme mode de passation ;

Considérant les sociétés suivantes :

- ABND, Rue Jules Vantieghem 102, 7711 Mouscron, Belgique ;
- PROMATOME Wallonie, 1 rue Raoul Follereau, 59390 Lys-Les-Lannois ;
- TOOLPORT GmbH (aussi dénommée Intent24), Gutenbergring 1-5, 22848 Norderstedt ;
- Schreiber, Chaussée de Liège, 52 B-4710 LONTZEN ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits à l'article budgétaire 93011/744-98/92 « ACHATS DE MACHINES ET DE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT ET D'EXPLOITATION DIVERS » du service extraordinaire du budget 2025 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvement sur le fonds de réserves extraordinaires » du service extraordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3986/2022 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 :

D'approuver le lancement du marché public de fournitures « Achat de 3 tonnelles » par le service Revitalisation des quartiers dans le cadre de l'opération C.2.1. « Fabryk de culture – ABY » du CQD 2 Cités ;

D'approuver la procédure de marché de faible montant sur simple facture acceptée comme mode de passation de ce marché ;

D'approuver la consultation des sociétés suivantes :

- *ABND, Rue Jules Vantieghem 102, 7711 Mouscron, Belgique ;*
- *PROMATOME Wallonie, 1 rue Raoul Follereau, 59390 Lys-Les-Lannois*
- *TOOLPORT GmbH (aussi dénommée Intent24), Gutenbergring 1-5, 22848 Norderstedt,*
- *Schreiber, Chaussée de Liège, 52 B-4710 LONTZEN*

D'inscrire cette dépense à l'article budgétaire 93011/744-98/92 « ACHATS DE MACHINES ET DE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT ET D'EXPLOITATION DIVERS » du service extraordinaire du budget 2025 ;

De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvement sur le fonds de réserves extraordinaires » du service extraordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3986/2022 ;

D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance ;

DÉCIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 décembre 2025 :

D'approuver le lancement du marché public de fournitures « Achat de 3 tonnes » par le service Revitalisation des quartiers dans le cadre de l'opération C.2.1. « Fabriek de culture – ABY » du CQD 2 Cités ;

D'approuver la procédure de marché de faible montant sur simple facture acceptée comme mode de passation de ce marché ;

D'approuver la consultation des sociétés suivantes :

- *ABND, Rue Jules Vantieghem 102, 7711 Mouscron, Belgique ;*
- *PROMATOME Wallonie, 1 rue Raoul Follereau, 59390 Lys-Les-Lannois ;*
- *TOOLPORT GmbH (aussi dénommée Intent24), Gutenbergring 1-5, 22848 Norderstedt ;*
- *Schreiber, Chaussée de Liège, 52 B-4710 LONTZEN ;*

D'inscrire cette dépense à l'article budgétaire 93011/744-98/92 « ACHATS DE MACHINES ET DE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT ET D'EXPLOITATION DIVERS » du service extraordinaire du budget 2025 ;

De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvement sur le fonds de réserves extraordinaires » du service extraordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3986/2022 ;

D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Operatie C.2.1 Cultuur-Fabriek bij 2 Cités – Overheidsopdracht voor leveringen – Aankoop van 3 partytenten –

Overheidsopdracht van beperkte waarde via aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring voorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3:

Het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan [143.000 euro (BBHR 28.3.2024, B.S. 5.4.2024)]. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

[...];

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022 tot goedkeuring van alle documenten met betrekking tot het programma van het Duurzaam wijkcontract "2 Cités";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam Wijkcontract 2 Cités;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 betreffende de verlenging van de uitvoeringsfase van DWC 2 Cités met 6 maanden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 15 oktober 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het DWC 2 Cités;

Gelet op de brief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 december 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het DWC 2 Cités;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 mei 2025 tot goedkeuring van programmawijziging 02 van het DWC 2 Cités;

Gelet op de brief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 september 2025 tot goedkeuring van programmawijziging 02 van het DWC 2 Cités;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5;

Overwegende operatie C.2.1 "Cultuur-Fabriek – ABY" van de dienst Heropleving van de wijken in het kader van DWC 2 Cités;

Overwegende dat is vastgesteld dat het publiek in de perimeter van DWC 2 Cités niet op de hoogte is

van of zich weinig betrokken voelt bij het project om de Abdij van Vorst te renoveren tot een institutionele culturele pool die een uitstraling moet hebben in de hele gemeente en zelfs in het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat, om een band te creëren met de inwoners van de wijk van DWC 2 Cités, wordt voorgesteld om verschillende workshops en activiteiten voor "alle doelgroepen" te organiseren in de perimeter van DWC 2 Cités;

Overwegende dat er materiaal moet worden aangekocht om deze workshops en activiteiten te kunnen organiseren;

Overwegende dat dit materiaal zal worden gedeeld door alle partners van het ABY-project en de lokale verenigingen om activiteiten aan te bieden aan de doelgroepen in de perimeter van DWC 2 Cités;

Overwegende dat de partners en lokale verenigingen in de perimeter van DWC 2 Cités hebben aangegeven dat er behoefte is aan partytenten om activiteiten aan te bieden;

Overwegende dat de ABY-operatoren van operatie C.2.1. het voorstel voor de aankoop van 3 partytenten hebben goedgekeurd;

Overwegende dat de gemeente geen leverancier heeft aangesteld voor de partytenten en dat de Aankoopcentrale in 2026 geen opdracht voor dit artikel zal gunnen;

Overwegende het voorakkoord ontvangen van de gewestelijke overheid betreffende de aankoop van 3 partytenten;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is een nieuwe overheidsopdracht uit te schrijven voor de levering van dit materiaal;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 2.500 euro incl. btw;

Overwegende dat daarom moet worden gekozen voor de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde via aanvaarde factuur als gunningswijze;

Overwegende de volgende firma's:

- ABND, rue Jules Vantieghem 102, 7711 Moeskroen, België;
- PROMATOME Wallonie, rue Raoul Follereau 1, 59390 Lys-Les-Lannois;
- TOOLPORT GmbH (ook Intent24 genoemd), Gutenbergring 1-5, 22848 Norderstedt;
- Schreiber, Chaussée de Liège 52, 4710 Lontzen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn op begrotingsartikel 93011/744-98/92 "Aankoop van machines en divers uitrustings- en exploitatiemateriaal" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking uit het buitengewoon reservefonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3986/2022;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025:

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van de overheidsopdracht voor leveringen "Aankoop van 3 partytenten" door de dienst Heropleving van de wijken in het kader van operatie C.2.1.

"Cultuur-Fabriek – ABY" van DWC 2 Cités;

Goedkeuring te verlenen aan de procedure van opdracht van beperkte waarde via aanvaarde factuur als gunningswijze van deze opdracht;

Goedkeuring te verlenen aan de raadpleging van de volgende firma's:

- *ABND, rue Jules Vantieghem 102, 7711 Moeskroen, België;*
- *PROMATOME Wallonie, rue Raoul Follereau 1, 59390 Lys-Les-Lannois;*
- *TOOLPORT GmbH (ook Intent24 genoemd), Gutenberggring 1-5, 22848 Norderstedt;*
- *Schreiber, Chaussée de Liège 52, 4710 Lontzen;*

Deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 93011/744-98/92 "Aankoop van machines en divers uitrustings- en exploitatiemateriaal" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Deze uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking uit het buitengewoon reservefonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3986/2022;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting;

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om:

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van de overheidsopdracht voor leveringen "Aankoop van 3 partytenten" door de dienst Heropleving van de wijken in het kader van operatie C.2.1. "Cultuur-Fabriek – ABY" van DWC 2 Cités;

Goedkeuring te verlenen aan de procedure van opdracht van beperkte waarde via aanvaarde factuur als gunningswijze van deze opdracht;

Goedkeuring te verlenen aan de raadpleging van de volgende firma's:

- *ABND, rue Jules Vantieghem 102, 7711 Moeskroen, België;*
- *PROMATOME Wallonie, rue Raoul Follereau 1, 59390 Lys-Les-Lannois;*
- *TOOLPORT GmbH (ook Intent24 genoemd), Gutenberggring 1-5, 22848 Norderstedt;*
- *Schreiber, Chaussée de Liège 52, 4710 Lontzen;*

Deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 93011/744-98/92 "Aankoop van machines en divers uitrustings- en exploitatiemateriaal" van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Deze uitgave voor 100 % te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking uit het buitengewoon reservefonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3986/2022;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende

zitting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

22 Revitalisation des quartiers – Commerce – Espace restaurant du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL, sis Avenue Besme 129-131 à 1190 Forest – Approbation du Cahier Spécial des Charges.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 23 octobre 2012 approuvant le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 approuvant le programme définitif du CQDA ;

Considérant l'opération 1BF et particulièrement le bâtiment abritant le restaurant de quartier sis à Forest, avenue Besme 129-131, parcelle cadastrée section B n°50 W 6 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 12 mai 2016 (#007/12.05.2016/B/0076#), concernant les principes de gestion du bâtiment Centr'AL :

« D'approuver les principes de gestions suivants :

L'espace Horeca fera l'objet d'une concession avec pour condition principale l'insertion socio-professionnelle et une ouverture midi et soir ;

La gestion du complexe à l'exception de l'espace Horeca sera communale ; les salles de sport seront gérées par le service des sports tandis que les espaces culturels seront gérés par le service culture de la Commune ;

Les espaces seront accessibles minimum 5 jours par semaines en ce compris un jour minimum pendant le week-end, de 9h à 22h ;

Une partie de la grille horaire sera réservée aux associations de quartier et aux groupements d'habitants ;

Une tarification différenciée sera appliquée entre Forestois et non Forestois. »

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 23 octobre 2018 de :

1. Vouloir, qu'à dater de septembre 2019 (dans la mesure où l'infrastructure est terminée), la gestion et l'exploitation de l'espace restaurant du complexe CENTR'AL, sis avenue Besme 129-130, fasse l'objet d'un contrat de concession domaniale et de service, à attribuer au terme d'une procédure d'appel d'offres général ;

2. en conséquence, d'adopter les documents, joints au dossier, à savoir :

- le cahier spécial des charges relatif à la gestion et l'exploitation de l'espace restaurant du complexe CENTR'AL, sis avenue Besme 129-131, Articulé comme suit : [...]

3. de charger le collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre les règles de procédure visées ci-dessus ;

4. à l'issue de cette procédure, un contrat, dont les termes reflétant les principes établis dans le Cahier Spécial des Charges ci-annexé et l'offre définitive du soumissionnaire sera approuvé ultérieurement.

Vu la décision du Conseil communal du 27 août 2020 d'approuver le Contrat de concession de services de gestion et d'exploitation de l'espace HORECA du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL, conclu avec COMERE SPRL, à partir du 1er octobre 2020 et pour une durée de 6 années sis à Forest, Avenue Besme 129-131, répertorié au Cadastre dans la Division 1, Section B, parcelle n° 50 W 6 et construit dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Albert ; ~~De donner pouvoir au collègue des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, le contrat de concession de services.~~

Considérant qu'en février 2025 le concessionnaire a annoncé avoir déclaré faillite ;

Considérant que l'espace restaurant du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL, est à présent libre d'occupation ;

Considérant que la commune a deux projets d'ISP Horeca sur son territoire et que ceux-ci ont été soutenus dans le cadre des programmes de revitalisation urbaine régionaux permettant de répondre aux objectifs fixés par la commune envers la Région ;

Considérant que la fonction Insertion socio-professionnelle ne sera dès lors plus un critère d'attribution exigé par la commune dans ce nouvel appel ;

Considérant que la commune n'exploitera pas elle-même cet espace et qu'il y a lieu de faire appel à un concessionnaire ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'Arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession ;

Vu l'article 35 de la loi du 17 juin 2016 stipulant que la valeur d'une concession correspond au chiffre d'affaires total du concessionnaire généré pendant la durée du contrat, hors taxe sur la valeur ajoutée et est estimée par l'adjudicateur ;

Considérant que la concession portera sur une durée de 6 ans et qu'il convient donc d'estimer la valeur de la concession comme l'estimation du chiffre d'affaire annuel du restaurant multiplié par six ;

Considérant que dans le cas présent l'estimation du chiffre d'affaire annuel a été faite sur la base d'hypothèses hautes mais réalistes, tenant compte notamment de la capacité maximale d'accueil du site, de la saisonnalité de l'exploitation, du nombre de services journaliers, d'un ticket moyen élevé et de la durée contractuelle maximale

Considérant l'estimation du chiffre d'affaires maximum de l'objet de la concession, estimée selon le calcul en annexe de la délibération à 655.200720.000€ HT par an ~~pour le restaurant et la guinguette~~, dans le meilleur des cas, le chiffre d'affaires portant sur l'ensemble de la durée de la concession ne dépassera donc pas 3.931.2004.200.000€ HT, ce qui place cette concession hors du champ d'application de la loi précitée du 17 juin 2016 et de ses arrêtés d'application-;

Considérant que dès lors, la présente concession n'est pas soumise à la réglementation sur les marchés

publics, mais que le concédant est lié par les exigences de transparence, d'objectivité et de non-discrimination entre les candidats concessionnaires, conformément à la procédure de concession de marché public;

Considérant que la concession domaniale et de service a pour objet principal la gestion et l'exploitation de l'espace restaurant du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL, aux risques et périls du concessionnaire et aux clauses et conditions du cahier joint à la présente ;

Considérant que la redevance est fixée à 2.600€ ;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 109, 110,123 et 232 ;

DECIDE :

1. que la gestion et l'exploitation de l'espace restaurant du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL fasse l'objet d'un contrat de concession domaniale et de service, à attribuer au terme d'une procédure d'appel à candidatures ;
2. en conséquence, d'adopter les documents, joints au dossier, à savoir :
 - Cahier des charges relatif à la concession de service en vue de l'exploitation de l'espace restaurant du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL ;
3. de charger le collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre les règles de procédure visées ci-dessus ;
4. à l'issue de cette procédure, un contrat, dont les termes reflétant les principes établis dans le Cahier Spécial des Charges ci-annexé et l'offre définitive du soumissionnaire sera approuvé ultérieurement ;
5. De transmettre la présente décision à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Handel – Restaurantruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL, gelegen Besmelaan 129-131 te 1190 Vorst – Goedkeuring bijzonder bestek.

DE RAAD,

Gelet de beslissing van de Gemeenteraad van 23 oktober 2012 houdende goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Gelet op de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 tot goedkeuring van het definitieve programma van het DWCA;

Overwegende operatie 1BF en in het bijzonder het gebouw met het wijkrestaurant gelegen te Vorst, Besmelaan 129-131, perceel gekadastréerd Sectie B nr. 50 W 6;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12/05/2016 (#007/12.05.2016/B/0076#) aangaande de beheersprincipes voor het Centr'AL-gebouw:

"De volgende beheersprincipes goed te keuren:

De horecaruimte zal het voorwerp uitmaken van een concessie met als voornaamste voorwaarde de socioprofessionele inschakeling en zal 's middags en 's avonds geopend zijn;

Het beheer van het complex zal, met uitzondering van de horecaruimte, gemeentelijk zijn; de sportzalen zullen worden beheerd door de Sportdienst, terwijl de cultuurruimten door de Cultuurdienst van de Gemeente zullen worden beheerd;

De ruimten zullen minstens 5 dagen per week, met inbegrip van minstens een dag in het weekend, van 9u tot 22u toegankelijk zijn;

Een gedeelte van het uurrooster zal worden voorbehouden voor wijkverenigingen en bewonersgroeperingen;

Qua tarifiering zal er een onderscheid worden gemaakt tussen Vorstenaren en niet-Vorstenaren. "

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zijn zitting van 23 oktober 2018 om:

1. Te wensen dat, vanaf september 2019 (in de mate waarin de infrastructuur afgewerkt is), het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het CENTR'AL-complex, gelegen Besmelaan 129-130, het voorwerp uitmaakt van een domein- en dienstenconcessieovereenkomst die moet worden gegund na een algemene aanbesteding;

2. Bijgevolg de volgende documenten als bijlage bij het dossier aan te nemen, namelijk:

- het bijzonder bestek betreffende het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het CENTR'AL-complex, gelegen Besmelaan 129-131, dat als volgt is ingedeeld: [...]

3. Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten bovenvermelde procedureregels uit te voeren;

4. Na afloop van deze procedure een overeenkomst, waarvan de bepalingen de principes vastgesteld in het bijzonder bestek als bijlage weerspiegelen, alsook de definitieve offerte van de inschrijver goed te keuren.

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 27 augustus 2020 om de concessieovereenkomst voor diensten van beheer en uitbating goed te keuren van de horecaruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL, afgesloten met COMERE SPRL, vanaf 1 oktober 2020 en voor een duur van 6 jaar, gelegen te Vorst, Besmelaan 129-131, opgenomen in het kadaster in Afdeling I, Sectie B, perceel nr. 50 W 6 en gebouwd in het kader van Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat de concessiehouder in februari 2025 heeft aangekondigd failliet te zijn verklaard;

Overwegende dat de restaurantruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL momenteel vrij van gebruik is;

Overwegende dat de gemeente twee projecten 'socioprofessionele inschakeling horeca' op haar grondgebied heeft en dat deze worden ondersteund in het kader van de gewestelijke stadsvernieuwingsprogramma's om te voldoen aan de doelstellingen die de gemeente ten aanzien van het Gewest heeft vastgesteld;

Overwegende dat de functie 'socioprofessionele inschakeling' voortaan geen gunningscriterium meer zal zijn dat door de gemeente in deze nieuwe oproep wordt geëist;

Overwegende dat de gemeente deze ruimte niet zelf gaat uitbaten en dat er een concessiehouder moet worden aangesteld;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten;

Gelet op artikel 35 van de wet van 17 juni 2016 dat stelt dat de waarde van een concessie wordt gevormd door de totale tijdens de looptijd van de overeenkomst te behalen omzet van de concessiehouder, exclusief belasting op de toegevoegde waarde en geraamd wordt door de aanbesteder;

Overwegende dat de concessie een duur van 6 jaar zal hebben en dat de waarde van de concessie dus geraamd moet worden als de raming van de jaarlijkse omzet van het restaurant vermenigvuldigd met 6;

Overwegende dat in het onderhavige geval de raming van de jaaromzet is gemaakt op basis van hoge maar realistische hypothesen, waarbij met name rekening is gehouden met de maximale capaciteit van de site, het seizoensgebonden karakter van de exploitatie, het aantal dagelijkse diensten, een hoog gemiddeld ticketbedrag en de maximale duur van de overeenkomst;

Overwegende de raming van de maximale omzet van het voorwerp van de concessie, volgens de berekening als bijlage van de beraadslaging geraamd op 655.200 € excl. btw per jaar, in het beste geval, waardoor de omzet voor de volledige duur van de concessie niet hoger is dan 3.931.200 € excl. btw, wat deze concessie buiten het toepassingsgebied van voornoemde wet van 17 juni 2016 en haar uitvoeringsbesluiten plaatst;

Overwegende dat deze concessie dus niet onder de reglementering op de overheidsopdrachten valt, maar dat de concessieverlener gebonden is aan de eisen van transparantie, objectiviteit en non-discriminatie tussen kandidaat-concessiehouders, overeenkomstig de concessieprocedure voor overheidsopdrachten;

Overwegende dat de domein- en dienstenconcessie als voornaamste voorwerp het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van sport- en cultuurcomplex Centr'AL op eigen risico van de concessiehouder en volgens de bepalingen en voorwaarden van het hier bijgevoegde bestek heeft;

Overwegende dat de retributie vastgesteld werd op 2.600 €;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikels 110, 123 en 232;

BESLIST

1. Dat het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van sport- en cultuurcomplex CENTR'AL het voorwerp uitmaken van een domein- en dienstenconcessieovereenkomst, die na afloop van een procedure voor de oproep tot kandidaten moet worden toegekend;

2. Bijgevolg de volgende documenten als bijlage bij het dossier aan te nemen, namelijk:

- Bestek i.v.m. de concessieovereenkomst voor diensten met het oog op de uitbating van de restaurantruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL;

3. Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten bovenvermelde procedureregels uit te voeren;

4. Na afloop van deze procedure een overeenkomst, waarvan de bepalingen de principes vastgesteld in het bijzonder bestek als bijlage weerspiegelen, alsook de definitieve offerte van de inschrijver goed te keuren.

5. Deze beslissing over te maken aan de toezichhoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

23 Développement Durable et Etat Civil (Cimetière) – Achat d’un Ginkgo Biloba – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 mars 2023 approuvant le Programme d’Action Climat « Forest à l’horizon 2030 » ;

Considérant l’action de réserve n°1 visant à « renforcer la biodiversité dans le cimetière de Forest » ;

Considérant que, dans ce cadre, 100 mètres de haies indigènes ont été plantés en février 2025 afin de délimiter les parcelles des confessions musulmane et juive ;

Considérant que la nouvelle parcelle réservée aux enfants sera aménagée au cours de l’hiver 2025-2026 en faveur de la biodiversité ;

Considérant la proposition de planter un arbre remarquable sur l’ancienne parcelle des enfants ;

Considérant la suggestion de planter un Ginkgo Biloba, en raison de sa symbolique d’immortalité et de continuité de la vie, ainsi que de ses couleurs automnales venant enrichir la palette végétale existante ;

Considérant qu’il convient dès lors de lancer un marché public pour l’achat du Ginkgo Biloba en

cépée et en motte ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 décembre 2025 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché " achat d'un Ginkgo Biloba en cépée et en motte ", pour un montant s'élevant à 296,80 € TVAC et inscrit à l'article de dépense 878/734-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 décembre 2025 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « achat d'un Ginkgo Biloba en cépée et en motte », pour un montant s'élevant à 296,80 € TVAC et inscrit à l'article de dépense 878/734-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Duurzame ontwikkeling en Burgerlijke stand (Begraafplaats) – Aankoop van een ginkgo biloba – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, onzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen en latere wijzingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 maart 2023 tot goedkeuring van het KlimaatActieProgramma "Vorst horizon 2030";

Overwegende reserveactie nr. 1, die tot doel heeft de biodiversiteit op de begraafplaats van Vorst te versterken;

Overwegende dat er in dit kader 100 meter inheemse haag werd aangeplant in februari 2025, om de islamitische en joodse percelen op de begraafplaats af te bakenen;

Overwegende dat het nieuwe perceel dat voorbehouden is voor kinderen, in de winter van 2025-2026 zal worden ingericht met het oog op biodiversiteit;

Overwegende het voorstel om een opmerkelijke boom te planten op het voormalige perceel voor kinderen;

Overwegende de suggestie om een Ginkgo Biloba te planten, vanwege de symboliek van

onsterfelijkheid en continuïteit van het leven, en omwille van de herfstkleuren die het bestaande kleurenpalet verrijken;

Overwegende dat het daarom wenselijk is een overheidsopdracht uit te schrijven voor de aankoop van de Ginkgo Biloba meerstammig en met kluit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Aankoop van een ginkgo biloba meerstammig en met kluit”, voor een bedrag van 296,80 euro incl. btw en opgenomen in artikel 878/734-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Aankoop van een ginkgo biloba meerstammig en met kluit”, voor een bedrag van 296,80 euro incl. btw en opgenomen in artikel 878/734-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Régie foncière et guichet information logement (GIL) - Grondregie en Huisvestingsinformatieloket (HIL)

24 Propriétés communales - Régie foncière - Zone pour la pratique de la pétanque sise à l'angle des avenues du Domaine et Victor Rousseau - Convention d'occupation 2026-2034.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu que l'asbl Pétanque club Le Domaine A29 occupe actuellement la zone pour la pratique de la pétanque sise à l'angle des avenues du Domaine et Victor Rousseau à Forest ; que cette occupation se fait sur base d'une convention signée en 2018 qui se termine le 31 janvier 2026 ;

Vu la demande de cette asbl qui sollicite la prolongation de l'autorisation d'occuper la zone pour la pratique de la pétanque et ce pour une nouvelle période de 8 ans ;

Considérant que la période d'occupation précédente de 2018 à 2026 s'est passée sans problème et que rien ne s'oppose dès lors à faire droit à cette demande ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une nouvelle convention avec l'asbl concernée, dont le projet est joint au dossier avec le plan délimitant la zone pour la pratique de la pétanque concernée ;

Considérant que le projet de convention prévoit une occupation à titre gratuit en compensation de la prise en charge par l'occupante de l'entretien régulier des lieux et des éventuelles remises en état de

ceux-ci ;

Considérant le caractère sportif et social de cette occupation

DECIDE :

D'approuver, pour la période du 1er février 2026 au 31 janvier 2034, les termes de la convention jointe au dossier à conclure avec l'asbl Pétanque club Le Domaine A29, représentée par Mme RONGIONE Marie, Présidente, ainsi que M. VAESSEN Robert, Secrétaire, ayant son siège social avenue du Domaine, 5/2 à 1190 Bruxelles, pour l'occupation de la zone pour la pratique de la pétanque sise à l'angle des avenues du Domaine et Victor Rousseau à Forest, tel que délimitée au plan joint au dossier ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - Grondregie - Zone voor het beoefenen van petanque gelegen op de hoek gevormd door de Domein- en de Victor Rousseaulaan - Gebruiksovereenkomst 2026-2034.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het feit dat de vzw Pétanque club Le Domaine A29 op dit ogenblik de zone voor het beoefenen van petanque gelegen te Vorst op de hoek gevormd door de Domein- en de Victor Rousseaulaan gebruikt; dat dit gebruik gebeurt op basis van een overeenkomst die in 2018 werd ondertekend en eindigt op 31 januari 2026;

Gelet op het verzoek van deze vzw die vraagt om de verlenging van de toelating om de zone voor het beoefenen van petanque te gebruiken en dit voor een nieuwe periode van 8 jaar;

Overwegende dat de vorige gebruikperiode van 2018 tot 2026 zonder problemen is verlopen en niets bezwaar biedt tegen het inwilligen van dit verzoek;

Overwegende dat het nodig is een nieuwe overeenkomst te sluiten met de betrokken vzw, waarvan het ontwerp bij het dossier is gevoegd met het plan dat de betrokken zone voor het beoefenen van petanque begrenst;

Overwegende dat het ontwerp van overeenkomst een kosteloos gebruik voorziet, ter compensatie van een regelmatig onderhoud van de plaats en eventuele herstellingen ten laste van de gebruiker;

Overwegende het sportieve en sociale karakter van dit gebruik

BESLIST:

Voor de periode van 1 februari 2026 t.e.m. 31 januari 2034 goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de bij het dossier gevoegde overeenkomst met de vzw Pétanque club Le Domaine A29, vertegenwoordigd door Mevr. Marie RONGIONE, Voorzitter, evenals dhr. VAESSEN Robert, Secretaris, met maatschappelijke zetel te Domeinlaan 5/2 te 1190 Brussel, voor het gebruik van de zone voor het beoefenen van petanque gelegen te Vorst, op de hoek gevormd door de Domein- en de Victor Rousseaulaan zoals begrensd door het bij het dossier gevoegde plan;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde,

te machtigen teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Propreté publique - Openbare netheid

25 Propreté publique – Programme de Transition Professionnel – Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'asbl Mission Locale de Forest – Approbation du solde 2024.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « propreté publique » approuvée par le Conseil communal en sa séance du 15 décembre 2015 ;

Vu la décision du Conseil Communal du 16/12/2024 approuvant le paiement de la part financière liée à la gestion des contrats PTP (affecté en propreté publique) et non couverte par les Pouvoirs publics fédéraux et régionaux d'un montant de 15.000 € à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique à 1190 Forest ;

Vu la décision du Conseil Communal du 16/12/2024 approuvant le paiement de la part financière liée à la gestion des contrats PTP (affecté au détagage) et non couverte par les Pouvoirs publics fédéraux et régionaux d'un montant de 7.500 € à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique à 1190 Forest ;

Considérant que faute de crédit suffisant disponible en 2024, le montant total n'a pas pu être liquidé pour la part financière liée à la gestions des contrats PTP (propreté publique et détagage) ;

Considérant que ce montant équivaut à la somme de 15.822,66 € ;

Considérant que le montant nécessaire au paiement du solde a été inscrit sur le budget 2025 à l'article 87540/332-02/73

DECIDE :

Article 1 : D'approuver le solde du paiement de la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs publics fédéraux et régionaux d'un montant de 15.822,66 € à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique à 1190 Forest;

Article 2 : D'inscrire la dépense de 15.822,66 € à l'article 87540/332-02/73 du service ordinaire du budget 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Openbare netheid – Doorstromingsprogramma – Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw Mission Locale de Forest – Goedkeuring saldo 2024.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de overeenkomst van 27 november 1997 tussen de federale overheid en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst betreffende het doorstromingsprogramma “openbare netheid” dat de Gemeenteraad tijdens de zitting van 15 december 2015 goedkeurde;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2024 tot goedkeuring van de betaling van het financiële deel in verband met het beheer van de overeenkomsten betreffende doorstromingsprogramma's (voor openbare netheid) dat niet wordt gedekt door de federale en gewestelijke overheden, ten bedrage van 15.000 € aan de vzw "Mission Locale de Forest", gevestigd te 1190 Vorst, Britse Tweedelegerlaan 29;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2024 tot goedkeuring van de betaling van het financiële deel in verband met het beheer van de overeenkomsten betreffende doorstromingsprogramma's (voor tagverwijdering) dat niet wordt gedekt door de federale en gewestelijke overheden, ten bedrage van 7.500 € aan de vzw "Mission Locale de Forest", gevestigd te 1190 Vorst, Britse Tweedelegerlaan 29;

Overwegende dat bij gebrek aan voldoende beschikbare kredieten het volledige bedrag voor het financiële deel in verband met het beheer van overeenkomsten betreffende doorstromingsprogramma's (openbare netheid en tagverwijdering) in 2024 niet kon worden betaald;

Overwegende dat het gaat om 15.822,66 €;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is voor de betaling van het saldo ingeschreven werd op de begroting 2025 onder artikel 87540/332-02/73

BESLIST:

Artikel 1: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel in verband met het beheer van de overeenkomsten betreffende doorstromingsprogramma's dat niet wordt gedekt door de federale en gewestelijke overheden, ten bedrage van 15.822,66 € aan de vzw "Mission Locale de Forest", gevestigd te 1190 Vorst, Britse Tweedelegerlaan 29.

Artikel 2: De uitgave van 15.822,66 € in te schrijven op artikel 87540/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Informatique - Informatica

26 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Ecoles francophones – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne Paradigm comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que Paradigm soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par Paradigm pour l'année 2025 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'INSTRUCTION PUBLIQUE (Ecoles communales francophones) 7201/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
25	SILENTSYSTEM ® SX-809 V3 HiFi	1.187,50 €	Redcorp
1	TX-300 Mobi CH3	299,00 €	Redcorp
1	Charging station with 10 USB ports	31,30 €	Redcorp
5	5-pin charging cable for headphones	26,00 €	Redcorp
TOTAL		1.543,80 €	
TOTAL + TVA		1.868,00 €	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques/téléphonique à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 décembre 2025 : De désigner Paradigm pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme Redcorp ; D'inscrire la dépense de 1.868 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique ; De financer la dépense à l'article 7201/742-53/15 par un subside prévu à l'article 7201/685-51/15

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 :

De désigner Paradigm pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme Redcorp ;

D'inscrire la dépense de 1.868 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique ;

De financer la dépense à l'article 7201/742-53/15 par un subside prévu à l'article 7201/685-51/15.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Franstalige scholen – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt Paradigm aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat Paradigm de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan;

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door Paradigm aangeboden materiaal voor het jaar 2025;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst OPENBAAR ONDERWIJS (Franstalige gemeentescholen) 7201/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
25	SILENTSYSTEM ® SX-809 V3 HiFi	1.187,50 €	Redcorp
1	TX-300 Mobi CH3	299,00 €	Redcorp
1	Charging station with 10 USB ports	31,30 €	Redcorp

5	5-pin charging cable for headphones	26,00 €	Redcorp
TOTAAL		1.543,80 €	
TOTAAL incl. btw		1.868,00 €	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-/telefoon aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025: Paradigm aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen gevestigd zal worden op voorlegging van de facturen van de firma Redcorp; De uitgave van 1.868 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal; De uitgave op artikel 7201/742-53/15 te financieren door een subsidie als bedoeld in artikel 7201/685-51/15

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025:

Paradigm aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma Redcorp;

De uitgave van 1.868 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal;

De uitgave op artikel 7201/742-53/15 te financieren door een subsidie als bedoeld in artikel 7201/685-51/15.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

27 **Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Affaires générales – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne Paradigm comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à

l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que Paradigm soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par Paradigm pour l'année 2025 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'INFORMATIQUE 139/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
1	Dell SCV320 Expansion avec câbles au SCV3020 + 12 x Dell WDP19 960GB SSD 12Gbps 2.5" SAS (RFB).	5.449,00 euros	ECONOCOM
TOTAL		5.449,00 euros	
TOTAL + TVA		6.593,29 euros	
Paradigm (3%)		198,00 euros	Iristeam
TOTAL + TVA + Paradigm (3%)		6.791,29 euros	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques/téléphonique à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 5 décembre 2025 : De désigner Paradigm pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes Econocom et Iristeam ; D'inscrire les dépense de 6.791,29 euros (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique ; De financer la dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 décembre 2025 :

De désigner Paradigm pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes Econocom et Iristeam ;

D'inscrire les dépense de 6.791,29 euros (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique ;

De financer la dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Algemene zaken – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt Paradigm aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat Paradigm de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software”;

Gelet op de prijslijst van het door Paradigm aangeboden materiaal voor het jaar 2025;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
1	Dell SCV320 Expansion met kabels op SCV3020 + 12 x Dell WDP19 960GB SSD 12Gbps 2.5" SAS (RFB)	5.449,00 euro	ECONOCOM
TOTAAL		5.449,00 euro	
TOTAAL incl. btw		6.593,29 euro	
Paradigm (3%)		198,00 euro	Iristeam
TOTAAL incl. btw + Paradigm (3%)		6.791,29 euro	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-/telefoon aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 december 2025: Paradigm aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen gevestigd zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's Econocom en Iristeam; De uitgave van 6.791,29 euro (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal; De uitgave op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 december

2025:

Paradigm aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen gevestigd zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's Econocom en Iristeam;

De uitgave van 6.791,29 euro (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal;

De uitgave op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique + SPSE + Académie - Openbaar onderwijs + SPSE + Académie

28 Instruction Publique – Ecole La Cordée – Transfert de reliquat – Validation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 27bis définissant le Collège des Bourgmestre et Echevins comme Pouvoir organisateur dans l'enseignement organisé par les villes et les communes ;

Vu l'article 166 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, laissant la possibilité à un Pouvoir organisateur de transférer un reliquat à une école spécialisée du même réseau ;

Vu la circulaire 9543 relative à l'organisation des écoles d'enseignement fondamental spécialisé ;

Considérant que l'école Joli-Bois individualisé, située Val des Epinettes 5 à 1150 Woluwé-Saint-Pierre sollicite une période de reliquat du 1^{er} octobre 2025 au 3 septembre 2026 ;

Considérant que l'école communale de la Cordée, situé rue du Dries 27 1190 Forest, possède une période de reliquat non-attribuée ;

Considérant l'avis positif des trois organisation syndicales (Commission Paritaire Locale) ;

DECIDE :

De valider la convention – transfert de reliquat reprise en pièce jointe ;

De permettre à l'école communale de la Cordée, situé rue du Dries 27 1190 Forest (école cédante) de transférer une période de reliquat à l'école Joli-Bois individualisé, située Val des Epinettes 5 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre (école bénéficiaire) du 1^{er} octobre 2025 au 3 septembre 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – School La Cordée – Overdracht van restbedrag – Validering.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de rechtspositie van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid artikel 27bis waarin het College van Burgemeester en Schepenen wordt aangewezen als inrichtende macht voor het onderwijs dat wordt georganiseerd door de steden en gemeenten;

Gelet op artikel 166 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, dat een inrichtende macht de mogelijkheid biedt om een restbedrag over te dragen aan een gespecialiseerde school van hetzelfde netwerk;

Gelet op omzendbrief 9543 betreffende de organisatie van de scholen voor gespecialiseerd basisonderwijs;

Overwegende dat de geïndividualiseerde school Joli-Bois, gelegen Doorndal 5 in 1150 Sint-Pieters-Woluwe, een restbedrag aanvraagt van 1 oktober 2025 tot 3 september 2026;

Overwegende dat de gemeenteschool La Cordée, gelegen Driesstraat 27 in 1190 Vorst, een niet-toegewezen restbedrag heeft;

Overwegende het positieve advies van de drie vakbondsorganisaties (lokaal paritair comité);

BESLIST

De overeenkomst betreffende de overdracht van een restbedrag in bijlage te bekrachtigen;

De gemeenteschool La Cordée, gelegen Driesstraat 27 in 1190 Vorst (afstand doende school), toe te staan een restbedrag over te dragen aan de geïndividualiseerde school Joli-Bois, gelegen Doorndal 5 in 1150 Sint-Pieters-Woluwe (begunstigde school) van 1 oktober 2025 tot 3 september 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Rémunération et pensions - Remuneratie en pensioenen

29 Personnel – Règlement des congés du personnel contractuel – Interruption de la carrière pour congé parental – Modification.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 119 ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment son chapitre IV « Emploi et compétitivité », section 5 « Interruption de la carrière professionnelle » ;

Vu l'Arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle ;

Vu la loi-programme du 18 juillet 2025, notamment le chapitre 2 « Congé parental pour les parents d'accueil », ouvrant la possibilité de bénéficier d'une interruption de la carrière pour congé parental aux parents d'accueil ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel contractuel, adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre XII « Congé pour interruption de la carrière professionnelle », section D « Interruption de la carrière pour congé parental », article 1er ;

Considérant que le règlement suscité ne prévoit que la possibilité d'une interruption de carrière en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant ;

Considérant que le congé parental est un droit que l'employeur ne peut refuser, sauf en cas d'une interruption à 1/10 temps ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adapter ledit règlement en fonction des nouvelles dispositions légales ;

Vu le protocole d'accord n  514 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 2 septembre 2025

DECIDE :

A/ De modifier l'article 1er de la section D « Interruption de la carrière pour congé parental » du chapitre XII « Congé pour l'interruption de la carrière professionnelle » du règlement de congé applicable au personnel contractuel comme suit :

Ancienne version :

« **Article 1**

L'interruption de carrière pour congé parental permet aussi bien à la mère qu'au père de suspendre sa carrière suite à la naissance ou à l'adoption d'un enfant. Ce droit court depuis la naissance de l'enfant jusqu'au moment où il atteint l'âge de 12 ans.

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son vingt-unième anniversaire :

- lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou
- lorsqu'il est atteint d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou
- lorsqu'au moins 9 points lui sont octroyés dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales. »

Nouvelle version :

« **Article 1**

L'interruption de carrière pour congé parental permet aussi bien à la mère qu'au père de suspendre sa carrière suite à la naissance ou à l'adoption d'un enfant. Ce droit court depuis la naissance de l'enfant jusqu'au moment où il atteint l'âge de 12 ans.

Ce droit est également applicable, au même titre que pour les agents qui sont parents au premier degré de l'enfant, à l'agent qui est parent d'accueil d'un enfant.

Par « parent d'accueil », il est entendu la personne a été désignée comme parent d'accueil par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente ou par les services communautaires compétents en matière de protection de la jeunesse, et qui, dans le cadre d'un placement familial de longue durée, accueille un enfant dans sa famille. On entend par « placement familial de longue durée », le placement familial pour lequel il est clair, dès le départ, que l'enfant restera dans la même famille d'accueil avec le(s) même(s) parent(s) d'accueil pendant au moins six mois, en fonction des dispositions prises par arrêté royal.

Pour les parents d'accueil, ce droit est ouvert à compter de l'inscription de l'enfant comme membre de sa famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où le travailleur a sa résidence et cela aussi longtemps, que l'enfant concerné est placé chez lui dans le cadre d'un placement familial de longue durée.

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son vingt-unième anniversaire :

- lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou
- lorsqu'il est atteint d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou
- lorsqu'au moins 9 points lui sont octroyés dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales. »

B/ De modifier l'article 3 de la section D « Interruption de la carrière pour congé parental » du chapitre XII « Congé pour l'interruption de la carrière professionnelle » du règlement de congé applicable au personnel contractuel comme suit :

Ancienne version :

« La demande doit être introduite par écrit et cela au moins 2 mois et au plus 3 mois avant la date souhaitée, à moins que le Collège des Bourgmestres et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé un délai plus court.

A la demande doivent être joints :

- la formule C61 (congé parental), délivrée par l'agence ONEM dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

La demande d'interruption de carrière pour congé parental doit indiquer la date de prise de cours et de fin de l'interruption. Néanmoins, lorsque l'agent opte pour une interruption complète fractionnée en périodes d'une semaine ou d'un multiple d'une semaine (cf. art. 5.1), chaque demande peut porter sur plusieurs périodes non consécutives d'une semaine ou un multiple d'une semaine, à la condition que les semaines ainsi demandées s'étalent sur une période de maximum trois mois. La demande indique dans ce cas les dates de début et de fin de chacune de ces périodes.

Il est possible, mais pas obligatoire, d'utiliser le formulaire disponible sur le réseau interne, secteur « Pour tous », afin de demander l'interruption de carrière pour congé parental. »

Nouvelle version :

« La demande doit être introduite par écrit et cela au moins 2 mois et au plus 3 mois avant la date

souhaitée, à moins que le collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé un délai plus court.

A la demande doivent être joints :

- la formule C61 (congé parental), délivrée par l'agence ONEM dont dépend l'agent, dûment complétée,
- **le document attestant soit la naissance, soit l'adoption de l'enfant, soit la désignation en tant que parent d'accueil, dans ce dernier cas accompagné de la preuve d'inscription de l'enfant comme membre de sa famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où le travailleur a sa résidence,**
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

La demande d'interruption de carrière pour congé parental doit indiquer la date de prise de cours et de fin de l'interruption. Néanmoins, lorsque l'agent opte pour une interruption complète fractionnée en périodes d'une semaine ou d'un multiple d'une semaine (cf. art. 5.1), chaque demande peut porter sur plusieurs périodes non consécutives d'une semaine ou un multiple d'une semaine, à la condition que les semaines ainsi demandées s'étalent sur une période de maximum trois mois. La demande indique dans ce cas les dates de début et de fin de chacune de ces périodes.

Il est possible, mais pas obligatoire, d'utiliser le formulaire disponible sur le réseau interne, secteur « Pour tous », afin de demander l'interruption de carrière pour congé parental. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het contractuele personeel – Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof – Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid hoofdstuk IV 'Tewerkstelling en concurrentievermogen', afdeling 5 'Onderbreking van de beroepsloopbaan';

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan;

Gelet op de programmawet van 18 juli 2025, inzonderheid hoofdstuk 2 'Ouderschapsverlof voor pleegouders', dat de mogelijkheid tot het gebruikmaken van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof openstelt voor pleegouders;

Gelet op het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, in het bijzonder hoofdstuk XII 'Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan', afdeling D 'Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof', artikel 1;

Overwegende dat voormeld reglement slechts de mogelijkheid tot een loopbaanonderbreking voorziet in het geval van de geboorte of de adoptie van een kind;

Overwegende dat ouderschapsverlof een recht is dat de werkgever niet kan weigeren, behalve in geval van een onderbreking van 1/10 van de arbeidstijd;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voormeld reglement aan te passen op grond van de nieuwe wettelijke bepalingen;

BESLIST:

A/ Artikel 1 van afdeling D ‘Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof’ van hoofdstuk XII ‘Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan’ van het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden als volgt te wijzigen:

Oude versie:

Artikel 1

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof laat zowel de moeder als de vader toe haar of zijn loopbaan te schorsen na de geboorte of adoptie van een kind. Dit recht loopt vanaf de geboorte van het kind tot het ogenblik waarop het de leeftijd van 12 jaar bereikt.

Het recht op de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt ten laatste toegekend tot het kind zijn eenentwintigste verjaardag bereikt:

- indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek van minstens 66% in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen heeft, of
- indien het een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat het ten minste 4 punten worden toegekend in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen, of
- indien er aan het kind minstens 9 punten worden toegekend in het geheel van de drie pijlers van de medisch-sociale schaal, in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen.”

Nieuwe versie:

Artikel 1

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof laat zowel de moeder als de vader toe haar of zijn loopbaan te schorsen na de geboorte of adoptie van een kind. Dit recht loopt vanaf de geboorte van het kind tot het ogenblik waarop het de leeftijd van 12 jaar bereikt.

Dit recht is tevens van toepassing, in dezelfde mate als voor de personeelsleden die eerstegraadsverwanten van het kind zijn, op het personeelslid dat pleegouder is voor een kind.

Onder ‘pleegouder’ wordt verstaan: de persoon die werd aangesteld als pleegouder door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming, en die naar aanleiding van een plaatsing in het kader van langdurige pleegzorg een kind in zijn gezin opneemt. Onder ‘langdurige pleegzorg’ wordt verstaan: de pleegzorg waarvan bij aanvang duidelijk is dat het kind voor minstens zes maanden in hetzelfde pleeggezin bij dezelfde pleegouder(s) zal verblijven, in functie van de bij koninklijk besluit vastgelegde beschikkingen.

Voor de pleegouders geldt dit recht vanaf het ogenblik van de inschrijving van het kind als lid van hun gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer zijn woonplaats heeft, en dit zolang het kind bij het personeelslid blijft in het kader van langdurige pleegzorg.

Het recht op de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt ten laatste toegekend tot het kind zijn eenentwintigste verjaardag bereikt:

- indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek van minstens 66% in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen heeft, of
- indien het een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat het ten minste 4 punten worden

toegekend in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen, of

- indien er aan het kind minstens 9 punten worden toegekend in het geheel van de drie pijlers van de medisch-sociale schaal, in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen.”

B/ Artikel 3 van afdeling D ‘Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof’ van hoofdstuk XII ‘Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan’ van het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden als volgt te wijzigen:

Oude versie:

“De aanvraag moet ten minste 2 maanden en ten hoogste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum schriftelijk worden ingediend, tenzij het College van Burgemeester en Schepenen op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

De aanvraag voor de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof moet de volgende bijlagen bevatten:

- het formulier C61 (ouderschapsverlof), naar behoren ingevuld, afgeleverd door het RVA-agentschap waar het personeelslid van afhangt,
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt,
- in voorkomend geval de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

De aanvraag van loopbaanonderbreking voor ouderschap moet de begin- en einddatum van de onderbreking vermelden. Indien het personeelslid echter kiest voor een volledige onderbreking die in periodes van één week of een veelvoud van één week is opgesplitst (zie art. 5.1), mag elke aanvraag betrekking hebben op meerdere, niet-opeenvolgende periodes van één week of een veelvoud van één week, op voorwaarde dat de aldus aangevraagde weken over een periode van hoogstens drie maanden gespreid zijn. In dat geval vermeldt de aanvraag de begin- en einddata van elk van deze periodes.

Het is mogelijk, maar niet verplicht, het formulier dat beschikbaar is op het interne netwerk, afdeling « Pour tous », te gebruiken teneinde de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan te vragen.”

Nieuwe versie:

“De aanvraag moet ten minste 2 maanden en ten hoogste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum schriftelijk worden ingediend, tenzij het College van Burgemeester en Schepenen op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

- het formulier C61 (ouderschapsverlof), naar behoren ingevuld, afgeleverd door het RVA-agentschap waar het personeelslid van afhangt,
- **het document dat ofwel de geboorte aantoont, ofwel de adoptie van het kind, ofwel de aanstelling als pleegouder, in dat laatste geval vergezeld van het bewijs van inschrijving van het kind als gezinslid in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister van de gemeente waar het personeelslid zijn woonplaats heeft;**
- in voorkomend geval de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

De aanvraag van loopbaanonderbreking voor ouderschap moet de begin- en einddatum van de onderbreking vermelden. Indien het personeelslid echter kiest voor een volledige onderbreking die in periodes van één week of een veelvoud van één week is opgesplitst (zie art. 5.1), mag elke aanvraag betrekking hebben op meerdere, niet-opeenvolgende periodes van één week of een veelvoud van één week, op voorwaarde dat de aldus aangevraagde weken over een periode van hoogstens drie maanden gespreid zijn. In dat geval vermeldt de aanvraag de begin- en einddata van elk van deze periodes.

Het is mogelijk, maar niet verplicht, het formulier dat beschikbaar is op het interne netwerk, afdeling « Pour tous », te gebruiken teneinde de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan te vragen.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

30 **Personnel – Règlement des congés du personnel statutaire – Interruption de la carrière pour congé parental – Modification.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’art. 119 ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment son chapitre IV « Emploi et compétitivité », section 5 « Interruption de la carrière professionnelle » ;

Vu l’arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l’introduction d’un droit au congé parental dans le cadre d’une interruption de la carrière professionnelle ;

Vu la loi-programme du 18 juillet 2025, notamment le chapitre 2 « Congé parental pour les parents d’accueil » du titre V « Emploi », ouvrant la possibilité de bénéficier d’une interruption de la carrière pour congé parental aux parents d’accueil ;

Vu le règlement des congés applicable au personnel nommé et en stage, adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre XII « Congé pour interruption de la carrière professionnelle », section D « Interruption de la carrière pour congé parental », article 1^{er} ;

Considérant que le règlement suscité ne prévoit que la possibilité d’une interruption de carrière en cas de naissance ou d’adoption d’un enfant ;

Considérant dès lors qu’il y a lieu d’adapter ledit règlement en fonction des nouvelles dispositions légales ;

Vu le protocole d’accord n° 514 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 2 septembre 2025

DECIDE :

A/ De modifier l’article 1^{er} de la section D « Interruption de la carrière pour congé parental » du chapitre XII « Congé pour l’interruption de la carrière professionnelle » du règlement de congé applicable au personnel statutaire comme suit :

Ancienne version :

« **ARTICLE 1** »

L’interruption de carrière pour congé parental permet aussi bien à la mère qu’au père de suspendre sa carrière suite à la naissance ou à l’adoption d’un enfant. Ce droit court depuis la naissance de l’enfant jusqu’au moment où il atteint l’âge de 12 ans.

Le droit à l’interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu’à ce que l’enfant atteigne son vingt-unième anniversaire :

- lorsque l’enfant est atteint d’une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la

réglementation relative aux allocations familiales, ou

- lorsqu'il est atteint d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou
- lorsqu'au moins 9 points lui sont octroyés dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales. »

Nouvelle version :

« **ARTICLE 1**

L'interruption de carrière pour congé parental permet aussi bien à la mère qu'au père de suspendre sa carrière suite à la naissance ou à l'adoption d'un enfant. Ce droit court depuis la naissance de l'enfant jusqu'au moment où il atteint l'âge de 12 ans.

Ce droit est également applicable, au même titre que pour les agents qui sont parents au premier degré de l'enfant, à l'agent qui est parent d'accueil d'un enfant.

Par « parent d'accueil », il est entendu la personne a été désignée comme parent d'accueil par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente ou par les services communautaires compétents en matière de protection de la jeunesse, et qui, dans le cadre d'un placement familial de longue durée, accueille un enfant dans sa famille. On entend par « placement familial de longue durée », le placement familial pour lequel il est clair, dès le départ, que l'enfant restera dans la même famille d'accueil avec le(s) même(s) parent(s) d'accueil pendant au moins six mois, en fonction des dispositions prises par arrêté royal.

Pour les parents d'accueil, ce droit est ouvert à compter de l'inscription de l'enfant comme membre de sa famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où le travailleur a sa résidence et cela aussi longtemps, que l'enfant concerné est placé chez lui dans le cadre d'un placement familial de longue durée.

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son vingt-unième anniversaire :

- lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou
- lorsqu'il est atteint d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou
- lorsqu'au moins 9 points lui sont octroyés dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales. »

B/ De modifier l'article 3 de la section D « Interruption de la carrière pour congé parental » du chapitre XII « Congé pour l'interruption de la carrière professionnelle » du règlement de congé applicable au personnel statutaire et en stage comme suit :

Ancienne version :

« La demande doit être introduite par écrit et cela au moins 2 mois et au plus 3 mois avant la date souhaitée, à moins que le Collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé un délai plus court.

A la demande doivent être joints :

- la formule C61 (congé parental), délivrée par l'agence ONEM dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,

- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

La demande d'interruption de carrière pour congé parental doit indiquer la date de prise de cours et de fin de l'interruption. Néanmoins, lorsque l'agent opte pour une interruption complète fractionnée en périodes d'une semaine ou d'un multiple d'une semaine (cf. art. 5.1), chaque demande peut porter sur plusieurs périodes non consécutives d'une semaine ou un multiple d'une semaine, à la condition que les semaines ainsi demandées s'étalent sur une période de maximum trois mois. La demande indique dans ce cas les dates de début et de fin de chacune de ces périodes.

Il est possible, mais pas obligatoire, d'utiliser le formulaire disponible sur le réseau interne, secteur « Pour tous », afin de demander l'interruption de carrière pour congé parental. »

Nouvelle version :

« La demande doit être introduite par écrit et cela au moins 2 mois et au plus 3 mois avant la date souhaitée, à moins que le Collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé un délai plus court.

A la demande doivent être joints :

- la formule C61 (congé parental), délivrée par l'agence ONEM dont dépend l'agent, dûment complétée,
- **le document attestant soit la naissance, soit l'adoption de l'enfant, soit la désignation en tant que parent d'accueil, dans ce dernier cas accompagné de la preuve d'inscription de l'enfant comme membre de sa famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où l'agent a sa résidence,**
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

La demande d'interruption de carrière pour congé parental doit indiquer la date de prise de cours et de fin de l'interruption. Néanmoins, lorsque l'agent opte pour une interruption complète fractionnée en périodes d'une semaine ou d'un multiple d'une semaine (cf. art. 5.1), chaque demande peut porter sur plusieurs périodes non consécutives d'une semaine ou un multiple d'une semaine, à la condition que les semaines ainsi demandées s'étalent sur une période de maximum trois mois. La demande indique dans ce cas les dates de début et de fin de chacune de ces périodes.

Il est possible, mais pas obligatoire, d'utiliser le formulaire disponible sur le réseau interne, secteur « Pour tous », afin de demander l'interruption de carrière pour congé parental. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Reglement betreffende de verloven van het statutaire personeel – Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof – Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 119;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid hoofdstuk IV 'Tewerkstelling en concurrentievermogen', afdeling 5 'Onderbreking van de beroepsloopbaan';

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan;

Gelet op de programmawet van 18 juli 2025, inzonderheid hoofdstuk 2 ‘Ouderschapsverlof voor pleegouders’ van titel 5 ‘Werk’, dat de mogelijkheid tot het gebruikmaken van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof openstelt voor pleegouders;

Gelet op het reglement betreffende de verloven dat van toepassing is op de vastbenoemde personeelsleden en de stagiairs, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, in het bijzonder hoofdstuk XII ‘Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan’, afdeling D ‘Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof’, artikel 1;

Overwegende dat voormeld reglement slechts in de mogelijkheid tot loopbaanonderbreking voorziet in geval van geboorte of adoptie van een kind;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voormeld reglement aan te passen op grond van de nieuwe wettelijke bepalingen;

Gelet op protocolakkoord nr. 514 gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 2 september 2025;

BESLIST

A/ Artikel 1 van afdeling D ‘Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof’ van hoofdstuk XII ‘Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan’ van het verlofreglement dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden als volgt te wijzigen:

Oude versie:

ARTIKEL 1

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof laat zowel de moeder als de vader toe haar of zijn loopbaan te schorsen na de geboorte of adoptie van een kind. Dit recht loopt vanaf de geboorte van het kind tot het ogenblik waarop het de leeftijd van 12 jaar bereikt.

Het recht op de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt ten laatste toegekend tot het kind zijn eenentwintigste verjaardag bereikt:

- indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek van minstens 66% in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen heeft, of
- indien het een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat het ten minste 4 punten worden toegekend in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen, of
- indien er aan het kind minstens 9 punten worden toegekend in het geheel van de drie pijlers van de medisch-sociale schaal, in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen.”

Nieuwe versie:

ARTIKEL 1

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof laat zowel de moeder als de vader toe haar of zijn loopbaan te schorsen na de geboorte of adoptie van een kind. Dit recht loopt vanaf de geboorte van het kind tot het ogenblik waarop het de leeftijd van 12 jaar bereikt.

Dit recht is tevens van toepassing, in dezelfde mate als voor de personeelsleden die eerstegraadsverwanten van het kind zijn, op het personeelslid dat pleegouder is voor een kind.

Onder ‘pleegouder’ wordt verstaan: de persoon die werd aangesteld als pleegouder door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming, en die naar aanleiding van een plaatsing in het kader van langdurige pleegzorg een kind in zijn gezin opneemt. Onder

‘langdurige pleegzorg’ wordt verstaan: de pleegzorg waarvan bij aanvang duidelijk is dat het kind voor minstens zes maanden in hetzelfde pleeggezin bij dezelfde pleegouder of dezelfde pleegouders zal verblijven, in toepassing van het toepasselijke koninklijk besluit.

Voor de pleegouders geldt dit recht vanaf de inschrijving van het kind als deel uitmakend van zijn gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer zijn verblijfplaats heeft, zolang het kind bij het personeelslid blijft in het kader van een langdurige pleegzorg.

Het recht op de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt ten laatste toegekend tot het kind zijn eenentwintigste verjaardag bereikt:

- indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek van minstens 66% in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen heeft, of
- indien het een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat het ten minste 4 punten worden toegekend in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen, of
- indien er aan het kind minstens 9 punten worden toegekend in het geheel van de drie pijlers van de medisch-sociale schaal, in de zin van de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen.”

B/ Artikel 3 van afdeling D ‘Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof’ van hoofdstuk XII ‘Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan’ van het verlofreglement dat van toepassing is op de statutaire personeelsleden als volgt te wijzigen:

Oude versie:

“De aanvraag moet ten minste 2 maanden en ten hoogste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum schriftelijk worden ingediend, tenzij het College van Burgemeester en Schepenen op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

De aanvraag voor de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof moet de volgende bijlagen bevatten:

- het formulier C61 (ouderschapsverlof), naar behoren ingevuld, afgeleverd door het RVA-agentschap waar het personeelslid van afhangt,
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt,
- in voorkomend geval de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

De aanvraag van loopbaanonderbreking voor ouderschap moet de begin- en einddatum van de onderbreking vermelden. Indien het personeelslid echter kiest voor een volledige onderbreking die in periodes van één week of een veelvoud van één week is opgesplitst (zie art. 5.1), mag elke aanvraag betrekking hebben op meerdere, niet-openvolgende periodes van één week of een veelvoud van één week, op voorwaarde dat de aldus aangevraagde weken over een periode van hoogstens drie maanden gespreid zijn. In dat geval vermeldt de aanvraag de begin- en einddata van elk van deze periodes.

Het is mogelijk, maar niet verplicht, het formulier dat beschikbaar is op het interne netwerk, in 'Pou-tous', te gebruiken teneinde de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan te vragen.”

Nieuwe versie:

“De aanvraag moet ten minste 2 maanden en ten hoogste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum schriftelijk worden ingediend, tenzij het College van Burgemeester en Schepenen op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

De aanvraag moet de volgende bijlagen bevatten:

- het formulier C61 (ouderschapsverlof), naar behoren ingevuld, afgeleverd door het RVA-

agentschap waar het personeelslid van afhangt,

- **het document dat ofwel de geboorte aantoonst, ofwel de adoptie van het kind, ofwel de aanstelling als pleegouder, in dat laatste geval vergezeld van het bewijs van inschrijving van het kind als gezinslid in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister van de gemeente waar het personeelslid zijn woonplaats heeft;**
- in voorkomend geval de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

De aanvraag van loopbaanonderbreking voor ouderschap moet de begin- en einddatum van de onderbreking vermelden. Indien het personeelslid echter kiest voor een volledige onderbreking die in periodes van één week of een veelvoud van één week is opgesplitst (zie art. 5.1), mag elke aanvraag betrekking hebben op meerdere, niet-openvolgende periodes van één week of een veelvoud van één week, op voorwaarde dat de aldus aangevraagde weken over een periode van hoogstens drie maanden gespreid zijn. In dat geval vermeldt de aanvraag de begin- en einddata van elk van deze periodes. Het is mogelijk, maar niet verplicht, het formulier dat beschikbaar is op het interne netwerk, in 'Pou tous', te gebruiken teneinde de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan te vragen.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

31 Personnel – Statut pécuniaire – Allocation pour l’exercice de la fonction de concierge à l’hôtel communal – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 119 et 145 §1 ;

Vu le statut pécuniaire de l’administration communale, adopté en séance du 20 décembre 2002, et ses modifications ultérieures, notamment le titre III « Allocations et suppléments » ;

Considérant les spécificités de la charge de concierge au sein de la maison communale, notamment au niveau de la fréquentation et les heures d’ouverture au public de ce lieu ;

Vu le protocole d'accord n° 516 intervenu en date du 21 octobre 2025 entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

Considérant que cet accord de la part des organisations syndicales représentatives a été convenu sous réserve de certaines modifications au projet soumis par l’autorité :

- Précision du fait de le montant de l’allocation, tel que mentionné dans le projet, est un montant brut ;
- Précision du fait que, pour être octroyée au remplaçant, l’absence du concierge en titre doit être d’au minimum une semaine calendrier ;
- Précision du fait que la modification du statut pécuniaire prend effet de manière rétroactive à partir du 1^{er} janvier 2025

DECIDE :

D'ajouter un chapitre T « Allocation pour l'exercice de la fonction de concierge à l'hôtel communal » au titre III « Allocations et suppléments » au statut pécuniaire de l'administration communale de Forest :

« T. Allocation pour l'exercice de la fonction de concierge à l'hôtel communal »

1. Il est accordé, à l'agent communal auquel a été confié la fonction de concierge à l'hôtel communal de Forest, une allocation de 3050 € brut par an (montant soumis à l'index 138.01).
2. L'allocation susmentionnée est rémunérée mensuellement, proratisée sur base du temps de travail et des prestations du mois calendrier précédent. Les absences quelconques d'au minimum un jour de travail diminuent le montant à raison d'un trentième par jour.
3. L'allocation est octroyée tant au concierge en titre de l'hôtel communal qu'à l'agent que le remplace dans ses charges de gestion pendant ses absences, à condition que ce remplacement ait une durée d'au minimum une semaine calendrier. Elle n'est en revanche pas octroyée aux responsables hiérarchiques du concierge.
4. Les dispositions de ce chapitre entre en vigueur avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2025.»

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Geldelijk statuut – Toelage voor de uitoefening van de functie van conciërge in het gemeentehuis – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 145 §1;

Gelet op het geldelijk statuut van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 20 december 2002, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid titel III 'Toelagen en supplementen';

Overwegende het specifieke karakter van de functie van conciërge in het gemeentehuis, met name wat betreft het aantal bezoekers en de openingstijden voor het publiek;

Gelet op protocolakkoord nr. 516, gesloten op 21 oktober 2025 tussen de representatieve vakorganisaties en de gemeentelijke overheid;

Overwegende dat voormeld akkoord vanwege de representatieve vakorganisaties werd verkregen onder voorbehoud van bepaalde wijzigingen aan het ontwerp dat door de overheid werd voorgelegd:

- Verduidelijking van het feit dat het bedrag van de toelage, zoals vermeld in het ontwerp, een brutobedrag betreft;
- Verduidelijking van het feit dat, om aan de vervanger te worden toegekend, de afwezigheid van de titelvoerende conciërge minstens een kalenderweek moet bedragen;
- Verduidelijking van het feit dat de wijziging van het geldelijk statuut met terugwerkende kracht in werking treedt vanaf 1 januari 2025

BESLIST:

Aan titel III 'Toelagen en supplementen' van het geldelijk statuut van het gemeentebestuur van Vorst een hoofdstuk T 'Toelage voor de uitoefening van de functie van conciërge in het gemeentehuis' toe te voegen:

“T. Toelage voor de uitoefening van de functie van conciërge in het gemeentehuis

1. Aan het personeelslid aan wie de functie van conciërge van het gemeentehuis van Vorst wordt toevertrouwd, wordt een toelage van 3050 euro bruto per jaar toegekend (bedrag onderworpen

aan de index 138.01).

2. Voormelde toelage wordt maandelijks pro rata uitbetaald op basis van de werktijd en de prestaties van de vorige kalendermaand. Elke vorm van afwezigheid van minstens een werkdag vermindert dit bedrag met een dertigste per dag.
3. De toelage wordt zowel aan de titelvoerende conciërge van het gemeentehuis toegekend als aan het personeelslid dat hem in zijn beheerstaken vervangt gedurende zijn afwezigheden, op voorwaarde dat deze vervanging minstens een kalenderweek duurt. Ze wordt daarentegen niet toegekend aan de hiërarchische verantwoordelijken van de conciërge.
4. De bepalingen van dit hoofdstuk treden met terugwerkende kracht in werking met ingang van 1 januari 2025.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics (SCA, écnomat, marchés travaux) - Overheidsopdrachten (aankoopcentrale, economaat, openbare werken)

- 32 **Marchés publics – 2015-S-009/2011-CQPPL-001 – Honoraires du bureau d’architectes – Étude de la nouvelle construction De Puzzel – Tranche supplémentaire – Approbation de l’avenant 6 (Adaptation des honoraires) – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236 § 3 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 38/1 et 38/19 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 13 octobre 2011, revue le 26 octobre 2011, relative à l’attribution du marché “Erelonen architectenbureau – studie nieuwbouw De Puzzel – bijkomende schijf” à A.M. V+ & MSA, rue Théodore Verhaegen, 18 à 1060 Bruxelles (Saint-Gilles) pour le montant de € 414.546,79 HTVA soit € 501.601,62, 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10 juillet 2014 relative à l’affermissement de la tranche conditionnelle pour un montant de € 556.496,60 HTVA soit € 673.360,88 TVAC ;

Considérant que le cahier spécial des charges 2011-CQPPL-001 définit au point I.12 les honoraires de l'auteur de projet pour la construction de l'école (tranche conditionnelle) sur base d'un pourcentage liés au montant des travaux ;

Considérant que l'estimation des travaux de € 5.377.000 HTVA avait été indiquée par l'administration au cahier spécial des charges 2011-CQPPL-001 sur base des éléments connus à ce moment ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 septembre 2019 relative à l'attribution du marché "Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity)" à THV BAM Contractors - Galère, Antoon Van Osslaan 1 bus 2 à 1120 Brussel (Neder-Over-Heembeek) pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de euros 9.862.285,83 HTVA ou € 10.454.022,98, 6% TVAC soit € 11.499.425,28 TTC ;

Considérant qu'il convient dès lors de procéder à l'adaptation des honoraires d'architecte liée à l'évolution du montant global des travaux de construction conformément au cahier spécial des charges du marché de services 2011-CQPPL-001 sur base de l'offre de l'auteur de projet soit un pourcentage de 11,75% selon le montant des travaux ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant 1 - Ordre modificatif pour un montant en plus de € 120.309,09 HTVA ou € 145.574 TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 juillet 2021 approuvant l'avenant 2 - Ordre modificatif pour un montant en plus de € 206.611,57 HTVA ou € 250.000 TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 mai 2023 approuvant l'avenant 3 - Ordre modificatif pour un montant en plus de € 123.966,94 HTVA ou € 150.000 TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 décembre 2023 approuvant l'avenant 4 - Ordre modificatif pour un montant en plus de € 44.214 HTVA ou € 53.499,12 TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 décembre 2024 approuvant l'avenant 5 - Ordre modificatif pour un montant en plus de € 41.322,31 HTVA ou € 50.000 TVAC ;

Considérant que l'estimation des honoraires de l'auteur de projet relatif aux travaux de € 9.862.285,83 HTVA ou € 11.499.425,28 TTC s'élève à euros 1.158.818,58 HTVA, soit à euros 1.402.170,49 TVAC ;

Considérant que l'estimation du décompte final des travaux s'élève actuellement à euros € 11.437.973,41 HTVA ou € 12.124.251,81 TTC ;

Considérant que l'estimation d'honoraires relatifs au montant prévisionnel du décompte final s'élève à € 1.343.961,88 HTVA ou € 1.626.193,87 TVAC ;

Considérant que le montant d'honoraires déjà engagé s'élève à € 1.092.921,39 HTVA, soit à € 1.322.434,88 TVAC ;

Considérant que le montant d'honoraires restant s'élève à € 251.040,49 HTVA soit à € 303.758,99 TVAC ;

Considérant qu'un montant de € 300.000 est inscrit à l'article budgétaire 7202/722-60/ 64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 afin de prendre en charge une partie de l'adaptation de ces honoraires ;

Considérant qu'un montant complémentaires sera demandé lors de l'élaboration du budget 2026 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 novembre 2025 faisant choix d'approuver l'avenant 6 - Adaptation des honoraires au marché « Divercity: Mission d'auteur de projet pour la construction d'un complexe d'équipements de proximité dans le cadre d'un Contrat de

Quartier à Forest. Tranche conditionnelle : Etude pour la construction de De Puzzel - Honoraires architectes” pour le montant total en plus de € 247.933,89 HTVA ou € 300.000 TVAC, inscrit à l’article 7202/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2025 et de financer la dépense par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13 novembre 2025 faisant choix d’approuver l’avenant 6 - Adaptation des honoraires au marché « Divercity: Mission d'auteur de projet pour la construction d'un complexe d'équipements de proximité dans le cadre d'un Contrat de Quartier à Forest. Tranche conditionnelle : Etude pour la construction de De Puzzel - Honoraires architectes” pour le montant total en plus de € 247.933,89 HTVA ou € 300.000 TVAC, inscrit à l’article 7202/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2025 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2015-S-009/2011-CQPPL-001 – Erelonen architectenbureau – Studie nieuwbouw De Puzzel – Bijkomende schijf – Goedkeuring van aanhangsel 6 (Aanpassing van de erelonen) – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 en 38/19 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober 2011 tot herziening van de beslissing van 26 oktober 2011 betreffende de toekenning van de opdracht "Erelonen architectenbureau – Studie nieuwbouw De Puzzel – Bijkomende schijf" aan T.V. V+ & MSA, Théodore Verhaegenstraat 18 te 1060 Sint-Gillis, voor het bedrag van 414.546,79 € excl. btw of 501.601,62 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 juli 2014 met betrekking tot de vastlegging van de voorwaardelijke schijf voor een bedrag van 556.496,60 € excl. btw, zijnde 673.360,88 € incl. btw;

Overwegende dat het bijzonder bestek 2011-CQPPL-001 in punt I.12 de honoraria van de projectontwerper voor de bouw van de school (voorwaardelijke schijf) bepaalt op basis van een percentage dat gekoppeld is aan het bedrag van de werken;

Overwegende dat de raming van de werken van 5.377.000 € excl. btw door de administratie was aangegeven in het bijzonder bestek 2011-CQPPL-001 op basis van de elementen die op dat ogenblik gekend waren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 september 2019 betreffende de gunning van de opdracht "School De Puzzel: bouw van een nieuwe school (site Divercity)" aan THV BAM Contractors - Galère, Antoon van Osslaan 1 bus 2 te 1120 Neder-Over-Heembeek voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van 9.862.285,83 € excl. btw of 10.454.022,98 €, 6% btw inbegrepen, zijnde 11.499.425,28 €, alle heffingen inbegrepen;

Overwegende dat derhalve moet worden overgegaan tot de aanpassing van de honoraria van de architect in verband met de evolutie van het totaalbedrag van de bouwwerkzaamheden overeenkomstig het bijzonder bestek van de opdracht voor de aanneming van diensten 2011-CQPPL-001 op basis van de offerte van de projectontwerper, d.w.z. een percentage van 11,75% naargelang van het bedrag van de werkzaamheden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 tot goedkeuring van aanhangsel 1 – 'wijzigingsbevel' voor een bijkomend bedrag van 120.309,09 € excl. btw of 145.574 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 juli 2021 tot goedkeuring van aanhangsel 2 – 'wijzigingsbevel' voor een bijkomend bedrag van 206.611,57 € excl. btw of 250.000 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 mei 2023 tot goedkeuring van aanhangsel 3 – 'wijzigingsbevel' voor een bijkomend bedrag van 123.966,94 € excl. btw of 150.000 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 december 2023 tot goedkeuring van aanhangsel 4 – 'wijzigingsbevel' voor een bijkomend bedrag van 44.214 € excl. btw of 53.499,12 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2024 tot goedkeuring van aanhangsel 5 – 'wijzigingsbevel' voor een bijkomend bedrag van 41.322,31 € excl. btw of 50.000 € incl. btw;

Overwegende dat de raming van de erelonen van de projectontwerper met betrekking tot de werkzaamheden ten bedrage van 9.862.285,83 euro excl. btw of 11.499.425,28 euro, alle heffingen inbegrepen, 1.158.818,58 € excl. btw, zijnde 1.402.170,49 € incl. btw bedraagt;

Overwegende dat de raming van de eindverrekening voor de werkzaamheden momenteel 11.437.973,41 € excl. btw of 12.124.251,81 €, alle heffingen inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat de raming van de erelonen met betrekking tot het voorlopig bedrag van de eindverrekening 1.343.961,88 € excl. btw of 1.626.193,87 € incl. btw bedraagt;

Overwegende dat er reeds een bedrag aan erelonen van 1.092.921,39 € excl. btw, zijnde 1.322.434,88 € incl. btw vastgelegd werd;

Overwegende dat het overige bedrag aan erelonen 251.040,49 € excl. btw, zijnde 303.758,99 € incl. btw bedraagt;

Overwegende dat er een bedrag van 300.000 € ingeschreven is op begrotingsartikel 7202/722-60/ 64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025, om een deel van de aanpassing van deze honoraria ten laste te nemen;

Overwegende dat er een aanvullend bedrag zal worden gevraagd bij de opstelling van de begroting 2026;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 6 – 'Aanpassing van de erelonen' van de opdracht "Divercity: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een buurtvoorzieningcomplex in het

kader van een wijkcontract in Vorst. Voorwaardelijke schijf: Studie voor de bouw van De Puzzel – Erelonen architecten" voor een bijkomend totaalbedrag van 247.933,89 € excl. btw of 300.000 € incl. btw, ingeschreven op artikel 7202/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 6 'Aanpassing van de erelonen' van de opdracht "Diversity: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een buurtvoorzieningencomplex in het kader van een wijkcontract in Vorst. Voorwaardelijk gedeelte: Studie voor de bouw van De Puzzel - Erelonen architecten" voor een bijkomend totaalbedrag van 247.933,89 € excl. btw of 300.000 € incl. btw en ingeschreven op artikel 7202/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

33 **Marchés publics – MP-2025-S-017 Bis – Désinsectisation et dératisation – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le marché public « Désinsectisation et dératisation » vient à échéance le 31 décembre 2025 ;

Vu la nécessité de pourvoir à la désinsectisation et dératisation de divers bâtiments, parcs et logements de la Commune de Forest ;

Considérant que ce marché est divisé en :

- * Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;
- * Reconduction 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20,

21% TVAC ;

* Recondution 2 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Recondution 3 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Recondution 1 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Recondution 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Recondution 3 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

Considérant que le montant estimé du Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), s'élève à € 22.080 HTVA ou € 26.716,80, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 6.679,20, 21% TVAC ;

Considérant que le montant estimé du Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), s'élève à € 29.000 HTVA ou € 35.090, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 8.772,50, 21% TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 51.080 HTVA ou € 61.806,80, 21% TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-017 Bis - Désinsectisation et dératisation», pour un montant global estimé, à € 51.080 HTVA ou € 61.806,80, 21% TVAC ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à différents articles des code économiques 124-06 et 125-06 du service ordinaire du budget communal pour les exercices 2026 à 2029

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-017 Bis - Désinsectisation et dératisation»,

le marché étant divisé en:

* Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Recondution 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Recondution 2 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Recondution 3 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Recondution 1 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Recondution 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Recondution 3 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC .

Le montant estimé du Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), s'élevant à € 22.080 HTVA ou € 26.716,80, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 6.679,20, 21% TVAC.

Le montant estimé du Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), s'élève à € 29.000 HTVA ou € 35.090, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 8.772,50, 21% TVAC.

Le montant global estimé de ce marché s'élevant à € 51.080 HTVA ou € 61.806,80, 21% TVAC et il sera proposé au Conseil communal d'inscrire les crédits permettant ces dépenses à différents articles des code économiques 124-06 et 125-06 du service ordinaire du budget communal pour les exercices 2026 à 2029.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-S-017 Bis – Insectenverdelging en rattenbestrijding – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 143.000 € niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat de overheidsopdracht "Insectenverdelging en rattenbestrijding" op 31 december 2025 afloopt;

Gelet op de noodzaak om te zorgen voor insectenverdelging en rattenbestrijding in diverse gebouwen, parken en woningen in de gemeente Vorst;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in:

* Perceel 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de raming van perceel 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen) 22.080 € excl. BTW of 26.716,80 € incl. 21% BTW bedraagt, zijnde een jaarlijkse uitgave van 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de raming van perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen) 29.000 € excl. BTW of 35.090 € incl. 21% BTW bedraagt, zijnde een jaarlijkse uitgave van 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 51.080 € excl. BTW of 61.806,80 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-017 Bis - Insectenverdelging en rattenbestrijding", voor een geraamd totaalbedrag van 51.080 € excl. BTW of 61.806,80 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de gemeenteraad tot inschrijving op verschillende artikelen met economische code 124-06 en 125-06 van de gewone dienst van de gemeentebegroting voor de dienstjaren 2026 tot 2029

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-017 Bis - Insectenverdelging en rattenbestrijding", waarbij de opdracht opgedeeld is in:

* Perceel 1 (Insectenverdelging in verschillende gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 € excl. BTW of 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 € excl. BTW of 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

De raming van perceel 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen) bedraagt 22.080 € excl. BTW of 26.716,80 € incl. 21% BTW, zijnde een jaarlijkse uitgave van 6.679,20 €, 21% BTW inbegrepen;

De raming van perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen) bedraagt 29.000 € excl. BTW of 35.090 € incl. 21% BTW, zijnde een jaarlijkse uitgave van 8.772,50 €, 21% BTW inbegrepen;

Het geraamde totaalbedrag van deze opdracht bedraagt 51.080 € excl. BTW of 61.806,80 € incl. 21% BTW en aan de Gemeenteraad zal worden voorgesteld de kredieten voor deze uitgaven in te schrijven op verschillende artikelen met economische code 124-06 en 125-06 van de gewone dienst van de gemeentebegroting voor de dienstjaren 2026 tot 2029.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

34 **Marchés publics – MP-2025-S-019 - Mission d'inventaire et de suivi d'amiante dans les bâtiments communaux (2026-2028) – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l'article 234 §3 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève 30.000 € TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché, soit un montant annuel de 10.000 € TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les crédits nécessaires à ces dépenses feront l'objet d'une proposition au Conseil communal de leur inscription à l'article budgétaire 138/122-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027 et 2028 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-019 – Mission d'inventaire et de suivi d'amiante dans les bâtiments communaux (2026-2028)», pour un montant estimé s'élevant à 30.000 € TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché, soit un montant annuel de 10.000 € TVA et révision des prix comprises et de proposer au Conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à ces dépenses à l'article budgétaire 138/122-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027 et 2028

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-019 – Mission d'inventaire et de suivi d'amiante dans les bâtiments communaux (2026-2028)», pour un montant estimé s'élevant à 30.000 € TVA et révision des prix comprises pour les 3 années du marché, soit un montant annuel de 10.000 € TVA et révision des prix comprises et de proposer au Conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à ces dépenses à l'article budgétaire 138/122-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027 et 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-S-019 – Inventarisering en opvolging van het asbest in de gemeentebouwen (2026-2028) – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 30.000 euro btw en prijsherziening inbegrepen, voor de 3 jaar van de opdracht, zijnde een jaarlijks bedrag van 10.000 euro btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om ze in te schrijven op begrotingsartikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026, 2027 en 2028;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om te

kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-S-019 – Inventarisering en opvolging van het asbest in de gemeentebouwen (2026-2028)” voor een geraamd bedrag van 30.000 euro btw en prijsherziening inbegrepen, voor de 3 jaar van de opdracht, zijnde een jaarlijkse bedrag van 10.000 euro btw en prijsherziening inbegrepen, en aan de Gemeenteraad voor te stellen de nodige kredieten voor deze uitgaven in te schrijven op begrotingsartikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026, 2027 en 2028

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-S-019 – Inventarisering en opvolging van het asbest in de gemeentebouwen (2026-2028)” voor een geraamd bedrag van 30.000 euro btw en prijsherziening inbegrepen, voor de 3 jaar van de opdracht, zijnde een jaarlijkse uitgave van 10.000 euro btw en prijsherziening inbegrepen, en aan de Gemeenteraad voor te stellen de nodige kredieten voor deze uitgaven in te schrijven op begrotingsartikel 138/122-02/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026, 2027 en 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

35 **Marchés publics – MP-2025-S-030 bis – Hôtel Communal: maintenance alarme intrusion – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que, faute d'offres reçues dans le cadre du marché N° MP-2025-S-030, il est nécessaire de relancer le marché relatif à la maintenance de l'alarme intrusion de l'Hôtel Communal ;

Considérant que la remise en service et la maintenance d'un dispositif d'alarme intrusion de l'Hôtel Communal sont indispensables ;

Considérant les raisons de sécurité et de protection du site de l'Hôtel Communal ;

Considérant que ce marché est divisé en :

- Marché de base (Hôtel Communal: maintenance alarme intrusion), estimé à € 8.000 HTVA ou € 9.680, 21% TVAC ;
- Reconduction 1 (Hôtel Communal: maintenance alarme intrusion), estimé à € 8.000 HTVA ou € 9.680, 21% TVAC ;
- Reconduction 2 (Hôtel Communal: maintenance alarme intrusion), estimé à € 8.000 HTVA ou € 9.680, 21% TVAC ;
- Reconduction 3 (Hôtel Communal: maintenance alarme intrusion), estimé à € 8.000 HTVA ou € 9.680, 21% TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 32.000 HTVA ou € 38.720, 21% TVAC pour les 4 années soit une dépense annuelle de € 8.000 HTVA ou € 9.680, 21% TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-030 bis - Hôtel Communal: maintenance alarme intrusion», pour un montant global estimé à € 32.000 HTVA ou € 38.720, 21% TVAC pour les 4 années soit une dépense annuelle de € 8.000 HTVA ou € 9.680, 21% TVAC ;

Considérant que le crédit nécessaire à cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 104/125-06 /03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que les crédits nécessaires à cette dépense feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à l'article budgétaire 104/125-06 /03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027, 2028

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-030 bis - Hôtel Communal: maintenance alarme intrusion», pour un montant global estimé, à € 32.000 HTVA ou € 38.720, 21% TVAC pour les 4 années soit une dépense annuelle de € 8.000 HTVA ou € 9.680, 21% TVAC, d'inscrire la dépense de € 9.680 à l'article budgétaire 104/125-06 /03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2025 et de proposer au conseil communal l'inscription des crédits nécessaires à l'article budgétaire 104/125-06 /03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027, 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-S-030 bis – Gemeentehuis: onderhoud inbraakalarm – Goedkeuring voorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 € niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat, bij gebrek aan ontvangen offertes in het kader van opdracht nr. MP-2025-S-030, het noodzakelijk is om de opdracht met betrekking tot het onderhoud van het inbraakalarm van het gemeentehuis opnieuw uit te schrijven;

Overwegende dat het inbraakalarm in het gemeentehuis opnieuw in gebruik moet worden genomen en onderhouden;

Overwegende de nood aan beveiliging en bescherming van het gemeentehuis;

Overwegende dat de opdracht is opgedeeld in:

Basisopdracht (Gemeentehuis: onderhoud inbraakalarm), geraamd op 8.000 € excl. btw of 9.680 €, 21% btw inbegrepen;

- Verlenging 1 (Gemeentehuis: onderhoud inbraakalarm), geraamd op 8.000 € excl. btw of 9.680 €, 21% btw inbegrepen;
- Verlenging 2 (Gemeentehuis: onderhoud inbraakalarm), geraamd op 8.000 € excl. btw of 9.680 €, 21% btw inbegrepen;
- Verlenging 3 (Gemeentehuis: onderhoud inbraakalarm), geraamd op 8.000 € excl. btw of 9.680 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 32.000 € excl. btw of 38.720 €, 21% btw inbegrepen voor de 4 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van 8.000 € excl. btw of 9.680 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 oktober 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-030 bis – Gemeentehuis: onderhoud inbraakalarm", voor een geraamd totaalbedrag van 32.000 € excl. btw of 38.720 €, 21% btw inbegrepen voor de 4 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van 8.000 € excl. btw of 9.680 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 104/125-06 /03 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor deze uitgave het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de gemeenteraad om ze in te schrijven op begrotingsartikel 104/125-06 /03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026, 2027 en 2028

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 oktober 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-030 bis – Gemeentehuis: onderhoud inbraakalarm", voor een geraamd totaalbedrag van 32.000 € excl. btw of 38.720 €, 21% btw inbegrepen voor de 4 jaren, zijnde een jaarlijkse uitgave van 8.000 € excl. btw of 9.680 €, 21% btw inbegrepen, en de uitgave van 9.680 € op te nemen in begrotingsartikel 104/125-06/03 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025 en de gemeenteraad voor te stellen de noodzakelijke kredieten op te nemen in begrotingsartikel 104/125-06 /03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2026, 2027 en 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

36 **Marchés publics – MP-2025-T-035bis – Travaux divers et importants à la conciergerie du centre technique – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 § 3 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant les problèmes conséquents d'humidité constatés dans la conciergerie du centre technique et la nécessité d'y remédier en s'attaquant aux multiples sources du problème : ventilation, humidité ascensionnelle et isolation de la toiture ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 112.697.21 HTVA, soit € 136.363,63, 21% TVAC ou € 150.000 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 138/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-035bis – Travaux divers et importants à la conciergerie du centre technique», le montant estimé s'élevant à € 112.697.21 HTVA, soit € 136.363,63, 21% TVAC ou € 150.000 TVA et révision des prix comprises, inscrit à l'article 138/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-035bis – Travaux divers et importants à la conciergerie du centre technique», le montant estimé s'élevant à € 112.697.21 HTVA, soit € 136.363,63, 21% TVAC ou € 150.000 TVA et révision des prix comprises, inscrit à l'article 138/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-035bis – Diverse grote werken aan de conciërgewoning van het technisch centrum – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende de aanzienlijke vochtproblemen die werden vastgesteld in de conciërgewoning van het technisch centrum en de noodzaak om de verschillende oorzaken van het probleem aan te pakken: ventilatie, opstijgend vocht en isolatie van het dak;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 112.697,21 € excl. btw, zijnde 136.363,63 € incl. btw of 150.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 138/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-T-035bis – Diverse grote werken aan de conciërgewoning van het technisch centrum”, voor een geraamd bedrag van 112.697,21 € excl. btw, zijnde 136.363,63 € 21% btw inbegrepen of 150.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 138/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-T-035bis – Diverse grote werken aan de conciërgewoning van het technisch centrum”, voor een geraamd bedrag van 112.697,21 € excl. btw, zijnde 136.363,63 € 21% btw inbegrepen of 150.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 138/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

37 **Marchés publics – MP-2025-T-036 – Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales – Phase 2 – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de euros 143.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que, faute d’offres reçues dans le cadre du marché N° MP-2025-S-030, il est nécessaire de relancer le marché relatif à la maintenance de l’alarme intrusion de l’Hôtel Communal:

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à euros 90.157,78 HTVA ou euros 109.090,91, 21% TVAC, soit euros 120.000 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 877/725-60/91 du budget extraordinaire de l’exercice 2025 (report 2023-2024) ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-036 – Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 2», pour un montant global estimé à € 90.157,78 HTVA ou € 109.090,91, 21% TVAC, soit € 120.000 TVA et révision des prix comprises, le crédit permettant cette dépense étant inscrit à l’article 877/725-60/91 du budget extraordinaire de l’exercice 2025 (report 2023-2024) et financer la dépense par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-036 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 2», pour un montant global estimé à € 90.157,78 HTVA ou € 109.090,91, 21% TVAC, soit € 120.000 TVA et révision des prix comprises, le crédit permettant cette dépense étant inscrit à l’article 877/725-60/91 du budget extraordinaire de l’exercice 2025 (report 2023-2024) et financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-036 – Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater – Fase 2 – Goedkeuring voorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat, bij gebrek aan ontvangen offertes in het kader van opdracht nr. MP-2025-S-030, het noodzakelijk is om de opdracht met betrekking tot het onderhoud van het inbraakalarm van het gemeentehuis opnieuw uit te schrijven;

Overwegende dat het bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 90.157,78 euro excl. btw of 109.090,91 euro, 21% btw inbegrepen, zijnde 120.000 euro, btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 (overdracht 2023-2024);

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-036 – Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater – Fase 2", voor een totaalbedrag geraamd op 90.157,78 euro excl. btw of 109.090,91 euro, 21% btw inbegrepen, zijnde 120.000 euro, btw en prijsherziening inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 (overdracht 2023-2024) en de uitgave gefinancierd wordt door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-036 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater – Fase 2", voor een totaalbedrag geraamd op 90.157,78 euro excl. btw of 109.090,91 euro, 21% btw inbegrepen, zijnde 120.000 euro, btw en prijsherziening inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 (overdracht 2023-2024) en de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

38 **Marchés publics – MP-2025-T-040- Hôtel communal : réalisation d’un entretien lourd des menuiseries métalliques et des ferronneries – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de euros 143.000) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que les menuiseries métalliques de l'Hôtel communal de Forest ont été restaurés entre 2014 et 2016 ;

Considérant qu'il s'agit d'ouvrages nécessitant un entretien ;

Considérant que l'administration communale n'a pu occuper les lieux qu'à partir de juillet 2024 ;

Considérant qu'aucun entretien n'a été effectué depuis 2016 ;

Considérant que certains défauts n'ont pu être détectés que lors de l'utilisation régulière des menuiseries métalliques et des ferronneries, c'est-à-dire depuis le mois de juillet 2024 ;

Considérant que certains châssis et portes extérieures présentent des problèmes (ils ne s'ouvrent pas, ne ferment pas bien) ;

Considérant qu'un de châssis de la verrière de la salle des guichets a subi des dégâts, sans que l'origine du problème soit connue ;

Considérant qu'à défaut d'un produit d'entretien adéquat l'état des ferronneries intérieures s'est dégradé ;

Considérant qu'il est urgent de réaliser des travaux d'entretien lourd sur ces ouvrages ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

- Tranche ferme : état sanitaire et travaux urgents (€ 43.262 HTVA ou € 52.347, 21% TVAC) ;
- Tranche conditionnelle 1 : autres travaux (€ 39.382,64 HTVA ou € 47.653 21% TVAC) ;

Considérant que le montant estimé total de ce marché s'élève à € 82.644,64 HTVA ou € 100.000, 21% TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant la dépense liée à la tranche ferme est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 104/724-60/64 et sera financé par un emprunt ;

Considérant que le crédit permettant la dépense liée à la tranche conditionnelle fera l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription au budget extraordinaire de l'exercice 2026, article 104/724-60/64 et sera financé par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 27 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-040 - Hôtel communal : réalisation d'un entretien lourd des menuiseries métalliques et des ferronneries», le montant estimé s'élevant à

- Tranche ferme : état sanitaire et travaux urgents (€ 43.262 HTVA ou € 52.347, 21% TVAC) inscrit à l'article 104/724-60/64 du budget extraordinaire de l'exercice 2025 et financé par un emprunt ;
- Tranche conditionnelle 1 : autres travaux (€ 39.382,64 HTVA ou € 47.653 21% TVAC) fera l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription au budget extraordinaire de l'exercice 2026, article 104/724-60/64 et sera financé par un emprunt ;

soit à un total de € 82.644,64 HTVA ou € 100.000, 21% TVAC

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 27 novembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-040 - Hôtel communal : réalisation d'un entretien lourd des menuiseries métalliques et des ferronneries», le montant estimé s'élevant à

- Tranche ferme : état sanitaire et travaux urgents (€ 43.262 HTVA ou € 52.347, 21% TVAC) inscrit à l'article 104/724-60/64 du budget extraordinaire de l'exercice 2025 et financé par un emprunt ;
- Tranche conditionnelle 1 : autres travaux (€ 39.382,64 HTVA ou € 47.653 21% TVAC) fera l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription au budget extraordinaire de l'exercice 2026, article 104/724-60/64 et sera financé par un emprunt ;

soit à un total de € 82.644,64 HTVA ou € 100.000, 21% TVAC.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-040 – Gemeentehuis: grondig onderhoud van het metaalschrijnwerk en ijzerwerk – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 euro niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels

van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het metaalschrijnwerk van het Gemeentehuis van Vorst tussen 2014 en 2016 werd gerestaureerd;

Overwegende dat het om constructies gaat die onderhoud vergen;

Overwegende dat het gemeentebestuur de lokalen pas vanaf juli 2024 in gebruik kon nemen;

Overwegende dat er sinds 2016 geen onderhoud meer is uitgevoerd;

Overwegende dat bepaalde gebreken pas konden worden vastgesteld bij regelmatig gebruik van het metaalschrijnwerk en ijzerwerk, sinds juli 2024;

Overwegende dat bepaalde buitendeuren en kozijnen problemen vertonen (ze gaan niet open of sluiten niet goed);

Overwegende dat een kozijn van het glaswerk van de lokettenzaal schade heeft opgelopen, zonder dat de oorzaak van het probleem bekend is;

Overwegende dat bij gebrek aan een geschikt onderhoudsproduct de staat van het binnenbeslag is verslechterd;

Overwegende dat deze elementen dringend onderhouden moeten worden;

Overwegende dat deze opdracht opgesplitst is:

- Vast gedeelte: sanitair en dringende werkzaamheden (43.262 euro excl. btw of 52.347 euro incl. 21% btw);
- Voorwaardelijk gedeelte 1: andere werkzaamheden (39.382,64 euro excl. btw of 47.653 euro incl. 21% btw);

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 82.644,64 euro excl. btw of 100.000 euro, incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot het vaste gedeelte opgenomen is in de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2025, artikel 104/724-60/64 en gefinancierd wordt door een lening;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot het voorwaardelijke gedeelte het voorwerp zal uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad voor inschrijving in de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2026, artikel 104/724-60/64 en gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-040 – Gemeentehuis: grondig onderhoud van het metaalschrijnwerk en ijzerwerk", voor een geraamd bedrag:

- Vast gedeelte: sanitair en dringende werkzaamheden (43.262 euro excl. btw of 52.347 euro incl. 21% btw) ingeschreven op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2025 en gefinancierd door een lening;
- Voorwaardelijk gedeelte 1: andere werkzaamheden (39.382,64 euro excl. btw of 47.653 euro incl. 21% btw) en het voorwerp zal uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad voor inschrijving in de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2026, artikel 104/724-60/64 en gefinancierd wordt door een lening;

zijnde een totaal van 82.644,64 euro excl. btw of 100.000 euro incl. 21% btw

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 november 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-040 – Gemeentehuis: grondig onderhoud van het metaalschrijnwerk en ijzerwerk", voor een geraamd bedrag:

- Vast gedeelte: sanitair en dringende werkzaamheden (43.262 euro excl. btw of 52.347 euro incl. 21% btw) ingeschreven op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2025 en gefinancierd door een lening;
- Voorwaardelijk gedeelte 1: andere werkzaamheden (39.382,64 euro excl. btw of 47.653 euro incl. 21% btw) het voorwerp zal uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad voor inschrijving in de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2026, artikel 104/724-60/64 en gefinancierd wordt door een lening;

zijnde een totaal van 82.644,64 euro excl. btw of 100.000 euro incl. 21% btw .

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

39 **Marchés publics – MP-2025-T-042- Interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'un terrain en gazon synthétique nécessite des interventions bien spécifiques pour une meilleure tenue dans le temps et également une excellente performance pour le jeu ; qu' il est donc important d'adopter une stratégie poussée d'entretien ;

Considérant que cet entretien nécessite un savoir-faire ainsi qu'un matériel professionnel et spécial adéquat, et ce, afin d'améliorer les conditions de sécurité et de jeu ;

Considérant que cette intervention sera réalisée par une firme spécialisée dans le domaine des entretiens des terrains de sports en gazon synthétique, afin de garantir un meilleur résultat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 37.190,08 HTVA ou € 45.000, 21%

TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-042 – Interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt», le montant estimé s'élevant à € 37.190,08 HTVA ou € 45.000, 21% TVAC, inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-042 – Interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt», le montant estimé s'élevant à € 37.190,08 HTVA ou € 45.000, 21% TVAC, inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-042 – Zware interventies aan de kunstgrasvelden in de Bempt – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat een kunstgrasveld zeer specifieke interventies vereist om ervoor te zorgen dat het langer meegaat en uitstekend presteert voor het spel; dat het daarom belangrijk is een doorgedreven onderhoudsstrategie te volgen;

Overwegende dat voor dit onderhoud zowel knowhow als geschikt professioneel en speciaal materiaal vereist is om de veiligheids- en spelomstandigheden te verbeteren;

Overwegende dat deze interventie zal worden uitgevoerd door een firma die gespecialiseerd is in het onderhoud van sportterreinen met kunstgras, om een beter resultaat te garanderen;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 37.190,08 € excl. btw of 45.000 €, incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder

voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-T-042 – Zware interventies aan de kunstgrasvelden in de Bempt”, voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000 € 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2025-T-042 – Zware interventies aan de kunstgrasvelden in de Bempt”, voor een geraamd bedrag van 37.190,08 euro excl. btw of 45.000 euro 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

40 **Marchés publics – MP-2025-T-043 – Interventions lourdes sur les aires de jeux communales – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de euros 143.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser des interventions lourdes sur les aires de jeux afin d'augmenter la durée de vie, la qualité des revêtements de sol ainsi que la conformité des modules de jeux ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à ces travaux sur toutes les aires jeux communales, via une entreprise spécialisée, en vertu des normes en vigueur en la matière ;

Considérant que ces interventions comprennent la réparation, le remplacement des éléments de jeux usés, le nettoyage et le regarnissage des zones de chutes en sable et en copeaux, le décompactage, la dépollution et la réparation des sols en gazon synthétique et EPDM, les réparation et remplacements des clôtures, des portails, des bancs, la fourniture et le placement des panneaux signalétiques et d'autres interventions qui seraient nécessaires;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 70.250 HTVA ou € 85.000, 21% TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-043 – Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», le montant estimé s'élevant à € 70.250 HTVA ou € 85.000, 21% TVAC, inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 décembre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-T-043 – Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», le montant estimé s'élevant à € 70.250 HTVA ou € 85.000, 21% TVAC, inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-043 – Zware interventies aan de gemeentelijke speeltuinen – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat er ingrijpende werkzaamheden aan de speeltuinen moeten worden uitgevoerd om de levensduur en de kwaliteit van de grondbedekking te verlengen en de speelmodules aan de normen te doen beantwoorden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om deze werkzaamheden op alle gemeentelijke speeltuinen te laten uitvoeren door een gespecialiseerd bedrijf, overeenkomstig de geldende normen ter zake;

Overwegende dat de werkzaamheden bestaan in de herstelling, de vervanging van versleten speelelementen, de schoonmaak en het opnieuw bedekken van valzones met zand en snippers, het decompacteren, schoonmaken en herstellen van kunstgras en EPDM-vloeren, herstelling en vervanging van omheiningen, poortjes en zitbanken, en de levering en installatie van bewegwijzering en andere ingrepen die noodzakelijk zouden zijn;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 70.250 euro excl. btw of 85.000 euro 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 761/721-60 - /64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-043 – Zware interventies aan de gemeentelijke speeltuinen", voor een geraamd bedrag van 70.250 euro excl. btw of 85.000 euro 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 en gefinancierd door een lening

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 december 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-043 – Zware interventies aan de gemeentelijke speeltuinen", voor een geraamd bedrag van 70.250 euro excl. btw of 85.000 euro 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Sports - Sport

41 Sports – Décapage du sol de la grande salle du Hall Van Volxem – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le revêtement actuel de la grande salle du Hall van Volxem est devenu glissant à l'usage malgré les entretiens réguliers ;

Considérant que son état actuel représente un risque réel de chute pour les usagers et que les accidents de glissade peuvent entraîner des entorses, des fractures et/ou d'autres traumatismes ;

Considérant qu'un décapage permettrait de rétablir l'adhérence initiale du sol et donc de garantir des conditions d'utilisation optimales pour les usagers ;

Considérant qu'un décapage permet d'éviter un remplacement prématuré du sol, opération beaucoup plus coûteuse, constituant en cela une économie substantielle à moyen terme ;

Considérant que les travaux devront être réalisés entre le 13 juillet et le 16 août 2026 (dates de fermeture annuelle de l'infrastructure sportive) et que le Hall van Volxem devra être pleinement accessible aux usagers à dater du lundi 17 août 2026, date de fin de trêve estivale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 novembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Décapage du sol de la grande salle du Hall Van Volxem » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant initialement estimé à 28.950 euros HTVA ou 35.029,50 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/724-60/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 novembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Décapage du sol de la grande salle du Hall Van Volxem » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé de 28.950 euros HTVA ou 35.029,50 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/724-60/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Sport – Decaperen van de vloer in de grote zaal van sporthal Van Volxem – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten

waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de vloerbedekking van de grote zaal van sporthal Van Volxem ondanks regelmatig onderhoud glad is geworden door gebruik;

Overwegende dat de huidige toestand een reëel risico op vallen voor de gebruikers vormt en dat uitglijden kan leiden tot verstuingen, breuken en/of andere verwondingen;

Overwegende dat door het decaperen van de vloer de oorspronkelijke grip kan worden hersteld en dus optimale gebruiksomstandigheden voor de gebruikers kunnen worden gegarandeerd;

Overwegende dat de behandeling van de vloer een vroegtijdige vervanging van de vloer, een veel duurdere operatie, kan voorkomen, wat op middellange termijn een aanzienlijke besparing oplevert;

Overwegende dat de werkzaamheden moeten worden uitgevoerd tussen 13 juli en 16 augustus 2026 (jaarlijkse sluiting van de sportinfrastructuur) en dat sporthal Van Volxem vanaf maandag 17 augustus (einde van de zomerstop) volledig toegankelijk moet zijn voor de gebruikers;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Decaperen van de vloer in de grote zaal van sporthal Van Volxem ” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 28.950 euro excl. btw of 35.029,50 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 764/724-60/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Decaperen van de vloer in de grote zaal van sporthal Van Volxem ” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 28.950 euro excl. btw of 35.029,50 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 764/724-60/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

42 Mobilité - Convention relative à l'adhésion au Green Deal Logistique Urbaine - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que le processus d'élaboration du Plan d'Action Climat a permis d'établir des actions prioritaires afin d'arriver à la neutralité carbone d'ici 2050 et également à assurer l'exemplarité des pouvoirs publics ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises et la mise en œuvre d'un transfert modal, c'est-à-dire *la diminution de la part de l'autosolisme au profit des modes de déplacement s'intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l'environnement, tels que la marche à pied, le vélo, les transports en commun privé ou public et le covoiturage* ;

Considérant que la Région a lancé en avril 2023 le Green Deal Logistique Urbaine, une alliance public-privé visant à accélérer la transition du secteur de la logistique vers une mobilité moins polluante ;

Considérant que le Green Deal Logistique Urbaine lance son deuxième cycle en 2025 ;

Considérant que Green Deal Logistique Urbaine permet de mettre en évidence deux engagements, des actions concrètes que l'administration communale vise de réaliser dans les deux ans ;

Considérant que la commune de Forest s'engagerait notamment à :

1. Rationaliser la flotte des véhicules de service en remplaçant 4 véhicules motorisés par d'autres moyens de transport (vélos, vélos cargos, voitures partagées, véhicules de service mutualisés...) ;
2. Tester l'introduction du critère « Échelle de Performance CO2 » pour des soumissionnaires sélectionnés dans le cadre des marchés publiques de l'administration communale ;

Considérant que Green Deal Logistique Urbaine permet de faire partie d'un réseau d'acteurs ;

Considérant que la convention du Green Deal Logistique Urbaine avec Bruxelles Environnement et le document récapitulatif des engagements sont joints au dossier

DECIDE :

D'approuver l'adhésion de la commune au Green Deal Logistique Urbaine (en annexe) ;

D'approuver les 2 actions qui seront proposées et reprises dans la charte :

1. Rationaliser la flotte des véhicules de service en remplaçant 4 véhicules motorisés par d'autres moyens de transport (vélos, vélos cargos, voitures partagées, véhicules de service mutualisés, ...) ;
2. Tester l'introduction du critère « Échelle de Performance CO2 » pour des soumissionnaires sélectionnés dans le cadre des marchés publiques de l'administration communale ;

De charger le Collège des bourgmestre et échevins de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Mobiliteit - Overeenkomst inzake de toetreding tot de Green Deal Stadslogistiek - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het opstellen van het Klimaatactieplan het mogelijk heeft gemaakt prioritaire acties vast te stellen om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken en ook om het voorbeeldige karakter van de overheid te waarborgen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen en de uitvoering van een modal shift, d.w.z. *de vermindering van het aandeel van het autosolisme ten voordele van de vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijker zijn, zoals het te voet gaan, het fietsen, het gebruik van openbaar of privaat collectief vervoer en het carpoolen*;

Overwegende dat het Gewest in april 2023 de Green Deal Stadslogistiek heeft gelanceerd, een publiek-privaat samenwerkingsverband dat tot doel heeft de transitie van de logistieke sector naar een minder vervuilende mobiliteit te versnellen;

Overwegende dat de Green Deal Stadlogistiek in 2025 aan zijn tweede cyclus begint;

Overwegende dat de Green Deal Stadslogistiek toelaat om twee engagementen te belichten, concrete acties die het gemeentebestuur binnen twee jaar wil realiseren;

Overwegende dat de gemeente Vorst zich ertoe verbindt:

1. Het dienstwagenpark te rationaliseren, door 4 motorvoertuigen te vervangen door andere vervoersmiddelen (fietsen, bakfietsen, deelauto's, gedeelde dienstvoertuigen, ...);
2. De invoering van het criterium "CO₂-prestatieschaal" te testen voor de geselecteerde inschrijvers in het kader van overheidsopdrachten van het gemeentebestuur.

Overwegende dat de Green Deal Stadslogistiek toelaat om deel uit te maken van een netwerk van actoren;

Overwegende dat de overeenkomst van de Green Deal Stadslogistiek met Leefmilieu Brussel en een document dat de engagementen bundelt, bij het dossier zijn gevoegd;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de deelname van de gemeente aan de Green Deal Stadslogistiek (als bijlage);

Goedkeuring te verlenen aan de voorgestelde 2 acties, opgenomen in het charter:

1. Het dienstwagenpark te rationaliseren, door 4 motorvoertuigen te vervangen door andere vervoersmiddelen (fietsen, bakfietsen, deelauto's, gedeelde dienstvoertuigen, ...);
2. De invoering van het criterium "CO₂-prestatieschaal" te testen voor de geselecteerde inschrijvers in het kader van overheidsopdrachten van het gemeentebestuur;

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

43 Personnel – Règlement d'Ordre Intérieur de l'hôtel communal – Approbation. (Confidentiel)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 145 §1 ;

Considérant la nécessité d'établir un ROI de l'hôtel communal ;

Vu le protocole d'accord n° 518, intervenu en date du 16 décembre 2025, entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

Considérant que cet accord, de la part des organisations syndicales représentatives, a été convenu moyennant une modification à l'article 39 du projet soumis par l'autorité : « *en cas d'infraction aux règles d'accès, d'alarme ou de vidéosurveillance visées aux points 1 et 2 : la suspension ou le retrait des droits concernés* » ;

DECIDE,

D'approuver le ROI de l'hôtel communal :

"RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR – HÔTEL COMMUNAL DE FOREST

TITRE I – Dispositions générales

Article 1 – Objet

Article 2 – Champ d'application

Article 3 – Autorité compétente

Article 4 – Principes généraux

Article 5 – Définitions

Article 6 – Adresse et horaires d'ouverture

TITRE II – Dispositions applicables aux travailleurs et mandataires politiques

Article 7 – Obligations générales

Article 8 – Accès et présence

Article 9 – Utilisation des équipements et espaces communs

Article 10 – Sécurité et prévention

TITRE III – Dispositions applicables aux visiteurs, organisateurs et prestataires externes

Article 11 – Accueil et enregistrement

Article 12 – Règles d'accès aux différentes zones du bâtiment

Article 13 – Règles de sécurité et d'évacuation

Article 14 – Règles spécifiques pour les organisateurs et prestataires externes

TITRE IV – Dispositions relatives aux accès au bâtiment

Article 15 – Objet

Article 16 – Responsabilités liées à la gestion des accès

Article 17 – Modalités d'accès

Article 18 – Horaires d'accès

Article 19 – Accès complet et illimité

Article 20 – Obligations hors horaires d'accès et alarme intrusion

Article 21 – Registre et protection des données

TITRE V – Dispositions relatives à la vidéosurveillance

Article 22 – Définitions spécifiques

Article 23 – Finalités du traitement des images

Article 24 – Localisation des caméras de surveillance

Article 25 – Catégories de personnes concernées

Article 26 – Données collectées et modalités de traitement

Article 27 – Gestion, conservation et sécurité des images

Article 28 – Accès aux images par les personnes habilitées

Article 29 – Accès exceptionnel pour le Concierge

Article 30 – Droits des personnes filmées

Article 31 – Communication des images aux autorités et organismes compétents

Article 32 – Mesures techniques et organisationnelles de sécurité

Article 33 – Signalisation et information du public

TITRE VI – Registres, accès aux données, conservation et dispositions finales

Article 34 – Gestion des registres

Article 35 – Registre des accès au bâtiment

Article 36 – Registre des consultations de vidéosurveillance

Article 37 – Accès aux données et images

Article 38 – Conservation et protection

Article 39 – Sanctions

TITRE I – Dispositions générales

Article 1 – Objet

Le présent Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) établit les règles et procédures applicables au sein de l'Hôtel communal de Forest afin de :

Garantir la sécurité des personnes, des biens et des données ;

Assurer la continuité et la qualité du service public ;

Définir les droits et obligations des employés, visiteurs, organisateurs et prestataires externes utilisant le bâtiment ;
Organiser l'accès, l'utilisation et la surveillance des locaux et équipements.

Article 2 – Champ d'application

Le ROI s'applique à :

L'ensemble des agents communaux (tant statutaires, contractuels, stagiaires, bénévoles, consultants externes etc) exerçant leurs fonctions dans l'Hôtel communal ou étant appelés à se rendre à l'Hôtel communal ;

Les membres des organes politiques : le Bourgmestre, les Échevins ainsi que les Conseillers communaux lorsqu'ils sont présents dans le cadre de leur mandat ;

Les visiteurs : toute personne n'ayant pas de lien contractuel, statutaire ou de mandat avec la Commune, se rendant dans le bâtiment pour obtenir un service communal, assister à une réunion ou participer à une activité autorisée.

Les organisateurs d'événement externes : toute personne ou entité externe autorisée par la Commune à utiliser l'Hôtel communal pour accueillir un public dans le cadre d'une activité, réunion ou manifestation.

Les prestataires externes : toute organisation externe, association ou entreprise, ainsi que leurs travailleurs, autorisés à intervenir dans l'Hôtel communal pour réaliser des travaux, fournir des services ou effectuer des interventions techniques.

Article 3 – Autorité compétente

Le Collège des Bourgmestre et Échevins est responsable de l'application et du respect du présent ROI.

Article 4 – Principes généraux

Les principes suivants s'appliquent à toute personne présente dans l'Hôtel communal :

Adopter un comportement respectueux envers le personnel, les usagers et les visiteurs.

Préserver l'intégrité des lieux et signaler tout incident au personnel compétent.

Respecter les consignes générales de sécurité et d'urgence applicables dans l'Hôtel communal, telles qu'affichées aux points stratégiques.

Se conformer aux instructions du personnel communal et des responsables de la sécurité, en particulier lors des situations d'urgence.

Avoir pris connaissance des modalités d'accès, des dispositifs de vidéoprotection et des registres tenus à cet effet, ainsi que des procédures permettant d'obtenir des informations complémentaires ou d'introduire une réclamation auprès des services compétents (Voir **Titres V et VI**).

Les obligations spécifiques applicables aux travailleurs, visiteurs et prestataires sont définies aux **Titres II et III**.

Le présent ROI s'applique sans préjudice des autres cadres réglementaires ou contractuels en vigueur (par exemple : règlement de travail, contrat de mise à disposition, contrat avec un prestataire externe), qui conservent leur pleine application et prévalent en cas de dispositions contradictoires.

Article 5 – Définitions

Aux fins du présent ROI, on entend par :

Collège des Bourgmestre et Échevins : organe exécutif de la Commune de Forest.

Secrétaire communale : fonctionnaire dirigeant l'administration communale.

Responsable de la police administrative : agent ou autorité communale chargé(e) de la coordination des missions relatives à l'ordre public, à la sécurité et à l'application des réglementations locales.

Coordinateur de planification d'urgence : personne de référence pour la planification d'urgence et la coordination stratégique des situations d'urgence de la Commune.

Concierge : agent communal chargé de la gestion quotidienne de l'Hôtel communal, de la logistique et du contrôle d'accès.

SIPP : Service Interne de Prévention et de Protection au Travail.

DPO : Délégué à la Protection des Données.

Responsable du traitement : autorité ou personne définie par la Commune, responsable de la détermination des finalités et des moyens des traitements de données (accès, vidéosurveillance).

Heures d'ouverture au public : plages horaires fixées par le Collège pour l'accueil des citoyens.

Horaires de travail : plages horaires contractuelles des travailleurs communaux.

Article 6 – Adresse et horaires d'ouverture

L'Hôtel communal de Forest est situé **Rue du Curé 2, 1190 Bruxelles (Forest)**. L'Hôtel communal est équipé d'aménagements garantissant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR).

L'accès au bâtiment est organisé comme suit :

Heures d'ouverture au public : L'accès au bâtiment est autorisé durant les heures d'ouverture au public fixées par le Collège communal. Les horaires en vigueur sont publiés sur le site internet communal : www.forest.brussels. Pour toute information : contact@forest.brussels.

Horaire de travail : accès possible au minimum les jours ouvrables de 6h15 à 19h30. Des régimes d'accès élargis peuvent s'appliquer selon les fonctions, tels que définis au **Titre IV** du présent règlement.

Accès pour tout autre visiteur, organisateur ou prestataire externe :

soit passage par l'accueil, accessible uniquement pendant les heures d'ouverture au public ;
soit sous la responsabilité d'un travailleur ou mandataire politique.

Ces dispositions ne modifient pas les horaires spécifiques éventuellement applicables à certains services ou événements organisés dans l'Hôtel communal.

TITRE II – Dispositions applicables aux travailleurs et mandataires politiques

Article 7 – Obligations générales

Outre les principes généraux de l'article 4, ainsi que des obligations prévues par leur contrat ou statut, les travailleurs sont tenus :

De participer aux formations et exercices de sécurité.

De respecter les procédures internes propres à leur service.

De veiller à la bonne utilisation du matériel mis à leur disposition.

De garantir la fermeture des fenêtres et des locaux à leur départ.

Article 8 – Accès et présence

Un régime d'accès et les outils d'accès associés (clés, empreinte digitale, application mobile...) sont octroyés aux travailleurs et aux mandataires politiques selon leurs fonctions, leurs besoins et les exigences de sécurité. (Voir **Titre IV**).

Toute présence des travailleurs ou mandataires, en dehors des horaires de travail, doit être signalée au Concierge.

En cas de perte, de vol ou d'utilisation suspecte des outils d'accès, la personne concernée est tenu d'en informer immédiatement le Concierge. Pour les badges et l'application, une notification complémentaire doit également être adressée au service ICT, responsable de la gestion et de la mise à jour du registre d'accès numérique.

Article 9 – Utilisation des équipements et espaces communs

Les équipements (bureaux, salles de réunion, salles de prestige, matériel informatique, mobilier) sont réservés à un usage professionnel.

Les espaces communs (cafétéria, sanitaires, zones de repos) doivent être utilisés dans le respect des règles d'hygiène et de courtoisie.

L'utilisation des ressources (électricité, chauffage, eau, fournitures) doit rester rationnelle.

Les travailleurs doivent réserver toute salle de réunion ou de prestige auprès du Concierge, en précisant, au préalable, leurs éventuels besoins logistiques. Ils peuvent demander la mise à disposition de boissons ou de matériel supplémentaire, fourni dans la mesure des moyens humains et matériels disponibles.

Un service communal qui organise une réunion ou un événement est responsable de l'accueil, du contrôle des accès pendant l'activité et de la signalétique (en utilisant de préférence les modèles fournis par le service Infocom).

Article 10 – Sécurité et prévention

Les travailleurs connaissent et respectent l'ensemble des consignes de sécurité et d'urgence, et participent aux exercices organisés par la Commune.

Tout incident (ex. problèmes portes, châssis, humidité etc), accident ou situation à risque doit être signalé immédiatement au Concierge ou au SIPP.

Avant de quitter les lieux, les travailleurs et les mandataires politiques s'assurent que les portes et fenêtres sont fermées et les objets de valeur rangés.

L'accès aux zones à risque ou restreintes est limité aux personnes autorisées.

Les travailleurs évitent que des tiers, sans motifs valables (démarches auprès des services, demandes d'information, rendez-vous) pénètrent dans l'Hôtel communal.

TITRE III – Dispositions applicables aux visiteurs, organisateurs et prestataires externes

Article 11 – Accueil et enregistrement

Les citoyens se présentant pendant les heures d'ouverture pour les services Population, État civil ou Parking.Brussels peuvent se rendre directement au système de ticketing et aux guichets concernés.

Toute autre personne externe doit se présenter à l'accueil à son arrivée.

Les prestataires externes doivent être annoncés auprès du Concierge avant leur venue.

En dehors des heures d'ouverture, tout accès au bâtiment nécessite une autorisation préalable délivrée par le Concierge.

L'accueil fournit, sur demande, l'assistance nécessaire aux personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap.

Article 12 – Règles d'accès aux différentes zones du bâtiment

Les visiteurs, organisateurs, prestataires et travailleurs ne peuvent circuler que dans les zones qui leur sont explicitement autorisées.

Les **zones accessibles au public** comprennent uniquement les espaces prévus à cet effet.

Les **zones opérationnelles** sont réservées aux travailleurs et ne sont accessibles aux visiteurs, organisateurs ou prestataires que sous l'accompagnement et la responsabilité d'un travailleur.

Les **zones techniques ou à accès restreint** sont exclusivement réservées au personnel dûment habilité.

Toute présence dans une zone non autorisée pourra entraîner la fin immédiate de la visite ou de l'intervention, et, le cas échéant, des mesures complémentaires.

Article 13 – Règles de sécurité et d'évacuation

Toute personne doit respecter les consignes de sécurité et d'évacuation affichées dans le bâtiment, notamment les issues de secours et les points de rassemblement signalés.

En cas d'urgence, les instructions des services de secours et du personnel communal désigné priment immédiatement.

Toute prestataire externe doit réaliser ses interventions sans risque pour les personnes ni pour le bâtiment et respecter les consignes qui leur sont communiquées.

La Commune peut imposer des mesures de sécurité complémentaires selon la nature des travaux ou des activités.

Article 14 – Règles spécifiques pour les organisateurs et prestataires externes

Toute utilisation, totale ou partielle, de l'Hôtel communal ou du matériel communal nécessite l'accord préalable de la Commune.

L'utilisation de l'Hôtel communal peut donner lieu au paiement d'une redevance fixée par règlement.

La Commune peut exiger la preuve d'une assurance en responsabilité civil couvrant les activités prévues.

Les organisateurs et prestataires externes doivent utiliser les locaux et le matériel conformément à leur destination et en assurer le soin.

Ils sont responsables de tout dommage, perte ou détérioration causés aux locaux, installations ou matériel mis à leur disposition.

Tout dommage constaté peut donner lieu à une facturation correspondant aux frais de réparation ou de remplacement.

TITRE IV – Dispositions relatives aux accès à l’Hôtel communal

Article 15 – Objet

Le présent titre fixe les règles relatives à l’accès à l’Hôtel communal de Forest. Il détermine :

les modalités et les régimes d’accès au bâtiment ;

les règles de gestion et d’utilisation des moyens d’accès (clés, empreinte digitale, badge, application mobile).

Ces dispositions s’appliquent tant aux portes externes (entrées principales, issues de secours) qu’aux portes internes (bureaux, salles de réunion, locaux techniques, archives et tout autre espace restreint). Elles visent à garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la continuité du service public.

Article 16 – Responsabilités liées à la gestion des accès

Le **Secrétaire communal**, en tant que responsable du traitement, valide l’octroi, la modification et le retrait de tout droit d’accès (physique ou numérique) et exerce la compétence de consulter les registres d’accès.

Les responsabilités du **Concierge** en matière d’accès sont limitées à la gestion des clés physiques et la coordination des accès exceptionnels hors horaires (**article 20**). Toute autre intervention relève du Secrétaire communal ou du Service informatique.

Le **Service informatique** gère le registre des accès numériques et assure la traçabilité des entrées et sorties.

Le **Cabinet du Secrétaire communal** centralise et conserve les consultations des registres d’accès.

Article 17 – Modalités d’accès

Les accès sont activés après validation du Secrétaire communal et désactivés automatiquement en fin de mission.

Les moyens d’accès (clés, badge, empreinte digitale, application mobile) sont strictement personnels et ne peuvent être prêtés ou partagés.

Toute perte, vol ou utilisation suspecte doit être signalée immédiatement au Concierge et, pour les accès numériques, au Service informatique.

Les données de passage ne peuvent être consultées qu’en cas d’incident, de suspicion d’infraction ou pour garantir la sécurité du bâtiment, conformément au RGPD.

Article 18 – Horaire d’accès

Chaque utilisateur se voit attribuer un horaire d’accès défini en fonction de son statut, de ses fonctions, de ses besoins professionnels et, le cas échéant, de son horaire de travail. Les

modalités d'attribution, de modification ou de retrait des régimes d'accès sont définies par le Secrétaire communal conformément à l'**article 16**.

L'accès en dehors des heures d'ouverture n'est possible que si une personne habilitée est présente pour activer ou désactiver le système d'alarme.

Visiteurs Accès limité aux heures d'ouverture au public des services concernés. S'applique à tout citoyen, organisateur ou prestataire externe.

Travailleurs et mandataires Accès accordé pendant leurs heures de travail et durant les jours ouvrables, dans les zones nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Travailleurs et mandataires – samedi Accès accordé lorsque les missions du service nécessitent une présence le samedi.

Accès occasionnel Accès ponctuel et limité dans le temps, accordé pour des besoins spécifiques (réunions, interventions techniques, événements). Peut être attribué à des travailleurs, mandataires, sous-traitants ou utilisateurs externes (voir **article 20**).

Article 19 – Accès complet et illimité

Un accès complet et illimité est réservé exclusivement au Bourgmestre, au Secrétaire communal et au Concierge. Toute autre attribution doit être motivée par écrit et validée conjointement par le Bourgmestre et le Secrétaire communal.

Article 20 – Obligations hors horaires d'accès et système d'alarme intrusion

Toute personne souhaitant accéder à l'Hôtel communal en dehors de son horaire d'accès doit prévenir le Concierge et indiquer la durée de sa présence. En l'absence du Concierge, la demande est soumise au Secrétaire communal. Le système d'alarme intrusion est activé en dehors des plages horaires. L'accès n'est autorisé que si une personne habilitée est présente pour (dés)activer l'alarme. Aucun accès hors horaires ne peut être considéré comme automatique.

Article 21 – Registre et protection des données

Le registre des accès physiques et numériques est géré conformément au RGPD. Les modalités de conservation, consultation et suppression sont reprises aux **articles 34 à 38**.

TITRE V – Dispositions relatives à la vidéosurveillance

Article 22 – Définitions spécifiques

Dans le présent titre, on entend par :

Caméra de surveillance HC Forest : un système de vidéosurveillance, composé de 9 caméras fixes.

Lieu fermé : tout lieu qui est délimité par une clôture, et qui est soit « librement accessible au public », soit « n'est pas librement accessible au public ».

Loi caméras : la loi du 21 mars 2007 et adaptations, réglant l'installation et l'exploitation de caméras de surveillance, avec ses arrêtés royaux d'exécution.

Règlement RGPD : le règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Loi protection personnes physiques : la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel

Loi NIS2 : la loi du 26 avril 2024 établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique.

Directive NIS2 : la directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union, modifiant le règlement (UE) no 910/2014 et la directive (UE) 2018/1972, et abrogeant la directive (UE) 2016/1148 (directive SRI 2).

Responsable du traitement : le Secrétaire communal, qui détermine les finalités et les moyens du traitement des images de vidéosurveillance, conformément au RGPD et à la loi du 21 mars 2007 relative à la vidéoprotection. Le Collège des Bourgmestre et Échevins demeure l'autorité décisionnelle pour l'installation du système et la validation des dispositifs de surveillance.

Article 23 – Finalités du traitement des images

Toutes les caméras de surveillance sont utilisées aux fins suivantes :

la sécurité et la santé des personnes ;

la protection des biens communaux.

Les caméras positionnés dans les lieux accessibles au public, visent des finalités complémentaires :

prévenir, constater ou déceler des infractions contre les personnes ou les biens ;

prévenir, constater ou déceler des incivilités au sens de l'article 135 de la Nouvelle Loi communale, contrôler le respect de règlements communaux ou maintenir l'ordre public.

Article 24 – Localisation des caméras de surveillance

Il s'agit de 9 caméras de surveillance fixes et dans des lieux fermés, positionnés dans les espaces suivantes :

Sous-sol – 3 caméras :

2 dans des lieux non-accessibles au public :

1 caméra donnant sur la porte d'accès située côté rue de l'Ancienne Cure avec la porte de l'infirmerie dans le champ de vision ;

1 caméra donnant sur la porte d'accès située côté rue de Barcelone avec la porte du local électricité dans le champ de vision ;

1 dans un lieu accessible au public : donnant sur la porte d'accès située rue du Curé, l'ascenseur et la cage d'escalier partiellement.

Rez-de-chaussée – 6 caméras :

2 caméras dans des lieux non-accessibles au public : donnant sur les portes d'accès situées rue Ancienne Cure (l'une à l'angle avec rue de Barcelone, l'autre à l'angle avec rue du Curé) ;

4 caméras dans des lieux accessibles au public :

2 caméras situées sur les colonnes des ailes guichets publics (salle d'attente) ;

2 caméras dans le sas d'entrée donnant sur la porte d'entrée principale (l'une orientée vers les bornes, l'autre orientée vers l'ascenseur).

Article 25 – Catégories de personnes concernées

Le dispositif de vidéosurveillance s'applique à toute personne entrante, sortant ou présente dans l'Hôtel communal, quelle que soit sa qualité, telle que définie dans les dispositions générales du présent règlement.

Article 26 – Données collectées et modalités de traitement

Les données collectées sont des images permettant l'identification des personnes présentes

dans le champ des caméras. En aucun cas les caméras ne peuvent être utilisées pour recueillir des informations relatives aux convictions philosophiques, religieuses, politiques, syndicales, à l'origine ethnique ou sociale, à la vie sexuelle ou à l'état de santé des personnes. Elles sont obtenues de manière permanente par enregistrement numérique. **Article 27 – Gestion, conservation et sécurité des images**

Le Secrétaire communal, en sa qualité de responsable du traitement, détermine les finalités, les modalités d'accès et les conditions de conservation des images, conformément au RGPD et à la loi du 21 mars 2007 relative à la vidéoprotection. Il valide toute consultation, extraction ou transmission d'images, à l'exception des réquisitions judiciaires.

Les images sont stockées sur **un serveur interne** situé dans une zone sécurisée et inaccessible aux personnes non autorisées.

Le **Service informatique** n'a accès aux images qu'à des fins strictement techniques (maintenance, sécurité du système, continuité du service) et ne peut en aucun cas consulter ou exploiter leur contenu.

Voir l'**article 38** pour les règles de conservation des images.

Article 28 – Accès aux images par les personnes habilitées en interne

L'accès aux images de vidéoprotection est strictement limité et s'effectue uniquement dans les conditions suivantes :

Le Secrétaire communal, en tant que responsable du traitement, est la seule autorité habilitée à autoriser la consultation des images et à en déterminer les finalités, dans le respect des législations applicables.

La personne chargée de la police administrative ne peut accéder aux images que sur autorisation écrite et motivée du Secrétaire communal, ou sur réquisition des autorités judiciaires ou policières.

Le Service informatique peut accéder aux images exclusivement à des fins techniques, limitées à la maintenance, à la sécurité du système ou à la continuité du service. Il n'est pas autorisé à consulter, analyser ou exploiter le contenu des images.

Toute consultation doit être préalablement autorisée par le Secrétaire communal, sauf réquisition judiciaire. Les personnes habilitées sont tenues au secret quant aux données à caractère personnel que les images révèlent. Chaque consultation est consignée dans un registre des consultations des images des caméras de vidéosurveillance (Voir **Titre VI**).

Article 29 – Accès exceptionnel pour le Concierge

Le Concierge peut accéder au flux vidéo en direct uniquement pour évaluer une situation urgente (alarme, incident immédiat). Cet accès est ponctuel, limité au temps strictement nécessaire et ne peut jamais être utilisé à des fins de surveillance permanente. Toute consultation est immédiatement signalée au Secrétaire communal et inscrite au registre prévu à l'**article 37**.

Le Concierge ne peut en aucun cas :
extraire, copier ou conserver des images,
transmettre des images à des tiers.

Article 30 – Droits des personnes filmées

Toute personne filmée peut introduire une demande écrite et motivée auprès du responsable

du traitement afin d'exercer ses droits d'accès, de rectification, de limitation ou d'effacement conformément à la loi du 30 juillet 2018. Le responsable du traitement statue dans le délai légal et peut limiter l'accès lorsque la communication compromet une enquête ou la sécurité d'autrui.

Article 31 – Communication des images aux autorités et organismes compétents

La communication des images s'entend de la transmission d'images enregistrées à une autorité externe. Elle ne se confond pas avec la consultation interne, régie par l'article 30. Les images ne peuvent être transmises qu'aux autorités judiciaires, aux services de police ou, le cas échéant, aux autorités communales compétentes.

Article 32 – Mesures techniques et organisationnelles de sécurité

Des mesures techniques (contrôle d'accès, cryptage, sauvegarde) et organisationnelles (procédures internes, registre) sont mises en place afin de garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des images.

Article 33 – Signalisation et information du public

Les zones placées sous vidéosurveillance sont signalées par un pictogramme conforme au modèle légal, placé aux entrées de l'Hôtel communal et aux points d'accès aux zones surveillées. Le pictogramme reprend les mentions prescrites par l'arrêté royal du 28 mai 2018, à savoir :

Le responsable du traitement ;

L'adresse postale, l'adresse électronique et le numéro de téléphone auxquels le responsable de traitement peut être contacté ;

Les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO).

TITRE VI – Registres, accès aux données, conservation et dispositions finales

Article 34 – Gestion des registres

Afin d'assurer la traçabilité et la conformité légale, deux registres officiels sont tenus à jour par les services compétents :

un registre d'accès au bâtiment ;

un registre des consultations des images des caméras de vidéosurveillance.

Chaque inscription doit être exacte, complète et datée, et ne couvrir que ce qui est nécessaire aux finalités poursuivies.

Article 35 – Registre d'accès au bâtiment

Le Service informatique tient, sous la responsabilité du Secrétaire communal, un registre précisant, pour les accès numériques, au minimum :

l'identité de l'utilisateur ;

le régime d'accès attribué et sa période de validité ;

les moyens d'accès utilisés (empreinte digitale, badge, application mobile) ;

l'historique horodaté des points d'entrée/sortie ;

les modifications/retraits d'autorisations.

Le registre des accès (physique et numérique) ne peut être consulté que par le Secrétaire communal (responsable du traitement) et, pour les aspects techniques, par le Service

informatique.

Le concierge tient, sous la responsabilité du Secrétaire communal, un plan des clés physiques indiquant l'identité de l'utilisateur et le local pour lequel une clé a été attribuée.

Article 36 – Registre des consultations de vidéosurveillance

Un registre des consultations des images est tenu par le Cabinet du Secrétaire communal, sous l'autorité du Secrétaire communal.

Ce registre reprend obligatoirement :

l'identité de la personne ayant visionné les images ;

la date et l'heure de la consultation ;

la caméra ou zone concernée ;

le motif précis de la consultation ;

l'autorisation délivrée par le Secrétaire communal ;

le cas échéant, la référence à une réquisition judiciaire.

Le registre est conservé conformément aux exigences légales en matière de protection des données. Il peut être consulté uniquement par :

le Secrétaire communal ;

les autorités de contrôle compétentes (Police, Autorité de protection des données) dans le cadre de leurs missions légales.

Les images ne peuvent être consultées à des fins de contrôles disciplinaires sauf en cas de fraude avérée.

Article 37 – Accès aux données et images

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits et demander des informations au gestionnaire des caméras.

En cas de non-gestion (absence de réponse), les personnes concernées peuvent s'adresser par écrit au DPO (dpo@forest.brussels). Les demandes sont traitées sans retard injustifié, dans le respect des exceptions légales (p.ex. protection d'enquête, sécurité publique). Les extraits communiqués sont limités à ce qui est nécessaire pour répondre au droit exercé et ne compromettent ni la sécurité ni les droits d'autrui.

Article 38 – Conservation et protection

Registre d'accès au bâtiment : conservation maximum 12 mois, sauf obligation légale ou nécessité liée à une enquête ; ensuite suppression ou anonymisation sécurisée.

Images des caméras de vidéosurveillance : pour une durée maximale de 30 jours, sauf verrouillage dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative ; suppression définitive à l'issue.

Sécurité : les images sont conservées sur un serveur interne.

Minimisation : seules les données strictement nécessaires sont traitées et consultées.

Article 39 – Sanctions

Tout manquement au présent ROI peut entraîner, selon le cas :

pour les travailleurs : l'application des mesures disciplinaires prévues par la Nouvelle Loi communale ou par le règlement relatif au licenciement du personnel communal ;

pour les visiteurs, organisateurs ou prestataires externes : le retrait de l'autorisation d'accès et, le cas échéant, le recouvrement des frais de réparation ou de remplacement ;
en cas d'infraction aux règles d'accès, d'alarme ou de vidéosurveillance visées aux points 1 et 2 : la suspension ou le retrait des droits concernés."

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Huishoudelijk reglement gemeentehuis – Goedkeuring. (Vertrouwelijk)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 145 §1;

Overwegende de noodzaak om een huishoudelijk reglement voor het gemeentehuis op te stellen;

Gelet op het protocolakkoord nr. 518, gesloten op 16 december 2025 tussen de representatieve vakorganisaties en de gemeentelijke overheid;

Overwegende dat voormeld akkoord vanwege de representatieve vakorganisaties werd verkregen onder voorbehoud van een wijziging aan artikel 39 van het ontwerp dat door de overheid werd voorgelegd: "*in geval van overtreding van de regels inzake toegang, alarm of videobewaking bedoeld in punt 1 en 2: de schorsing of intrekking van de betrokken rechten*";

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het huishoudelijk reglement van het gemeentehuis:

"HUISHOUELIJK REGLEMENT – GEMEENTEHUIS VORST

TITEL I – Algemene bepalingen

- Artikel 1 – Voorwerp
- Artikel 2 – Toepassingsgebied
- Artikel 3 – Bevoegde overheid
- Artikel 4 – Algemene principes
- Artikel 5 – Definities
- Artikel 6 – Adres en openingsuren

TITEL II – Bepalingen van toepassing op werknemers en politieke mandatarissen

- Artikel 7 – Algemene verplichtingen
- Artikel 8 – Toegang en aanwezigheid
- Artikel 9 – Gebruik van gemeenschappelijke ruimten en voorzieningen
- Artikel 10 – Veiligheid en preventie

TITEL III – Bepalingen van toepassing op bezoekers, organisatoren en externe dienstverleners

- Artikel 11 – Onthaal en registratie
- Artikel 12 – Regels voor toegang tot de verschillende zones van het gebouw
- Artikel 13 – Regels inzake veiligheid en evacuatie
- Artikel 14 – Specifieke regels voor externe dienstverleners en organisatoren

TITEL IV – Bepalingen betreffende de toegangen tot het gebouw

Artikel 15 – Voorwerp

Artikel 16 – Verantwoordelijkheden met betrekking tot het toegangsbeheer

Artikel 17 – Toegangsmodaliteiten

Artikel 18 – Toegangsuren

Artikel 19 – Volledige en onbeperkte toegang

Artikel 20 – Verplichtingen buiten de toegangsuren en inbraakalarm

Artikel 21 – Register en gegevensbescherming

TITEL V – Bepalingen betreffende de videobewaking

Artikel 22 – Specifieke definities

Artikel 23 – Doel van de verwerking van de beelden

Artikel 24 – Plaats van de bewakingscamera's

Artikel 25 – Categorieën betrokkenen

Artikel 26 – Verzamelde gegevens en verwerkingsmodaliteiten

Artikel 27 – Beheer, bewaring en veiligheid van de beelden

Artikel 28 – Toegang tot de beelden door bevoegde personen

Artikel 29 – Uitzonderlijke toegang voor de Conciërge

Artikel 30 – Rechten van de gefilmde personen

Artikel 31 – Doorzenden van beelden aan bevoegde overheden en instanties

Artikel 32 – Technische en organisatorische veiligheidsmaatregelen

Artikel 33 – Signalisatie en informatie aan het publiek

TITEL VI – Registers, toegang tot de gegevens, bewaring en slotbepalingen

Artikel 34 – Beheer van de registers

Artikel 35 – Register van toegang tot het gebouw

Artikel 36 – Register van de raadplegingen van de videobeelden

Artikel 37 – Toegang tot de beelden en gegevens

Artikel 38 – Bewaring en bescherming

Artikel 39 – Sancties

TITEL I – Algemene bepalingen

Artikel 1 – Voorwerp

Dit huishoudelijk reglement legt de regels en procedures vast die van toepassing zijn in het Gemeentehuis van Vorst, teneinde:

de veiligheid van personen, goederen en gegevens te waarborgen;

de continuïteit en kwaliteit van de openbare dienstverlening te verzekeren;

de rechten en plichten te definiëren van het personeel, bezoekers, externe dienstverleners en organisatoren die het gebouw gebruiken;

de toegang tot, het gebruik van en het toezicht op de lokalen en de uitrustingen te organiseren.

Artikel 2 – Toepassingsgebied

Het huishoudelijk reglement is van toepassing op:

alle gemeentemedewerkers (statutair, contractueel, stagiair, vrijwilliger, externe consultant, ...) die hun functie uitoefenen in het Gemeentehuis of die naar het Gemeentehuis moeten komen;

leden van de politieke organen: de Burgemeester, Schepenen en Gemeenteraadsleden wanneer zij aanwezig zijn in het kader van hun mandaat;

bezoekers: elke persoon die geen contractuele, statutaire of mandaatsband met de gemeente heeft en die het gebouw bezoekt om een gemeentelijke dienst te verkrijgen, een vergadering bij te wonen of deel te nemen aan een toegelaten activiteit;

externe organisatoren van evenementen: elke externe persoon of entiteit die van de gemeente toelating heeft gekregen om het Gemeentehuis te gebruiken om een publiek te ontvangen in het kader van een activiteit, vergadering of evenement;

externe dienstverleners: elke externe organisatie, vereniging of onderneming, evenals hun werknemers, die toelating hebben om in het Gemeentehuis werkzaamheden te verrichten, diensten te verlenen of technische interventies uit te voeren.

Artikel 3 – Bevoegde overheid

Het College van Burgemeester en Schepenen is verantwoordelijk voor de toepassing en de naleving van dit huishoudelijk reglement.

Artikel 4 – Algemene principes

De volgende regels gelden voor iedereen die zich in het Gemeentehuis bevindt:

Gedraag u respectvol tegenover het personeel, de gebruikers en de bezoekers.

Behandel het gebouw met respect en meld elk incident aan het bevoegde personeel.

Leef de algemene veiligheids- en noodinstructies na die in het gemeentehuis van toepassing zijn, zoals aangegeven op strategische plaatsen.

Volg de instructies van het gemeentepersoneel en de veiligheidsverantwoordelijken op, in het bijzonder in noodsituaties.

Neem kennis van de toegangsmodaliteiten, de videobewakingssystemen en de registers die voor dit doel worden bijgehouden, alsook van de procedures om aanvullende informatie te verkrijgen of een klacht in te dienen bij de bevoegde diensten (zie **Titel V en VI**).

De specifieke verplichtingen die van toepassing zijn op werknemers, bezoekers en dienstverleners, worden omschreven in **Titel II en III**.

Dit huishoudelijk reglement is van toepassing onverminderd andere geldende regelgevende of contractuele kaders (bv. arbeidsreglement, terbeschikkingstellingsovereenkomst, overeenkomst met een externe dienstverlener), die volledig van toepassing blijven en prevaleren in geval van tegenstrijdige bepalingen.

Artikel 5 – Definities

In dit huishoudelijk reglement verstaat men onder:

College van Burgemeester en Schepenen: uitvoerend orgaan van de Gemeente Vorst.

Gemeentesecretaris: leidend ambtenaar van het gemeentebestuur.

Verantwoordelijke bestuurlijke politie: gemeentelijke ambtenaar of autoriteit belast met de coördinatie van de taken op het vlak van openbare orde, veiligheid en toepassing van lokale regelgeving.

Coördinator noodplanning: referentiepersoon voor de noodplanning en de strategische coördinatie van noodsituaties van de Gemeente.

Conciërge: gemeentelijke ambtenaar belast met het dagelijks beheer van het Gemeentehuis, de logistiek en de toegangscontrole.

IDPB: Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk.

DPO: Data Protection Officer – functionaris voor gegevensbescherming.

Verantwoordelijke voor de verwerking: door de Gemeente aangewezen instantie of persoon die belast is met het vastleggen van de doeleinden en de middelen van de gegevensverwerking (toegang, videobewaking).

Openingsuren voor het publiek: door het College vastgelegde uurrooster voor het onthaal van de burgers.

Werkuren: het contractuele werkrooster van de gemeentemedewerkers.

Artikel 6 – Adres en openingsuren

Het Gemeentehuis van Vorst is gelegen Pastoorstraat 2 in 1190 Brussel (Vorst). Het Gemeentehuis is uitgerust met voorzieningen die de toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit (PBM) waarborgen.

De toegang tot het gebouw is als volgt georganiseerd:

Openingsuren voor het publiek: Het gebouw is toegankelijk gedurende de door het College vastgelegde openingsuren voor het publiek. Dat uurrooster staat op de gemeentelijke website: www.vorst.brussels. Info: contact@vorst.brussels.

Werkuren: toegang mogelijk op werkdagen minstens van 6.15 uur tot 19.30 uur. Afhankelijk van de functie kunnen uitgebreidere toegangstelsels van toepassing zijn, zoals bepaald in **Titel IV** van dit reglement.

Toegang voor alle andere bezoekers, externe dienstverleners of organisatoren:

hetzij via het onthaal, dat enkel toegankelijk is tijdens de openingsuren voor het publiek; hetzij onder de verantwoordelijkheid van een werknemer of politiek mandataris.

Deze bepalingen hebben geen invloed op de specifieke uurroosters die eventueel van toepassing zijn op bepaalde diensten of evenementen die in het Gemeentehuis plaatsvinden.

TITEL II – Bepalingen van toepassing op werknemers en politieke mandatarissen

Artikel 7 – Algemene verplichtingen

Naast de algemene principes van artikel 4 en de verplichtingen vastgelegd in hun contract of statuut, moeten de werknemers:

deelnemen aan vormingen en veiligheidsoefeningen;

de interne procedures van hun dienst naleven;

waken over het correcte gebruik van het ter beschikking gestelde materiaal;

de sluiting van de ramen en de lokalen bij vertrek waarborgen.

Artikel 8 – Toegang en aanwezigheid

Een toegangstelsel en de bijbehorende toegangsmiddelen (sleutels, vingerafdruk, app, ...) worden toegekend aan werknemers en politieke mandatarissen op basis van hun functie, behoeften en veiligheidsvereisten. (zie Titel IV)

Elke aanwezigheid van werknemers of mandatarissen buiten de werkuren moet aan de Conciërge worden gemeld.

In geval van verlies, diefstal of verdacht gebruik van de toegangsmiddelen moet de betrokkene

onmiddellijk de Conciërge op de hoogte brengen. Voor badges en de app moet ook een aanvullende melding worden gedaan aan de Informatiedienst, die verantwoordelijk is voor het beheer en de actualisering van het digitale toegangsregister.

Artikel 9 – Gebruik van gemeenschappelijke ruimten en voorzieningen

De voorzieningen (kantoren, vergaderzalen, ceremoniezalen, computerapparatuur, meubilair) zijn uitsluitend bestemd voor professioneel gebruik.

De gemeenschappelijke ruimten (cafeteria, sanitair, rustruimten) moeten worden gebruikt met inachtneming van de hygiëne- en beleefdheidsregels.

Het gebruik van elektriciteit, verwarming, water en kantoorbenodigdheden moet rationeel blijven.

Werknemers moeten elke vergaderzaal of ceremoniezaal reserveren bij de Conciërge, waarbij ze ook vooraf hun eventuele logistieke verzoeken moeten aangeven. Ze kunnen vragen om drank of bijkomend materiaal, dat wordt geleverd voor zover er personeel en materiaal beschikbaar is.

Een gemeentedienst die een vergadering of evenement organiseert, is verantwoordelijk voor het onthaal, de toegangscontrole tijdens de activiteit en de bewegwijzering (bij voorkeur met behulp van de door de dienst Informatie-Communicatie verstrekte modellen).

Artikel 10 – Veiligheid en preventie

De werknemers kennen en leven alle veiligheids- en noodinstructies na en nemen deel aan de door de Gemeente georganiseerde oefeningen.

Elk incident (bv. problemen met deuren, ramen of vocht), ongeval of risicosituatie moet onmiddellijk worden gemeld aan de Conciërge of de IDPB.

Voordat ze het gebouw verlaten, zorgen de werknemers en de politieke mandatarissen ervoor dat de deuren en ramen gesloten zijn en dat waardevolle voorwerpen opgeborgen zijn.

De toegang tot risicovolle of beperkte zones is voorbehouden aan bevoegde personen.

De werknemers voorkomen dat derden zonder geldige reden (bezoek aan diensten, informatieaanvragen, afspraken) het Gemeentehuis betreden.

TITEL III – Bepalingen van toepassing op bezoekers, organisatoren en externe dienstverleners

Artikel 11 – Onthaal en registratie

Burgers die tijdens de openingsuren langskomen voor de diensten Bevolking, Burgerlijke stand of Parking.Brussels kunnen zich rechtstreeks naar het ticketsysteem en de betreffende loketten begeven.

Alle andere externen moeten zich bij aankomst melden bij het onthaal.

Externe dienstverleners moeten zich vooraf bij de Conciërge melden.

Buiten de openingsuren is voor elke toegang tot het gebouw een voorafgaande toestemming van de Conciërge vereist.

Het onthaal biedt op verzoek de nodige hulp aan personen met beperkte mobiliteit of een handicap.

Artikel 12 – Regels voor toegang tot de verschillende zones van het gebouw

Bezoekers, organisatoren, dienstverleners en werknemers mogen zich alleen begeven in de zones waarvoor zij uitdrukkelijk toestemming hebben gekregen.

De **voor het publiek toegankelijke zones** omvatten uitsluitend de daarvoor bestemde ruimten.

De **operationele zones** zijn voorbehouden aan werknemers en zijn voor bezoekers, organisatoren of dienstverleners enkel toegankelijk onder begeleiding en verantwoordelijkheid van een werknemer.

Technische zones of zones met beperkte toegang zijn uitsluitend voorbehouden aan bevoegd personeel.

Elke aanwezigheid in een niet-toegestane zone kan leiden tot de onmiddellijke beëindiging van het bezoek of de interventie en in voorkomend geval tot aanvullende maatregelen.

Artikel 13 – Regels inzake veiligheid en evacuatie

Iedereen moet zich houden aan de veiligheids- en evacuatievoorschriften die in het gebouw zijn aangegeven, met name wat betreft de nooduitgangen en de aangegeven verzamelplaatsen.

In geval van nood hebben de instructies van de hulpdiensten en het aangewezen gemeentepersoneel onmiddellijk voorrang.

Externe dienstverleners moeten hun werkzaamheden uitvoeren zonder risico voor personen of het gebouw en zich houden aan de instructies die ze krijgen.

De Gemeente kan aanvullende veiligheidsmaatregelen opleggen, afhankelijk van de aard van de werkzaamheden of activiteiten.

Artikel 14 – Specifieke regels voor externe dienstverleners en organisatoren

Voor elk gebruik, geheel of gedeeltelijk, van het Gemeentehuis of gemeentelijk materiaal is voorafgaande toestemming van de Gemeente vereist.

Voor het gebruik van het Gemeentehuis kan een retributie worden gevraagd die in een reglement wordt vastgelegd.

De gemeente kan het bewijs van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid eisen die de geplande activiteiten dekt.

Externe dienstverleners en organisatoren moeten de lokalen en het materiaal gebruiken in overeenstemming met hun bestemming en er goed zorg voor dragen.

Zij zijn aansprakelijk voor alle schade, verlies of beschadiging aan de lokalen, installaties of het ter beschikking gestelde materiaal.

Elke vastgestelde schade kan aanleiding geven tot een factuur die overeenkomt met de kosten voor herstelling of vervanging.

TITEL IV – Bepalingen betreffende de toegangen tot het Gemeentehuis

Artikel 15 – Voorwerp

Deze titel bevat de regels voor de toegang tot het Gemeentehuis van Vorst. Hier wordt het volgende bepaald:

de modaliteiten en stelsels voor toegang tot het gebouw;
de regels voor het beheer en het gebruik van de toegangsmiddelen (sleutels, vingerafdruk, badge, app).

Deze bepalingen zijn zowel van toepassing op de buitendeuren (hoofdingangen, nooduitgangen) als op de binnendeuren (kantoren, vergaderzalen, technische lokalen, archieven en alle andere ruimten met beperkte toegang). Ze hebben tot doel de veiligheid van personen en goederen en de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen.

Artikel 16 – Verantwoordelijkheden met betrekking tot het toegangsbeheer

Als verantwoordelijke voor de verwerking valideert de **Gemeentesecretaris** de toekenning, de wijziging en de intrekking van alle toegangsrechten (fysiek of digitaal) en kan hij/zij de toegangsregisters raadplegen.

De verantwoordelijkheden van de **Conciërge** op het vlak van toegang zijn beperkt tot het beheer van fysieke sleutels en de coördinatie van uitzonderlijke toegang buiten de openingsuren (**artikel 20**). Alle andere interventies vallen onder de verantwoordelijkheid van de Gemeentesecretaris of de Informaticadienst.

De **Informaticadienst** beheert het register van de digitale toegangen en zorgt voor de traceerbaarheid van het binnenkomen en buitengaan.

Het **Kabinet van de Gemeentesecretaris** centraliseert en bewaart de raadplegingen van de toegangsregisters.

Artikel 17 – Toegangsmodaliteiten

De toegangen worden geactiveerd na goedkeuring door de Gemeentesecretaris en worden automatisch gedesactiveerd aan het einde van de opdracht.

De toegangsmiddelen (sleutels, badge, vingerafdruk, app) zijn strikt persoonlijk en mogen niet worden uitgeleend of gedeeld.

Verlies, diefstal of verdacht gebruik moet onmiddellijk worden gemeld aan de Conciërge en, voor digitale toegangen, aan de Informaticadienst.

De toegangsgegevens mogen alleen worden geraadpleegd in geval van een incident, een vermoeden van overtreding of om de veiligheid van het gebouw te waarborgen, in overeenstemming met de AVG.

Artikel 18 – Toegangsuren

Elke gebruiker krijgt een toegangsschema toegewezen op basis van zijn statuut, functie, professionele behoeften en in voorkomend geval werkrooster. De voorwaarden voor het

toekennen, wijzigen of intrekken van toegangsrechten worden door de Gemeentesecretaris vastgelegd overeenkomstig **artikel 16**.

Toegang buiten de openingsuren is enkel mogelijk als er een bevoegde persoon aanwezig is om het alarmsysteem in of uit te schakelen.

Bezoekers Beperkte toegang tijdens de openingsuren van de betreffende diensten voor het publiek. Geldt voor alle burgers, externe dienstverleners en organisatoren.

Werknemers en mandatarissen Toegang verleend tijdens hun werkuren en op werkdagen, in de zones die nodig zijn voor de uitoefening van hun taken.

Werknemers en mandatarissen – zaterdag Toegang verleend wanneer de taken van de dienst aanwezigheid op zaterdag vereisen.

Occasionele toegang Welbepaalde tijdelijke toegang, verleend voor specifieke behoeften (vergadering, technische interventie of evenement). Kan worden toegekend aan werknemers, mandatarissen, onderaannemers of externe gebruikers (zie **artikel 20**).

Artikel 19 – Volledige en onbeperkte toegang

Volledige en onbeperkte toegang is uitsluitend voorbehouden aan de Burgemeester, de Gemeentesecretaris en de Conciërge. Elke andere toewijzing moet schriftelijk worden gemotiveerd en gezamenlijk worden goedgekeurd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris.

Artikel 20 – Verplichtingen buiten de toegangsuren en inbraakalarm

Iedereen die buiten de toegangsuren toegang wil tot het Gemeentehuis, moet de Conciërge daarvan op de hoogte brengen en aangeven hoe lang hij aanwezig zal zijn. Bij afwezigheid van de Conciërge wordt de vraag voorgelegd aan de Gemeentesecretaris. Buiten de toegangsuren is het inbraakalarm geactiveerd. Toegang is enkel toegestaan als er een bevoegde persoon aanwezig is om het alarm te (des)activeren. Toegang buiten de openingsuren kan niet als automatisch worden beschouwd. **Artikel 21 – Register en gegevensbescherming**

Het register van fysieke en digitale toegangen wordt beheerd in overeenstemming met de AVG. De modaliteiten voor bewaring, raadpleging en verwijdering zijn opgenomen in de **artikelen 34 tot 38**.

TITEL V – Bepalingen betreffende de videobewaking

Artikel 22 – Specifieke definities

In deze titel verstaat men onder:

Bewakingscamera "HC Forest – GH Vorst": een videobewakingsstelsel bestaande uit 9 vaste camera's.

Afgesloten ruimte: elke ruimte die kan worden afgesloten en die ofwel "vrij toegankelijk voor het publiek" ofwel "niet vrij toegankelijk voor het publiek" is.

Camerawet: de wet van 21 maart 2007 en aanpassingen, die de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's regelt, met de bijbehorende koninklijke uitvoeringsbesluiten.

AVG: verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG.

Wet bescherming natuurlijke personen: wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

NIS2-wet: de wet van 26 april 2024 tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid.

NIS2-richtlijn: richtlijn (EU) 2022/2555 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2022 betreffende maatregelen voor een hoog gezamenlijk niveau van cyberbeveiliging in de Unie, tot wijziging van verordening (EU) nr. 910/2014 en richtlijn (EU) 2018/1972, en tot intrekking van richtlijn (EU) 2016/1148 (RSI-richtlijn 2).

Verantwoordelijke voor de verwerking: de Gemeentesecretaris, die de doeleinden en middelen voor de verwerking van videobeelden bepaalt, in overeenstemming met de AVG en de wet van 21 maart 2007 betreffende videobewaking. Het College van Burgemeester en Schepenen blijft de beslissingsbevoegde autoriteit voor de plaatsing van het systeem en de validering van de bewakingsvoorzieningen.

Artikel 23 – Doel van de verwerking van de beelden

Alle bewakingscamera's worden gebruikt voor de volgende doeleinden:

de veiligheid en de gezondheid van personen;

de bescherming van gemeentelijke eigendommen.

De camera's die op voor het publiek toegankelijke plaatsen zijn geplaatst, hebben aanvullende doeleinden:

het voorkomen, vaststellen of opsporen van inbreuken tegen personen of goederen;

het voorkomen, vaststellen of opsporen van overlast in de zin van artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, de naleving van gemeentereglementen controleren of de openbare orde vrijwaren.

Artikel 24 – Plaats van de bewakingscamera's

Het gaat om 9 vaste bewakingscamera's in afgesloten plaatsen, in de volgende openbare ruimten:

Kelderverdieping – 3 camera's:

2 camera's op plaatsen die niet toegankelijk zijn voor het publiek:

1 gericht op de toegangsdeur aan de kant van de Oude Pastoriestraat, met de deur van het EHBO-lokaal in het gezichtsveld;

1 gericht op de toegangsdeur aan de kant van de Barcelonastraat, met de deur van het elektriciteitslokaal in het gezichtsveld;

1 camera op een voor het publiek toegankelijke plaats: met uitzicht op de toegangsdeur aan de Pastoriestraat, de lift en gedeeltelijk het trappenhuis.

Gelijkvloerse verdieping – 6 camera's:

2 camera's in voor het publiek niet-toegankelijke plaatsen : met uitzicht op de toegangsdeuren aan de Oude Pastoriestraat (de ene op de hoek met de Barcelonastraat, de andere op de hoek met de Pastoriestraat);

4 camera's in voor het publiek toegankelijke plaatsen:

2 op de kolommen van de vleugels van de openbare loketten (wachtzaal);

2 in het toegangssas gericht op de hoofdingang (de ene gericht op de ticketautomaten, de andere gericht op de lift).

Artikel 25 – Categorieën betrokkenen

De videobewaking is van toepassing op alle personen die het Gemeentehuis binnenkomen, verlaten of zich daar bevinden, ongeacht hun hoedanigheid, zoals gedefinieerd in de algemene bepalingen van dit reglement.

Artikel 26 – Verzamelde gegevens en verwerkingsmodaliteiten

De verzamelde gegevens zijn beelden waarmee de personen die zich in het bereik van de camera's bevinden, kunnen worden geïdentificeerd. De camera's mogen in geen geval worden gebruikt om informatie te verzamelen over de levensbeschouwelijke, religieuze, politieke of vakbondsopvattingen, de etnische of sociale afkomst, het seksuele leven of de gezondheidstoestand van personen. De gegevens worden permanent verzameld door middel van digitale opnames.

Artikel 27 – Beheer, bewaring en veiligheid van de beelden

Als verantwoordelijke voor de verwerking bepaalt de **Gemeentesecretaris** de doeleinden, de toegangsmodaliteiten en de bewaartermijnen van de beelden, in overeenstemming met de AVG en de wet van 21 maart 2007 betreffende videobewaking. Hij/zij verleent goedkeuring voor elke raadpleging, extractie of doorgifte van beelden, met uitzondering van gerechtelijke verzoeken.

De beelden worden opgeslagen op een **interne server** in een beveiligde zone die niet toegankelijk is voor onbevoegden.

De **Informaticadienst** heeft enkel toegang tot de beelden voor strikt technische doeleinden (onderhoud, systeembeveiliging, continuïteit van de dienstverlening) en mag de inhoud ervan in geen geval raadplegen of gebruiken.

Zie **artikel 38** voor de regels betreffende de bewaring van beelden.

Artikel 28 – Toegang tot de beelden door bevoegde personen

De toegang tot videobeelden is strikt beperkt en is enkel mogelijk onder de volgende voorwaarden:

Als verantwoordelijke voor de verwerking is de **Gemeentesecretaris** de enige bevoegde om toestemming te geven voor het raadplegen van de beelden en om het doel ervan te bepalen, met inachtneming van de toepasselijke regelgeving.

De **persoon die belast is met de bestuurlijke politie** heeft enkel toegang tot de beelden na schriftelijke en gemotiveerde toestemming van de Gemeentesecretaris, of op verzoek van het gerecht of de politie.

De **Informaticadienst** heeft uitsluitend toegang tot de beelden voor technische doeleinden, beperkt tot onderhoud, systeembeveiliging of continuïteit van de dienstverlening. Het is niet toegestaan om de inhoud van de beelden te raadplegen, te analyseren of te gebruiken.

Elke raadpleging moet vooraf worden goedgekeurd door de Gemeentesecretaris, behalve in geval van een rechtszaak. De bevoegde personen zijn gehouden tot geheimhouding met betrekking tot de persoonsgegevens die de beelden onthullen. Elke raadpleging wordt geregistreerd in een register van raadplegingen van beelden van videobewakingscamera's (zie **Titel VI**).

Artikel 29 – Uitzonderlijke toegang voor de Conciërge

De Conciërge heeft enkel toegang tot de live videostream om een noodsituatie (alarm, incident) te beoordelen. Deze toegang is incidenteel, beperkt tot de strikt noodzakelijke tijd en mag nooit worden gebruikt voor permanente bewaking. Elke raadpleging wordt

onmiddellijk gemeld aan de Gemeentesecretaris en ingeschreven in het in **artikel 37** bedoelde register.

De Conciërge mag in geen geval:

beelden extraheren, kopiëren of bewaren,
beelden doorgeven aan derden.

Artikel 30 – Rechten van de gefilmde personen

Elke gefilmde persoon kan een schriftelijk en gemotiveerd verzoek indienen bij de verantwoordelijke voor de verwerking om zijn recht op toegang, rectificatie, beperking of verwijdering uit te oefenen overeenkomstig de wet van 30 juli 2018. De verantwoordelijke voor de verwerking beslist binnen de wettelijke termijn en kan de toegang beperken wanneer de mededeling een onderzoek of de veiligheid van anderen in gevaar brengt.

Artikel 31 – Doorgifte van beelden aan bevoegde overheden en instanties

Onder doorgifte van beelden wordt verstaan: het doorgeven van opgenomen beelden aan een externe instantie. Dit mag niet worden verward met interne raadpleging, die wordt geregeld in artikel 30. De beelden mogen enkel worden doorgegeven aan gerechtelijke instanties, politiediensten of in voorkomend geval bevoegde gemeentelijke instanties.

Artikel 32 – Technische en organisatorische veiligheidsmaatregelen

Er worden technische (toegangscontrole, encryptie, back-up) en organisatorische (interne procedures, register) maatregelen genomen om de vertrouwelijkheid, integriteit en beschikbaarheid van de beelden te waarborgen.

Artikel 33 – Signalisatie en informatie aan het publiek

De zones die onder videobewaking staan, worden aangegeven met een pictogram dat voldoet aan het wettelijke model, aangebracht bij de ingangen van het Gemeentehuis en bij de toegangspunten tot de bewaakte zones. Het pictogram bevat de vermeldingen die zijn voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 28 mei 2018, namelijk:

de verantwoordelijke voor de verwerking;

het postadres, e-mailadres en telefoonnummer waarop de verantwoordelijke voor de verwerking kan worden gecontacteerd;

de contactgegevens van de functionaris voor gegevensbescherming (DPO).

TITEL VI – Registers, toegang tot de gegevens, bewaring en slotbepalingen

Artikel 34 – Beheer van de registers

Om de traceerbaarheid en de wettelijke conformiteit te waarborgen, houden de bevoegde diensten twee officiële registers bij:

een register van toegang tot het gebouw;

een register van de raadplegingen van de beelden van de videobewakingscamera's.

Elke inschrijving moet nauwkeurig, volledig en gedateerd zijn en mag enkel betrekking hebben op wat nodig is voor de nagestreefde doeleinden.

Artikel 35 – Register van toegang tot het gebouw

De Informaticedienst houdt onder de verantwoordelijkheid van de Gemeentesecretaris een register bij, waarin voor digitale toegang minstens het volgende wordt vermeld:

- de identiteit van de gebruiker;
- het toegekende toegangsstelsel en de geldigheidsduur ervan;
- de gebruikte toegangsmiddelen (vingerafdruk, badge, app);
- de historiek van de in- en uitgangen met tijdvermelding;
- de wijzigingen/intrekkingen van machtigingen.

Het (fysiek en digitaal) toegangsregister kan enkel worden geraadpleegd door de Gemeentesecretaris (verantwoordelijke voor de verwerking) en voor de technische aspecten door de Informaticedienst.

De Conciërge houdt onder verantwoordelijkheid van de Gemeentesecretaris een plan bij van de fysieke sleutels, met vermelding van de identiteit van de gebruiker en de ruimte waarvoor een sleutel is toegekend.

Artikel 36 – Register van de raadplegingen van de videobeelden

Het kabinet van de Gemeentesecretaris houdt onder het gezag van de Gemeentesecretaris een register bij van de raadplegingen van de beelden.

Dit register bevat verplicht:

- de identiteit van de persoon die de beelden heeft bekeken;
- de datum en het tijdstip van de raadpleging;
- de camera of zone in kwestie;
- de precieze reden voor de raadpleging;
- de toestemming vanwege de Gemeentesecretaris;
- in voorkomend geval, de verwijzing naar een gerechtelijk bevel.

Het register wordt bewaard in overeenstemming met de wettelijke vereisten inzake gegevensbescherming. Het kan enkel worden geraadpleegd door:

- de Gemeentesecretaris;
- de bevoegde controleautoriteiten (politie, gegevensbeschermingsautoriteit) in het kader van hun wettelijke taken.

De beelden mogen niet worden geraadpleegd voor controles op het vlak van tucht, behalve in geval van bewezen fraude.

Artikel 37 – Toegang tot de beelden en gegevens

De betrokkenen kunnen hun rechten doen gelden en informatie opvragen bij de beheerder van de camera's.

Bij gebrek aan beheer (geen antwoord) kunnen de betrokkenen zich schriftelijk wenden tot de DPO (dpo@vorst.brussels). De verzoeken worden zonder onnodige vertraging behandeld, met inachtneming van de wettelijke uitzonderingen (bv. bescherming van onderzoek, openbare veiligheid). De verstrekte uittreksels zijn beperkt tot wat nodig is om het uitgeoefende recht te vervullen, en brengen de veiligheid of de rechten van anderen niet in gevaar.

Artikel 38 – Bewaring en bescherming

Register van toegang tot het gebouw: bewaartermijn max. 12 maanden, behalve in geval van

wettelijke verplichting of noodzaak in verband met een onderzoek; daarna verwijdering of beveiligde anonimisering.

Beelden van videobewakingscamera's: max. 30 dagen, behalve in geval van versleuteling in het kader van een gerechtelijke of administratieve procedure; definitieve verwijdering na afloop.

Beveiliging: de beelden worden opgeslagen op een interne server.

Minimalisering: enkel de strikt noodzakelijke gegevens worden verwerkt en geraadpleegd.

Artikel 39 – Sancties

Elke inbreuk op dit huishoudelijk reglement kan naargelang het geval leiden tot:

voor werknemers: de toepassing van de tuchtmaatregelen voorzien bij de Nieuwe Gemeentewet of het reglement betreffende het ontslag van gemeentepersoneel;

voor bezoekers, externe dienstverleners of organisatoren : de intrekking van de toegangsvergunning en in voorkomend geval de terugvordering van de herstellings- of vervangingskosten;

in geval van overtreding van de regels inzake toegang, alarm of videobewaking bedoeld in punt 1 en 2: de schorsing of intrekking van de betrokken rechten."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

44 **Personnel – Règlement général des conciergeries – Dispositions spécifiques à la conciergerie de l'Hôtel communal - Approbation. (Confidentiel)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119 et 145 §1 ;

Vu le Règlement général des conciergeries, adopté en séance du 26 mars 2002, et ses modifications ultérieures ;

Considérant les spécificités de la conciergerie de l'Hôtel communal ;

Vu le protocole d'accord n° 517, intervenu en date du 16 décembre 2025, entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

Considérant que cet accord, de la part des organisations syndicales représentatives, a été convenu moyennant l'ajout, à l'article 5 du projet soumis par l'autorité, de la partie surlignée : « *Rondes de sécurité au moment d'ouverture/fermeture du bâtiment* » ;

DECIDE,

D'approuver le ROI de l'hôtel communal concernant la conciergerie et de l'annexer au Règlement général des conciergeries :

"ANNEXE AU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DES CONCIERGERIES (CC 26 mars 2002)

Dispositions spécifiques à la conciergerie de l'Hôtel communal

Article 1 – Objet et portée

La présente annexe s'applique exclusivement au personnel chargé de la conciergerie de l'Hôtel communal sis Rue du Curé 2.

Elle complète le *Règlement général des conciergeries communales* adopté par le Conseil communal le 26 mars 2002 (Règlement conciergeries 2002). En cas de contradiction, le règlement général prévaut.

Cette annexe constitue un dispositif transitoire, applicable jusqu'à l'approbation du nouveau règlement général, auquel elle sera intégrée le cas échéant.

Sa diffusion est strictement limitée aux personnes concernées.

Article 2 – Organisation hiérarchique

Le Concierge, ou son remplaçant, relève :

Pour l'organisation du travail : le Chef du personnel d'entretien (planification, présence, remplacements, heures supplémentaires).

Pour la gestion des incidents, accès et sécurité du bâtiment : du Secrétaire communal, en tant qu'autorité fonctionnelle.

Il peut être assisté par une équipe d'agents d'entretien dans l'exercice de ses missions.

Ces modalités complètent l'article 3 du règlement général (missions générales).

Article 3 – Présence, disponibilité et congés

Le Concierge assure la surveillance générale du bâtiment pendant les heures d'ouverture et lors des événements officiels nécessitant sa présence (conseils communaux, cérémonies, élections, etc.).

Des permanences ponctuelles peuvent être imposées en soirée ou le week-end, avec compensation conformément aux règlements communaux.

Outre ses congés légaux, il bénéficie d'un minimum de **deux week-ends libres par mois**, calculés semestriellement. Un week-end libre est un week-end sans permanence ni intervention d'urgence.

Le Coordinateur du personnel d'entretien communique formellement les coordonnées du remplaçant désigné.

Ces dispositions complètent le Titre IV du règlement général.

Article 4 – Formation et information initiales

À son entrée en fonction, le Concierge reçoit :

une formation relative aux systèmes de contrôle d'accès, alarmes, vidéosurveillance et procédures de sécurité ;

une liste actualisée des dispositifs techniques et des personnes de contact.

Ces informations sont consignées dans un registre interne.

Article 5 – Missions spécifiques

Sans préjudice des missions générales définies par le règlement de 2002, les missions spécifiques pour l'Hôtel communal comprennent :

Surveillance et contrôle du bâtiment ;

Ouverture et fermeture selon les horaires définis ;
Rondes de sécurité au moment d'ouverture/fermeture du bâtiment ;
Coordination de l'équipe d'entretien ;
Soutien logistique pour les activités et événements ;
Gestion de petites interventions techniques ;
Gestion des prestataires et visiteurs professionnels ;
Gestion du matériel et des espaces d'entretien ;
Respect et contrôle des consignes de sécurité ;
Intervention urgente en cas d'incident ;
Gestion des clés conformément aux procédures internes.

Article 6 – Gestion des moyens d'accès

Le Concierge :

tient à jour le registre des clés confiés ;
signale immédiatement toute perte ou incident ;
applique strictement l'organisation du plan de clés intérieur remis par sa hiérarchie.

Article 7 – Matériel mis à disposition

Le Concierge dispose d'un téléphone professionnel, conformément au statut pécuniaire.

Article 8 – Restrictions

Le Concierge :

ne peut modifier aucun local sans autorisation écrite du service des Travaux ;
ne peut entreposer d'objets personnels dans les parties communes ;
ne peut exercer aucune activité privée dans les locaux du bâtiment.

Article 9 – Consommation responsable

Le Concierge veille à une utilisation normalisée de l'eau, de l'électricité et du chauffage et coupe les appareils inutilisés hors service.

Article 10 – Accès aux images de vidéosurveillance

En cas d'alarme ou d'incident grave, le Concierge peut consulter les images **en direct uniquement**, conformément aux règles en vigueur. Toute consultation est immédiatement inscrite dans le registre interne et signalée au Secrétaire communal.

Article 11 – Logement de fonction

Le logement mis à disposition fait partie des avantages en nature prévus par le règlement général. Le Concierge veille à la bonne tenue des lieux.

Article 12 – Composition et équipements

Le logement comprend environ 75 m², composé de Salon, cuisine ouverte, salle à manger, chambre, salle de bain, réserve, double vitrage, chauffage individuel au gaz, électricité, eau, téléphone et internet fournis.

Article 13 – Occupation

Le logement est destiné exclusivement au Concierge et à son/sa partenaire (maximum deux personnes). Les visiteurs sont autorisés pour autant qu'ils ne perturbent pas le fonctionnement du bâtiment. L'accès aux zones opérationnelles leur est interdit.

Article 14 – Cadastre et fiscalité

Le revenu cadastral est fixé à 630 €, sous réserve d'indexation ou de révision fiscale."

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Personeel – Algemeen reglement voor de conciërgewoningen – Specifieke bepalingen voor de conciërgewoning van het Gemeentehuis – Goedkeuring. (*Vertrouwelijk*)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 145 §1;

Gelet op het algemeen reglement voor de conciërgewoningen, aangenomen in de zitting van 26 maart 2002, en latere wijzigingen;

Overwegende het specifieke karakter van de conciërgewoning van het Gemeentehuis;

Gelet op het protocolakkoord nr. 517, gesloten op 16 december 2025 tussen de representatieve vakorganisaties en de gemeentelijke overheid;

Overwegende dat voormeld akkoord vanwege de representatieve vakorganisaties werd verkregen onder voorbehoud van de toevoeging van het gemarkeerde gedeelte aan artikel 5 van het ontwerp dat door de overheid werd voorgelegd: "veiligheidsrondes op het moment van de opening/sluiting van het gebouw";

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het huishoudelijk reglement van het Gemeentehuis i.v.m. de conciërgewoning en dit bij het algemeen reglement voor de conciërgewoningen te voegen:

"BIJLAGE BIJ HET ALGEMEEN REGLEMENT VOOR DE CONCIËRGEWONINGEN (GR 26 maart 2002)

Specifieke bepalingen voor de conciërgewoning van het Gemeentehuis

Artikel 1 – Voorwerp en reikwijdte

Deze bijlage is uitsluitend van toepassing op het personeel dat verantwoordelijk is voor de conciërgediensten van het Gemeentehuis, gelegen Pastoorstraat 2.

Ze vormt een aanvulling op het *Algemeen reglement voor de gemeentelijke conciërgewoningen*, aangenomen door de Gemeenteraad op 26 maart 2002 (Reglement conciërgewoningen 2002). In geval van tegenstrijdigheid geldt het algemeen reglement.

Deze bijlage vormt een overgangsregeling, die van toepassing is totdat het nieuw algemeen reglement is goedgekeurd, waarin ze in voorkomend geval zal worden opgenomen.

De verspreiding ervan is strikt beperkt tot de betrokkenen.

Artikel 2 – Hiërarchische organisatie

De Conciërge, of diens vervanger, ressorteert:

Voor de werkorganisatie: onder het Hoofd van het onderhoudspersoneel (planning, aanwezigheid, vervanging, overuren).

Voor het beheer van incidenten, toegang en veiligheid van het gebouw: onder de Gemeentesecretaris als functionele autoriteit.

Hij/zij kan bij de uitvoering van zijn taken worden bijgestaan door een team van onderhoudsmedewerkers. Deze bepalingen vormen een aanvulling op artikel 3 van het algemeen reglement (algemene taken).

Artikel 3 – Aanwezigheid, beschikbaarheid en verlof

De Conciërge staat in voor het algemeen toezicht op het gebouw tijdens de openingsuren en tijdens officiële evenementen waar zijn aanwezigheid vereist is (gemeenteraden, ceremonies, verkiezingen, ...).

Er kunnen af en toe avond- en weekendpermanenties worden opgelegd, met compensatie overeenkomstig de gemeentelijke reglementen.

Naast zijn wettelijk verlof heeft hij recht op minimaal **twee vrije weekenden per maand**, berekend op halfjaarlijkse basis. Een vrij weekend is een weekend zonder permanentie of noodinterventie.

De Coördinator van het onderhoudspersoneel deelt formeel de contactgegevens mee van de aangestelde vervanger.

Deze bepalingen vormen een aanvulling op Titel IV van het algemeen reglement.

Artikel 4 – Initiële opleiding en informatie

Bij zijn indiensttreding krijgt de Conciërge:

een opleiding over de toegangscontrolesystemen, alarmen, videobewaking en veiligheidsprocedures;
een geactualiseerde lijst van technische apparatuur en contactpersonen.

Deze informatie wordt bijgehouden in een intern register.

Artikel 5 – Specifieke taken

Onverminderd de algemene taken die vastgelegd zijn in het reglement van 2002, omvatten de specifieke taken voor het Gemeentehuis:

bewaking en controle van het gebouw;
opening en sluiting volgens de vastgestelde tijdstippen;
veiligheidsrondes op het moment van de opening/sluiting van het gebouw;
coördinatie van het onderhoudsteam;
logistieke ondersteuning voor activiteiten en evenementen;
afhandeling van kleine technische interventies;
omgaan met dienstverleners en professionele bezoekers;
beheer van het materiaal en de onderhoudsruimten;
naleving en controle van de veiligheidsvoorschriften;
dringende interventie bij een incident;
beheer van de sleutels in overeenstemming met de interne procedures.

Artikel 6 – Beheer van de toegangsvoorzieningen

De Conciërge:

houdt het register van de hem toevertrouwde sleutels bij;
meldt onmiddellijk elk verlies of incident;
past strikt de organisatie van het interne sleutelplan toe dat door zijn hiërarchie is verstrekt.

Artikel 7 – Ter beschikking gesteld materiaal

De Conciërge beschikt over een werktelefoon, in overeenstemming met het geldelijk statuut.

Artikel 8 – Beperkingen

De Conciërge:

mag geen lokalen wijzigen zonder schriftelijke toestemming van de dienst Werken;

mag geen persoonlijke spullen opslaan in de gemeenschappelijke delen;

mag geen privéactiviteiten uitvoeren in de lokalen van het gebouw.

Artikel 9 – Verantwoord verbruik

De Conciërge ziet toe op een normaal gebruik van water, elektriciteit en verwarming, en schakelt ongebruikte apparaten uit.

Artikel 10 – Toegang tot videobewakingsbeelden

In geval van alarm of ernstig incident kan de Conciërge **uitsluitend livebeelden** raadplegen, in overeenstemming met de geldende regels. Elke raadpleging wordt onmiddellijk geregistreerd in een intern register en gemeld aan de Gemeentesecretaris.

Artikel 11 – Dienstwoning

De ter beschikking gestelde woning maakt deel uit van de voordelen in natura waarin het algemeen reglement voorziet. De Conciërge zorgt ervoor dat de ruimten in goede staat worden gehouden.

Artikel 12 – Inrichting en voorzieningen

De woning heeft een oppervlakte van ongeveer 75 m² en omvat: woonkamer, open keuken, eetkamer, slaapkamer, badkamer, berging, voorzien van dubbele beglazing, individuele gasverwarming, elektriciteit, water, telefoon en internet.

Artikel 13 – Bewoning

De woning is uitsluitend bestemd voor de Conciërge en diens partner (max. twee personen). Bezoeker zijn toegestaan, mits zij de werking van het gebouw niet verstoren. De toegang tot operationele zones is voor hen verboden.

Artikel 14 – Kadaster en belasting

Het kadastraal inkomen is vastgelegd op 630 euro, onder voorbehoud van indexering of belastingherziening."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

45 **Question orale : Quand Forest organise la solidarité face à l'Arizona... et à + de 10 ans de fabrique de la précarité ! (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).**
(Complémentaire)

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

Nous n'allons pas refaire ici le récit des derniers jours. Il est connu, il est documenté, et surtout il a été vécu par les équipes communales, les bénévoles, les opérateurs, et par les personnes qui ont pu être mises à l'abri.

Nous voulons d'abord le dire : bravo et merci. Bravo pour la décision d'ouvrir vite, merci pour la mise à disposition du gymnase communal, et merci aux services communaux et au Collège qui ont rendu ça possible. Merci aussi aux partenaires de terrain : BelRefugees, Bruss'help, le Samusocial, la Croix-Rouge. Merci aux citoyens et citoyennes qui se sont mobilisé.e.s.

Nous tenons tout de même à être fermes sur un point : la solidarité n'appartient pas à un parti. Elle n'est pas un trophée. Nous avons vu passer des communications qui donnent l'impression que l'initiative serait le fait d'un camp politique, avec les autres en spectateurs.

Il y a des sujets qui selon nous méritent plus d'humilité.

Et puis, sur le fond, le sans-abrisme ne se traite pas uniquement quand il gèle. Il se traite toute l'année. L'hiver est un amplificateur, brutal, mais la crise, elle, est permanente et ne date pas du 9 janvier 2026. Si on attend le plan froid pour s'émouvoir, on arrive souvent trop tard.

Nous refusons aussi les explications simplistes !

Mehdi Kassou a eu une formule dure, mais juste : "Ce que nous tentons de réparer dans l'urgence et avec des rustines, d'autres le produisent en amont, méthodiquement et à très grande échelle." Et il ajoute: "Cette fabrique de la précarité qui tourne à plein régime, à une cadence industrielle, parfaitement assumée par les gouvernements fédéraux successifs depuis plus de dix ans." Cette phrase ne vise pas un seul gouvernement, ni une seule majorité : elle pointe une responsabilité qui s'accumule. Et ça colle avec ce que le Samusocial écrit dans son rapport d'activité 2023 : la crise de l'accueil des demandeurs de protection internationale n'est pas nouvelle et elle prend désormais une forme "systémique".

Enfin, Le sans-abrisme ne se résume pas à l'accueil des migrants. C'est du logement, de la santé mentale, des assuétudes, des ruptures de droits, de l'emploi, des sorties d'institutions, de la violence parfois, de l'isolement souvent. Des responsabilités que vous portez au niveau local et que vous portez aussi et encore au niveau régional.

Donc, soyons cohérents: on peut critiquer les choix actuels, mais raconter que "tout" vient d'un seul gouvernement, d'une seule politique, c'est un mensonge. C'est prendre les gens pour ... Vos partis porte aussi une responsabilité non-négligeable.

Dans cet esprit, nous souhaitons vous poser les questions suivantes :

Concrètement, qui pilote sur site : orientation, règles d'accès, gestion des flux, médiation, sécurité ? Et quel est le rôle précis des services communaux mobilisés ?

Pouvons-nous recevoir un relevé factuel sur la période d'ouverture : nombre de nuits ouvertes, capacité effective retenue, taux d'occupation, difficultés rencontrées ?

Quels moyens communaux ont été mobilisés (personnel, énergie, nettoyage, matériel, gardiennage) ?

Sur le logement et la prévention: quelles mesures communales et via le CPAS sont aujourd'hui activées à Forest pour éviter les sorties à la rue (prévention des expulsions, médiation locative, logement de transit, partenariat AIS, repérage de bâtiments mobilisables) ?

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

Stéphane

PEYCKER

Conseiller Communal

Chef de

groupe Les Engagé.e.s

Mondelinge vraag : wanneer Vorst solidair is tegen Arizona... en tegen meer dan 10 jaar armoede (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

We gaan hier niet opnieuw de afgelopen dagen beschrijven. Het is bekend, het is gedocumenteerd en bovenal maakten de gemeentelijke teams, de vrijwilligers, de hulpverleners en de mensen die onderdak kregen, het mee.

We willen eerst en vooral zeggen: proficiat en bedankt. Proficiat met de beslissing om snel te openen, bedankt voor het ter beschikking stellen van de gemeentelijke sporthal en bedankt aan de gemeentediensten en het College die dat mogelijk maakten. Ook bedankt aan de partners op het terrein: BelRefugees, Bruss'help, SamuSocial, het Rode Kruis. Bedankt aan de inwoners die zich hebben ingezet.

We willen echter op één punt duidelijk zijn: solidariteit is geen partijpolitiek. Het is geen trofee. We hebben berichten gezien die de indruk wekken dat het initiatief van één politieke partij afkomstig is, terwijl de andere toeschouwers zijn.

Er zijn zaken die volgens ons meer bescheidenheid verdienen.

En bovendien zou dakloosheid niet alleen moeten worden aangepakt als het vriest. Het moet het hele jaar door worden aangepakt. De winter versterkt het probleem abrupt, maar de crisis is permanent en dateert niet van 9 januari 2026. Als we wachten op het koudeplan om in actie te komen, is het vaak al te laat.

We weigeren ook simplistische verklaringen!

Mehdi Kassou sprak harde maar eerlijke taal: wat we inderhaast en met lapmiddelen trachten te herstellen, wordt door anderen in eerste instantie systematisch en op zeer grote schaal veroorzaakt. En

hij voegt er het volgende aan toe: deze armoedefabriek draait op volle toeren, op industriële schaal en de opeenvolgende federale regeringen runnen die al meer dan tien jaar perfect. Dit is niet gericht tegen één enkele regering of één enkele meerderheid: het wijst op een verantwoordelijkheid die groeit. En dat komt overeen met wat SamuSocial in zijn activiteitenverslag van 2023 schrijft: de crisis rond de opvang van personen die om internationale bescherming verzoeken, is niet nieuw en wordt 'stelselmatig'.

Ten slotte beperkt dakloosheid zich niet tot de opvang van migranten. Het gaat om huisvesting, geestelijke gezondheid, verslavingen, schendingen van rechten, tewerkstelling, het verlaten van instellingen, soms geweld, vaak eenzaamheid. Verantwoordelijkheden die u op lokaal niveau draagt en die u ook en nog steeds op gewestelijk niveau draagt.

Laten we dus consequent zijn: we kunnen kritiek hebben op de huidige keuzes, maar beweren dat 'alles' het gevolg is van één enkele regering, één beleid, is een leugen. Dat is de mensen voor de gek houden ... Ook uw partijen dragen een niet te verwaarlozen verantwoordelijkheid.

In dit verband willen we u de volgende vragen stellen:

Wie stuurt alles concreet ter plaatse: begeleiding, toegangsregels, beheer van de stromen, bemiddeling, veiligheid? En wat is de specifieke rol van de ingezette gemeentediensten?

Kunnen we een overzicht krijgen van de openingsperiode: aantal geopende nachten, effectieve capaciteit, bezettingsgraad, moeilijkheden?

Welke gemeentelijke middelen zijn er ingezet (personeel, energie, schoonmaak, materiaal, bewaking)?

Wat huisvesting en preventie betreft, welke gemeentelijke maatregelen en maatregelen via het OCMW worden momenteel in Vorst genomen om te voorkomen dat mensen op straat terechtkomen (preventie van uitzettingen, huurbemiddeling, doorgangswoningen, samenwerking met het SVK, opsporen van gebouwen die tijdelijk kunnen worden gebruikt)?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Stéphane

PEYCKER

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les Engagé.e.s

Réponse de M. SPAPENS :

Vu que nous votions le budget ce soir, je pensais qu'il était entendu qu'il n'y ait pas de questions ce soir, mais pas de problème, je vais répondre à vos questions.

Très clairement, il n'a jamais été le but de jouer sur la pauvreté comme trophée politique. Il faut arrêter de se dédouaner de choses indédouanables, chacun est libre avec sa conscience.

Chacun peut faire l'analyse de décisions qui sont mauvaises pour son parti et il n'y a rien à faire, quand on a appartenu à un gouvernement Vivaldi, on garde en mémoire quelques décisions douloureuses aussi. Ceci étant dit, et nous avons relayé ce qui est dit par des associations de terrain, nous n'avons jamais été à ce point-là en matière d'accueil. Le gouvernement fédéral dépasse toutes les bornes. On le voit tous les jours avec la secrétaire d'État à l'asile et à la migration et ce n'est pas comme si les précédents étaient fleur bleue...

Les choses ne sont plus rencontrées, notamment en matière d'accueil.

À la Commune de Forest, ce qu'on a voulu faire, dans l'urgence, c'est mettre un sparadrap sur une blessure beaucoup plus grande. Nous n'avons pas la prétention de dire que nous avons fait autre chose. Je n'ai pas pris le temps de faire la liste, mais dans quelles communes ces personnes sont accueillies ? Souvent, elles sont accueillies dans les communes les plus pauvres, c'est un fait. Regardons dans les communes d'à côté ; sur Anderlecht, il y a particulièrement beaucoup d'accueil, sur Uccle il n'y en a quasi pas, voire même pas du tout.

À Forest, nous sommes fiers d'avoir un centre Fedasil (chose mise en place sous la précédente législature et poursuivie actuellement), parallèlement à cela, nous avons un hôtel qui est réquisitionné en permanence et avec lequel nous sommes régulièrement en contact. Nous avons également accueilli dans nos bâtiments communaux, de manière connue ou non. Nous avons un projet pérenne, Casa Vesta, qui permet d'accueillir une dizaine de femmes et familles dans des logements rue du Monténégro. Nous avons un centre pour mineurs non accompagnés et polytoxicomanes et j'en oublie, je ne vais d'ailleurs pas tout citer ici. Je pense que nous remplissons largement notre tâche là-dessus, mais ce n'est jamais assez.

La mise à disposition de ce gymnase, ce n'est pas de la politique communale. C'est le Collège, à un moment, qui se pose la question : « comment on répond à un appel auquel personne ne répond ? ». À un moment, il fait tellement froid qu'avec notamment l'échevin des sports, on examine la dernière proposition, on prend contact avec la prévention, avec les sports, avec tout le Collège et on se dit « il faut le faire, il n'y a plus le choix ». C'est comme ça que c'est venu.

Concernant la gestion de ce centre, le Collège s'est réuni dès le premier jour et nous avons établi une convention avec la Plateforme citoyenne qui était en soutien. Nous ne nous sommes mêlés de rien concernant l'organisation. Nous n'avons ni géré les bénévoles ni les repas.

Nous avons juste demandé qu'il y soit gardé quelques places pour les personnes sans abri suivies à proximité. Certaines ont été utilisées, d'autres remises à la collectivité. Il n'y a pas eu de rôle précis, à part la présence, en permanence, d'un membre du personnel du service des sports pendant ses heures de travail, vu que ce sont les travailleurs de ce service qui connaissent le mieux cette infrastructure. Il y a également eu des collaborations entre ce centre, le service sénior et le chauffoir communal.

La période d'ouverture de ce centre a eu lieu entre le vendredi 9 janvier à 17h et le lundi 19 janvier à 15h, donc pour une durée de dix nuits consécutives. La capacité effective retenue était de 100 personnes. Le taux d'occupation était quasi maximal les deux premières nuits. Nous n'avons pas rencontré de difficultés majeures, mais des petits problèmes, par exemple au niveau des sanitaires.

Je profite de votre question pour transmettre mes remerciements au service des Sports, à la Prévention et au service Intergénérationnel qui ont géré tout cela. Les moyens communaux ont mobilisé une personne, l'intégralité des charges d'énergie nous revient, le nettoyage a en partie été assuré par nos services et en partie par des bénévoles. Nous n'avons pas mis de matériel à disposition si ce n'est dix barrières nadar pour délimiter un espace fumeurs à l'extérieur. Les frais de gardiennage ont été intégralement pris en charge par l'institution.

Réplique de M. PEYCKER :

Merci, Monsieur le Bourgmestre, pour vos réponses.

J'étais tout à fait disposé à reporter les questions, mais à un moment donné, il faut le dire ou le demander, et je l'aurais fait sans aucun souci.

Et je suis donc disposé à renvoyer la seconde question à l'ordre du jour du prochain Conseil communal.

Encore merci pour vos réponses, et j'insiste sur le fait que l'on vous remercie pour le dispositif mis en place. Mais vous l'avez tout de même répété, peut-être de manière, sans le vouloir ou inconsciente : « Personne ne bouge », sous-entendu, il n'y a que vous qui bougez.

Réplique de M. SPAPENS :

Si je l'ai dit, ce n'est pas ce que j'ai voulu dire, des citoyens et d'autres communes se sont également bougées.

Je n'avais pas répondu concernant le choix du lieu, avec mes collègues du Collège, nous avons recherché une solution pérenne, nous avons eu des contacts avec Audi, avec des personnes de l'internat, ...

Quand je dis « personne ne bouge », je sais qu'il y a des communes qui bougent et je serai très intéressé d'avoir la composition politique des communes qui se bougent.

Réplique de M. PEYCKER :

Là-dessus, je vous rejoins à 100%, le relevé des communes qui mettent des choses contre le

sans-abrisme serait intéressant à faire.

Antwoord van de heer SPAPENS:

Aangezien we vanavond over de begroting stemmen, dacht ik dat het duidelijk was dat er vanavond geen vragen zouden worden gesteld, maar geen probleem, ik zal uw vragen beantwoorden.

Het is duidelijk dat het nooit de bedoeling is geweest om armoede als politiek wapen in te zetten. We moeten ophouden onrechtvaardige daden goed te praten; iedereen is vrij om zijn eigen geweten te volgen.

Iedereen kan de slechte beslissingen van zijn partij analyseren en daar is niets aan te doen; als je deel hebt uitgemaakt van een Vivaldi-regering, herinner je je ook enkele pijnlijke beslissingen. Dit gezegd zijnde, en we hebben doorgegeven wat er door verenigingen op het terrein wordt gezegd, zijn we op het vlak van opvang nog nooit zo ver gekomen. De federale regering gaat alle grenzen te buiten. We zien dat elke dag bij de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en het is niet alsof de voorgangers rozengur en maneschijn waren ...

De zaken lopen niet meer zoals het hoort, met name op het vlak van opvang.

In de gemeente Vorst wilden wij een pleister plakken op een heel grote wonde. We pretenderen niet dat we iets anders doen. Ik heb geen lijst opgesteld, maar in welke gemeenten worden deze mensen opgevangen? Vaak komen ze terecht in de armste gemeenten, dat is een feit. Laten we eens kijken naar de naburige gemeenten: in Anderlecht worden er bijzonder veel mensen opgevangen, in Ukkel zijn er bijna geen of zelfs helemaal geen.

In Vorst zijn we trots op ons Fedasil-centrum (dat tijdens de vorige bestuursperiode is opgezet en nu wordt voortgezet). Daarnaast hebben we een hotel dat permanent is gevorderd en waarmee we regelmatig contact hebben. We hebben ook mensen opgevangen in onze gemeentegebouwen, al dan niet bekendgemaakt. We hebben een project, Casa Vesta, waarmee we een tiental vrouwen en gezinnen kunnen opvangen in woningen in de Montenegrostraat. We hebben een centrum voor niet-begeleide minderjarigen en polyverslaafden, en ik vergeet er vast nog wel een paar, ik ga ze hier trouwens niet allemaal opsommen. Ik denk dat we onze taak op dat vlak ruimschoots vervullen, maar het is nooit genoeg.

Het ter beschikking stellen van deze sportzaal is geen gemeentelijk beleid. Op een gegeven moment stelde het College zich de vraag: "Hoe reageren we op een oproep waarop niemand reageert?" Op een bepaald moment was het zo koud dat we samen met o.a. de schepen van Sport het laatste voorstel hebben bekeken, contact hebben opgenomen met de Preventiedienst, met Sport en met het hele College, en tegen elkaar zeiden: "We moeten het doen, we hebben geen keuze meer". Zo is het gekomen.

Wat het beheer van dit centrum betreft, heeft het College direct vergaderd en hebben we een overeenkomst gesloten met het burgerplatform dat ondersteuning bood. We hebben ons niet bemoeid met de organisatie. We hebben noch de vrijwilligers, noch de maaltijden georganiseerd.

We hebben alleen gevraagd om enkele plaatsen vrij te houden voor daklozen die in de buurt worden begeleid. Sommige zijn gebruikt, andere zijn ter beschikking gesteld aan de gemeenschap. Er waren geen specifieke rollen, behalve dat er tijdens de werkuren voortdurend een medewerker van de Sportdienst aanwezig was, aangezien die dienst deze infrastructuur het beste kent. Er was ook samenwerking tussen dit centrum, de Seniorendienst en de gemeentelijke verwarmde dagopvang.

Het centrum was open van vrijdag 9 januari 17 uur tot maandag 19 januari 15 uur, dus 10 opeenvolgende nachten. De effectieve capaciteit bedroeg 100 personen. De bezettingsgraad was de eerste 2 nachten bijna maximaal. We hebben geen grote moeilijkheden ondervonden, maar wel enkele kleine problemen, zoals met het sanitair.

Ik maak van uw vraag gebruik om mijn dank over te brengen aan de Sport- en de Preventiedienst en de Intergenerationele dienst, die dit alles hebben geregeld.

De gemeente heeft één persoon ingezet, de volledige energiekosten zijn voor onze rekening, de schoonmaak werd deels door onze diensten en deels door vrijwilligers verzorgd. Wij hebben geen materiaal ter beschikking gesteld, behalve 10 nadarhekken om een rookruimte af te bakenen buiten. De bewakingskosten werden volledig door de instelling gedragen.

Repliek van de heer PEYCKER:

Bedankt, mijnheer de Burgemeester, voor uw antwoorden.

Ik was bereid om de vragen uit te stellen, maar op een gegeven moment moet je het gewoon zeggen of vragen, en dat had ik zonder moeite gedaan.

Ik ben dan ook bereid om de tweede vraag op de agenda van de volgende Gemeenteraad te plaatsen.

Nogmaals bedankt voor uw antwoorden

en ik wil benadrukken dat we u dankbaar zijn voor de genomen maatregelen. Maar u hebt het herhaald, misschien onbedoeld of onbewust: “Niemand doet iets”, waarmee u impliceert dat alleen u iets doet.

Repliek van de heer SPAPENS:

Als ik dat heb gezegd, was dat niet wat ik bedoelde; ook burgers en andere gemeenten hebben actie ondernomen.

Ik had nog geen antwoord gegeven over de keuze van de plaats; samen met mijn collega's in het College hebben we gezocht naar een duurzame oplossing, we hebben contact gehad met Audi, met mensen van het internaat, ...

Als ik zeg “niemand doet iets”, weet ik dat er gemeenten zijn die wel actie ondernemen en ik zou heel graag de politieke samenstelling kennen van de gemeenten die wel actie ondernemen.

Repliek van de heer PEYCKER:

Daar ben ik het 100 % met u eens, het zou interessant zijn om een overzicht te maken van de gemeenten die maatregelen nemen tegen dakloosheid.

46 **Question d'actualité concernant le soutien au peuple iranien (à la demande de Madame Poulaert, conseillère communale) (Ajouté en séance)**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins,

Depuis plus de deux ans, le peuple iranien se mobilise au péril de sa vie pour défendre des valeurs universelles : la liberté, la dignité humaine, l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que le respect des droits fondamentaux. Ce mouvement, porté notamment par des femmes d'un courage remarquable, se poursuit malgré une répression d'une grande violence exercée par le régime en place.

De nombreuses communes, villes et institutions à travers le monde ont déjà exprimé leur solidarité avec le peuple iranien et leur soutien au mouvement "Femme, Vie, Liberté". Forest, en tant que commune engagée en faveur des droits humains, ne peut rester silencieuse, d'autant plus qu'elle a pris récemment plusieurs initiatives concernant un autre conflit.

Mes questions sont les suivantes :

1. Le Collège envisage-t-il d'adopter une position exprimant clairement le soutien de la commune de Forest au peuple iranien et à celles et ceux qui luttent pour leurs libertés fondamentales ? Si oui, dans quel délai ? Et si non, pour quelles raisons ?
2. Le Collège prévoit-il d'entreprendre des actions symboliques ou de sensibilisation notamment en arborant, au nom de la défense des droits humains et de la liberté des femmes, le drapeau iranien, orné d'un lion et d'un soleil, symbole de l'actuelle révolution ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Actualiteitsvraag over de steun aan het Iraanse volk (op verzoek van Mevrouw Poulaert, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Geachte heer burgemeester, Dames en heren schepenen,

Al meer dan twee jaar komen de Iraniërs in opstand en riskeren zij daarbij hun leven om universele waarden te verdedigen: vrijheid, menselijke waardigheid, gelijkheid tussen vrouw en man, en eerbiediging van de grondrechten. Deze beweging, die met name wordt gedragen door vrouwen met opmerkelijke moed, zet zich voort ondanks het zeer gewelddadige optreden van het huidige regime.

Talrijke gemeenten, steden en instellingen over de hele wereld hebben al hun solidariteit met het Iraanse volk betuigd en hun steun voor de beweging "Vrouw, Leven, Vrijheid". Als gemeente die zich inzet voor de mensenrechten kan Vorst niet zwijgen, temeer daar zij onlangs verschillende initiatieven heeft genomen met betrekking tot een ander conflict.

Mijn vragen:

1. Is het College van plan een standpunt in te nemen waarin duidelijk wordt uitgedrukt dat de gemeente Vorst haar steun betuigt aan het Iraanse volk en aan degenen die strijden voor hun fundamentele vrijheden? Zo ja, wanneer? Zo nee, waarom?

2. Is het College van plan symbolische of sensibiliseringsacties te ondernemen, met name door ter verdediging van de mensenrechten en de vrijheid van vrouwen de Iraanse vlag te hijsen, versierd met een leeuw en een zon, het symbool van deze revolutie?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Réponse de M. SPAPENS :

Je vous remercie pour votre interpellation. Nous suivons évidemment avec la plus grande attention la situation dramatique et profondément révoltante qui se déroule actuellement en Iran. La répression exercée par le régime des mollahs à l'encontre de sa propre population civile suscite de très vives inquiétudes et rappelle, à bien des égards, les méthodes utilisées par le régime de Bachar el-Assad en Syrie, qui ont conduit, durant plus d'une décennie, à l'anéantissement de toute contestation sur son territoire.

En Iran, de nombreux faits sont aujourd'hui largement documentés : arrestations arbitraires massives, exécutions, usage d'armes létales contre des manifestants avec des tirs visant délibérément des zones vitales, ainsi que des coupures quasi totales des réseaux de télécommunications et d'Internet sur l'ensemble du territoire. Ces blackouts numériques, destinés à isoler la population et à empêcher la diffusion d'informations vers l'extérieur, constituent en eux-mêmes de graves violations des droits fondamentaux.

Face à l'isolement imposé au peuple iranien et à l'absence quasi totale de communication indépendante, nous sommes particulièrement attentifs aux alertes et aux témoignages émanant de la diaspora iranienne. Celle-ci interpelle clairement la Belgique et l'Union européenne afin qu'elles prennent position de manière plus ferme, position qui demeure à ce stade largement insuffisante au regard de la gravité des faits. Au niveau fédéral, le ministre belge des Affaires étrangères, Monsieur Maxime Prévot, a tout de même convoqué, mi-janvier, l'ambassadeur d'Iran et s'est déclaré ouvert à de nouvelles sanctions européennes à l'encontre de ce régime théocratique et dictatorial.

Au niveau de la Commune de Forest, nous souhaitons également agir à notre niveau. C'est pourquoi une motion exprimant le soutien plein et entier de la Commune de Forest au peuple iranien est actuellement en préparation. Ce mois de janvier a été principalement consacré aux travaux liés à la présentation du budget dont nous devons discuter ce soir, mais soyez assurée qu'une motion suivra, visant à affirmer clairement notre pleine et entière solidarité avec celles et ceux qui luttent pour leur liberté, la dignité humaine, l'égalité entre les femmes et les hommes et le respect des droits fondamentaux. Nous sommes par ailleurs prêts à soutenir des initiatives symboliques mais aussi concrètes, notamment en collaboration avec les associations de la diaspora iranienne, telles que l'organisation de moments de dialogue, de conférences ou d'actions de sensibilisation, afin de mieux faire connaître la situation en Iran. Ces éléments seront également précisés dans

la motion.

Malheureusement, le régime en place, théocratique et dictatorial, qui terrorise sa population depuis de nombreuses années, ne renoncera pas facilement au pouvoir. Nous savons également que, en 2026, la défense des droits humains n'est malheureusement pas toujours la priorité des grandes puissances. Pour autant, notre Collège réaffirme son attachement aux valeurs universelles des droits humains et sa volonté d'inscrire son action dans une démarche cohérente, responsable et fidèle à ces principes.

Je vous remercie.

1 annexe / 1 bijlage

47 **Question orale concernant le Boulevard de l'Humanité : semi-remorque abandonnée(à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal). (Complémentaire)**

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

Depuis l'été 2025, une situation très concrète et franchement incompréhensible s'installe boulevard de l'Humanité : une semi-remorque abandonnée, remplie de vêtements, avec une bâche déchirée et des textiles qui finissent régulièrement sur la chaussée et sur la piste cyclable.

Un article d'août 2025 indiquait que la zone avait été nettoyée et qu'un procès-verbal avait été dressé. Mais un nouvel article publié fin décembre 2025 expliquait que la remorque, elle, n'avait toujours pas bougé. Entre-temps, Bruxelles-Propreté ramasserait ponctuellement ce qui tombe au sol, sans pouvoir enlever le véhicule. Et chacun renverrait à l'autre, au motif d'un flou de compétences (voirie régionale, proximité de Drogenbos, rôle de parking.brussels, Bruxelles Mobilité, police locale, décision du bourgmestre).

Sur le terrain, le résultat est simple : un engin abandonné pendant des mois sur l'espace public, un risque pour la sécurité des cyclistes, un sentiment d'impunité et une impression que, quand c'est compliqué, plus personne n'est responsable.

Le Collège et Monsieur le Bourgmestre peuvent-ils nous préciser :

Quelles démarches concrètes ont été effectuées depuis le signalement de l'été 2025 ?

Une autorisation formelle d'enlèvement par dépanneuse a-t-elle été prise par la commune ? Si oui, quand ? Si non, qu'est-ce qui bloque ?

Quel est, dans ce cas précis, le cadre juridique et opérationnel mobilisé par la commune pour traiter un véhicule manifestement abandonné sur une voirie régionale ?

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

PEYCKER

Conseiller Communal

groupe Les Engagé.e.s

Chef de

Le point est reporté.

Mondelinge vraag over de Humaniteitslaan: achtergelaten oplegger (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Sinds de zomer van 2025 doet zich op de Humaniteitslaan een zeer concrete en ronduit onbegrijpelijke situatie voor: een achtergelaten oplegger vol kleding, met een gescheurd zeil en textiel dat regelmatig op de rijbaan en het fietspad terechtkomt.

In een artikel van augustus 2025 stond dat de plek opgeruimd was en dat er een proces-verbaal was opgemaakt. Maar een nieuw artikel dat eind december 2025 werd gepubliceerd, stelde dat de oplegger nog steeds op dezelfde plek stond. Ondertussen zou Net Brussel af en toe het afval oprapen dat op de grond valt, zonder het voertuig te kunnen verwijderen. En iedereen zou naar de ander verwijzen, onder het mom van onduidelijkheid over de bevoegdheden (gewestweg, nabijheid van Drogenbos, rol van Parking.Brussels, Brussel Mobiliteit, lokale politie, beslissing van de burgemeester).

In de praktijk is het resultaat eenvoudig: een achtergelaten voertuig dat maandenlang in de openbare ruimte staat, een risico voor de veiligheid van fietsers, een gevoel van straffeloosheid en de indruk dat wanneer het ingewikkeld wordt, niemand meer verantwoordelijk is.

Kunnen het College en de Burgemeester het volgende voor ons toelichten:

Welke concrete stappen zijn er ondernomen sinds de melding in de zomer van 2025?

Heeft de gemeente formele toestemming gegeven om het voertuig door een takelwagen te laten wegslepen? Zo ja, wanneer? Zo nee, wat houdt dit tegen?

Wat is in dit specifieke geval het juridisch en operationeel kader dat de gemeente hanteert om een voertuig te behandelen dat op een gewestweg werd achtergelaten?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Stéphane

PEYCKER

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les Engagé.e.s

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 21:30
Opheffing van de zitting om 21:30

Par le Collège :
La Secrétaire communale,
Vanwege het College :
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Hilde De Visscher

Nadia El Yousfi